



SCoT DU VAL D'ESSONNE

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



THEMA ENVIRONNEMENT
1, Mail de la Papoterie
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

**Document
approuvé
le 30 septembre
2008**

SOMMAIRE

1.	RESUME NON TECHNIQUE.....	10
1.1.	PRESENTATION	10
1.2.	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	10
1.2.1.	Contexte physique.....	10
1.2.2.	Ressources naturelles.....	11
1.2.3.	Patrimoine naturel.....	14
1.2.4.	Patrimoine culturel	17
1.2.5.	Gestion des risques, des nuisances et des pollutions.....	18
1.3.	ANALYSE DES EFFETS DU PADD ET/OU DU DOG SUR L'ENVIRONNEMENT / MESURES ENVISAGEES POUR LIMITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE SUPPRIMER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	20
1.4.	BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS.....	26
1.5.	ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	29
1.5.1.	Généralités – notions d'effet ou d'impact du projet.....	29
1.5.2.	ESTIMATION DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES	29
1.5.3.	CAS DU SCOT DU VAL D'ESSONNE.....	30
2.	PREAMBULE.....	31
2.1.	OBJET DE L'OPERATION.....	31
2.2.	ENJEUX ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	33
2.3.	L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE SCOT.....	34
2.4.	TEXTES REGISSANT L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	36
3.	ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	38
3.1.	CONTEXTE PHYSIQUE.....	38
3.1.1.	Climatologie	38
3.1.2.	Géologie	39
3.1.3.	Pédologie.....	41
3.1.4.	Topographie	43
3.1.5.	Hydrogéologie.....	45
3.2.	RESSOURCES NATURELLES	53
3.2.1.	Ressources pétrolières.....	53
3.2.2.	Ressources minières.....	55
3.2.3.	Eaux superficielles (eaux des rivières).....	57
3.2.4.	Eaux souterraines.....	68
3.2.5.	Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales	77
3.2.6.	Plans de gestion de la ressource en eau.....	80
3.3.	PATRIMOINE NATUREL	87

3.3.1.	Occupation du sol et milieux naturels.....	87
3.3.2.	Paysages	90
3.3.3.	Espaces naturels sensibles et protégés	91
3.4.	LE PATRIMOINE CULTUREL.....	116
3.4.1.	Monuments historiques	116
3.4.2.	Richesses archéologiques	117
3.5.	UNE GESTION DES RISQUES ET DES NUISANCES NECESSAIRE.....	119
3.5.1.	Risques naturels.....	119
3.5.2.	Risques technologiques.....	130
3.5.3.	Récapitulatif des risques naturels et technologiques identifiés.....	133
3.5.4.	Nuisances.....	134
3.6.	UNE GESTION DES DECHETS COHERENTE	147
3.6.1.	Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés	147
3.6.2.	Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics	148
3.6.3.	La gestion des déchets sur le territoire	151
3.7.	DES ENERGIES RENOUVELABLES A DEVELOPPER	156
3.7.1.	Contexte réglementaire	156
3.7.2.	Etat des lieux.....	156
3.7.3.	Plan régional pour la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies locales et renouvelables, et la réduction de l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire (2006-2010).....	163
4.	ANALYSE DES EFFETS DU PADD ET/OU DU DOG SUR L'ENVIRONNEMENT / MESURES ENVISAGEES POUR LIMITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE SUPPRIMER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	164
4.1.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE CADRE PHYSIQUE.....	166
4.1.1.	Analyse des effets	166
4.1.2.	Mesures envisagées	166
4.2.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA RESSOURCE EN EAU	167
4.2.1.	Analyse des effets	167
4.2.2.	Mesures envisagées	168
4.3.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE NATUREL.....	169
4.3.1.	Analyse des effets	169
4.3.2.	Mesures envisagées	171
4.4.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES RISQUES ET LES NUISANCES.....	173
4.4.1.	Analyse des effets	173
4.4.2.	Mesures envisagées	175
4.5.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA GESTION DES DECHETS	178
4.5.1.	Analyse des effets	178
4.5.2.	Mesures envisagées	178
4.6.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES ENERGIES RENOUVELABLES	179
4.6.1.	Analyse des effets	179
4.6.2.	Mesures envisagées	179
4.7.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PAYSAGE	180
4.7.1.	Analyse des effets	180

4.7.2.	Mesures envisagées	180
4.8.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE CULTUREL.....	181
4.8.1.	Analyse des effets	181
4.8.2.	Mesures envisagées	181
4.9.	EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES DEPLACEMENTS.....	182
4.9.1.	Analyse des effets	182
4.9.2.	Mesures envisagées	182
4.10.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-TERRITORIAUX	183
4.10.1.	Compatibilité du projet avec le SDAGE	183
4.10.2.	Compatibilité du projet avec le zonage NATURA 2000	183
4.10.3.	Compatibilité du projet avec le SDRIF de 1994	184
4.10.4.	Compatibilité du projet avec la charte du PNR	184
5.	BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS	185
5.1.	METHODE D'ELABORATION / DE SELECTION.....	185
5.2.	INSERTION DANS LA DEMARCHE	186
5.3.	LA MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE DE SUIVI	186
5.4.	PRESENTATION DES INDICATEURS RETENUS	187
6.	ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	190
6.1.	GENERALITES – NOTIONS D'EFFET OU D'IMPACT DU PORJET	190
6.2.	ESTIMATION DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES	191
6.3.	CAS DU SCOT DU VAL D'ESSONNE.....	192

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Périmètre de la Communauté de Communes du Val d'Essonne	31
Figure 2 : Mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration des SCoT	35
Figure 3 : Données climatiques de la station de Trappes sur la période 1971-2000 (Source : Météo France).....	38
Figure 4 : Rose des vents de Trappes (Source : Météo France)	39
Figure 5 : Carte géologique (Source : BRGM)	40
Figure 6 : Carte pédologique d'Ile-de-France (Source : Chambre d'Agriculture de l'Essonne).....	42
Figure 7 : Topographie au niveau du territoire de la CCVE	44
Figure 8 : Les principales nappes d'eau souterraine d'Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France)	45
Figure 9 : Zonage à l'intérieur duquel les règles de gestion de l'Albien et du Néocomien sont proposées dans le cadre du SDAGE (Source : DIREN Ile-de-France)	48
Figure 10 : Zone d'implantation préférentielle des nouveaux forages de secours (Source : DIREN Ile-de-France)	49
Figure 11 : Zone de Répartition des Eaux (ZRE) pour les nappes de l'Albien et du Néocomien (Source : DIREN Ile-de-France)	50
Figure 12 : Evolution du niveau piézométrique de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen et sables de Beauchamp à Itteville (Source : BRGM, DIREN Ile-de-France)	51
Figure 13 : Données statistiques mensuelles de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen et sables de Beauchamp à Itteville (Source : BRGM, DIREN Ile-de-France)	52
Figure 14 : Carte des gisements de pétrole en Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France, décembre 2001).....	54
Figure 15 : Localisation des principaux dépôts pétroliers d'Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France, décembre 2001)	54
Figure 16 : Ressources en matériaux naturels sur le territoire de la CCVE (Source : Préfecture de l'Essonne)	56
Figure 17 : Synthèse des contraintes pour l'exploitation de carrière sur le territoire de la CCVE (Source : Préfecture de l'Essonne)	56
Figure 18 : Les bassins versants du territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France - IAURIF)	57
Figure 19 : Régime hydraulique de l'Essonne à Ballancourt-sur-Essonne (Source : Banque Hydro)	59
Figure 20 : Régime hydraulique de la Juine à Méréville (Source : Banque Hydro)	59
Figure 21 : Réseau de mesure de la qualité des cours d'eau (Source : CG 91, 2002).....	60
Figure 22 : Evolution de la qualité de l'eau sur la période 1997-2004 (Source : CG 91).....	61

Figure 23 : Qualité de l'eau pour les matières azotées en 2004 (Source : CG 91)	62
Figure 24 : Qualité de l'eau pour les matières organiques et oxydables en 2004 (Source : CG 91)	63
Figure 25 : Qualité de l'eau pour les matières phosphorées en 2004 (Source : CG 91)	63
Figure 26 : Qualité de l'eau pour les nitrates en 2004 (Source : CG 91)	64
Figure 27 : Qualité de l'eau pour les phytosanitaires en 2003-2004 (Source : CG 91)	64
Figure 28 : Résultats des IBD réalisés en 2004 (Source : CG 91)	65
Figure 29 : Résultats des IBGN réalisés en 2004 (Source : CG 91)	66
Figure 30 : Captages d'eau potable en eaux superficielles (Source : DIREN)	67
Figure 31 : Suivi de la hauteur de la nappe de Beauce à Itteville (Source : SIARCE, « a Qualité », 2004)	68
Figure 32 : Qualité de l'eau potable prélevée en nappe (Source : DRASS Ile-de-France)	70
Figure 33 : Volumes prélevés en nappe pour l'irrigation en Essonne (Source : SIARCE)	71
Figure 34 : Localisation des captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DDASS Essonne)	72
Figure 35 : Périmètres de protection des captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DDASS Essonne)	73
Figure 36 : Syndicats de distribution d'eau en Essonne (Source : DDASS Essonne)	74
Figure 37 : Gestionnaires de la distribution d'eau potable en Essonne (Source : DDASS Essonne)	75
Figure 38 : Origine de l'eau potable en Essonne (Source : DDASS Essonne)	76
Figure 39 : Périmètre du SAGE de la nappe de Beauce	82
Figure 40 : Réseau hydrographique du SAGE de la nappe de Beauce	83
Figure 41 : Occupation du sol de la CCVE (Source : IAURIF, MOS 1999)	89
Figure 42 : Occupation du sol de la CCVE (Source : IAURIF, MOS 2003)	90
Figure 43 : Localisation des ZNIEFF	93
Figure 44 : Localisation des ZICO	95
Figure 45 : Localisation des arrêtés de protection de biotope	97
Figure 46 : Communes de la CCVE appartenant au PNR du Gâtinais Français	99
Figure 47 : Localisation des sites Natura 2000 et réserves naturelles	101
Figure 48 : Recensement et zone de préemption du Conseil Général sur le territoire de la CCVE (Source : CG 91)	103
Figure 49 : Localisation de la réserve de biosphère	105
Figure 50 : Corridors écologiques sur le territoire de la CCVE	106
Figure 51 : Localisation des sites inscrits et des sites classés	110
Figure 52 : Localisation des PRIF	112
Figure 53 : Carte des randonnées de l'Essonne (Source : www.tourisme-essonne.com)	113
Figure 54 : Itinéraires sécurisés proposés dans le cadre du Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces (Source : Fédération pour les Circulations Douces en Essonne)	115

Figure 55 : Extrait de la carte archéologique du département de l'Essonne (Source : Porter à connaissance)	118
Figure 56 : PPRI d'Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France)	119
Figure 57 : Extrait de l'Atlas des Plus Hautes Eaux Connues d'Ile-de-France	123
Figure 58 : Illustration des risques d'effondrement (Source : DDE Seine-et-Marne)	124
Figure 59 : Zones affectées ou susceptibles de l'être par des travaux souterrains sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne.....	125
Figure 60 : Illustration du retrait-gonflement des argiles (Source : DDE Seine-et-Marne)	126
Figure 61 : Aléa retrait-gonflement des sols argileux (Source : BRGM)	127
Figure 62 : Règles constructives limitant le risque de retrait gonflement des sols	127
Figure 63 : Zones de sismicité de la France	129
Figure 64 : Zones d'aléas sismiques de la France.....	129
Figure 65 : Polygone d'isolement de la SME à Vert-le-Petit (annexe au décret du 11 septembre 1931)	131
Figure 66 : Récapitulatif des risques naturels et technologiques sur le territoire de la CCVE	133
Figure 67 : Localisation des ZBC et des PNB sur le territoire de la CCVE (Source : Observatoire départemental du bruit des transports terrestres)	139
Figure 68 : Populations survolées par les avions en provenance et à destination de Paris Charles-de-Gaulle et Paris Orly – Configuration face à l'est.....	140
Figure 69 : Populations survolées par les avions en provenance et à destination de Paris Charles-de-Gaulle et Paris Orly – Configuration face à l'ouest	141
Figure 70 : Couloirs aériens des avions au départ des aéroports de Roissy et d'Orly	142
Figure 71 : Qualité de l'air en Ile-de-France (Source : AIRPARIF).....	144
Figure 72 : Répartition des syndicats intercommunaux de traitement des déchets (Source : ORDIF)	151
Figure 73 : Répartition des syndicats intercommunaux de collecte des ordures ménagères (Source : ORDIF).....	154
Figure 74 : Quantité de déchets ménagers et assimilés collectés en 2004 sur les communes d'Ile-de-France (Source : ORDIF)	155
Figure 75 : Part de la collecte sélective dans la collecte des déchets ménagers en 2004 sur les communes d'Ile-de-France (Source : ORDIF)	155
Figure 76 : Evaluation du gisement éolien sur le territoire de la CCVE (Source : Atlas francilien du gisement éolien)	158
Figure 77 : Zones d'implantation préférentielle des éoliennes en fonction des servitudes, des zones naturelles, des monuments historiques et des préconisations (Source : DDE91/Pôle Environnement)	160

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	72
Tableau 2 : Assainissement collectif des communes de la CCVE.....	78
Tableau 3 : Caractéristiques des stations d'épuration des communes de la CCVE.....	79
Tableau 4 : Espaces urbains et ruraux sur les communes de la CCVE (Source : IAURIF, MOS 1999)	88
Tableau 5 : ZNIEFF présentes sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	92
Tableau 6 : ZICO présente sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	94
Tableau 7 : Arrêtés de protection de biotope présents sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	96
Tableau 8 : Sites Natura 2000 sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	100
Tableau 9 : Réserve naturelle sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	102
Tableau 10 : Espaces naturels sensibles sur le territoire de la CCVE (Source : Conseil Général de l'Essonne)	103
Tableau 11 : Réserve de biosphère sur le territoire de la CCVE	105
Tableau 12 : Sites inscrits et sites classés sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)	108
Tableau 13 : PRIF du territoire de la CCVE	112
Tableau 14 : Monuments historiques sur le territoire de la CCVE (Source : IAURIF)	116
Tableau 15 : Monuments historiques dont le périmètre de protection concerne le territoire de la CCVE (Source : IAURIF)	117
Tableau 16 : Etablissements SEVESO sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN)	130
Tableau 17 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2003-108.....	134
Tableau 18 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2003-109	134
Tableau 19 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2005-085	137
Tableau 20 : Sites pollués sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France, Base de données BASOL)	146

LISTE DES ANNEXES

annexe 1 : Liste des études techniques et scientifiques consultées relatives à la rivière Essonne et aux milieux afférents	194
annexe 2 : MOS 1999 par commune (Source : IAURIF)	212
annexe 3 : Cartographie de la ZPS FR1110102 signée par le MEDD le 23/12/2003	214
annexe 4 : ZBC et PNB sur le territoire de la CCVE (Source : Observatoire départemental du bruit des transports terrestres)	224

1. RESUME NON TECHNIQUE

1.1. PRESENTATION

La communauté de Communes du Val d'Essonne (CCVE) est en charge de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur les 17 communes suivantes :

- Auvernaux
- Ballancourt-sur-Essonne
- Baulne
- Cerny
- Champcueil
- Chevannes
- Echarcon
- La Ferté-Alais
- Fontenay-le-Vicomte
- Itteville
- Leudeville
- Mennecy
- Nainville-les-Roches
- Ormoy
- Saint-Vrain
- Vert-le-Grand
- Vert-le-Petit

L'analyse environnementale relative au dossier de SCoT est ainsi structurée autour des 4 phases suivantes :

- analyse environnementale,
- évaluation des incidences,
- recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences,
- suivi et bilan des effets sur l'environnement au moyen d'indicateurs.

1.2. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.2.1. Contexte physique

Le climat de la région de la CCVE est de type océanique dégradé. Ce dernier se caractérise par un faible écart entre les températures moyennes minimales et maximales. La répartition des précipitations tout au long de l'année est relativement homogène. Les vents dominants sont principalement de sud-ouest.

Au niveau géologique, au nord et au nord-ouest, le territoire est constitué par le plateau de la Brie, entaillé par la vallée de l'Essonne et saupoudré de buttes de grès. Au sud du territoire, le plateau de la Beauce domine.

Sur le territoire de la CCVE, les sols présents correspondent aux alluvions au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine, aux sols lessivés en majorité localisés en rive gauche et aux sols bruns et rendzines principalement situés sur les coteaux ainsi que sur la rive droite de l'Essonne. Globalement, les sols des plateaux ont une valeur agronomique intéressante pour l'agriculture.

La topographie du territoire de la CCVE distingue clairement 3 grands ensembles : les vallées de l'Essonne et de la Juine, le plateau de la Brie et le plateau de la Beauce.

Le territoire de la CCVE est à la limite de trois nappes phréatiques principales : l'aquifère de Beauce, l'aquifère de Champigny et l'aquifère multicouche de l'Eocène moyen et inférieur. Par ailleurs, une nappe profonde, la nappe de l'Albien-Néocomien, classé en zone de répartition des eaux, traverse le territoire de la CCVE. On notera par ailleurs qu'un piézomètre mesure en continu les fluctuations de la nappe « Calcaire du Saint-Ouen et sables de Beauchamp » sur la commune d'Itteville.

1.2.2. Ressources naturelles

Sur le territoire de la CCVE, on note la présence de trois gisements de pétrole en cours d'exploitation au niveau des communes de Vert-le-Petit, Vert-le-Grand et Itteville.

Au regard du Schéma Départemental des Carrières, sur le territoire de la CCVE, les communes qui présentent le moins de contraintes à l'exploitation de carrières sont les communes d'Auvernaux et de Chevannes.

Le territoire de la CCVE est le lieu de confluence de la Juine et de l'Essonne. Les zones humides associées à ces cours d'eau jouent un rôle essentiel dans la gestion naturelle des phénomènes hydrologiques (écrêtement des crues, maintien des débits d'été, assainissement) ; elles améliorent la qualité des eaux en agissant par filtration et décantation et elles sont source de diversité biologique.

L'Essonne et la Juine sont caractérisés par des régimes hydrauliques différents. L'Essonne est marquée par un régime hydrique avec des hautes eaux hivernales et des basses eaux estivales. La Juine est en revanche marquée par des débits mensuels constants qui traduisent son artificialisation (moulins, biefs), régulant ainsi les débits de cette rivière. La qualité de l'eau est suivie au moyen de stations de mesure. La qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique est globalement passable. Sur l'Essonne, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique peut être qualifiée de passable pour les matières azotées, bonne à passable pour les matières organiques et oxydables, bonne à mauvaise pour les matières phosphorées, mauvaise à très mauvaise pour les nitrates. Pour ce qui concerne les produits sanitaires (produits chimiques de synthèse tels que les herbicides, les insecticides et les fongicides), la qualité est bonne sur l'Essonne et sur la Juine.

D'après le bilan départemental 2005 de la qualité de l'eau potable publié par la DRASS, la qualité des eaux souterraines au niveau de la CCVE se caractérise par des teneurs en nitrates très peu élevées à peu élevées, sauf pour les communes de Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit où les teneurs sont élevées, une très bonne qualité bactériologique, des teneurs en pesticides peu élevées, des teneurs en sélénium peu élevées, sauf pour les communes de Nainville-les-Roches et de Saint-Vrain où les teneurs sont élevées.

Il convient de remarquer que les communes de la CCVE ne sont pas de fortes consommatrices d'eaux souterraines pour un usage agricole. En ce qui concerne les captages en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable (AEP) présents sur le territoire de la CCVE, ils sont présentés dans le Tableau suivant :

Commune du point captage	Captage AEP
Baulne	Captage du Moulin du Gué
Champcueil	Captage du Trou Rouge (Champcueil 1) Captage de Courances (Actuel) Captage des Trois Croix (Champcueil 2)
La Ferté-Alais	Captage de la Gâtine
Itteville	Captage Evangile Captage des Mardelles Captage de Vaussaux
Nainville-les-Roches	Captage du Bois Carré

Le dimensionnement actuel du réseau de distribution de l'eau et les capacités de stockage sont suffisants pour répondre à l'évolution de la demande dans les années qui viennent. Par ailleurs, la distribution d'eau potable sur les communes de la CCVE est assurée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la région du Hurepoix (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit), le Syndicat Intercommunal des Eaux de Champcueil et environs (Auvernaux, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte et Nainville-les-Roches) et le Syndicat Intercommunal de La Ferté-Alais (Baulne, Cerny et La Ferté-Alais). D'autre part, la distribution de l'eau est gérée par la Société des Eaux de l'Essonne (Echarcon, Mennecy et Ormoy), l'agence d'Arpajon de la Générale des Eaux, (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit) et l'agence de Cerny de la Générale des Eaux (Auvernaux, Baulne, Cerny, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais et Nainville-les-Roches).

Conformément à la réglementation, les schémas directeurs d'assainissement des communes du territoire de la CCVE ont été réalisées ou sont en cours de réalisation, sous le contrôle de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Général de l'Essonne.

Selon les données du SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration) Yvelines-Essonne et du SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau), les communes de la CCVE dotées d'un Schéma Directeur d'Assainissement sont les suivantes : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Chevannes, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais, Itteville, Mennecy (en cours), Nainville-les-Roches, Ormoy, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit.

Par ailleurs, toutes les communes de la CCVE disposent d'un système d'assainissement collectif ; elles sont reliées aux stations d'épuration suivantes :

Station d'épuration	Communes de la CCVE reliées
Station d'épuration du SIARCE (Corbeil-Essonnes) via le collecteur général de la vallée de l'Essonne (CGVE)	Ballancourt-sur-Essonne
	Echarcon
	Fontenay-le-Vicomte
	Mennecy
	Ormoy
	Vert-le-Petit
Station d'épuration de Champcueil	Champcueil
	Chevannes
	Nainville-les-Roches
Station d'épuration de Baulne	Baulne
	Cerny
	La Ferté-Alais
Station d'épuration de Saint-Vrain	Domaine d'Itteville
	Leudeville
	Saint-Vrain
Station d'épuration d'Itteville	Itteville (bourg)
Station d'épuration de Vert-le-Grand	Vert-le-Grand
Station d'épuration de Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine-et-Marne)	Auvernaux

Le SDAGE Seine Normandie a été validé le 20 septembre 1996 ; il sera révisé en 2009 conformément à la Directive Cadre sur l'Eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000). Les mesures préconisées par ce SDAGE sont : développer la solidarité de bassin, assurer la cohérence hydraulique de l'occupation du sol et limiter l'érosion et le ruissellement, maîtriser les rejets polluants, améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines, maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides. En terme de qualité de l'eau, le SDAGE de 1996 fixe un objectif de qualité bonne (1B) sur l'Essonne et sur la Juine. Les quatre orientations relatives à la gestion quantitative de la ressource en eau validées par ce SDAGE sont : protéger les personnes et les biens, ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves, assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues, assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

En outre, la directive cadre sur l'eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000) impose aux États membres de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes.

Les communes de la CCVE sont situées sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce. Les quatre enjeux majeurs de ce SAGE sont : une gestion équilibrée de la ressource en eau (un défi à relever), une nappe fragile à mieux protéger et la qualité des cours d'eau à reconquérir, prévenir et gérer les risques d'inondation et de ruissellement et enfin le SAGE pour une gestion concertée des milieux aquatiques.

1.2.3. Patrimoine naturel

D'après le Mode d'Occupation des Sols établi par l'IAURIF (données 1999), la répartition des espaces urbains et ruraux sur le territoire des communes de la CCVE est présentée dans le Tableau suivant :

Commune	Surface (ha)	Espace urbain construit (%)	Espace urbain non construit ¹ (%)	Espace rural (%)
Auvernaux	646,85	3	1	96
Ballancourt-sur-Essonne	1146,29	18	4	78
Baulne	821,27	8	2	90
Cerny	1721,29	9	4	87
Champcueil	1649,06	6	2	92
Chevannes	1032,08	6	7	87
Echarcon	687,36	3	1	95
Fontenay-le-Vicomte	686,80	7	3	90
Itteville	1226,95	20	5	74
La Ferté-Alais	455,24	27	4	69
Leudeville	788,45	10	2	87
Mennecy	1119,21	34	11	55
Nainville-les-Roches	603,99	5	4	91
Ormoy	188,82	30	11	59
Saint-Vrain	1158,22	11	10	79
Vert-le-Grand	1611,63	8	2	91
Vert-le-Petit	684,43	18	5	78
TOTAL	16227,94	13	4	82

En 1999, les espaces urbains construits et non construits représentent 17 % sur le territoire de la CCVE alors que les espaces ruraux représentent aux alentours de 82 %.

Sur le territoire de la CCVE, sont présentes les ZNIEFF listées dans le Tableau suivant :

Type	N°	Nom du site	Communes concernées
ZNIEFF I	91047001	Carrière de la Butte pelée	Baulne
ZNIEFF I	91047003	Le Puy sauvage	Baulne
ZNIEFF I	91412001	Les Roches aux Dames	Baulne
ZNIEFF I	91232001	Platières et carrières de la Justice	Baulne
			La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91045001	Carrière à Ballancourt	Ballancourt-sur-Essonne
ZNIEFF I	91045002	Marais de Saint Blaise	Ballancourt-sur-Essonne
ZNIEFF I	91244001	Zone humide d'Echarcon du Bouchet à Mennecy	Ballancourt-sur-Essonne
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Mennecy
			Vert-le-Petit
ZNIEFF I	91095001	Coteau boisé de Boinveau	Cerny
ZNIEFF I	91129001	Platières du Bois d'Ardenay	Cerny
ZNIEFF I	91135001	Carrière de Noisement	Champcueil
ZNIEFF I	91135002	Boisement sur grès à Beauvais	Champcueil

¹ Parcs, jardins, terrains de sport...

Type	N°	Nom du site	Communes concernées
ZNIEFF I	91315001	Grand marais d'Itteville	Itteville
ZNIEFF I	91232002	Pelouses des Vieilles Vignes	La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91468001	Zone humide du petit Mennecy à Moulin Galant	Ormoy
ZNIEFF II	1514	Vallée de l'Essonne de Malesherbes à la Seine	Baulne
			Ballancourt-sur-Essonne
			Cerny
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Itteville
			La Ferté-Alais
			Mennecy
			Ormoy
			Saint-Vrain
ZNIEFF II	1540	Vallée de la Juine d'Etampes à Itteville	Vert-le-Petit
			Itteville
			Saint-Vrain

On notera que seules les communes d'Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches et Vert-le-Grand ne sont concernées par aucun inventaire de portée à connaissance.

Une seule ZICO est présente sur le territoire de la CCVE : ZICO IF04 – Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville (communes concernées : Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, Mennecy, Saint-Vrain, Vert-le-Petit).

Deux arrêtés de protection de biotope sont présents sur le territoire de la CCVE :

Nom	Date de l'arrêté	Commune concernée	Superficie dans la commune (ha)	Milieux concernés	Objet de la protection
Marais de Fontenay-le-Vicomte	19/09/1994	Echarcon	50,28	Etangs, boisements tourbeux	Avifaune (Butor blongios) et flore (Fougère des marais, Peucedan des marais)
		Fontenay-le-V.	150,47		
		Mennecy	43,30		
		Vert-le-Petit	51,32		
Le Grand Marais d'Itteville	05/09/1989	Itteville	80	Etangs, marais, boisements humides	Avifaune (Butor blongios) et flore (Grande douve)
		Saint-Vrain	0,92		

Le Parc Naturel Régional du Gâtinais français concerne quatre communes du sud du territoire de la CCVE : Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais au niveau desquelles, le SCoT de la CCVE doit être compatible avec les orientations et les mesures de la Charte du PNR adoptée en mai 1999 et qui concerne plusieurs points : protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel, contribuer au développement économique, notamment des activités agricoles et sylvicoles, en respectant l'environnement, améliorer la qualité de vie des habitants et revitaliser les villages, s'unir pour maîtriser les pressions urbaines et veiller à la cohérence des stratégies d'aménagement du territoire, défendre et promouvoir l'identité rurale du Gâtinais français, favoriser un tourisme raisonné et sensibiliser au respect de la nature, des activités rurales et de la propriété privée.

Les sites Natura 2000 présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants :

Type	Numéro	Intitulé	Date de l'arrêté	Commune	Superficie dans la commune (ha)	Superficie totale (ha)
ZPS	FR1110102	Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville	23/12/2003	Ballancourt-sur-Essonne	0,15	522 ha
				Echarcon	70,44	
				Fontenay-le-Vicomte	172,39	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	94,30	
				Saint-Vrain	1,94	
				Vert-le-Petit	71,68	
pSIC	FR1100806	Buttes gréseuses de l'Essonne	/	Champcueil	24,58	25 ha
pSIC	FR1100805	Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine	/	Echarcon	49,18	397 ha
				Fontenay-le-Vicomte	154,18	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	55,36	
				Saint-Vrain	1,93	
				Vert-le-Petit	56,42	

Le territoire de la CCVE n'englobe qu'une seule réserve naturelle : il s'agit d'une réserve naturelle régionale (anciennement réserve naturelle volontaire) localisée sur la commune d'Itteville.

Trois sites d'intervention du Conseil Général au titre des E.N.S. sont recensés au sein du territoire de la CCVE :

Intitulé	Superficie totale	Commune
Forêt départementale des Grands Aaux	182 ha	Champcueil
Marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine	800 ha	Ballancourt-sur-Essonne Echarcon Fontenay-le-Vicomte Itteville Mennecy Ormoy Saint-Vrain Vert-le-Petit Vert-le-Grand
« La Justice »	10 ha	La Ferté-Alais

Un certain nombre de corridors biologiques existent sur le territoire de la CCVE. Ces corridors naturels sont essentiels au maintien d'une diversité faunistique. Ils correspondent principalement aux déplacements au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine mais aussi aux liaisons entre les différents massifs boisés localisés au sud du territoire.

Il est à noter que les territoires agricoles ouverts constituent, lorsqu'ils sont connectés à d'autres entités écologiques telles les boisements, des continuités naturelles de transit pour la faune.

Les sites classés et inscrits présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants :

Intitulé	Statut	Date d'application	Communes concernées
Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain	Site classé	Décret du 18/07/2003	Cerny
			Itteville
			Saint-Vrain
Parc du château à Echarcon	Site classé	Arrêté du 18/05/1976	Echarcon
Vallée de la Juine	Site inscrit	Arrêté du 25/10/1974	Cerny
			Itteville
			Saint-Vrain

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par le site classé de la Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain. La commune d'Echarcon est concernée par le site du parc du Château d'Echarcon. Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par l'inscription du site de la vallée de la Juine.

Sur le territoire du SCoT, l'Agence des Espaces Verts ne possède qu'un seul Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) : la Forêt Régionale de Saint-Vrain.

Le Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces préconise 6 itinéraires différents concernant directement le territoire de la CCVE.

1.2.4. Patrimoine culturel

Douze des 17 communes de la CCVE sont concernées par la présence d'un ou plusieurs monument(s) historique(s) :

Commune	Monument historique	Protection
Ballancourt-sur-E.	Château du Grand Saussay	Inscription par arrêté du 19 janvier 1951
Baulne	Abri orné et polissoir (cadastre AH.173)	Inscription par arrêté du 26 décembre 1984
Cerny	Eglise	Inscription par arrêté du 10 février 1948
Champcueil	Eglise	Classement par arrêté du 20 juin 1986
Echarcon	Nymphée dans le parc du château	Classement par arrêté du 29 juillet 1976
La Ferté-Alais	Eglise Notre-Dame	Classement par arrêté du 1 ^{er} janvier 1862
Fontenay-le-V.	Eglise	Inscription par arrêté du 17 février 1950
Itteville	Eglise Saint-Germain de Paris	Classement par arrêté du 17 janvier 1924
Leudeville	La Croix Boissée	Inscription par arrêté du 05 janvier 1950
Mennecey	Eglise	Classement par arrêté du 06 mars 1926
	Porte de Paris (ancienne)	Classement par arrêté du 10 février 1948
Ormoy	Eglise	Inscription par arrêté du 06 mars 1926
Saint-Vrain	Eglise	Inscription par arrêté du 27 mars 1926
	Obélisque	Inscription par arrêté du 18 février 1948

De nombreux sites archéologiques historiques et préhistoriques sont présents sur le territoire de la CCVE. Les sites répertoriés ne reflètent que très partiellement la réalité archéologique du territoire puisque la plupart l'ont été fortuitement, souvent au cours de travaux.

1.2.5. Gestion des risques, des nuisances et des pollutions

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne a été prescrit par arrêté préfectoral le 22 juin 2001 ; il concerne le territoire de la CCVE à l'exception des communes d'Auvernaux, Champcueil, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches, Saint-Vrain et Vert-le-Grand.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, le risque de retrait-gonflement des argiles concerne les communes d'Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit.

Aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque d'incendies de forêt.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque sismique.

Le risque de transport de matières dangereuses affecte toutes les communes de la CCVE.

Deux sites SEVESO seuil haut sont recensés sur le territoire de la commune de Vert-le-Petit.

Les nuisances sonores identifiées sur le territoire de la CCVE sont, entre autres :

- à proximité de secteurs résidentiels : à Vert le Grand (RD 31), à Echarcon (RD 26), à Cerny (RN 191), communes à proximité de l'A6 (Auvernaux, Nainville-les-Roches, Ormoy),
- au sein des communes : traversées d'Itteville (RD 8), de Mennecy (RN 191), du nord de Ballancourt-sur-Essonne (RD 17), d'Ormoy (report de la RD 153) et d'Echarcon.

Par ailleurs, la CCVE est située dans les couloirs aériens des aéroports de Roissy et d'Orly. De fait, les populations concernées sont soumises à des nuisances sonores induites par le survol des avions en provenance et à destination de ces deux aéroports.

Les bilans annuels établis par AIRPARIF indiquent que le territoire de la CCVE dispose d'une qualité de l'air satisfaisante.

Six sites font l'objet d'une inscription sur le site BASOL, signifiant que les sites suivants sont susceptibles d'être pollués : Société RODANET (Ballancourt-sur-Essonne), Société MIGNON (Champcueil), Usine SOFRA PCB (Mennecy), Société VERALINE (Ormoy), ELF AQUITAINE PRODUCTION (Vert-le-Grand), ISOCEM (Vert-le-Petit).

La gestion des déchets de la CCVE est cohérente. Les installations du SIREDOM sur l'écosite de Vert-le-Grand (le Centre Intégré de Traitement de Déchets – CITD) traite les déchets ménagers de 16 des 17 communes de la CCVE (seule la commune de Leudeville n'est pas rattachée à ces installations). Depuis le 1er janvier 2006, la CCVE s'est vu attribuée la compétence « élimination et valorisation des déchets ».

La collecte des déchets est assurée principalement par le SIRCOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Collecte des Ordures Ménagères) de la région de La Ferté-Alais. Les communes membres sont : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, La Ferté-Alais, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, Nainville-les-Roches, Ormoy et Vert-le-Petit.

Leudeville est membre du SICTOM de l'Hurepoix. Les communes restantes (Champcueil, Chevannes, Mennecy, Saint-Vrain, et Vert-le-Grand) font appel à des entreprises privées.

Le territoire de la CCVE se caractérise par une utilisation prépondérante des énergies fossiles et de l'électricité, au même titre que la région d'Ile-de-France qui est à 95 % dépendante de l'importation de ce type d'énergie.

A l'échelle de la CCVE, on relève à plusieurs niveaux des dispositions de développement de l'énergie renouvelable :

- la valorisation du bois ;
- le potentiel des terres agricoles ;
- la valorisation des déchets ;
- l'énergie éolienne. On rappellera à ce sujet que le territoire de la CCVE n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles et est majoritairement situé en zones sensibles. Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé ;
- le solaire,
- la géothermie.

1.3. ANALYSE DES EFFETS DU PADD ET/OU DU DOG SUR L'ENVIRONNEMENT / MESURES ENVISAGEES POUR LIMITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE SUPPRIMER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Thème	Impact	Mesures
Cadre physique	<p>Sur cette thématique physique, les communes s'engagent à travers le SCoT sur les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préserver les vallées, • garantir la lisibilité du réseau hydrographique, • affirmer les vallées comme éléments structurants du paysage, • insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement. Par exemple, le DOG demande aux PLU de respecter au moment de la définition des périmètres d'extension urbaine des limites physiques et des franges de protection. <p>Ces orientations vont dans le sens d'une préservation de l'identité territoriale de la CCVE, par la prise en compte dans les aménagements futurs d'un cadre physique hérité qu'il convient de respecter.</p> <p>Elles permettront de préserver un cadre de vie de qualité pour les habitants actuels et futurs.</p>	<p><i>Elles résident dans la prise en compte des éléments structurants du paysage : le relief, les lignes de crête, les zones humides, les cours d'eau qui nécessitent de s'interroger sur des conditions d'urbanisation adaptées au site.</i></p>
Ressource en eau	<p>En l'absence de mesures préventives, les aménagements prévus peuvent avoir un impact négatif sur les eaux superficielles et souterraines, que ce soit pour la construction de routes, de bâtiments ou d'équipements.</p> <p>Par ailleurs, de nouvelles urbanisations (à vocation d'habitat ou d'activités) sont également envisagées. Ces projets menacent d'augmenter la pollution des cours d'eau présents (Juine et Essonne).</p> <p>Ces impacts peuvent être d'autant plus importants que ces cours d'eau sont de qualité moyenne. Une aggravation de leur qualité n'est donc pas acceptable.</p> <p>Concernant la ressource en eau et la qualité des eaux de surface, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de la pression exercée sur les ressources actuellement exploitées et une augmentation des volumes d'effluents à traiter.</p>	<p><i>Le SCoT préconise plusieurs mesures visant à préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines ainsi que la quantité de la ressource :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • intégrer les conclusions des études en cours sur ce thème, • appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection de captages, • préserver la liaison Essonne-Seine qui a son importance d'un point de vue économique et écologique, notamment sur le débit minimum de l'Essonne en période d'étiage, • mettre en place un schéma directeur d'aménagement durable de l'eau (SIARCE), • intégrer les conclusions des études menées par le SIARCE et en particulier l'EPAGRE de 1997 (Etude Préalable à l'Aménagement Global de la Rivière Essonne), • mettre en place un schéma directeur d'eau potable sur le territoire communautaire, en actualisant le document établi par le SIEP du Val d'Essonne, • la préservation des zones humides qui, outre leur intérêt écologique connu, ont un rôle essentiel dans l'épuration des eaux, • la préservation de la qualité des eaux de surface à travers une meilleure prise en compte des rejets de polluants dans les sols, • le maintien, le respect et la protection des périmètres de protection de captage des eaux. • poursuivre les investissements pour la mise aux normes d'installations d'assainissement. La modernisation des systèmes d'assainissement est encore incomplète. Les efforts devront être poursuivis pour améliorer les réseaux actuels, poursuivre la définition des zonages d'assainissement, • traiter les problèmes de rejets directs dans le milieu naturel (notamment par une mise en conformité des installations d'assainissement non collectif, • diminuer les rejets de pollution dans la rivière, • mieux gérer les eaux pluviales (dépollution, réseau à renforcer,...). Il s'agit notamment de gérer les problèmes de ruissellement identifiés sur deux communes de la CCVE, de créer des ouvrages de dépollution des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel, de demander à l'Etat de dépolluer les eaux de ruissellement provenant de l'autoroute traversant le territoire en créant des ouvrages de dépollution, • déterminer les zonages d'assainissement, • revoir les Schémas Directeurs d'Assainissement (documents pour la plupart anciens), • appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection des captages.

Thème	Impact	Mesures
Patrimoine naturel	<p>S'agissant d'un document d'urbanisme fixant le cadre général des urbanisations futures nécessaires à la croissance démographique attendue, le SCoT détermine un espace d'urbanisation potentielle qui, de fait, est soustrait aux espaces naturels et agricoles. Cette diminution des espaces naturels constitue une incidence prévisible négative sur l'environnement.</p> <p>Le SCoT a recensé les protections réglementaires et les inventaires existants. Le SCoT prend bien en compte ces « espaces naturels majeurs » où toute urbanisation nouvelle est interdite. Cela concerne les milieux classés au titre des ZNIEFF, du réseau NATURA 2000, des Espaces Naturels Sensibles, des arrêtés de protection de Biotope...</p>	<p>Le SCoT recense les protections réglementaires existantes et identifie également les espaces à enjeux majeurs.</p> <p>Il permet de mettre en évidence les secteurs que chaque commune devra protéger dans son PLU grâce à des zonages adaptés.</p> <p>Comme indiqué dans le PADD, le SCoT préserve l'ensemble de ces espaces en pérennisant le statut d'espace naturel protégé des sites repérés.</p> <p>Des coupures vertes sont maintenues pour faciliter la libre circulation de la faune. Elles ont été identifiées sur une carte : au sein de celles-ci, toute extension de l'urbanisation existante et toute implantation de bâtiments, quelle que soit leur nature ou leur vocation, est proscrite. En revanche, la mise en culture ou l'exploitation forestière des terres est autorisée.</p> <p>Les espaces les plus sensibles sur le plan écologique - bords de cours d'eau, boisements de plateau - ont été identifiés et cartographiés.</p> <p>Le SCoT engage les communes à protéger ces espaces dans leur document d'urbanisme (mode de protection adapté pouvant être concrétisé par le classement N dans les PLU par exemple).</p> <p>Le projet de SCoT intègre dans ses orientations les mesures nécessaires au maintien des milieux naturels de qualité puisque la préservation de ces espaces est inscrite à travers les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la préservation de continuités biologiques naturelles, exemple : vallée de l'Essonne, vallée de la Juine, corridors biologiques constitués par les boisements de plateau notamment sur les communes de Cerny, Champcueil et Nainville-les-Roches,• la détermination de limites aux fronts urbains, exemple : Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Vert-le-Grand,• le maintien de respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation), exemple : Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Auvernaux, Mennecy, Leudeville, Vert-le-Grand. <p>Le SCoT porte une attention particulière aux boisements du territoire notamment pour leur rôle structurant. Le SCoT intègre la préservation de leur diversité en préservant :</p> <ul style="list-style-type: none">• les boisements qui renforcent les continuités territoriales (coteaux de la Beauce),• les remises (entités de plateau) qui assurent un rôle écologique important,• les lisères boisées. <p>Le SCoT identifie au travers de l'état initial du rapport de présentation ces espaces à enjeux importants. Les orientations relatives aux zones humides inscrites au PADD et au DOG permettent d'assurer leur préservation. Celle-ci s'appuie notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• le respect de la qualité des rivières Essonne, Juine et Ecole en proscrivant toute urbanisation à proximité du lit mineur de ces cours d'eau, le remblaiement de marais et en mettant en œuvre les prescriptions du PPRI (lorsque celui-ci sera validé),• le programme « A Qualité 2015 » du SIARCE intégrant une politique sur la rivière Essonne et sur l'assainissement ainsi que la co-gestion partenariale des ENS avec le Département de l'Essonne,• la valorisation des marais, notamment sous un angle économique (valorisation touristique en autorisant certains types d'implantation : activités légères de loisirs et de tourisme, ...). <p>S'agissant de ce dernier point, l'ouverture au public devra se faire avant tout dans le respect des milieux et des espèces en présence. Ces aménagements, qui devront demeurer légers, veilleront notamment à rester en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier vis-à-vis du PPRI et de la réglementation spécifique applicable au site du réseau NATURA 2000 (pSIC, SIC, ZPS, ZSC).</p>

Thème	Impact	Mesures
Les risques et les nuisances	<p>Concernant le risque d'inondation, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de l'imperméabilisation des sols au niveau des bassins versants et, par voie de conséquence, une augmentation du volume et de la vitesse des écoulements.</p> <p>Sur une échéance de 10 ans, les surfaces destinées à l'accueil de nouveaux logements sont estimées à 145 hectares, et celles destinées à l'accueil de nouvelles entreprises à 220 hectares. Ces emprises, représentant 2,7 % de l'espace rural, apparaissent comme très raisonnables en comparaison à la surface totale du territoire.</p> <p>Par contre, la construction de bâtiments peut avoir un impact négatif s'ils se situent dans la zone d'expansion des crues. En effet, plusieurs communes sont concernées par le risque inondations et l'Atlas des PHEC précise que plusieurs zones du territoire ont historiquement déjà été inondées lors d'épisodes de crues.</p> <p>Le risque de retrait et de gonflement des argiles concerne 6 communes du territoire du ScoT (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit). Les projets de développement des zones urbanisées, bien que parfois situés sur des zones à risque non négligeable, ne contribuent pas à augmenter ce risque sur le territoire, dans la mesure où celui-ci est bien identifié dans le PADD.</p> <p>La présence de risques technologiques concerne particulièrement la commune de Vert-le-Petit avec la présence de 2 entreprises SEVESO seuil haut.</p> <p>Le projet d'aménagement n'entraîne aucune augmentation de ce risque dans la mesure où celui-ci est identifié dans le PADD. En outre, il faut rappeler que le SCoT n'a pas pour vocation de se substituer aux structures compétentes existantes. En la matière, le SCoT s'appuie sur la création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour des installations SME et ISOCHEM.</p> <p>De la même manière, le projet d'aménagement de SCoT prend en compte la présence d'anciens sites industriels pollués, de puits de pétrole et de sites de stockage d'hydrocarbures.</p> <p>Sur le territoire de la CCVE, les principales sources de nuisances sonores sont les infrastructures de transport. L'aérodrome de Brétigny-sur-Orge qui n'est plus en service reste néanmoins régi par un zonage du Plan d'Exposition au Bruit.</p> <p>La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur l'ambiance sonore.</p> <p>Par ailleurs, les incidences sonores du projet sont liées à la mise en place de nouvelles infrastructures viaires sur le territoire. Sont ainsi prévus dans le SCoT :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'élargissement de la RD74 entre Ballancourt-sur-Essonne et Chevannes ;• la déviation de la RN191 à partir de Ballancourt-sur-Essonne en contournant Chevannes, Mennecy et Ormoy avec connexion A6 ;• la déviation d'Itteville sur la RD31 ;• la déviation de la RD449 et itinéraire conseillé par la D87 avant La Ferté-Alais ;• la déviation d'Auvernaux (RD948) ;• le contournement du village de Leudeville afin d'éviter la traversée du village ;• le désenclavement de la zone industrielle de Cerny ;• le dédoublement de la RN191 à hauteur de Cerny.	<p>Le PADD préconise un développement urbain respectueux du territoire ainsi qu'une protection et une valorisation des espaces naturels. Une forte volonté de limiter l'urbanisation est ainsi affichée, ce qui est favorable à la limitation des inondations.</p> <p>Concernant le risque inondation, des orientations visent par ailleurs à :</p> <ul style="list-style-type: none">• prendre en compte le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne, lorsque celui-ci sera validé, qui réglera l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues. On rappelle que la prescription d'un PPRI sur tout le linéaire de l'Essonne et la réalisation d'études hydrauliques et géomorphologiques sont programmées pour le 1er semestre 2007 pour une approbation du PPRI prévue en 2009 ;• protéger la protection des zones inondables non urbanisées en zones inconstructibles ;• prendre en compte la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Prévention des Inondations sur 3 ans en collaboration avec le SIARCE. <p>D'autre part, les orientations relatives à la préservation des zones humides et des rivières ainsi qu'à la gestion des eaux pluviales vont dans le sens de la limitation du risque inondation.</p> <p>Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur le thème du risque de retrait et gonflement des argiles hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation.</p> <p>Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. On rappelle la création d'un CLIC et le projet de lancement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) probablement à la fin 2007 après remise de l'étude de danger par l'industriel.</p> <p>Les orientations relatives aux nuisances sonores concernent :</p> <ul style="list-style-type: none">• la maîtrise des nuisances sonores en prônant des principes protégeant l'habitat (insonorisation des bâtiments, respect de marges de recul, ...), en travaillant sur la localisation des équipements et des infrastructures générant ce type de nuisance,• la lutte contre les nuisances sonores liées à l'A6 (pose d'un nouveau revêtement silencieux ou rénovation du revêtement existant),• la prise en compte dans le projet d'aménagement du ScoT du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Brétigny-sur-Orge (qui concerne les communes de Leudeville et Vert-le-Grand) avec une obligation de compatibilité du ScoT avec le PEB (en cours de révision). <p>Les incidences négatives liées à la qualité de l'air sont compensées par les orientations visant à :</p> <ul style="list-style-type: none">• renforcer les transports en commun afin de limiter l'usage des voitures particulières,• développer les circulations douces de type pistes cyclables et voies piétonnes,• organiser un développement urbain respectueux du territoire,• promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables qui dégradent moins la qualité de l'air que les énergies fossiles.

	La principale source de dégradation de la qualité de l'air est représentée par les transports. La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur la qualité de l'air.	
Thème	Impact	Mesures
Gestion des déchets	La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déchets.	<i>Cette incidence négative est compensée par la prise de compétence « élimination et traitement des déchets » à compter du 1er janvier 2006 par la CCVE. Elle souhaite ainsi améliorer son dispositif de gestion des déchets :</i> <ul style="list-style-type: none">• en réalisant des économies dans la gestion des déchets sur l'ensemble du territoire,• en encourageant la réduction des déchets à la source. <i>D'autre part, l'orientation visant à limiter l'étalement urbain permet de faciliter la collecte des déchets et de limiter les coûts de la collecte.</i>
Energies renouvelables	La croissance démographique attendue, les extensions urbaines ainsi que la progression des transports devraient entraîner une augmentation, en valeur absolue, de la consommation d'énergie.	<i>Cette incidence négative est compensée par le souhait des élus de la CCVE de favoriser le développement de diverses formes d'énergies renouvelables (géothermie, éoliennes, panneaux solaires,...) adaptés aux capacités d'accueil et d'insertion sur le territoire.</i> <i>En outre, le recours aux énergies renouvelables sera encouragé dans le domaine de la construction. Il est bon de rappeler que des solutions alternatives existent pour réduire les consommations d'énergies. Elles revêtent diverses appellations et forme selon l'échelle de travail :</i> <ul style="list-style-type: none">• au niveau d'une construction, la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) permet d'obtenir des gains substantiels en terme d'économie d'énergie mais également d'économie financière (solaire passif...),• au niveau d'un aménagement global, l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) est aussi une alternative efficace (optimisation des déplacements, maintien de la biodiversité, choix d'implantations des bâtiments...). <i>Ces pistes sont autant de solutions envisageables dans la recherche des économies d'énergie.</i>
Paysage	<p>Le développement de l'habitat et de zones d'activités économiques est susceptible d'avoir une incidence négative sur le paysage : développement anarchique, mauvaise intégration...</p> <p>A l'inverse, il peut avoir des impacts positifs sur le paysage en organisant les espaces : requalification des entrées en ville, requalification des bâtiments, aménagement du réseau viaire et des espaces publics... Ces aménagements peuvent ainsi devenir le support d'une nouvelle structuration du territoire et d'une amélioration du paysage.</p> <p>Sur le plan des transports, les projets auront un impact sur le paysage suivant que les nouvelles voies ou celles qui seront éventuellement requalifiées seront plus ou moins perceptibles et qu'elles structureront ou non le territoire. Elles pourront alors devenir le support de nouvelles urbanisations.</p>	<p>Les incidences négatives du SCoT sur le paysage sont compensées par une orientation du PADD veillant à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser.</p> <p><i>Cette orientation se décline en plusieurs points :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• gérer les limites urbanisation/agriculture (orientation à décliner dans tous les nouveaux programmes d'aménagement) ;• traiter les entrées sur le territoire (abandon du caractère routier au profit d'aménagements plus urbains à l'entrée des villes et des bourgs) ;• préserver les ouvertures du paysage (conservation d'échappées visuelles sur le territoire agricole, intégration paysagère des aménagements dans le respect de l'environnement, préservation de l'identité du territoire pour éviter la banalisation du bâti) ;• préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti. <p><i>Par ailleurs, les incidences sur le paysage sont réduites par la volonté de limiter l'étalement urbain et de préserver l'agriculture et les espaces naturels. Seront ainsi préservées et maintenues des continuités naturelles (notamment dans les vallées), des respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation). De la même manière, des limites aux fronts urbains seront déterminées.</i></p>
Patrimoine culturel	<p>Les projets envisagés dans le cadre du présent projet d'urbanisme sont susceptibles d'intercepter le périmètre de protection défini autour d'un Monument Historique.</p> <p>De plus, il est à signaler que de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts sur le</p>	<p>Les impacts négatifs identifiés dans le présent chapitre sont compensés par les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti

	<p>territoire. Les projets d'urbanisation prévus peuvent donc être à l'origine de la dégradation ou de la destruction d'une partie de ce patrimoine.</p>	<p>La valorisation du bâti ancien s'exerce par de multiples outils : la réhabilitation en logement locatif d'habitat ancien de centre bourg, la valorisation des espaces publics en cœur de village favorisant les initiatives privées de restauration, l'investissement des anciens domaines par des équipements publics, le maintien de l'individualité des bourgs dans le paysage par la préservation de vastes coupures dans l'urbanisation et l'évitement de l'urbanisation en manchons le long des voiries.</p> <p>Ainsi, les documents d'urbanisme locaux devront inscrire le principe d'une préservation et d'une mise en valeur de ce patrimoine bâti ancien.</p> <ul style="list-style-type: none">• Identifier finement le patrimoine à préserver <p>Il est ainsi prévu qu'à l'occasion de modifications, de révisions simplifiées ou révisions de POS, de PLU, chaque commune établira un recensement des édifices remarquables. Ce recensement devra être accompagné d'une réflexion sur les modes de réinvestissement et de préservation du patrimoine bâti.</p>
Thème	Impact	Mesures
Déplacements	<p>La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Par voie de conséquence, cela entraînera une augmentation du risque d'accidents, une augmentation de la pollution des bâtiments proches des voies de circulation et une diminution de la qualité du cadre de vie.</p> <p>D'autre part, le projet établi dans le SCoT prévoit le renforcement du maillage du réseau de transport, entraînant à la fois des incidences négatives (accidents, pollutions...) et des incidences positives du fait de l'amélioration globale du réseau routier et du renforcement de l'accessibilité de certains secteurs du territoire.</p>	<p>Le SCoT a prévu plusieurs mesures visant à prévenir ces impacts sur les déplacements :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'amélioration du maillage routier du territoire comprend notamment la réalisation de déviations pour certains bourgs, entraînant une amélioration du cadre de vie et de la sécurité des riverains ; de plus, dans la même optique, des aménagements pour la sécurisation des déplacements seront mis en place (jalonnements, aménagements des entrées de villes et de villages, réduction des vitesses...) ;• le renforcement des transports en commun permettra de favoriser l'usage d'autres modes de transport que celui de la voiture particulière, transport ayant tendance à augmenter du fait de l'étalement urbain et qui sont sources de nombreuses nuisances ; une meilleure couverture du territoire est ainsi prévue ainsi que la mise en place d'un transport à la demande ;• le développement des circulations douces (piétons, deux roues) est prévu afin d'assurer une continuité dans les circuits ; ce développement ne pourra être engagé qu'à condition de respecter les impératifs de sécurité et sur des voies où ce type d'implantation s'avère réalisable sans faire obstacle au stationnement notamment. Cette orientation s'appuiera sur les actions suivantes :<ul style="list-style-type: none">o relier par des circuits cyclables les pôles de centralité (habitat, emploi, équipements publics, scolaires, sportifs et de loisirs) en s'appuyant sur le Schéma Directeur Cyclable du département ;o créer des franchissements supplémentaires de l'Essonne et des voies ferrées ;o favoriser la circulation des piétons par des aménagements adaptés (sécurité...).• la mise en place d'un Schéma Directeur des Circulations Douces.

Compatibilité avec le SDAGE

La CCVE est incluse dans le territoire du SDAGE Seine-Normandie et le SAGE de la nappe de Beauce. Les orientations du SCoT intègrent un certain nombre de mesures visant à la gestion de la ressource en eau ; celles-ci concernent des objectifs de préservation de la qualité de l'eau, de gestion de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et de protection et mise en valeur des zones humides. Compte tenu de ces objectifs, le SCoT est compatible avec les objectifs du SDAGE (améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines, maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides). D'autre part, le SCoT devra être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE de la nappe de Beauce en cours d'élaboration.

Compatibilité avec le réseau NATURA 2000

Aucun projet d'aménagement ne s'inscrit sur les zones NATURA 2000 recensées sur le territoire de la CCVE (pSIC, ZPS). Le projet d'urbanisme n'aura donc aucune incidence sur ces sites. En tout état de cause, une vigilance particulière vis-à-vis des aménagements périphériques aux sites NATURA 2000 du territoire de la CCVE s'impose. Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la démarche NATURA 2000.

Compatibilité avec le SDIF de 1994

Le SCoT expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes forts que sont entre autres :

- organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante,
- conforter le développement des activités économiques,
- organiser les grands équipements de service à la population, améliorer la desserte du territoire et les déplacements,
- inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable,
- encourager le renouvellement urbain et recentrer les extensions de chaque commune,
- rechercher une optimisation de l'occupation foncière, respecter les coupures d'urbanisation,
- développer modérément les hameaux...

Toutes ces orientations sont autant d'éléments de compatibilité avec le SDRIF de 1994, qui prône le développement de l'urbanisation, dans et en périphérie des secteurs déjà urbanisés, respecter les milieux naturels dont les vallées des cours d'eau, les boisements et les espaces agricoles. Néanmoins, le projet de SCoT prévoit, en terme de logement, 195 hectares de surfaces à urbaniser dont une partie est déjà inscrite aux documents d'urbanisme des communes (POS, PLU). Il prévoit également 220 hectares destinés à l'accueil de nouvelles entreprises. Le SDRIF de 1994 fixe des zones urbanisées ou à urbaniser, des zones partiellement à urbaniser selon la règle des 40-60 (40% espaces agricoles ; 60% espaces urbanisés). L'objectif du SCoT d'ouvrir à l'urbanisation 415 hectares est en deçà des objectifs du SDRIF de 1994.

Compatibilité avec le PNR du Gâtinais français

Le SCoT expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes repris pour partie au paragraphe précédent. Pour les communes de la CCVE adhérentes au PNR du Gâtinais français, ces orientations renforcent leur engagement vis-à-vis des objectifs de la charte du parc : protection du patrimoine naturel et culturel, développement économique, amélioration du cadre de vie... Le SCoT de la CCVE s'inscrit en compatibilité avec les préconisations de la charte du PNR du Gâtinais français.

1.4. BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS

Le Tableau suivant dresse, par thème, les indicateurs de suivi retenus :

Thème 1 : l'occupation du sol				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
1.1	<i>Occupation du sol</i>			
	% de territoires artificialisés, de territoires agricoles à vocation affirmée, de territoires agricoles existants, de forêt (boisements), d'espaces naturels majeurs, d'espaces naturels, de zones humides et de surface en eau.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.2	<i>Evolution de l'occupation du sol</i>			
	% de zones stables (n'ayant pas connu de modification de leur occupation du sol pour la période concernée, même si elles ont connu des modifications importantes : par exemple : densification urbaine, coupes forestières, en fait zones n'ayant pas subi de changement de destination de sol), % de zones en évolution.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.3	<i>Evolution de l'urbanisation</i>			
	Consommation de l'espace : <ul style="list-style-type: none"> à destination du logement, à destination des activités économiques, à destination des équipements publics. 	Nombre et % par rapport à la superficie communale	Suivis des PLU et des permis de construire, suivis des ZAC communautaires, des ZAC communales, analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
	Densité de population	Nombre d'habitants / hectare	Fiche communale de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

Thème 2 : paysage et patrimoine

N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
2.1	<i>Evolution du paysage</i>			
	Suivi photographique de quelques points paysagers sensibles	Photos	CCVE	Données 2006
	Compilation des études paysagères couvrant le territoire du SCoT (étude sur les entrées de ville,...)	Nombre	Communes	Données 2006

Thème 3 : la ressource en eau

N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
3.1	<i>Eaux superficielles</i>			
	Amélioration générale de la qualité de l'eau	Qualité globale des eaux de surface : suivi des teneurs en nitrates, en phosphates...	Stations de suivi de la DIREN (RNB), du SATESE et du SIARCE	Cf. état initial SCoT
		Rendement des stations d'épuration (flux de pollution rejeté dans le milieu naturel)	Bilans SATESE	
3.2	<i>Eaux souterraines</i>			
	Amélioration générale de la qualité des eaux souterraines	Qualité globale des eaux souterraines	SAGE de Beauce (en cours d'élaboration)	Cf. Données du SAGE
3.3	<i>Eau potable</i>			
	Pourcentage d'analyse d'eaux brutes (eaux superficielles et souterraines) dépassant les normes pour les nitrates, les pesticides, la bactériologie et le sélénium.	% par rapport au nombre total d'analyse	DDASS Essonne	Cf. état initial SCoT

Thème 4 : la qualité de la vie				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
4.1	<i>Les déchets</i>			
	Quantité de déchets produits par habitant et répartition de ces déchets (ordures ménagères, tri sélectif...)	kg/j/hab	CCVE, rapport d'activité des syndicats de traitement des déchets (SIREDOM, SITREVA) et des collecteurs de déchets	Rapport d'activité de 2006
	Quantité totale de déchets collectés en déchetteries et répartition de ces déchets	tonne et %		
	Quantité de déchets industriels	tonne		
	Efforts internes de la collectivité pour la sensibilisation à la réduction et au recyclage des déchets	Analyse des supports de communication		
4.2	<i>L'énergie</i>			
	Surface de panneaux solaires installés avec une distinction entre le solaire thermique et le solaire photovoltaïque	m²	ADEME, ARENE	Données 2006
	Nombre de démarches HQE et AEU, de démarches énergie éolienne recensées sur le territoire	Nombre	ADEME, CCVE	Données 2006
4.3	<i>Déplacements alternatifs à la voiture</i>			
	Mise en place de ligne de transports en commun (hors SNCF)	Nombre	CCVE, exploitants	Données 2006
	Fréquentation des transports en commun (hors SNCF)	Nombre de voyageur par lignes		
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
4.4	<i>La qualité de l'air</i>			
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
	Nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes routiers	Nombre	DDE pour l'A6, département pour le reste du réseau routier	Données 2006
	Evolution de la qualité globale de l'air	Suivi des données historiques et statistiques	Données AIRPARIF	Données 2006
4.5	<i>Les nuisances sonores</i>			
	Linéaire des voies bruyantes	Nombre	DDE	Données 2006
	Compatibilité avec le PEB	Surface urbanisée sur les sites exposés	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

1.5. ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1.5.1. Généralités – notions d'effet ou d'impact du projet

En matière d'aménagement, les projets interfèrent avec l'environnement dans lequel ils sont réalisés. La procédure d'évaluation environnementale a pour objectif de fournir des éléments d'aide à la décision quant aux incidences environnementales du projet et d'indiquer les mesures correctives à mettre en œuvre, afin d'en assurer une intégration optimale. On comprend que l'estimation des effets du projet (« impacts ») occupe une importance certaine dans la procédure d'évaluation environnementale.

La démarche adoptée est la suivante :

- ⇒ une analyse de l'état « actuel » de l'environnement ;
- ⇒ une description du projet de SCoT, de ses modalités de réalisation, afin d'apprécier les conséquences sur l'environnement et de justifier les raisons de son choix ;
- ⇒ une indication des impacts du projet sur l'environnement. Il s'agit d'apprécier la différence d'évolution afférant à :
 - la dynamique « naturelle » du domaine environnemental concerné en l'absence de réalisation du projet d'une part,
 - la dynamique nouvelle créée par la mise en œuvre du projet, vis-à-vis de ce thème de l'environnement.

Les conséquences de cette différence d'évolution correspondent aux impacts du projet sur le thème environnemental concerné.

⇒ dans le cas des impacts négatifs, des « mesures correctives ou compensatoires » visent à optimiser ou améliorer l'insertion du projet dans son environnement, et limiter les impacts bruts.

1.5.2. ESTIMATION DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES

L'estimation des impacts sous-entend :

- ⇒ de disposer de moyens permettant de qualifier et de quantifier, l'environnement,
- ⇒ de savoir gérer, de façon prédictive, les évolutions environnementales.

Le premier point, pour sa partie qualitative est réel : l'environnement est appréciable vis-à-vis de ses diverses composantes, avec des niveaux de finesse satisfaisants, et de façon objective (existence de méthodes descriptives).

La partie quantitative n'est appréciée que dans les domaines s'y prêtant, plutôt orientés dans les thèmes de cadre physique ou bien de l'environnement humain et socio-économique (hydraulique, bruit...) ; d'autres (l'environnement paysager par exemple) font appel à certaines appréciations subjectives, dont la quantification ne peut être aisément envisagée.

Le second point soulève des difficultés liées au fait que certaines sciences, complexes, telles les sciences biologiques et écologiques, ne sont que modérément prédictives.

Ces considérations montrent la difficulté d'apprécier l'impact d'un projet sur l'environnement ; l'agrégation des impacts (addition des effets sur des thèmes distincts de l'environnement) reste donc du domaine de la vue de l'esprit, à ce jour, dans la mesure où elle supposerait de façon objective :

- ⇒ de pouvoir quantifier chaque impact thématique (dans tous les domaines de l'environnement), ce qui n'est pas le cas,
- ⇒ de savoir pondérer l'importance relative des différents thèmes environnementaux les uns par rapport aux autres, ce qui n'est pas le cas non plus.

1.5.3. CAS DU SCOT DU VAL D'ESSONNE

La présente évaluation environnementale est intégrée au dossier de SCoT soumis à l'enquête publique.

Dans le cadre du présent dossier, la méthode utilisée a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences des orientations d'aménagements.

La collecte des données a été menée auprès des détenteurs de l'information :

- étude de documents existants, porter à connaissance de l'Etat, études préalables (inventaires du patrimoine naturel, historique, recensement des usages de la ressource aquatique, ...),
- consultation des services de l'administration, des collectivités,

complétés par des reconnaissances de terrain. On notera que, compte tenu de l'ampleur du territoire étudié, les investigations mettent en évidence la sensibilité des milieux naturels sans toutefois prétendre à leur exhaustivité. Selon le principe de subsidiarité, le SCoT renvoie aux dossiers réglementaires (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau, PLU, ...) qui seront engagés au cas par cas lors de la phase de conception et de réalisation des orientations d'aménagements projetées.

Ces informations ont été gérées par des spécialistes qui mènent régulièrement, de façon professionnelle, les évaluations environnementales de cette nature, dans des contextes voisins (même si à chaque étude des spécificités apparaissent). Les différents impacts ont été établis par thèmes, à partir de l'expérience des chargés d'études.

En prévoyant d'élaborer un SCoT, la CCVE a pour ambition de mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles en matière d'habitat, de déplacements, d'équipements, d'environnement et de développement économique. L'objectif est également de tendre vers l'équilibre entre zones à urbaniser, zones naturelles, agricoles ou forestières, dans la perspective d'un développement durable et équilibré.

L'élaboration de ce Schéma a été engagée fin 2004. Le diagnostic du SCoT a été validé par la CCVE en juin 2005 et le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) le 4 avril 2006. La CCVE doit aujourd'hui achever le projet de SCoT en élaborant, sur la base du PADD, un document d'orientations générales assorti de documents graphiques et en complétant et formalisant le rapport de présentation.

Le rapport de présentation expose le projet de SCoT mais surtout l'évaluation environnementale du territoire. L'évaluation environnementale du SCoT permet de s'assurer que l'environnement est effectivement pris en compte afin de garantir un développement équilibré du territoire.

Une prise en compte insuffisante de l'environnement peut en effet conduire à des situations critiques, révélatrices des impacts sociaux et économiques liés au non respect de l'environnement. Par conséquent, l'intégration de la dimension environnementale dans la planification spatiale devient un élément incontournable de la mise en oeuvre du développement durable, dont elle est un des principes fondateurs.

L'analyse environnementale est ainsi structurée autour des 4 phases suivantes :

- analyse environnementale du territoire reposant sur une synthèse du diagnostic du SCoT, des compléments et une mise en évidence des sensibilités et enjeux,
- évaluation des incidences du PADD et de ses orientations sur l'environnement,
- recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences, sur la base de l'évaluation,
- suivi et bilan des effets sur l'environnement au moyen d'indicateurs.

2.2. ENJEUX ET OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'objectif principal de l'état initial de l'environnement et de l'analyse des incidences du Schéma sur l'environnement est de fournir un outil d'aide à la décision pour le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Il s'agit de :

- faire émerger les enjeux environnementaux à l'échelle du territoire du SCoT pour éclairer le diagnostic, puis les choix d'aménagement pris dans le cadre du projet ;
- anticiper les incidences les plus fortes sur l'environnement et envisager des choix d'aménagement alternatifs ;
- évaluer la faisabilité des mesures compensatoires pour les impacts résiduels.

Un deuxième objectif est l'anticipation des besoins de suivi environnemental :

- référence pour l'état 0,
- pistes d'indicateurs.

Les enjeux en matière d'environnement sont appréhendés dans leur diversité :

- enjeu social, tous les individus aspirant à un environnement sain, sûr, de qualité et à un niveau de vie décent,
- enjeu éthique, la préservation des ressources non renouvelables étant indispensable aux générations à venir et constituant un enjeu de solidarité nationale voire internationale,
- enjeu économique, les mesures de protection de l'environnement devant réduire, à terme, les coûts de restauration ainsi que les coûts de gestion en prenant en compte le fonctionnement naturel des écosystèmes,
- enjeu de développement, la qualité de l'environnement étant un atout pour l'image d'un territoire et donc un facteur de développement local et d'attractivité,
- enjeu stratégique, l'avenir de l'espace urbain, périurbain ou rural devant prendre en compte les différentes échelles du territoire tant locales que globales.

2.3. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE SCoT

La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 a institué les schémas de cohérence territoriale, qui se substituent aux schémas directeurs.

Au niveau de l'ensemble du périmètre du schéma, il détermine :

- les orientations de l'aménagement de l'espace (maintien de l'équilibre entre zones à urbaniser et zones agricoles et forestières),
- les objectifs en matière d'équilibre de l'habitat, de mixité sociale, de transports en commun ou encore d'équipements commerciaux ou économiques,
- les espaces naturels ou urbains dont la protection présente une importance intercommunale.

Plus particulièrement, il détermine les grands projets d'équipement (tels que les dessertes routières) ou de services. Il peut également prévoir l'utilisation prioritaire des zones constructibles existantes avant d'en créer de nouvelles ou de subordonner la construction de quartiers nouveaux à la création de transports collectifs.

Le SCoT se compose de plusieurs documents :

- le rapport de présentation,
- le projet d'aménagement et de développement durable, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme,
- le document d'orientations générales.

La mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration des SCoT peut être schématisée de la manière présentée page suivante².

Dans la pratique, sur le territoire de la CCVE, l'évaluation environnementale a débuté en cours d'étude, le diagnostic étant déjà finalisé et le PADD déjà débattu. Toutefois, le scénario préalablement défini avait déjà bien pris en compte les questions environnementales : ses impacts étaient limités. Aussi l'évaluation environnementale ne vient pas tout remettre en question mais simplement compléter la réflexion.

² Source : Méthodologie pour l'évaluation des SCoT au regard des principes du développement durable, application au cas de Montpellier, Synthèse. DIREN Languedoc-Roussillon, document non daté.

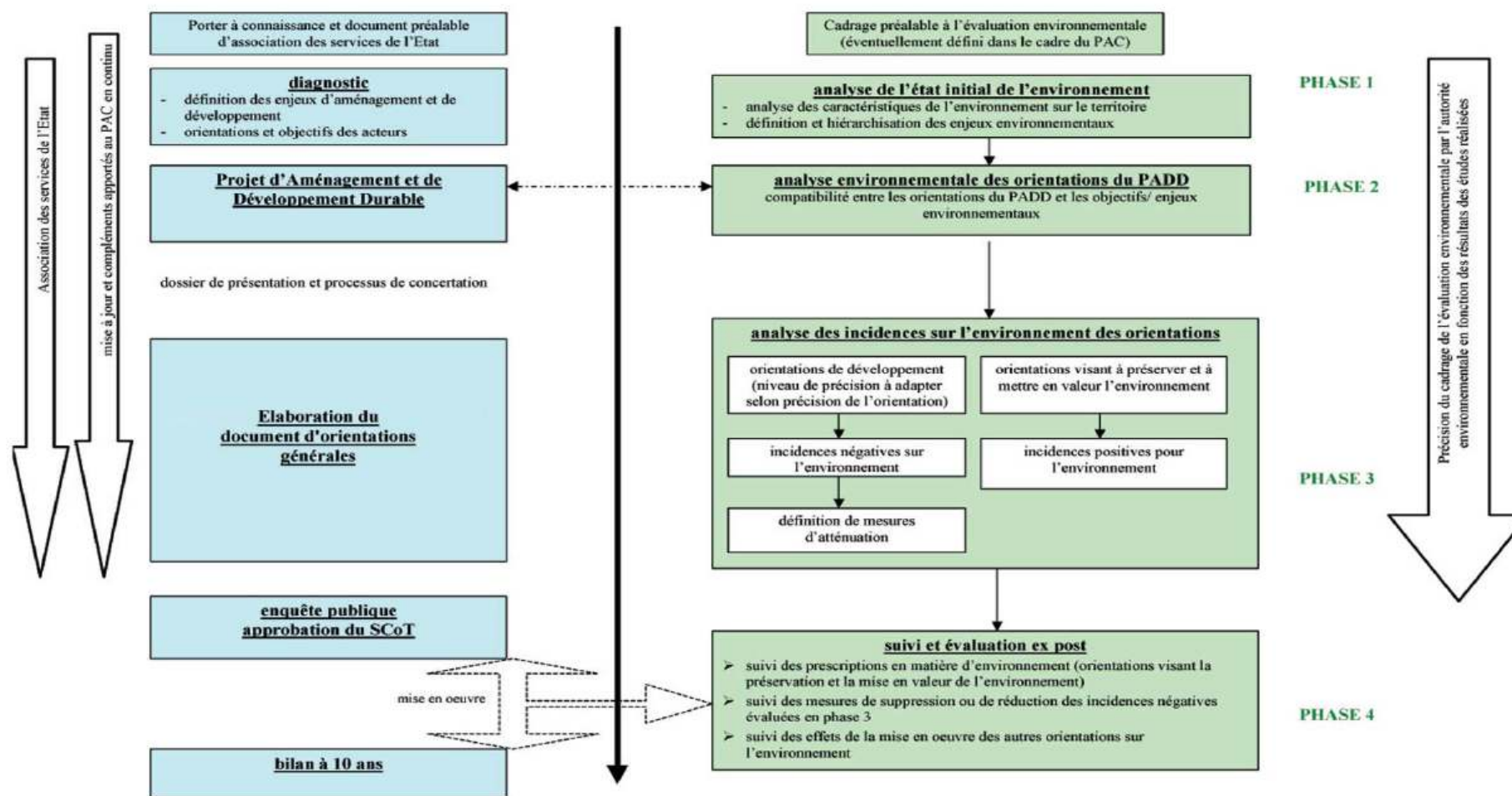


Figure 2 : Mise en parallèle des démarches d'évaluation environnementale et d'élaboration des SCoT

2.4. TEXTES REGISSANT L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Cette évaluation environnementale du SCoT est réalisée conformément aux textes qui la régissent et notamment :

- l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 portant obligation de réaliser une évaluation environnementale des conséquences de la mise en oeuvre d'un SCoT et transposant la directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement du Conseil Européen, relative à l'Evaluation des Incidences de certains Plans et Programmes sur l'Environnement (EIPPE) ;

Les articles liés à la transcription de la Directive Plans et programmes indiquent, dans le Code de l'Urbanisme :

Article L 121-11 : Le rapport de présentation des documents d'urbanisme mentionnés à l'article précédent décrit et évalue les incidences notables que peut avoir le document sur l'environnement. Il présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et dans la mesure du possible, compenser ces incidences négatives. Il expose les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, parmi les partis d'aménagement envisagés, le projet a été retenu. Le rapport de présentation contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le document, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres documents ou plans relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Article L 121-12 : La personne publique qui élabore un des documents d'urbanisme mentionnés à l'article L121-10 transmet pour avis à une autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement le projet de document et son rapport de présentation. L'autorité de l'Etat compétente en matière d'environnement est consultée en tant que de besoin sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport environnemental.

Article L 121-13 : Les documents d'urbanisme mentionnés à l'article L121-10 dont la mise en oeuvre est susceptible de produire des effets notables sur l'environnement d'un autre Etat membre de la Communauté européenne sont transmis aux autorités de cet état, à la demande de celles-ci ou à l'initiative des autorités françaises (...).

- le décret du 9 juin 2004, modifiant le contenu des documents d'urbanisme,
- le décret du 27 mai 2005, relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme.

L'article R121-14 du Code de l'Urbanisme (article 2 du décret du 27 mai 2005) précise que « font l'objet d'une évaluation environnementale [...] les schémas de cohérence territoriale. »

L'article R-122.2 actuel du code de l'urbanisme, prévoit ainsi que :

« Le rapport de présentation :

- expose le diagnostic prévu à l'article L122-1 ;
- analyse l'état initial de l'environnement ;
- explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales
- précise, le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées ;
- évalue les incidences prévisibles des orientations du schéma sur l'environnement et expose la manière dont le schéma prend en compte le souci de sa préservation et sa mise en valeur. »

Cette évaluation tient également compte des lois suivantes :

- Loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et les textes subséquents ;
- Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993 ;
- Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'applications n°93-742 et 743 du 29 mars 1993 ;
- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;
- Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et mise en valeur des paysages et modification de certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques (notamment les articles 20 et 21) ;
- Loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- Loi n°96-1230 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

3. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'état initial de l'environnement couvre l'ensemble des champs sur lequel le PADD a à se prononcer.

Il s'agit de la compilation et de la synthèse de la documentation existante. Elle se base en grande partie sur l'analyse de l'état initial de l'environnement déjà réalisé dans le cadre du diagnostic du SCoT, mais aussi sur la collecte de données supplémentaires, des investigations de terrain complémentaires et des reportages photographiques sur les thématiques environnementale et paysagère.

3.1. CONTEXTE PHYSIQUE

3.1.1. Climatologie

Le climat de la région de la CCVE, enregistré à la station météorologique de Trappes, est de type océanique dégradé. Ce dernier se caractérise par un faible écart entre les températures moyennes minimales et maximales (cf. Figure 3). En hiver, l'amplitude thermique est de 5°C (minimale de 0°C et maximale de 5°C au mois de janvier) et en été, elle est d'environ 10°C (minimale de 15°C et maximale de 25°C entre juillet et août).

Par ailleurs, la répartition des précipitations tout au long de l'année est relativement homogène. Les précipitations mensuelles relevées sont en moyenne de 55 mm avec moins de 50 mm en été (août) et autour de 60 mm en automne-hiver (octobre-janvier), le pic étant en mai avec près de 70 mm.

Les températures moyennes mensuelles varient entre 2,8°C en février et 17,6 °C en août.

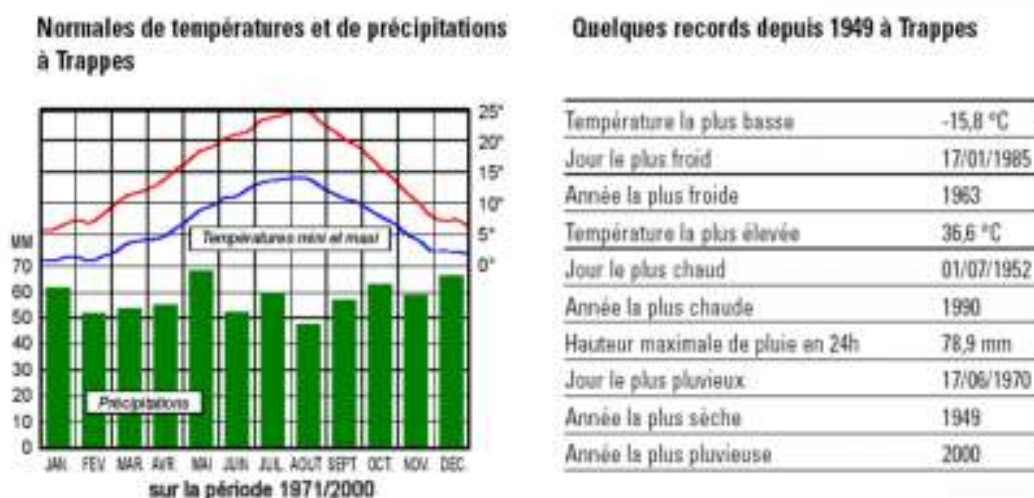
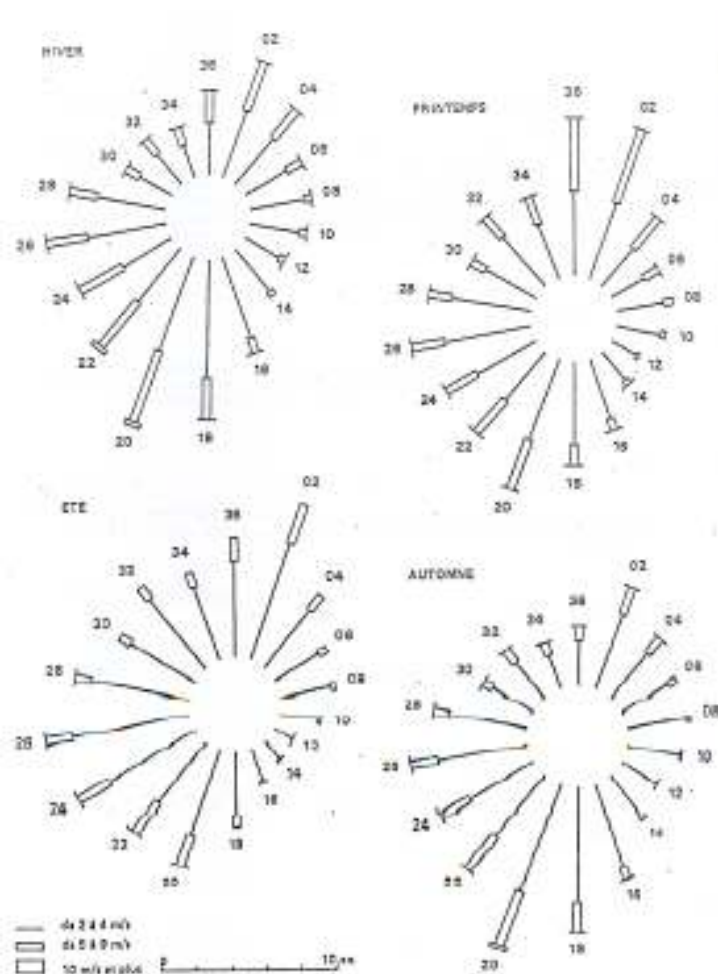


Figure 3 : Données climatiques de la station de Trappes sur la période 1971-2000 (Source : Météo France)

Les vents dominants sont principalement de sud-ouest, et d'une vitesse moyenne observée inférieure à 9 km/h (cf. Figure 4).



3.1.2. Géologie

Le terrain présente un empilement stratigraphique clair :

- au nord et au nord-ouest, la majeure partie du périmètre est constitué de la terminaison du plateau de la Brie, largement entaillé par la vallée de l'Essonne et saupoudré de quelques buttes conservées grâce à leur armature de grès (buttes d'Echarcon, de Montaubert, de Braseux, des Montils),
- au sud, la marge septentrionale du plateau de la Beauce domine de 70 m la surface de la Brie avec une orientation est-ouest des barres gréseuses.

La nature du sous-sol est en cohérence forte avec le modelé topographique du territoire (cf. Figure 5) :

- les plateaux sont recouverts de limons loessiques,
- les coteaux laissent apparaître sur le plateau de la Brie et de la Beauce des calcaires et des argiles à meulières ; seuls les versants du plateau de la Brie présentent sous le calcaire l'affleurement des grès et sables de Fontainebleau. Les grès sont souvent dénudés et forment des dalles (platières) ou éboulis de pente,
- les fonds de vallée sont recouverts d'alluvions (dépôts apportés par l'eau).

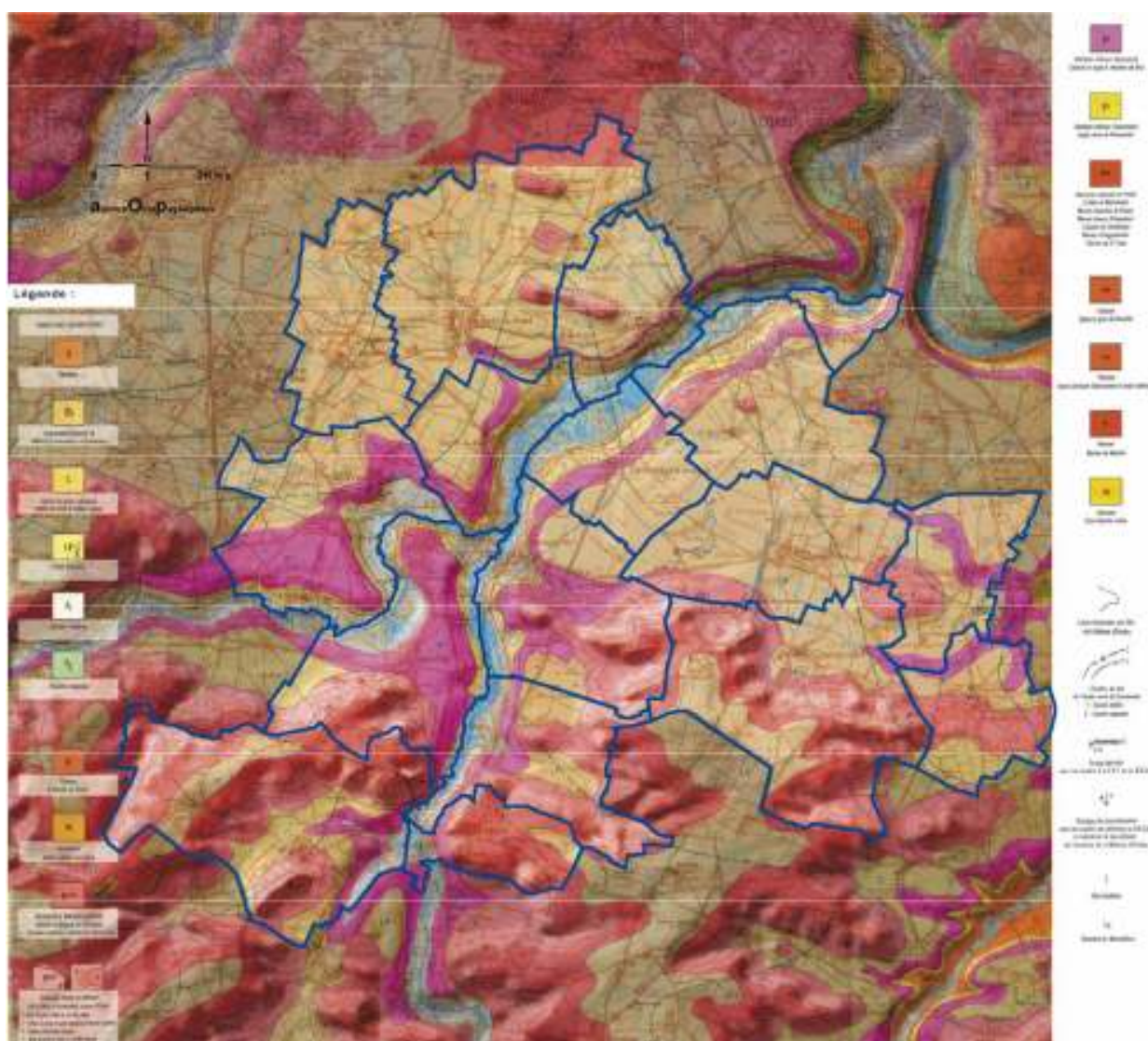


Figure 5 : Carte géologique (Source : BRGM)

3.1.3. Pédologie

Source : Chambre d'agriculture, 1998. Monographie agricole de l'Ile-de-France

Parmi les sols que l'on observe en région Ile-de-France, tous les degrés d'évolution sont présents : sols très évolués sur des reliefs peu accentués et soumis à un lessivage prononcé, sols de formation plus récente d'apports relativement anciens (alluvions), sols peu évolués en relief accentué ou d'apports récents (cf. Figure 6).

Les formations sableuses donnent parfois lieu à des sols bruns plus ou moins calcaires, dont l'évolution, souvent influencée par la présence de nappes aquifères, conduit à des podzols.

Les formations argileuses ou argilo-sableuses donnent naissance à des sols bruns qui présentent souvent, du fait de la faible perméabilité des matériaux, un caractère d'hydromorphie marquée.

Enfin, les formations calcaires ont le plus souvent provoqué l'apparition de sols de type « rendzine ».

La couverture limoneuse des plateaux, souvent très épaisse, a fortement influencé l'évolution des formations tertiaires. Les sols y présentent alors un développement plus ou moins accentué selon l'hydromorphie : sols bruns faiblement lessivés, sols lessivés, pseudogley.

Le limon donne en général des terres argilo-siliceuses, souvent décalcifiées, de composition assez homogène ; pauvres en acide phosphorique, souvent riches en azote, elles sont d'une richesse en potasse assez variable.

La fertilité est due à la constitution physique : c'est une terre franche dont les qualités compensent les imperfections chimiques. La fertilité des terres est proportionnelle à leur épaisseur et à la perméabilité du sous-sol.

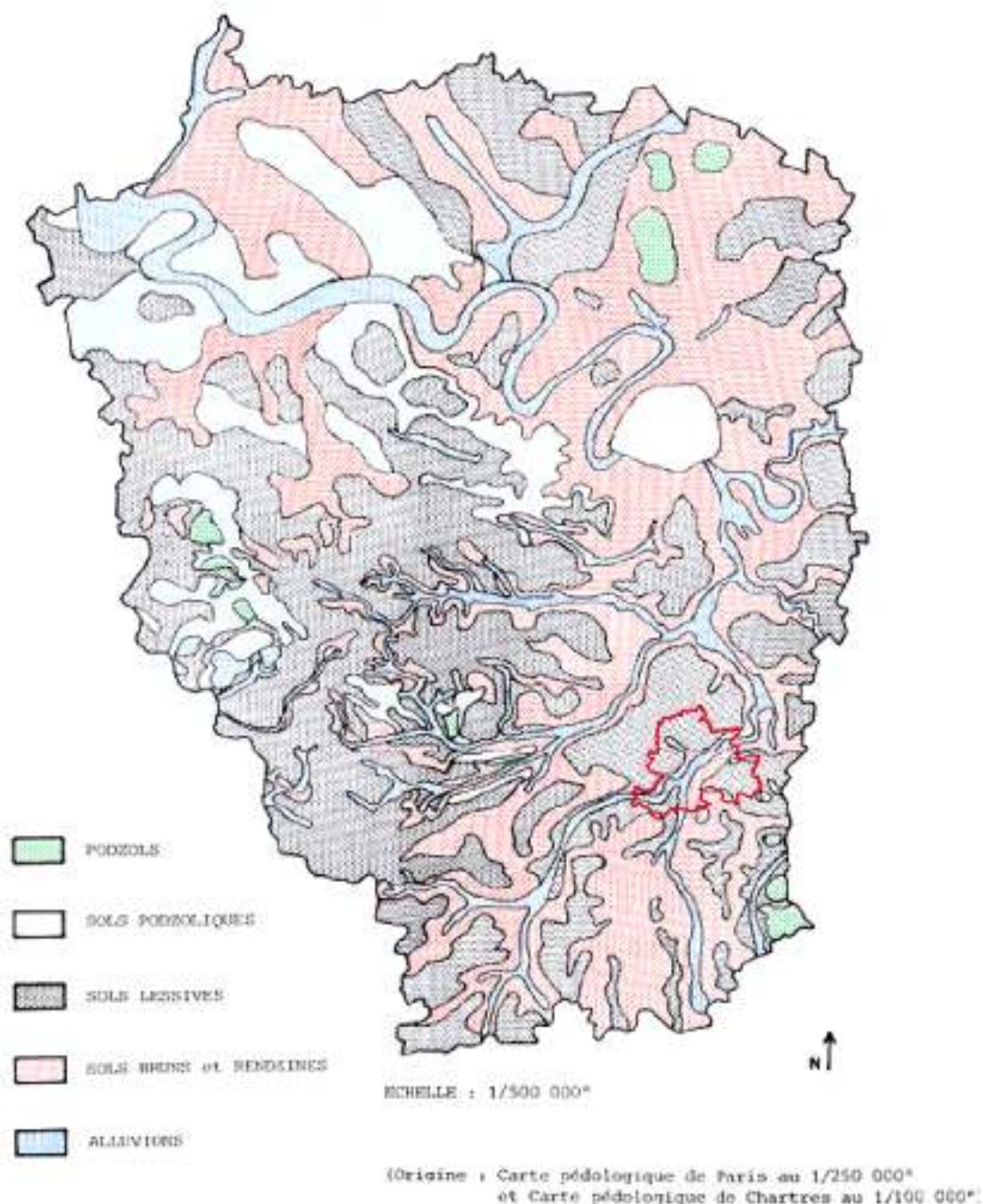


Figure 6 : Carte pédologique d'Ile-de-France (Source : Chambre d'Agriculture de l'Essonne)

Sur le territoire de la CCVE, les sols présents correspondent aux alluvions au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine, aux sols lessivés en majorité localisés en rive gauche de ces deux cours d'eau et aux sols bruns et rendzines principalement situés sur les coteaux ainsi que sur la rive droite de l'Essonne.

Globalement, les sols des plateaux ont une valeur agronomique intéressante pour l'agriculture.

3.1.4. Topographie

Le territoire du Val d'Essonne est cadré par des entités géographiques fortes : la puissante vallée de la Seine à l'est et celle de l'Orge à l'ouest.

Au sud, c'est la topographie singulière du plateau de Mondeville qui domine le périmètre.

De 43 mètres (Ormoy) à 162 mètres (Champcueil), la topographie du territoire de la CCVE distingue clairement 3 grands ensembles (cf. Figure 7) :

- les vallées de l'Essonne et de la Juine, constituées d'un replat alluvial marécageux (lit majeur) fortement marqué par la présence de l'eau (méandres naturels et artificiels). Ces vallées dessinent un parcours sinueux avec des dilatations et des resserrements d'une amplitude allant d'environ 500 m (au niveau de La Ferté-Alais) à 1,5 kilomètres (au niveau de Fontenay-le-Vicomte). Les coteaux bien marqués, de 20 à 30 mètres, conduisent rapidement au plateau qui encadre la vallée.
- le plateau de la Brie, profondément entaillé par ces vallées. Il est relativement homogène à l'ouest et à l'est de l'Essonne avec une topographie très douce, seulement marquée par quelques buttes témoins,
- le plateau de la Beauce, au sud, très découpé, avec des coteaux assez escarpés qui dominent d'environ 60 m le plateau de la Brie et de 140 m la vallée de l'Essonne qui le creuse.



Figure 7 : Topographie au niveau du territoire de la CCVE

3.1.5. Hydrogéologie

Le territoire de la CCVE est à la limite de trois nappes phréatiques principales : l'aquifère de Beauce, l'aquifère de Champigny et l'aquifère multicouche de l'Eocène moyen et inférieur (Cf. Figure 8). Par ailleurs, une nappe profonde, la nappe de l'Albien-Néocomien traverse le territoire de la CCVE (Cf. Figure 9).



Figure 8 : Les principales nappes d'eau souterraine d'Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France)

L'aquifère de la nappe de Beauce, l'un des plus importants aquifères libres de France, est constitué d'une succession de couches géologiques alternativement perméables, semi-perméables et imperméables délimitant ainsi plusieurs réservoirs aquifères plus ou moins continus pouvant être en relation les uns avec les autres (calcaires de Pithiviers, calcaires d'Etampes, sables de Fontainebleau, calcaires de Brie et calcaires éocènes).

Une recharge quasi continue depuis 1999, conséquence des pluies excédentaires enregistrées durant cette période, et une diminution des prélèvements pour l'irrigation ont permis de retrouver au printemps 2002 des niveaux de nappe comparables à ceux les plus hauts connus de juillet 1983.

L'importance de ce réservoir (de l'ordre de la dizaine de milliards de m³) et le rôle essentiel de régulateur qu'elle joue tant pour le milieu naturel que pour les activités humaines, avec une capacité de restitution estivale de 700 millions de m³, a motivé la réalisation d'un SAGE pour la nappe de Beauce. Dans l'attente de l'achèvement du SAGE, dont le périmètre a été fixé par arrêté interpréfectoral du 13 janvier 1999, un dispositif provisoire de gestion volumétrique des prélèvements d'irrigation a été mis en place. Ce dispositif gère la répartition dans la limite de l'enveloppe globale fixée à 450 millions de m³ prélevable par an en nappe haute d'un volume individuel de référence pour chacun des 3300 irrigants.

Parallèlement, la nappe de Beauce est classée en Zone de répartition des eaux (ZRE). Une demande d'autorisation de prélèvement dans la zone de répartition des eaux est désormais nécessaire dès le seuil de 8 m³/h.

L'aquifère de Champigny, l'un des plus exploités d'Ile-de-France, est de type calcaire dominant, fissuré, avec de nombreux phénomènes karstiques. La couche imperméable de marnes supra gypseuses et de marnes vertes qui l'isole sur les plateaux, disparaît dans les vallées et sur certains coteaux, lui conférant ainsi, en certaines zones, une vulnérabilité naturelle.

Les relations entre nappe et rivière sont caractérisées par des zones de pertes dans des vallées et des zones d'alimentation de la rivière par la nappe généralement en aval. Ces pertes sont la cause d'une importante vulnérabilité de la nappe.

La nappe de l'Eocène inférieur et moyen comprend plusieurs entités aquifères, séparées par des intercalations semi-perméables : les Sables de Bracheux, les Sables du Soissonais, les Sables de Cuise et les Calcaires grossiers, souvent regroupés sous le vocable de "nappe du Soissonais".

A l'exception des régions encore influencées par les exploitations, la surface piézométrique suit la surface topographique et elle est drainée par les rivières, notamment la Seine entre Melun et Paris. La direction générale des eaux souterraines est de direction est-ouest.

Les eaux souterraines sont captées depuis le XVIII^{ème} siècle et cette nappe a été longtemps surexploitée, surtout dans les zones de Paris et de Saint-Denis, ce qui a engendré un vaste cône de dépression jusqu'à 25 m de profondeur. Aujourd'hui, l'exploitation a fortement diminué et la nappe est remontée de plus que 10 m. Elle continue à remonter.

L'aquifère multicouche de l'Albien-Néocomien

Cet aquifère est d'âge Crétacé inférieur. Il n'affleure pas dans la région Ile-de-France, mais constitue un aquifère profond situé sous l'aquifère de la craie sur une extension de plus de 100 000 km². Sa profondeur augmente des affleurements de bordure vers le centre pour atteindre -1000 m sous la Brie. Cet aquifère est donc particulièrement bien protégés des pollutions de surface. L'eau de la nappe de l'Albien est ainsi généralement de très bonne qualité.

Le plus important niveau aquifère est constitué par la série imbriquée des sables verts : sables de Frécambault, des Drillons et sables verts proprement dits. Cet ensemble offre une porosité efficace de 20 % et une épaisseur de 10 à 30 m. Le coefficient d'emménagement est relativement faible car cette nappe est captive sur toute la zone centrale du bassin de Paris et varie entre 0,001 et 0,1 %.

La surface piézométrique montre un axe de drainage général correspondant approximativement à la vallée de la Seine aval. Dans les zones peu exploitées, la nappe est encore artésienne. La réserve en eau est importante, de l'ordre de 655 milliards de m³, mais son renouvellement par l'alimentation naturelle est très faible, avec un temps de séjour moyen de plusieurs milliers d'années. L'aquifère Albien est exploitée depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, malgré sa grande profondeur. Aujourd'hui, les prélèvements annuels sont de l'ordre de 22 millions de m³, repartis essentiellement en Ile-de-France, dont 83 % destiné à l'eau potable.

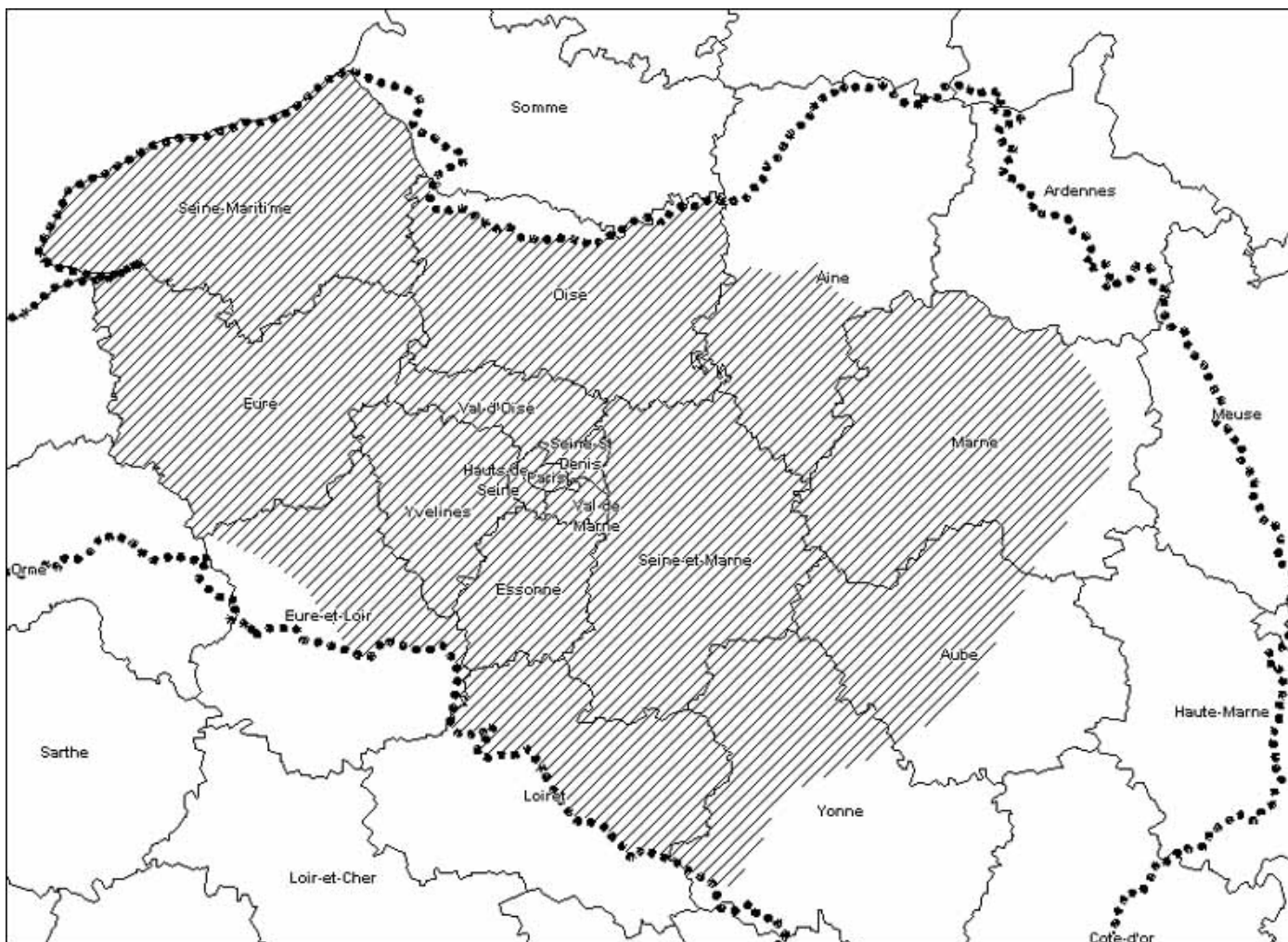
En 1930, les volumes annuels prélevés atteignirent 34 millions de m³ dans la nappe de l'Albien et la baisse du niveau de la nappe (74 mètres entre 1861 et 1934) fut telle que certains puits devinrent inexploitable. Dans la région parisienne, la surface piézométrique a montré une grande zone déprimée dû à la surexploitation. En 1935, l'exploitation a été limitée en Ile-de-France par un décret soumettant à autorisation préalable tous les forages de plus de 80 mètres de profondeur. Les volumes extraits chutent alors rapidement, mais la stabilisation des niveaux est lente à s'établir et la baisse, bien que ralentie, se poursuit. En 1979, les eaux de l'Albien ont été réservées pour l'utilisation en eau potable et le volume de prélèvement est limité à 18 Mm³ en Ile-de-France. Le SDAGE Seine-Normandie, approuvé en 1996, réaffirmé l'importance stratégique de l'Albien et du Néocomien comme ressource en eau potable de secours ultime. Des difficultés d'application du SDAGE dans sa version de 1996 ont nécessité sa révision.

L'arrêté n°2003-248 du 21 février 2003 porte révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en ce qui concerne la ressource en eau souterraine de l'Albien-Néocomien. Cette ressource rare et de bonne qualité ne peut être exploitée en routine qu'à de faibles débits. En revanche, la configuration hydrogéologique du réservoir autorise des prélèvements intenses pendant quelques semaines. La nappe de l'Albien-Néocomien constitue donc par les particularités précédentes une ressource ultime pour l'alimentation en eau potable en cas de crise majeure. Dans ce cas, afin de permettre l'alimentation de secours de l'ensemble des populations, les nouveaux forages ne peuvent être autorisés que dans les zones d'implantation précisées à l'annexe II de l'arrêté et pour des volumes limités.

Le SDAGE révisé prévoit le suivi d'un indicateur piézométrique moyen pour valider expérimentalement la bonne gestion de la nappe.

Classement de la nappe de l'Albien néocomien en zone de répartition des eaux

Complémentairement à l'adoption d'un dispositif de gestion dans le cadre de la révision du SDAGE, la nappe de l'Albien-Néocomien est classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE). Dans le Bassin Seine Normandie, le contour de la zone de répartition précise celui des règles prescrites par le SDAGE (annexe 1 du SDAGE). Une demande d'autorisation de prélèvement dans la zone de répartition des eaux est désormais nécessaire dès le seuil de 8 m³/h. Pour être applicable, le classement en ZRE doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral (en date du 21/04/2006 pour le département de l'Essonne).



Situation par rapport aux limites administratives et aux limites du bassin Seine-Normandie

Figure 9 : Zonage à l'intérieur duquel les règles de gestion de l'Albien et du Néocomien sont proposées dans le cadre du SDAGE
(Source : DIREN Ile-de-France)

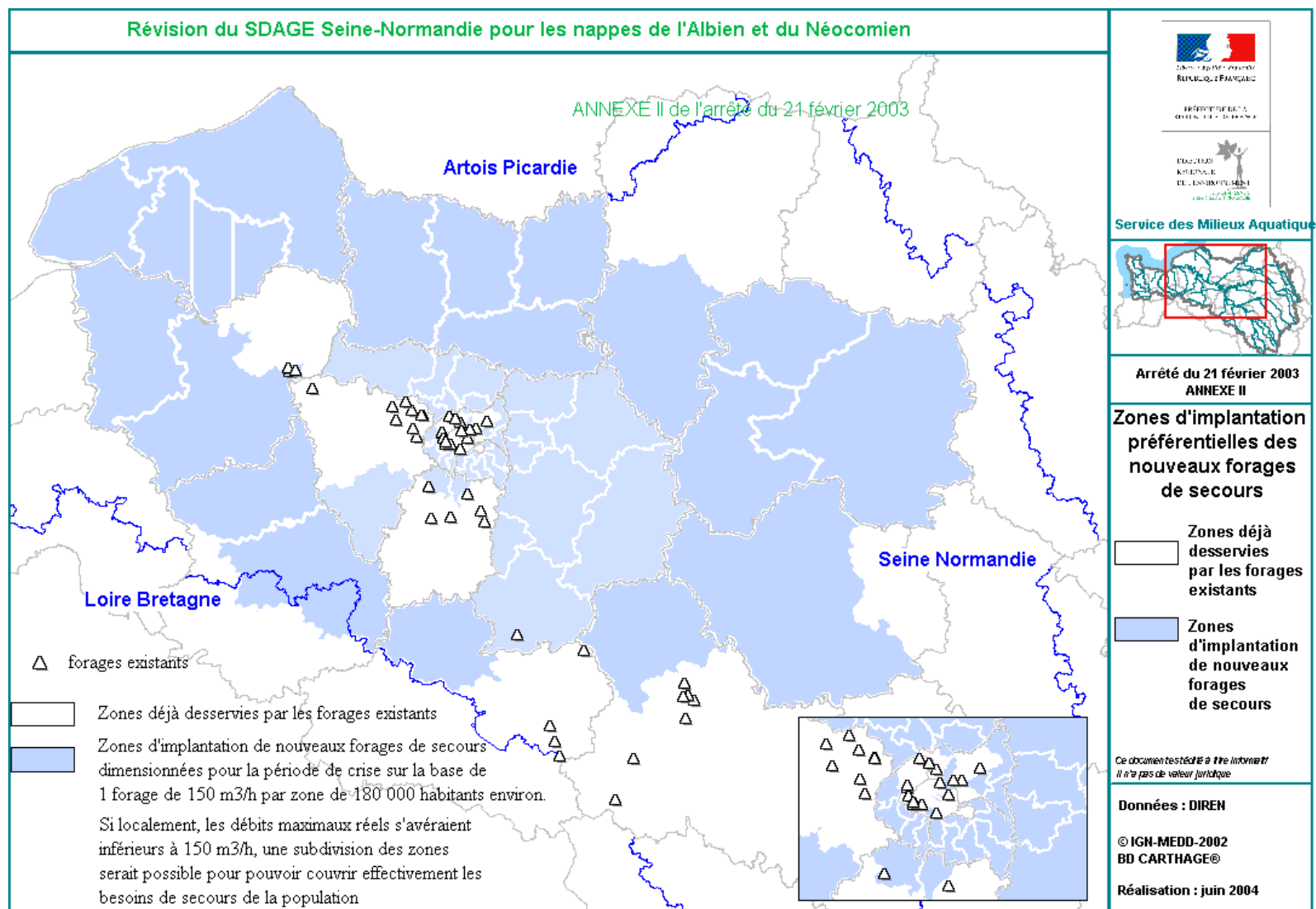


Figure 10 : Zone d'implantation préférentielle des nouveaux forages de secours (Source : DIREN Ile-de-France)

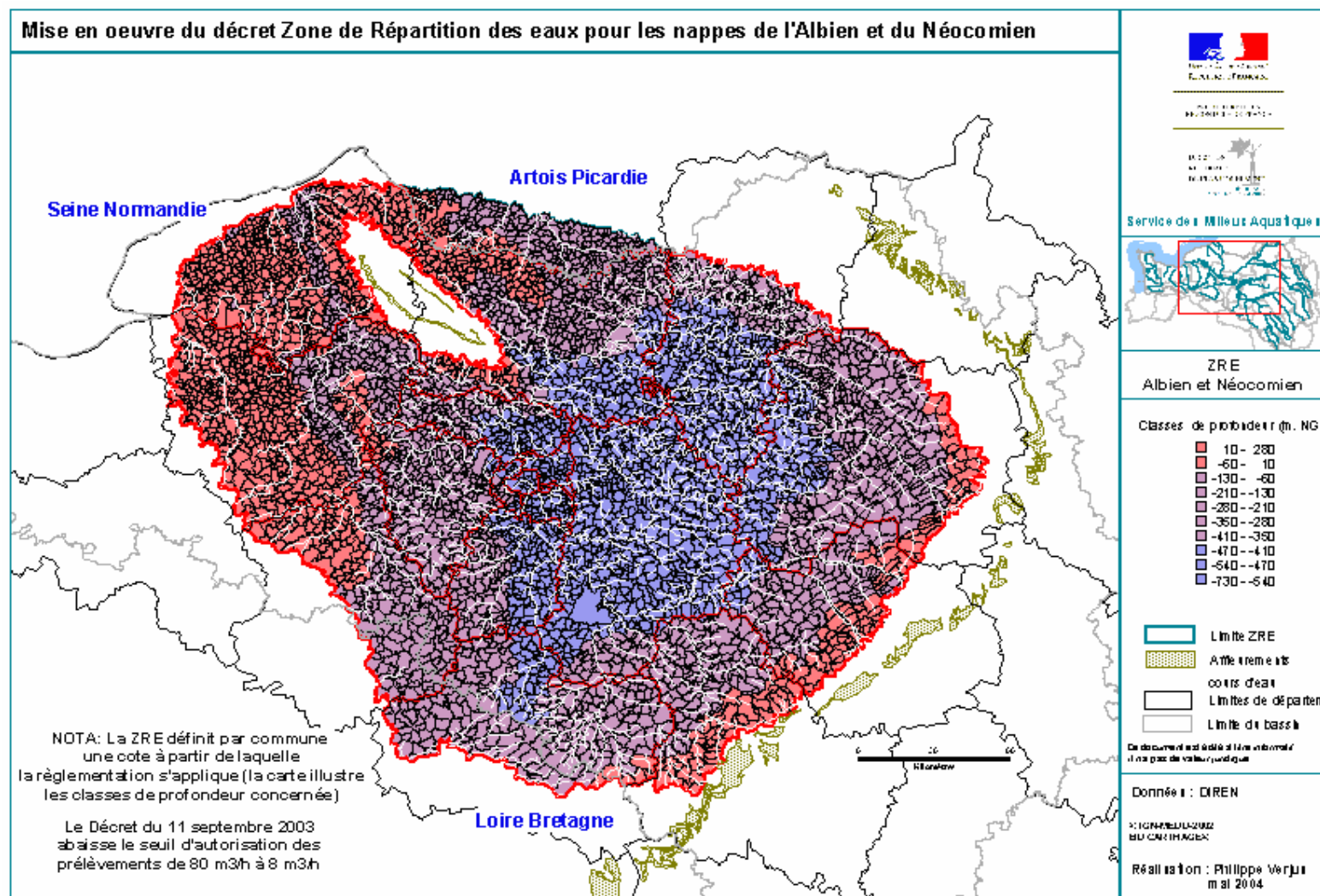


Figure 11 : Zone de Répartition des Eaux (ZRE) pour les nappes de l'Albien et du Néocomien (Source : DIREN Ile-de-France)

Les suivis piézométriques sur le territoire de la CCVE

Sur la commune d'Itteville, un piézomètre suivi par le BRGM³ (station 02570X0051/CHEBID) mesure en continu les fluctuations de la nappe « Calcaire du Saint-Ouen et sables de Beauchamp » depuis le 27/11/1985. On peut ainsi observer les variations du niveau de cette nappe depuis 1985 ainsi que les statistiques relatives à ce piézomètre (Cf. Figures suivantes).

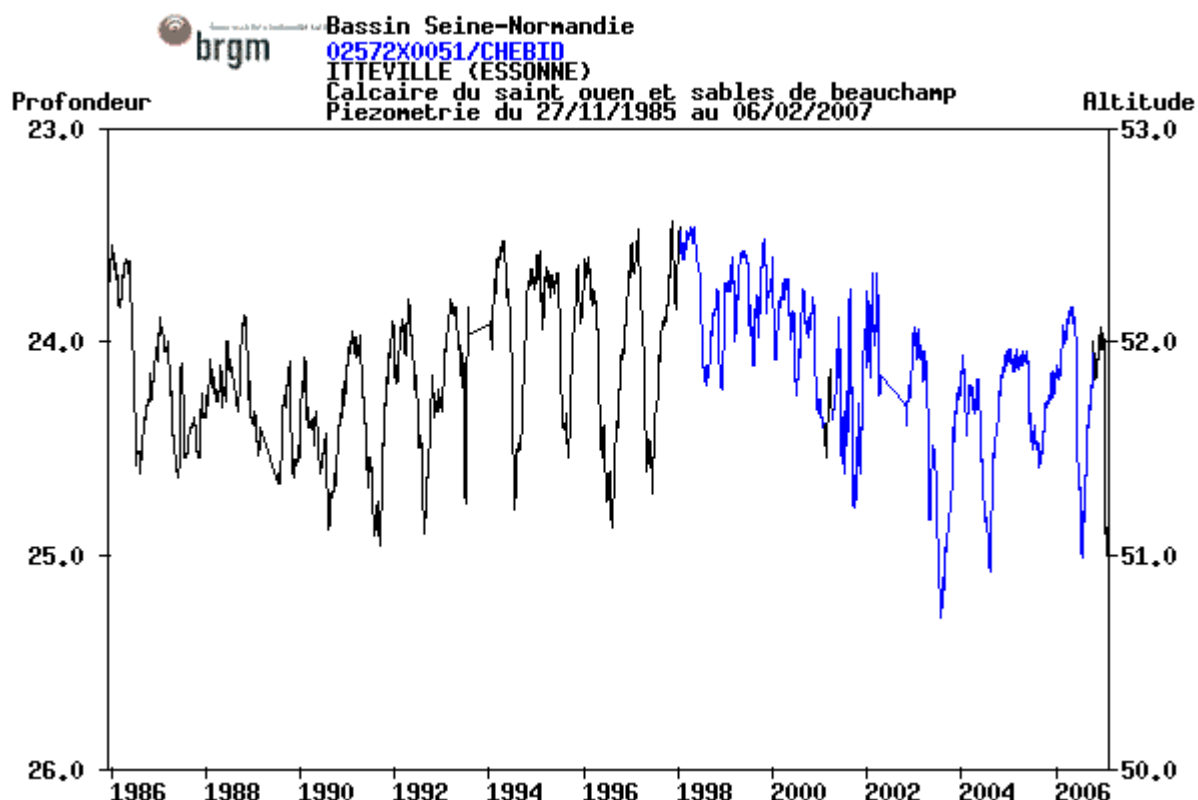


Figure 12 : Evolution du niveau piézométrique de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen et sables de Beauchamp à Itteville (Source : BRGM, DIREN Ile-de-France)

³ BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

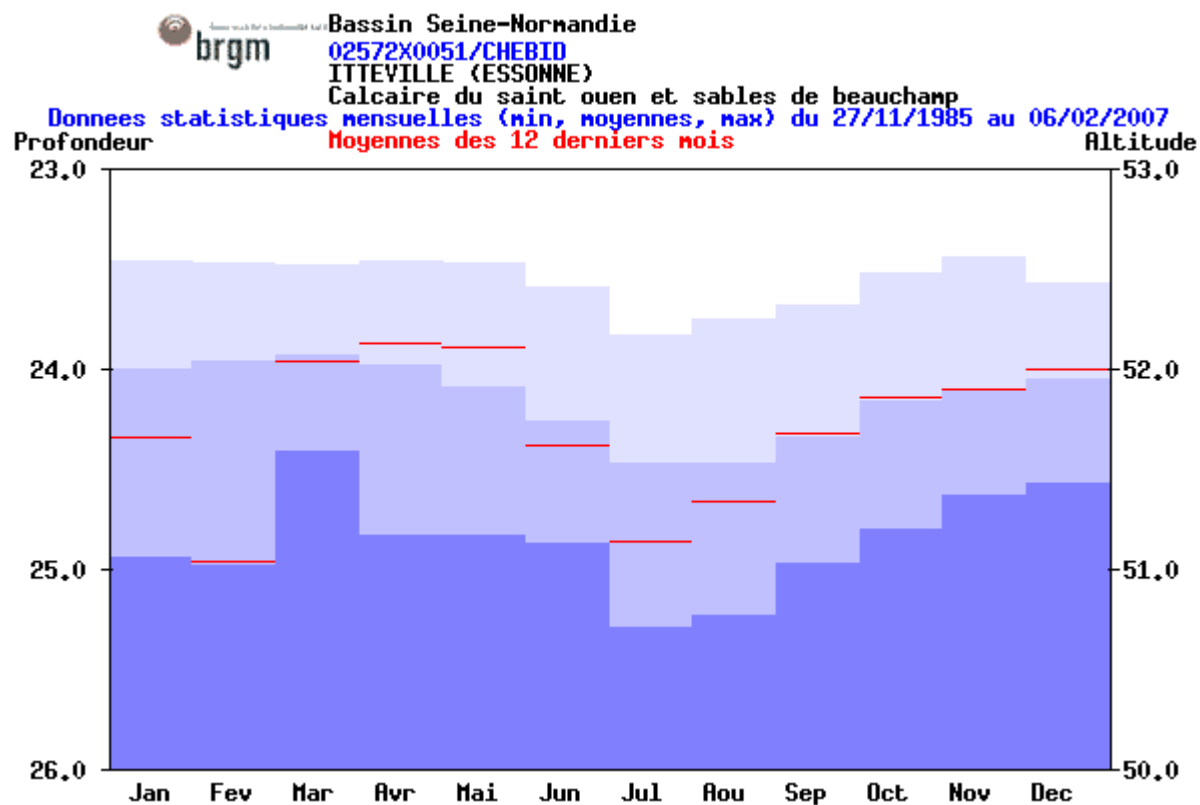


Figure 13 : Données statistiques mensuelles de la nappe des Calcaires de Saint-Ouen et sables de Beauchamp à Itteville (Source : BRGM, DIREN Ile-de-France)

3.2. RESSOURCES NATURELLES

3.2.1. Ressources pétrolières

La prospection pétrolière en Ile-de-France a commencé dans les années 1950. La première découverte économiquement exploitable a été réalisée en 1958 sur le gisement de Coulommès – Vaucourtois (77) dans la région de Meaux.

D'autres découvertes se sont ensuite succédées au début des années 1960. Le choc pétrolier de 1973 relance la prospection pétrolière avec d'excellents résultats dans les années 1980 à Chaunoy et à Itteville. Le déclin de ces gisements est freiné par l'amélioration des techniques d'extraction. La totalité du pétrole extrait est traitée dans la raffinerie de Grandpuits (77).

Compte tenu de la baisse d'activité, la majorité des champs est aujourd'hui exploitée par des opérateurs de taille modeste. La production représente environ 0,5% de la consommation nationale.

Depuis quelques années, compte tenu de la remontée du cours du pétrole, on observe une nette reprise des programmes d'exploration.

Sur le territoire de la CCVE, on note la présence de trois gisements de pétrole en cours d'exploitation au niveau des communes de Vert-le-Petit, Vert-le-Grand et Itteville (cf. Figure page 54). On notera que la production du gisement de la commune d'Itteville représente environ 25 % de la production régionale.

Par ailleurs, il est important de noter que dans une moindre mesure, les communes de Ballancourt-sur-Essonne, Baulne et Leudeville sont également concernées par des forages pétroliers.

Le stockage des produits pétroliers est assuré en Ile-de-France :

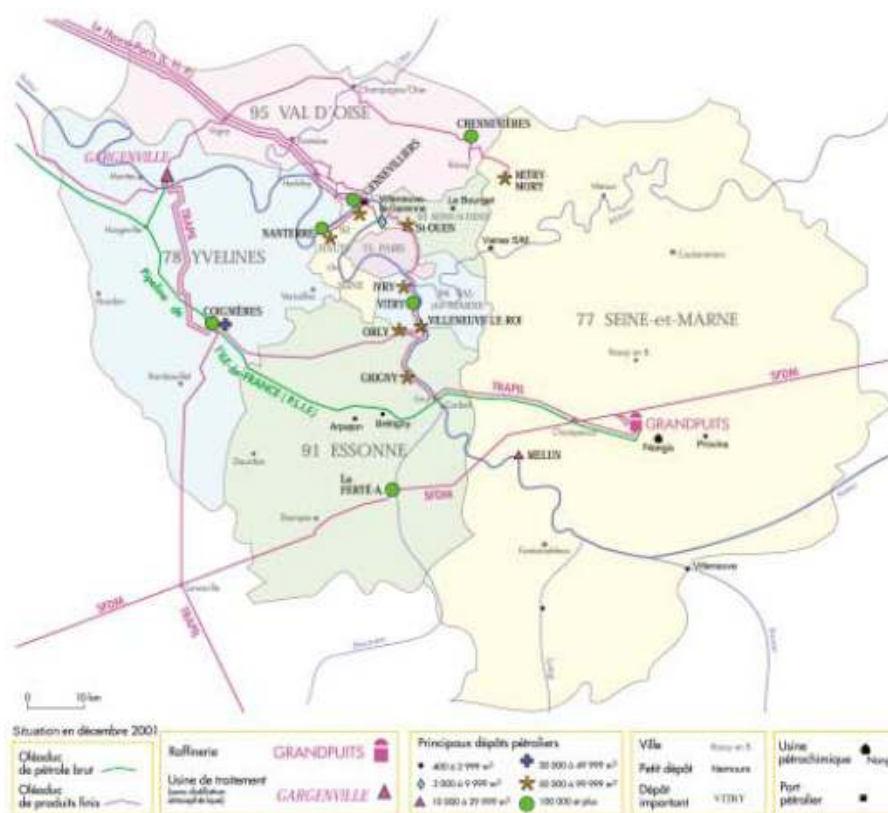
- sur les sites des raffineries de Grandpuits et de Gargenville ;
- sur les 25 dépôts pétroliers de la région de plus de 400 m³ ;
- et enfin sur plusieurs dizaines de dépôts de très petites tailles appartenant soit à des revendeurs, soit à des consommateurs importants.

A ce titre, il faut noter que la commune de La Ferté-Alais accueille un site de stockage d'hydrocarbures de plus de 400 m³. D'autres communes de la CCVE accueillent également des sites de stockage de moindre importance qui n'ont pas été répertoriés.

Au 1er janvier 1999, la capacité globale de stockage dans la région s'élevait à 3,5 Mm³ dont 3,1 Mm³ de produits raffinés.



Figure 14 : Carte des gisements de pétrole en Ile-de-France (Source : DRIE Ile-de-France, décembre 2001)



3.2.2. Ressources minières

Le sous-sol du territoire de la CCVE recèle des gisements de sables localisés sur le plateau, notamment entre l'Essonne et la Seine et entre l'Orge et l'Essonne (cf. Figure 16). Il s'agit principalement de sables et de grès ou encore de sablons pour le BTP.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources du sous-sol, la réglementation en vigueur veille à assurer une prise en compte équitable de l'activité extractive et de la sauvegarde de la ressource en matériaux, tout en limitant les contraintes pour les tiers, l'environnement et le paysage.

Pour cela, le Schéma Départemental des Carrières constitue un outil prospectif d'aide à la décision en matière d'exploitation de la ressource des matériaux.

Dans le département de l'Essonne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 novembre 2000. Il dresse un état des lieux en matière de production et d'utilisation de matériaux de carrière, cartographie les ressources et les intérêts propres au département et examine les impacts des carrières existantes ainsi que les orientations à privilégier en terme de réaménagement.

Le Schéma Départemental des Carrières prend en compte les différentes contraintes identifiées sur le territoire et établit la présence de trois types de zones (cf. Figure 17) :

- zone 1 : exploitation de carrière interdite ou autorisable après levée de la (ou des) contrainte(s) ;
- zone 2 : exploitation de carrière possible sous réserve d'étude relative aux contraintes ;
- autre espace, hors zones 1 et 2 : exploitation de carrière possible sous réserve du seul respect de la réglementation en vigueur.

Au regard du Schéma Départemental des Carrières, sur le territoire de la CCVE, les communes qui présentent le moins de contraintes à l'exploitation de carrières, c'est-à-dire qui ne comportent aucune zone de type 1, sont les communes d'Auvernaux et de Chevannes.

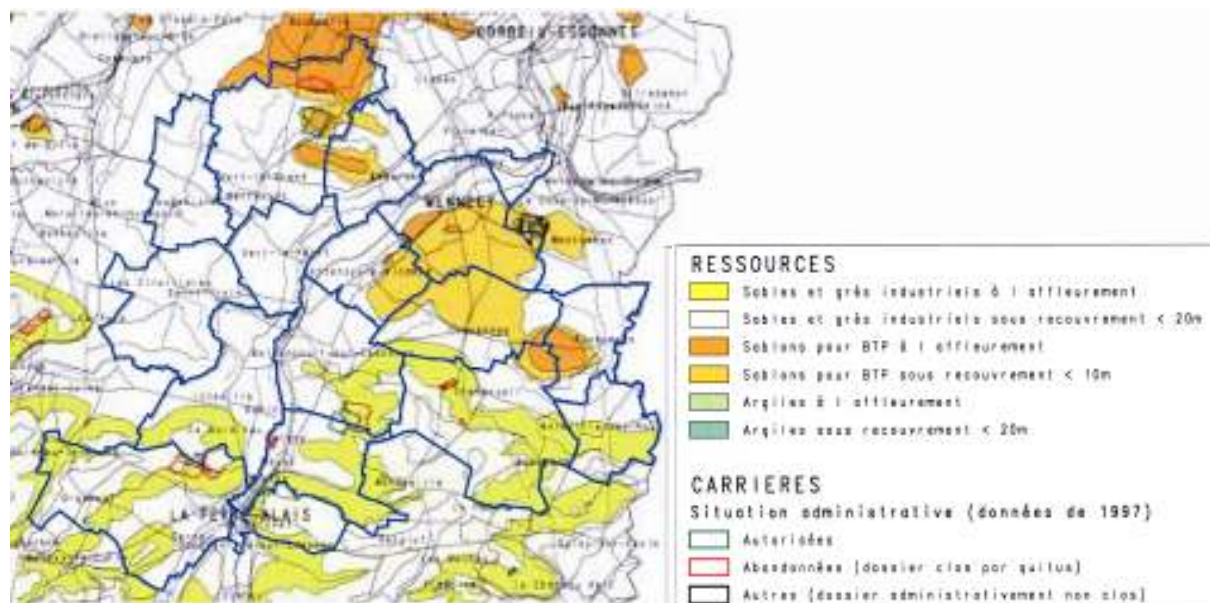


Figure 16 : Ressources en matériaux naturels sur le territoire de la CCVE (Source : Préfecture de l'Essonne)

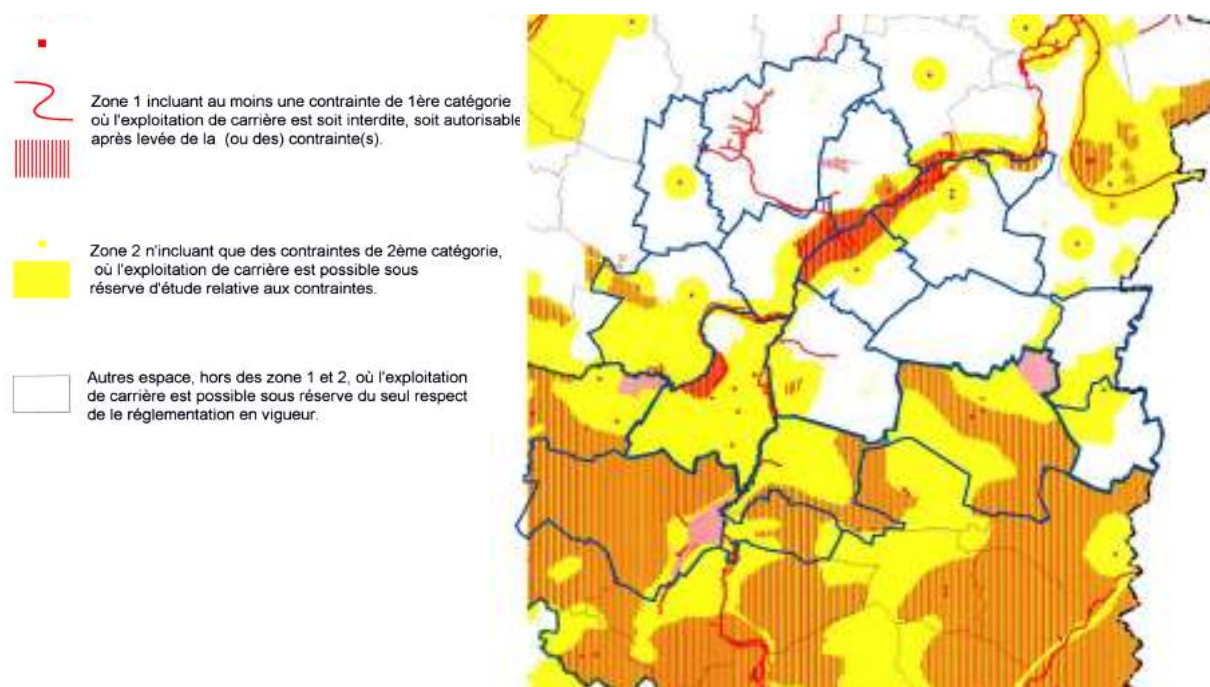


Figure 17 : Synthèse des contraintes pour l'exploitation de carrière sur le territoire de la CCVE (Source : Préfecture de l'Essonne)

3.2.3. Eaux superficielles (eaux des rivières)

3.2.3.1. *Contexte hydrographique*

L'eau est très présente sur le territoire de la CCVE au niveau des vallées humides et marécageuses de l'Essonne et de la Juine en raison des méandres liés à la faible pente des rivières. Ces vallées présentent de nombreuses mares et biefs hérités de l'exploitation de la tourbe et de la force motrice de l'eau par des moulins.

Sur les plateaux, l'eau n'est présente qu'au travers d'un réseau hydraulique agricole qui draine l'ensemble du territoire. Les vidanges, fossés à ciel ouvert, relient un chapelet de mares et de boisements en timbre-poste : les remises. Ces éléments requièrent une attention particulière car leur fonctionnement en réseau rend l'ensemble du système interdépendant. Outre leur utilité de drainage, ils possèdent un évident rôle écologique car ils épurent les eaux de ruissellement et représentent un habitat pour une faune et une flore spécifique bien qu'ils soient fragilisés par l'utilisation de la chimie dans l'agriculture.

Le territoire de la CCVE se situe à la limite de six bassins versants (cf. Figure 18) :

- Essonne amont,
- Essonne Aval,
- Juine,
- Ecole,
- Almont,
- Seine amont.



Figure 18 : Les bassins versants du territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France - IAURIF)

Le territoire de la CCVE est le lieu de confluence de la Juine et de l'Essonne (cf. Figure 7).

La Juine, affluent de l'Essonne, suit un cours général sud-ouest/nord-est. Le talweg de la Juine, c'est-à-dire la ligne de fond de vallée, se situe à environ 65 mètres d'altitude tandis que des étangs constituent des zones humides dans les secteurs les plus bas.

La Juine est un cours d'eau profondément modelé et aménagé par l'homme qui y a multiplié bras et biefs du temps où les moulins fonctionnaient. L'homme a également exploité le fond de vallée, source d'alluvions propices au maraîchage.

L'Essonne est orientée selon un axe nord/sud, son talweg est à 50 mètres d'altitude. La présence du cours d'eau créé également des zones humides liées à l'existence de nombreux plans d'eau et étangs.

Les zones humides jouent un rôle essentiel dans la gestion naturelle des phénomènes hydrologiques (écrêtement des crues, maintien des débits d'étiage, assainissement) ; elles améliorent la qualité des eaux en agissant par filtration et décantation et elles sont source de diversité biologique.

Par ailleurs, le territoire de la CCVE comprend des vallées sèches, vallées où habituellement les cours d'eau ne coulent plus en surface mais uniquement dans les fissures souterraines de la roche.

3.2.3.2. *Données hydrauliques*

D'après les données de la Banque Hydro, les débits moyens spécifiques disponibles du réseau hydrographique concerné sont :

- pour l'Essonne : 4,5 L/s/km² soit un débit annuel moyen de l'Essonne à Ballancourt-sur-Essonne de 8,43 m³/s (données hydrologiques de synthèse : 1964-2006),
- pour la Juine : 5,1 L/s/km² soit un débit annuel moyen de la Juine à Méréville de 1,02 m³/s (données hydrologiques de synthèse : 1969-2006).



Figure 19 : Régime hydraulique de l'Essonne à Ballancourt-sur-Essonne (Source : Banque Hydro)

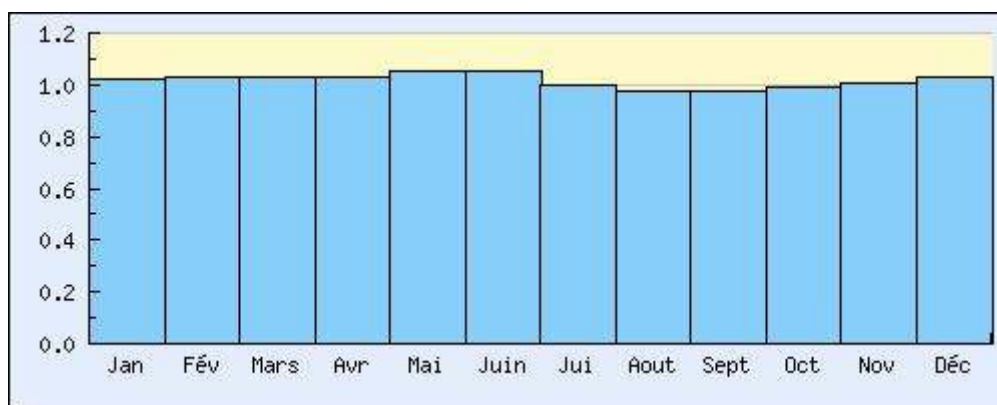


Figure 20 : Régime hydraulique de la Juine à Méréville (Source : Banque Hydro)

L'Essonne et la Juine sont caractérisés par des régimes hydrauliques totalement différents (cf. Figure 19 et Figure 20).

L'Essonne est marquée par un régime hydrique avec des hautes eaux hivernales et des basses eaux estivales. La Juine est en revanche marquée par des débits mensuels relativement constants qui traduisent son artificialisation (moulins, biefs), régulant ainsi les débits de cette rivière.

Les débits de la Juine et de l'Essonne ont des débits fortement dépendants de la nappe phréatique (l'aquifère de Beauce). Il n'y a pas, selon le document d'état des lieux du SAGE de la nappe de Beauce, de relation immédiate entre la pluviométrie et l'hydrologie de ces cours d'eau.

3.2.3.3. *Qualité des eaux superficielles*

La qualité de l'eau est régulièrement suivie au moyen d'un réseau de stations de mesure. Sur le territoire de la CCVE, ce réseau est géré par la DIREN Ile-de-France (Réseau National de Bassin), le SATESE Yvelines-Essonne (Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'épuration) ainsi que par les syndicats de rivière (cf. Figure 21).

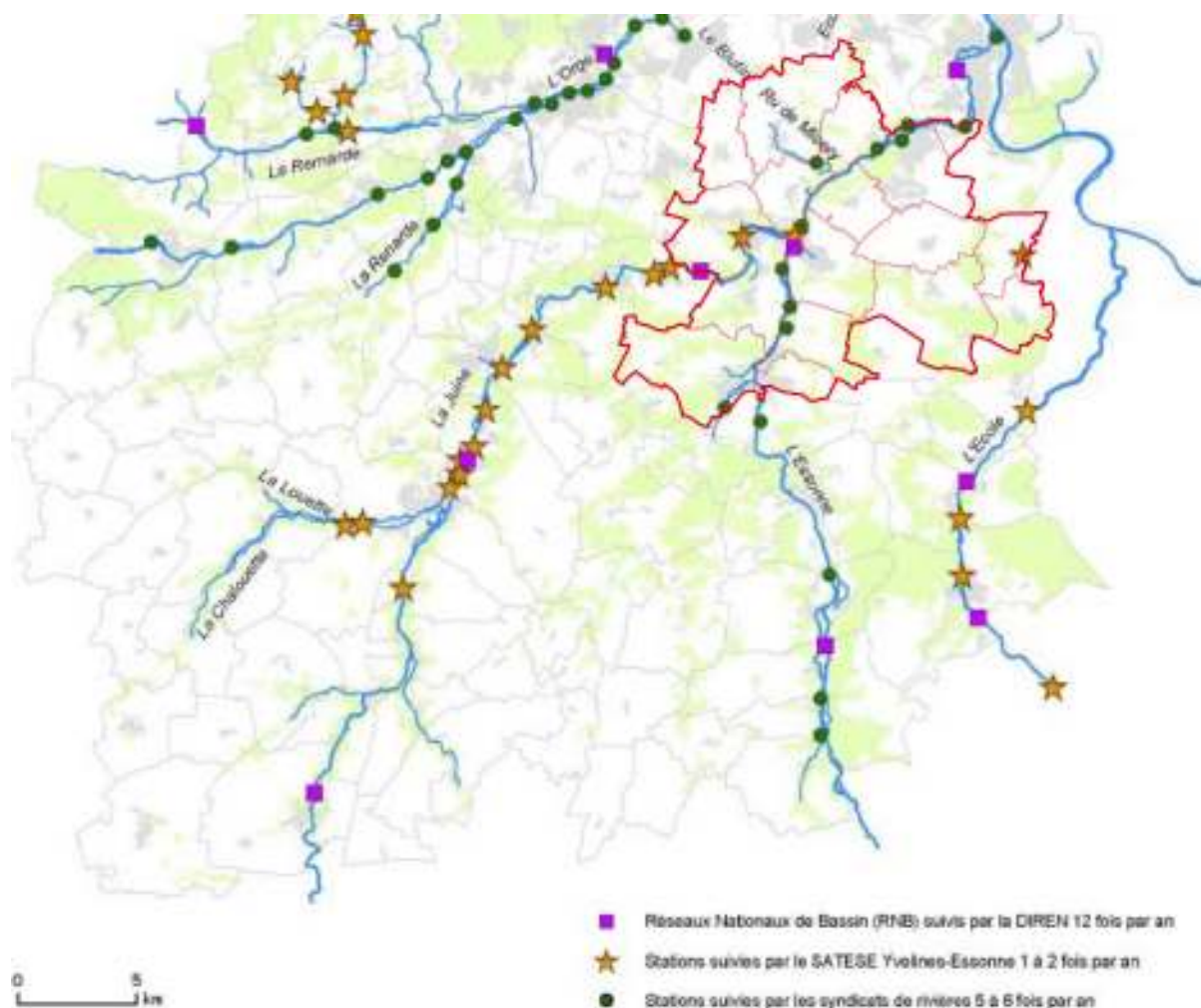


Figure 21 : Réseau de mesure de la qualité des cours d'eau (Source : CG 91, 2002)

D'après le suivi réalisé sur l'Essonne et sur la Juine au niveau de la CCVE, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique est globalement passable sur la période 1997-2004 (cf. Figure 22).

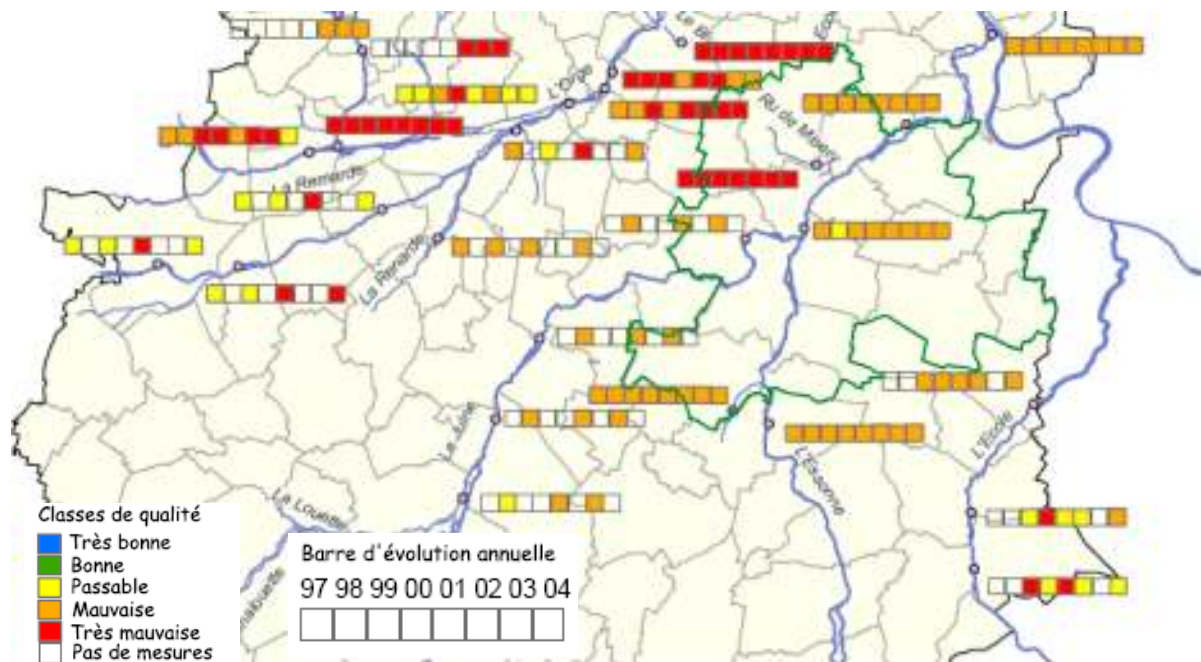


Figure 22 : Evolution de la qualité de l'eau sur la période 1997-2004 (Source : CG 91)

Sur l'Essonne au niveau de la CCVE, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique en 2004 peut être qualifiée de la manière suivante (cf. Figure 23 à Figure 26) :

- passable pour les matières azotées ;
Les matières azotées sont constituées essentiellement par l'azote ammoniacal (NH_4), les nitrites (NO_2) et l'azote Kjeldahl. Elles proviennent des rejets urbains et industriels et sont utilisées comme traceur de l'impact global du système d'épuration des eaux usées domestiques. Elles se transforment en nitrates, consommés par les végétaux aquatiques.
- bonne à passable pour les matières organiques et oxydables,
Les matières organiques, déterminées par plusieurs paramètres, illustrent la disponibilité de l'oxygène dissous dans l'eau et peuvent être utilisées pour tracer la pollution par les eaux usées urbaines.
- bonne à mauvaise pour les matières phosphorées,
Les matières phosphorées proviennent des rejets urbains et industriels, de l'érosion des sols agricoles. Les phosphates sont des éléments nutritifs qui favorisent le développement des végétaux. Associé à l'azote des nitrates, les phosphates sont considérés comme le facteur limite de l'eutrophisation.

- mauvaise à très mauvaise pour les nitrates.
Les nitrates proviennent du lessivage des sols, notamment cultivés, ainsi que des activités industrielles et des stations d'épuration. Les nitrates et les phosphates sont utilisés par les végétaux aquatiques pour leur croissance. En excès dans le milieu, ils contribuent à une prolifération végétale, ce qui est une manifestation de l'eutrophisation. Les conséquences de l'eutrophisation sont l'enrichissement en continu du milieu en nutriments, l'appauvrissement de la biodiversité, l'apparition d'odeurs, et un impact visuel fort.

Pour ce qui concerne les produits sanitaires (produits chimiques de synthèse tels que les herbicides, les insecticides et les fongicides), la qualité est bonne sur l'Essonne et sur la Juine en 2003-2004(cf. Figure 27).

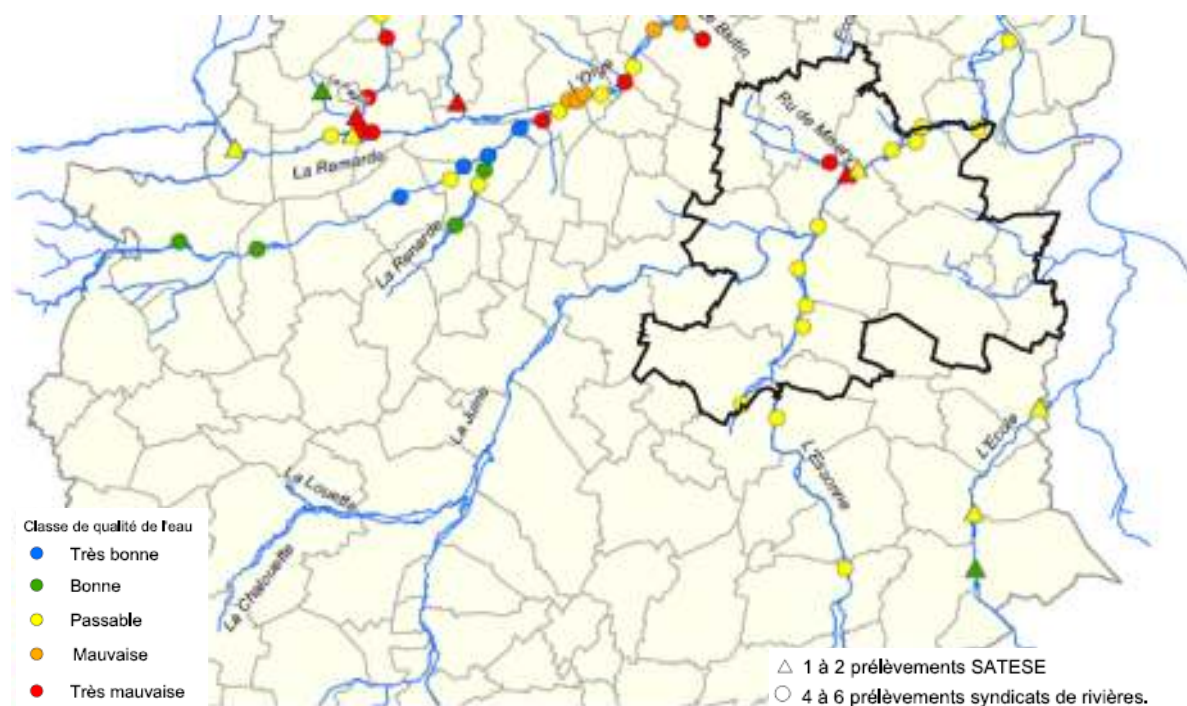


Figure 23 : Qualité de l'eau pour les matières azotées en 2004 (Source : CG 91)

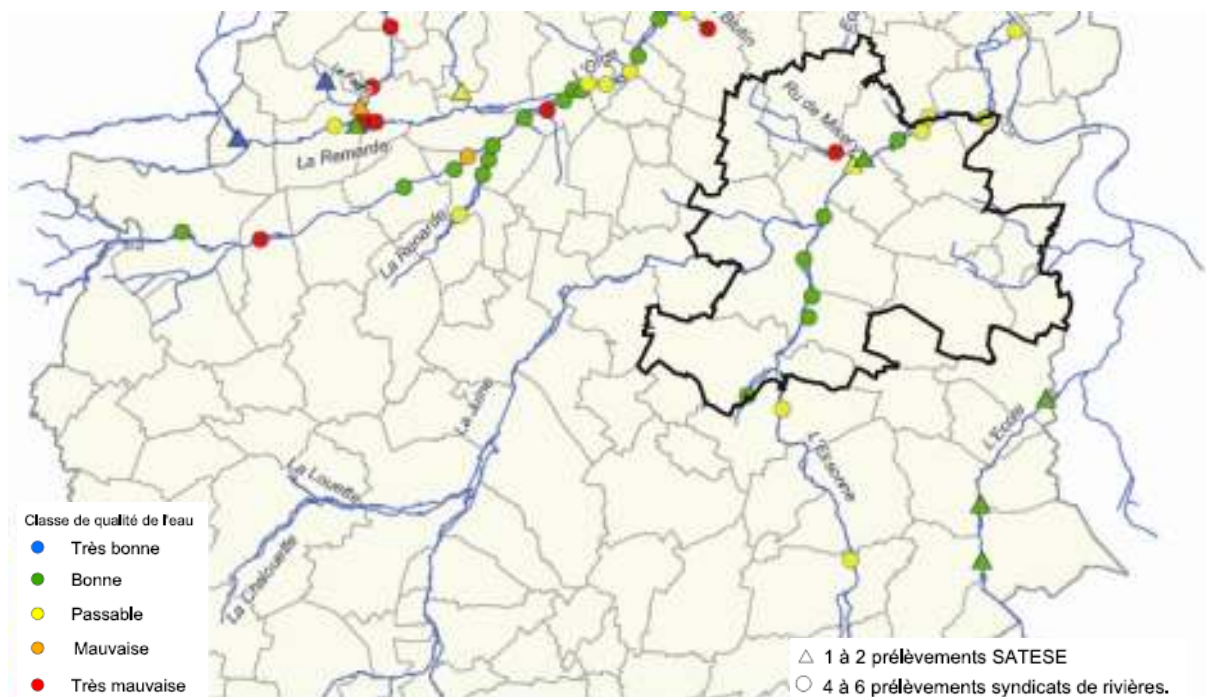


Figure 24 : Qualité de l'eau pour les matières organiques et oxydables en 2004 (Source : CG 91)

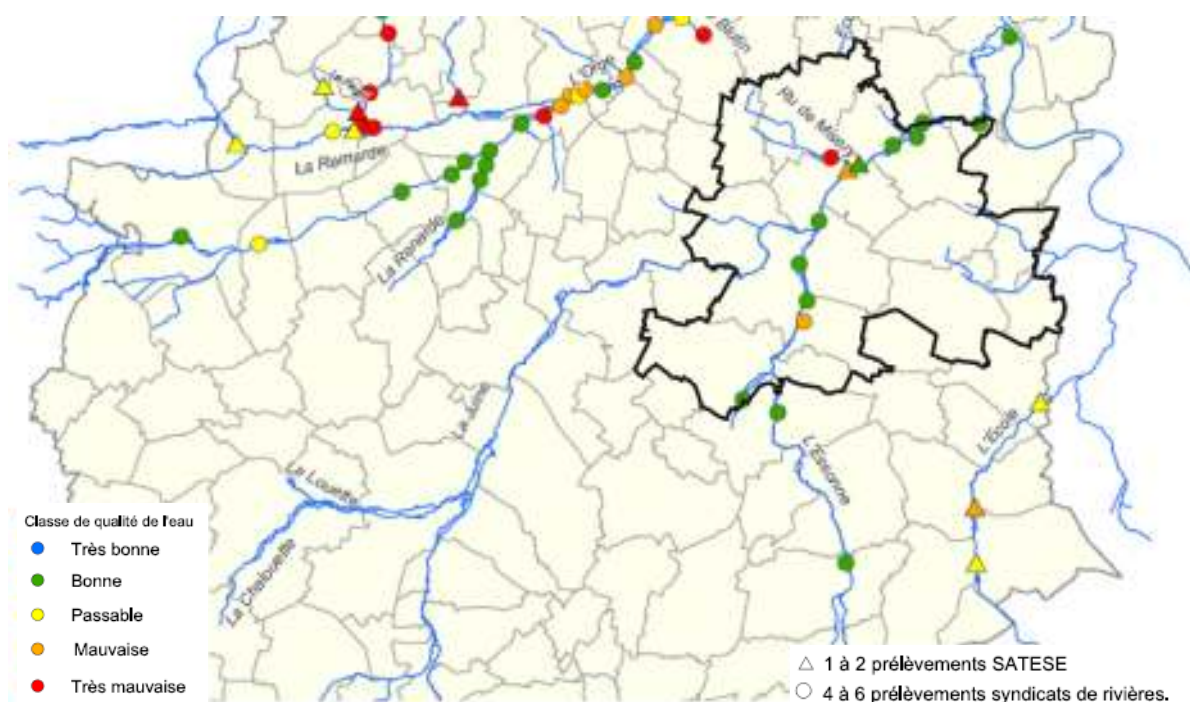


Figure 25 : Qualité de l'eau pour les matières phosphorées en 2004 (Source : CG 91)

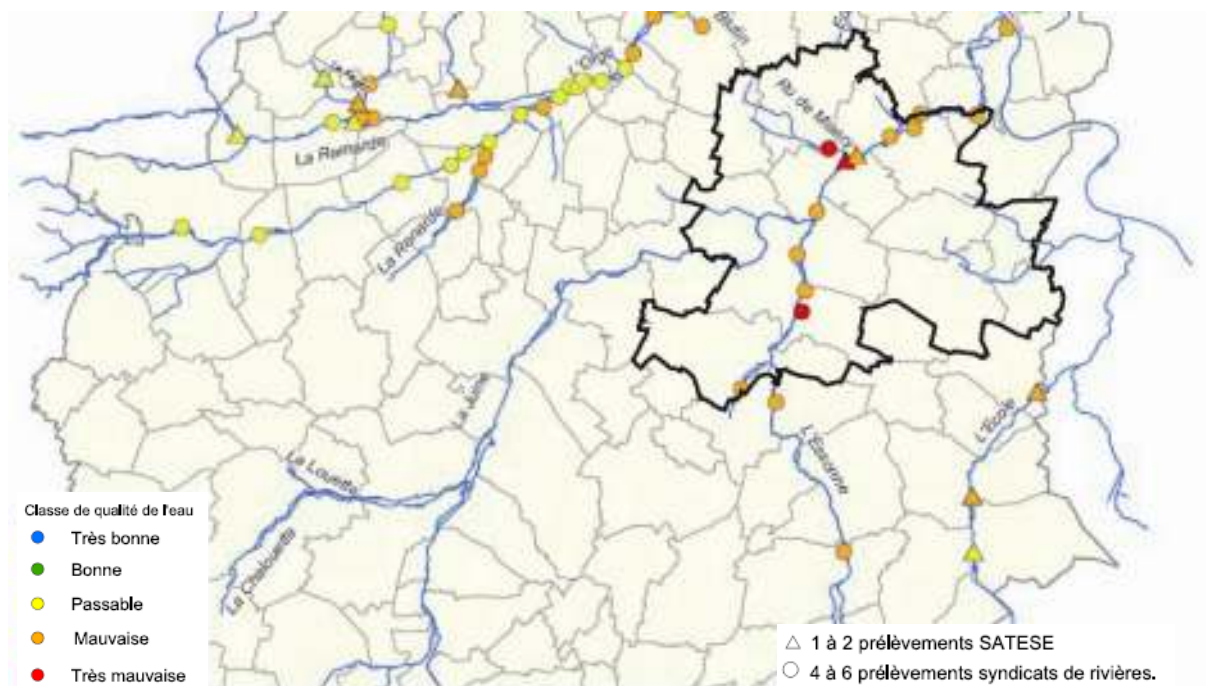


Figure 26 : Qualité de l'eau pour les nitrates en 2004 (Source : CG 91)

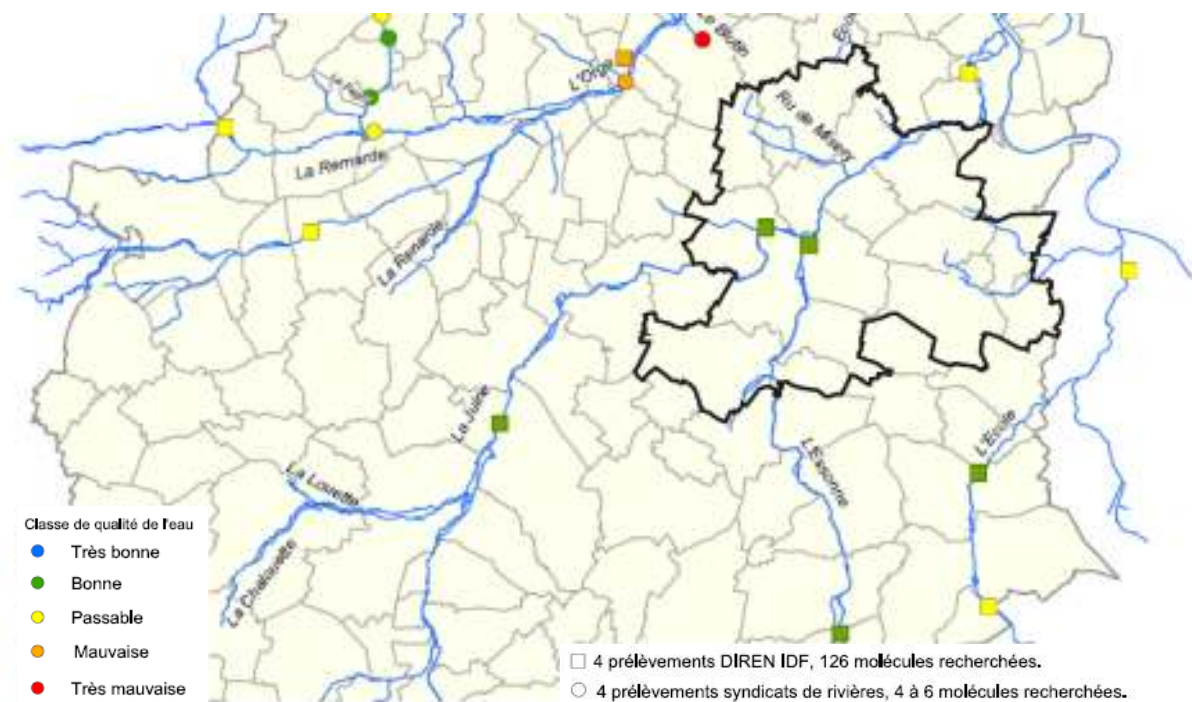


Figure 27 : Qualité de l'eau pour les phytosanitaires en 2003-2004 (Source : CG 91)

Par ailleurs, la qualité biologique de l'eau peut être suivie au moyen des indicateurs suivants :

- l'Indice Biologique Diatomique (IBD),
- l'Indice Biologique Global Normalité (IBGN).

Les diatomées sont des algues microscopiques particulièrement sensibles aux conditions environnementales. Elles réagissent aux pollutions par les matières organiques, l'acidification, la minéralisation, ainsi que les éléments nutritifs tels que l'azote et le phosphore. Dans le cas de pollutions diffuses ou ponctuelles, les espèces sensibles à la pollution disparaissent et laissent la place aux espèces pollu-résistantes, pouvant vivre dans les eaux de mauvaise qualité.

L'IBGN exprime la qualité et la quantité des invertébrés benthiques qui sont des organismes aquatiques de petite taille tels que les crustacés, les mollusques, les vers, les larves d'insectes au niveau de 8 micro-habitats (herbier, mousse aquatique, pierre, gravier). Les faunes aquatiques reflètent les conditions environnementales passées et permettent d'intégrer la qualité de l'eau dans le temps et d'apprécier la qualité des habitats. La qualité physico-chimique quant à elle donne une vision plus ponctuelle de l'écosystème.

En 2004, les résultats des IBD et IBGN réalisés sur l'Essonne au niveau du territoire de la CCVE traduisent une qualité biologique bonne à mauvaise (cf. Figure 28 et Figure 29).

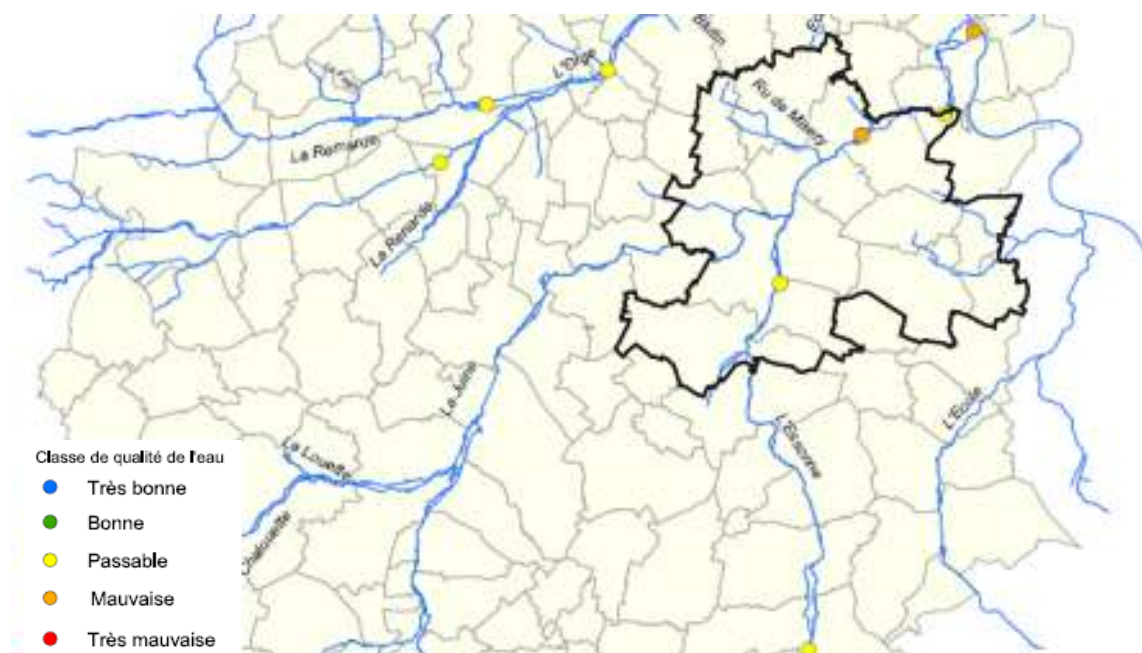


Figure 28 : Résultats des IBD réalisés en 2004 (Source : CG 91)

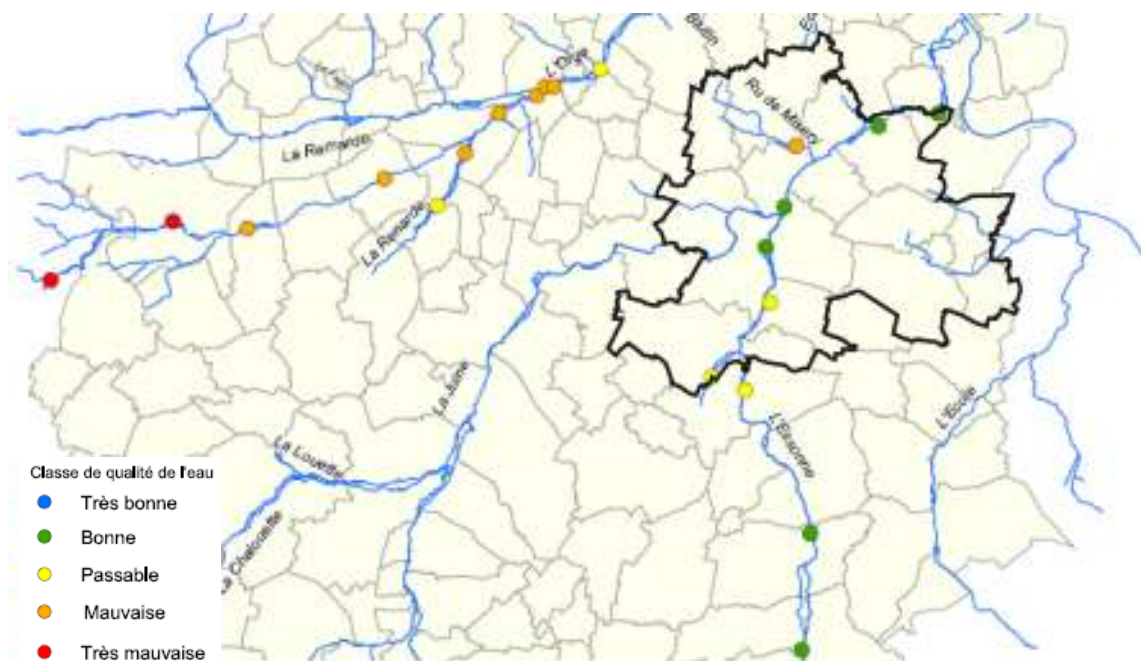


Figure 29 : Résultats des IBGN réalisés en 2004 (Source : CG 91)

A l'échelle du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

D'après les conclusions de l'état des lieux du SAGE (cf. chapitre 3.2.6.2) concernant la qualité physico-chimiques des eaux superficielles, basée sur une évaluation grâce au SEQ-Eau pour la fonction « potentialités biologiques » de données sur la période 1990-2000, la qualité vis-à-vis des nitrates varie de passable à très mauvaise avec une dégradation notable depuis le début de la décennie.

L'inverse s'observe pour les teneurs en ion ammonium, ceci étant probablement lié aux améliorations apportées aux systèmes d'assainissement des eaux usées domestiques et industrielles. La qualité des eaux vis-à-vis du phosphore a également connu une évolution positive. Certains points présentent encore une qualité passable ou mauvaise mais la moitié des points de mesure affichent une bonne qualité.

Par ailleurs, des données plus nombreuses seraient nécessaires pour établir un réel état des lieux de la situation sur les produits phytosanitaires dans les eaux superficielles. Les eaux de surface présentent une bonne qualité mais ces résultats ne sont basés que sur des mesures ponctuelles dans l'espace et dans le temps.

D'autre part, les résultats obtenus pour les IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) et IBD (Indice Biologique Diatomique) sur le territoire du SAGE font état d'une qualité médiocre ou assez bonne, signe de milieux perturbés.

Sur le périmètre du SAGE, l'état fonctionnel des contextes est soit dégradé, soit perturbé, sauf pour la partie amont du Loir. Les perturbations qui limitent réellement et de façon significative la reproduction des espèces repères dans le contexte, sur les cours d'eau du domaine du SAGE, sont selon les informations recueillies auprès des Fédérations de Pêche :

- les pompages agricoles qui accentuent les étiages et diminuent la capacité d'accueil ;
- les plans d'eau reliés aux cours d'eau qui font augmenter la température de l'eau et entraînent le développement d'espèces mal adaptées ;
- la mauvaise qualité de l'eau ;
- les ouvrages hydrauliques qui peuvent gêner la libre circulation des poissons, isolent les zones de reproduction et de grossissement ;
- les aménagements urbains qui entraînent l'artificialisation des cours d'eau.

3.2.3.4. *Usages*

L'alimentation en eau potable du département de l'Essonne s'effectue pour une part importante à partir d'eaux superficielles de trois origines (auxquelles il faut ajouter la prise d'eau de secours de l'interconnexion Essonne - Seine) : la Seine (usines de Corbeil-Essonne, Morsang-sur-Seine, Vigneux-sur-Seine et Viry-Châtillon) pour le nord du département, l'Essonne (usine d'Itteville) et la Louette (Usine du Moulin à Tan à Etampes) pour le sud du département, plutôt alimenté par des captages dans les nappes d'eaux souterraines.

Les captages en eaux superficielles pour l'alimentation en eau potable des communes de la CCVE sont présentés dans le Tableau suivant :

Commune du point captage	Captage AEP	Arrêté DUP
Corbeil-Essonne	Seine	-
Morsang-sur-Seine	Seine	-
Itteville	Essonne	21/09/1982

Figure 30 : Captages d'eau potable en eaux superficielles (Source : DIREN)

3.2.4. Eaux souterraines

La majorité des données concernant les nappes présentes au niveau du territoire de la CCVE proviennent du SAGE de la nappe de Beauce dont le périmètre couvre l'ensemble du territoire du SCoT.

3.2.4.1. *Données piézométriques*

Même si des variations saisonnières et interannuelles sont notables, l'évolution du niveau de la nappe est irrégulière. Les périodes de basses eaux, comme en 1994, ou de hautes eaux, comme en 2001, sont aléatoires : il n'est pas possible de déterminer un cycle récurrent de l'évolution du niveau de la nappe.

L'écoulement apparaît divergent de part et d'autre de la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Seine celui de la Loire. Cette ligne de partage des eaux est fluctuante d'une année à l'autre et peut être différente de la ligne de partage des eaux de surface.

On notera la présence d'un piézomètre sur la commune d'Itteville, géré par le SIARCE permettant de suivre l'évolution du niveau de la nappe de Beauce (Cf. Figure suivante).

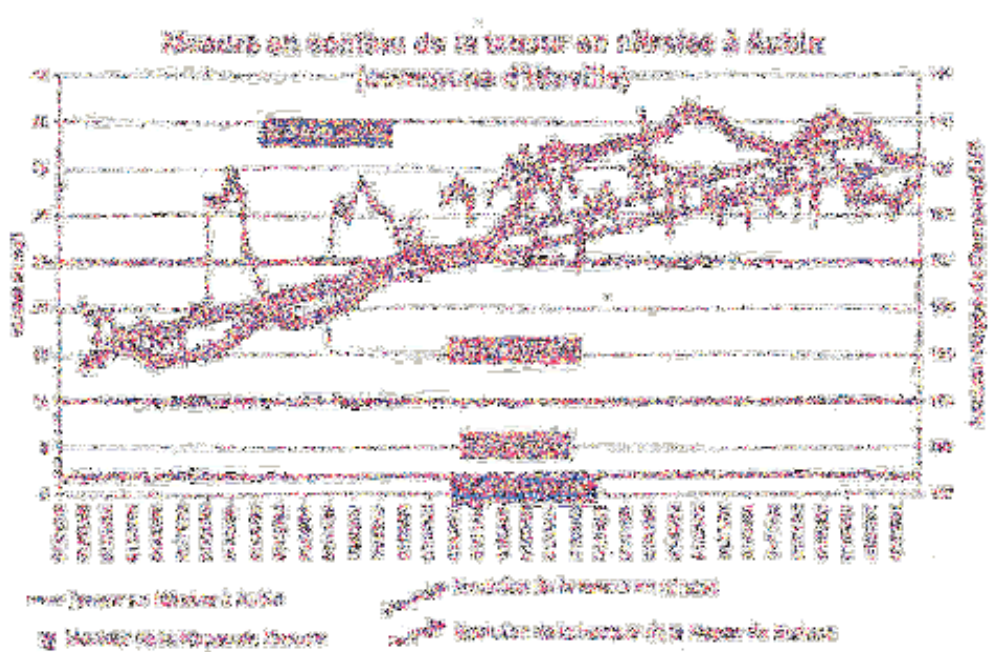


Figure 31 : Suivi de la hauteur de la nappe de Beauce à Itteville (Source : SIARCE, « a Qualité », 2004)

3.2.4.2. *Productivité et vulnérabilité*

La productivité des ouvrages n'est pas uniforme : elle dépend fortement de la fissuration des massifs calcaires, de la zone captée et de la conception de l'ouvrage. Elle peut varier de quelques m³ par heure et par mètre de rabattement à plus de 200 m³ par heure et par mètre de rabattement.

La nappe de Beauce est très vulnérable lorsque les faciès perméables ne sont pas protégés. C'est le cas des Calcaires de Pithiviers et d'Etampes hormis sous la forêt d'Orléans car ils sont protégés par les sables et argiles. Il en est de même pour les sables de Fontainebleau qui sont très vulnérables, malgré des zones protégées en surface (forêt de Rambouillet et de Fontainebleau) ainsi que pour les Calcaires de Brie et de Champigny au nord du domaine du SAGE. Partout ailleurs, les faciès aquifères sont sous recouvrement et sont protégés géologiquement.

La vulnérabilité de la nappe de Beauce peut être aggravée par plusieurs facteurs comme l'existence de forages mettant en relation deux niveaux de la nappe de Beauce. C'est le cas pour les eaux des Calcaires de Pithiviers et des Calcaires d'Etampes. Les puits absorbants peuvent également accentuer cette vulnérabilité.

Enfin, de nombreux ouvrages qui ne sont plus utilisés constituent également des sources potentielles de pollution pour la nappe. Afin d'éviter toute contamination de la nappe, un rebouchage de ces ouvrages devrait être réalisé.

3.2.4.3. *Qualité des eaux souterraines*

D'après le SAGE, la qualité des eaux de la nappe de Beauce est marquée par des zones à forts taux de nitrates auxquelles peuvent être associées des concentrations en produits phytosanitaires non négligeables. La tendance générale pour ces deux paramètres est à une dégradation hormis dans les zones captives où les nappes sont indemnes de pollution. Certains paramètres tels que le sélénium et l'arsenic sont présents naturellement en différents endroits à des teneurs parfois supérieures aux normes de potabilité.

D'après le bilan départemental 2005 de la qualité de l'eau potable publié par la DRASS, la qualité des eaux souterraines au niveau du territoire de la CCVE se caractérise par (cf. Figure 32) :

- des teneurs en nitrates très peu élevées à peu élevées, sauf pour les communes de Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit où les teneurs sont élevées ;
- une très bonne qualité bactériologique ;
- des teneurs en pesticides peu élevées ;
- des teneurs en sélénium peu élevées, sauf pour les communes de Nainville-les-Roches et de Saint-Vrain où les teneurs sont élevées.

Des contaminations naturelles (source : SIARCE, « a Qualité », 2004)

La Nappe de Beauce est sujette à des contaminations naturelles en arsenic et sélénium : ces éléments sont présents dans les formations géologiques et peuvent contaminer les eaux souterraines. La présence d'arsenic apparaît ainsi à l'est de la forêt d'Orléans et le sélénium est principalement présent suivant une « langue » de direction nord-est/sud-ouest par rapport au bassin versant de la rivière Essonne.

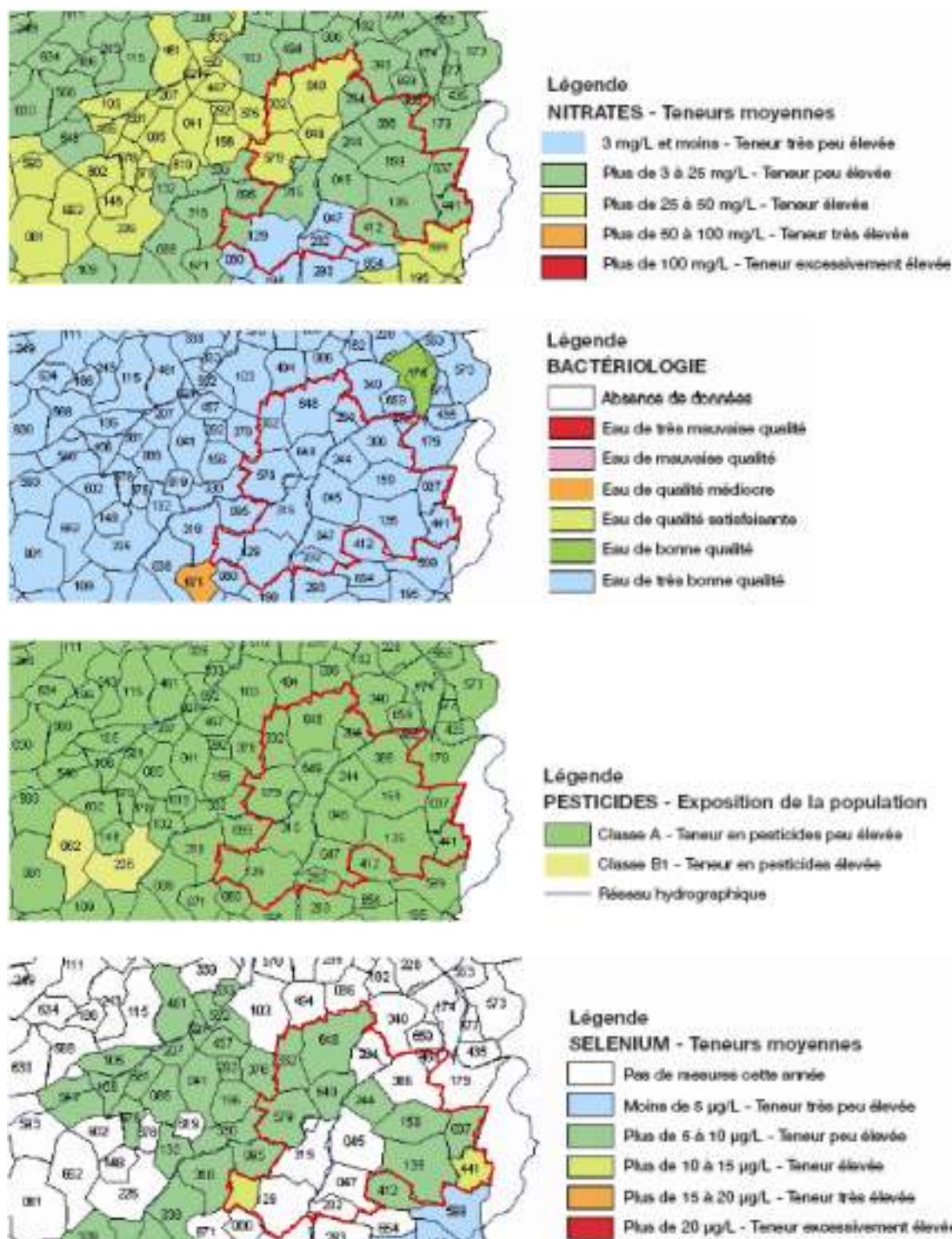


Figure 32 : Qualité de l'eau potable prélevée en nappe (Source : DRASS Ile-de-France)

3.2.4.4. Usages

Les prélèvements à usage agricole sont des facteurs importants à prendre en compte dans la gestion des ressources en eau, notamment lorsqu'il s'agit de captages dans les nappes phréatiques. Il convient de remarquer que les communes de la CCVE ne sont pas de fortes consommatrices d'eaux souterraines pour un usage agricole (cf. Figure 33).

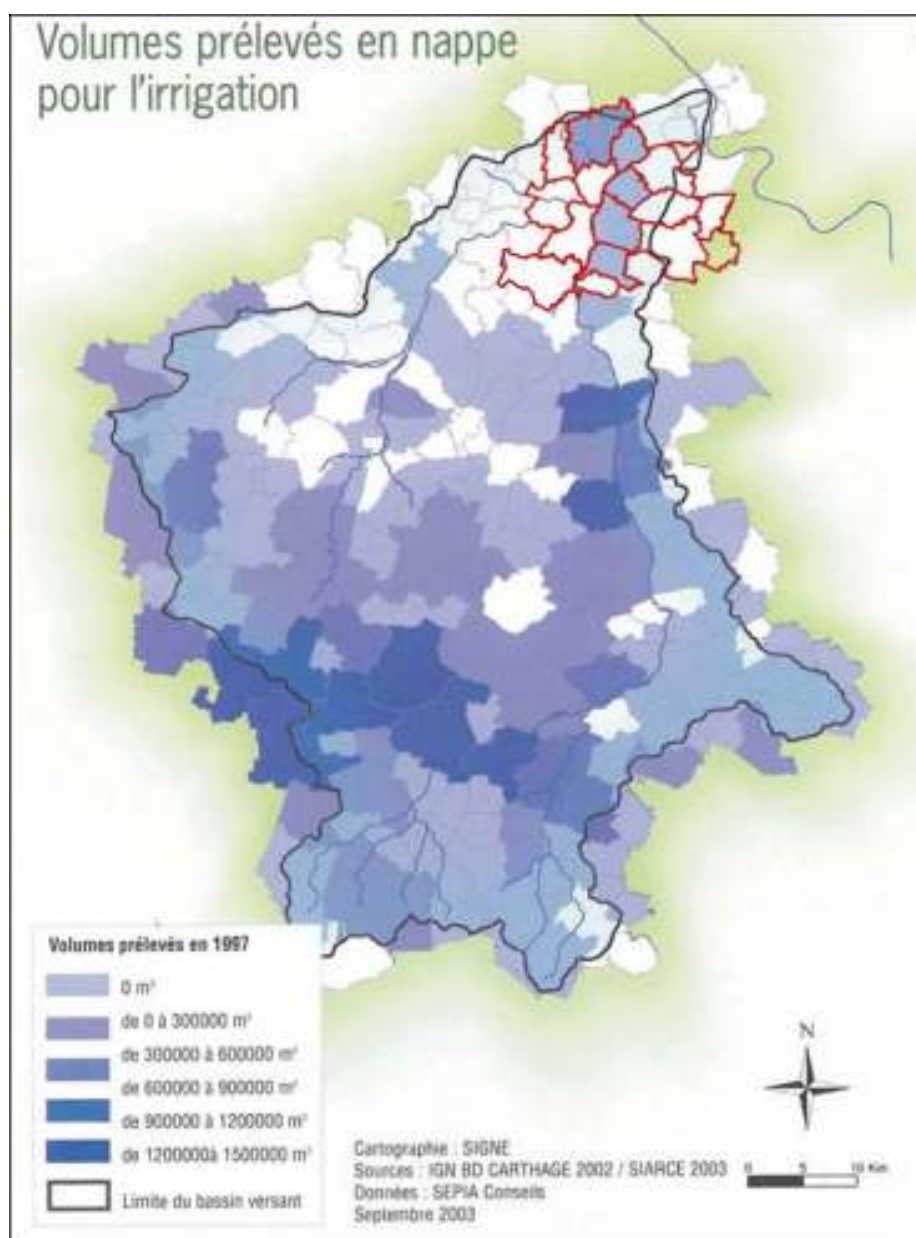


Figure 33 : Volumes prélevés en nappe pour l'irrigation en Essonne (Source : SIARCE)

En ce qui concerne les captages en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable (AEP) présents sur le territoire de la CCVE, ils sont présentés dans le Tableau suivant :

Commune du point captage	Captage AEP
Baulne	Captage du Moulin du Gué (DUP du 22/01/1985)
Champcueil	Captage du Trou Rouge (Champcueil 1) Captage de Courances (Actuel) (DUP du 06/11/1984) Captage des Trois Croix (Champcueil 2)
La Ferté-Alais	Captage de la Gâtine
Itteville	Captage Evangile (DUP du 21/09/1982) Captage des Mardelles (DUP du 21/09/1982) Captage de Vaussaux (DUP du 21/09/1982)
Nainville-les-Roches	Captage du Bois Carré (DUP du 12/03/2002)

Tableau 1 : Captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)



Figure 34 : Localisation des captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DDASS Essonne)

Au niveau de ces captages AEP, il convient d'appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection afin de limiter les risques de pollution. Les périmètres de protection qui s'appliquent à ces captages sont présentés sur la Figure 35.

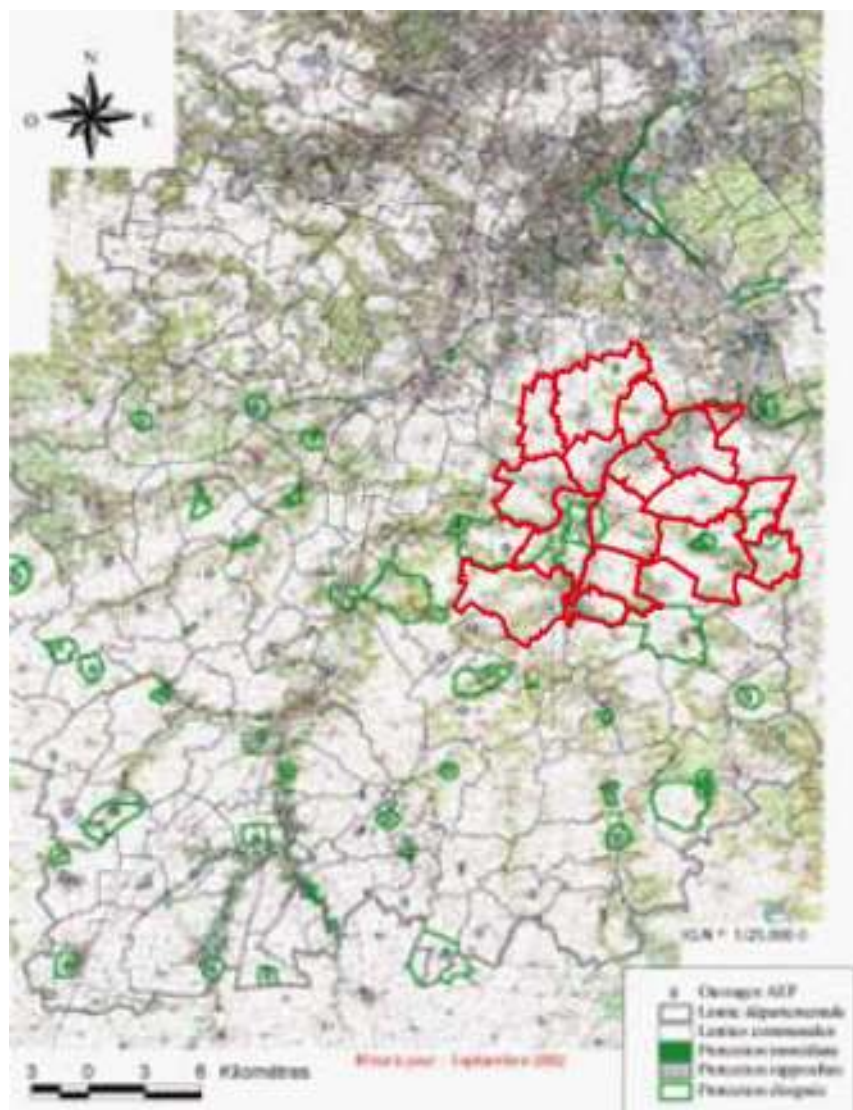


Figure 35 : Périmètres de protection des captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DDASS Essonne)

Le dimensionnement actuel du réseau de distribution et les capacités de stockage sont suffisants pour répondre à l'évolution de la demande dans les années qui viennent.

Par ailleurs, l'organisation administrative de la distribution d'eau potable sur les communes de la CCVE est assurée par les syndicats suivants (cf. Figure 36) :

- le Syndicat Intercommunal des Eaux de la région du Hurepoix (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit),
- le Syndicat Intercommunal des Eaux de Champcueil et environs (Auvernaux, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte et Nainville-les-Roches),
- le Syndicat Intercommunal de La Ferté-Alais (Baulne, Cerny et La Ferté-Alais).



Figure 36 : Syndicats de distribution d'eau en Essonne (Source : DDASS Essonne)

D'autre part, la distribution de l'eau est gérée par les gestionnaires suivantes (cf. Figure 37) :

- Société des Eaux de l'Essonne (Echarcon, Mennecy et Ormoy) ;
- Générale des Eaux, Agence d'Arpajon (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit) ;
- Générale des Eaux, Agence de Cerny (Auvernaux, Baulne, Cerny, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais et Nainville-les-Roches).

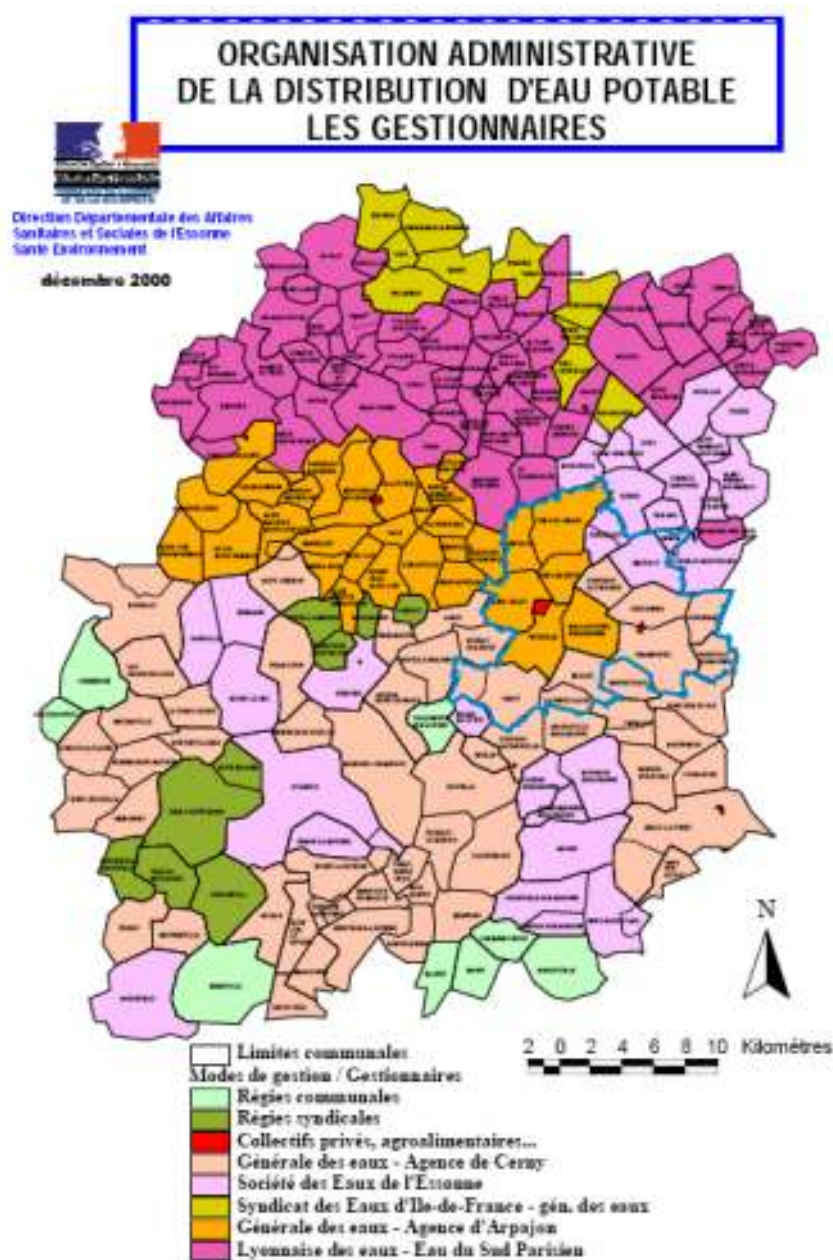


Figure 37 : Gestionnaires de la distribution d'eau potable en Essonne
(Source : DDASS Essonne)

Il est à noter que l'eau potable distribuée sur les communes de la CCVE est issue à la fois de captages en nappes et en eau superficielle (cf. chapitre 3.2.3.4). L'origine de cette eau potable à l'échelle communale est présentée sur la Figure 38.

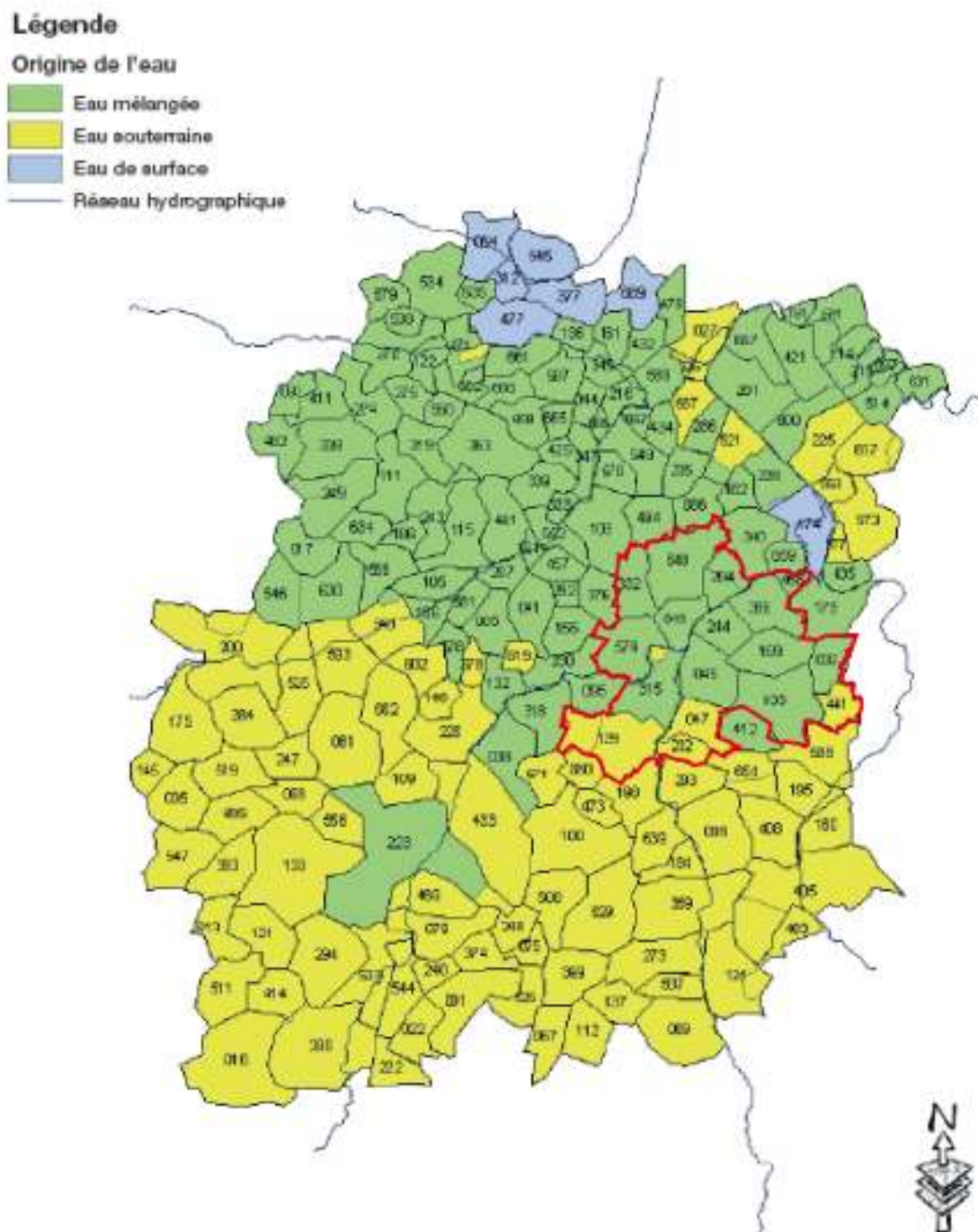


Figure 38 : Origine de l'eau potable en Essonne (Source : DDASS Essonne)

On notera que seules les communes de Baulne, Cerny, La Ferté-Alais et Nainville-les-Roches sont exclusivement alimentées en potable par de l'eau souterraine.

3.2.5. Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales

Le principal problème relevé sur le territoire de la CCVE porte sur les apports excessifs d'eaux parasites qui touchent tous les réseaux, en raison notamment de la persistance de secteurs de réseaux de type unitaire, de mauvais branchements entre réseaux eaux usées et eaux pluviales, de problèmes d'étanchéité des réseaux et d'un manque d'entretien.

Ces apports provoquent des phénomènes de rejets directs dans le milieu naturel et contribuent à la dégradation de la qualité des milieux récepteurs.

Par ailleurs, des problèmes existent au niveau de certaines stations d'épuration (mauvais fonctionnement, rejet sans traitement, ...). Toutefois, il n'a pas été signalé de déficit en matière de capacité de traitement.

Ainsi, la rivière Essonne, qui constitue le principal exutoire des eaux pluviales, subit une augmentation des flux polluants arrivant dans son cours.

Les investissements à réaliser pour améliorer la situation actuelle demeurent importants à programmer. En effet, environ 30% des eaux usées se déversent dans le milieu naturel. L'objectif recherché est notamment une réduction des eaux parasites. Les réseaux de branchement nécessitent des mises en conformité.

Concernant le réseau pluvial, sa remise en ordre apparaît prioritaire. Sur le territoire de la CCVE, peu de réalisations sont constatées en terme de dépollution des eaux pluviales. Les actions à mener sont par conséquent nombreuses pour améliorer la situation. Les eaux pluviales devront être traitées avant leur arrivée dans les cours d'eaux (débourbeur, déshuileur).

L'enjeu réside également dans la mise aux normes des installations d'assainissement afin de préserver les milieux naturels.

L'objectif zéro rejet dans le milieu naturel visé par le SIARCE est un axe fort du Programme de mandature 2002-2007 du Syndicat (poursuite de la mise en oeuvre du Contrat de Bassin « Confluence Seine-Essonne » 2004-2007, base des actions du SIARCE en matière d'assainissement et d'aménagement de la rivière Essonne).

Conformément à la réglementation, les schémas directeurs d'assainissement des communes du territoire de la CCVE ont déjà été réalisées ou sont en cours de réalisation, sous le contrôle de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Général de l'Essonne. Ils permettent de définir les zones relevant des techniques d'assainissement collectif, et celles relevant des techniques d'assainissement non collectif. Les schémas directeurs d'assainissement représentent également l'engagement de la collectivité à moyen terme en matière de travaux pour l'assainissement collectif.

Selon les données du SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration) Yvelines-Essonne et du SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau), les communes de la CCVE dotées d'un Schéma Directeur d'Assainissement sont les suivantes : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Chevannes, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais, Itteville, Mennecy (en cours), Nainville-les-Roches, Ormoy, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit.

Ces schémas d'assainissement datent pour la plupart du milieu des années 1990 ; leur révision doit donc être envisagée.

Concernant les eaux usées, ces révisions devront permettre de définir des objectifs et des programmes des travaux cohérents à l'échelle du bassin de collecte-épuration lorsque les communes rejettent leurs eaux usées dans le système d'assainissement intercommunal. Concernant les eaux pluviales, cela devrait permettre de mettre en œuvre une politique cohérente en matière d'intervention sur les eaux de ruissellement ainsi qu'en matière de dépollution des eaux pluviales.

Par ailleurs, toutes les communes de la CCVE disposent d'un système d'assainissement collectif ; elles sont reliées aux stations d'épuration suivantes :

Station d'épuration	Communes de la CCVE reliées
Station d'épuration du SIARCE (Corbeil-Essonne) via le collecteur général de la vallée de l'Essonne (CGVE)	Ballancourt-sur-Essonne
	Echarcon
	Fontenay-le-Vicomte
	Mennecy
	Ormoy
	Vert-le-Petit
Station d'épuration de Champcueil	Champcueil
	Chevannes
	Nainville-les-Roches
Station d'épuration de Baulne	Baulne
	Cerny
	La Ferté-Alais
Station d'épuration de Saint-Vrain	Domaine d'Itteville
	Leudeville
	Saint-Vrain
Station d'épuration d'Itteville	Itteville (bourg)
Station d'épuration de Vert-le-Grand	Vert-le-Grand
Station d'épuration de Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine-et-Marne)	Auvernaux

Tableau 2 : Assainissement collectif des communes de la CCVE

Il est également à noter sur le territoire de la CCVE la présence de deux stations d'épuration privées :

- station d'épuration de l'Auberge du Saussay à Itteville ;
- station d'épuration de la ferme de l'INRA à Leudeville.

D'après le SATESE Yvelines-Essonne (données 2006), les caractéristiques des stations d'épuration auxquelles sont reliées les communes de la CCVE sont présentées dans le Tableau suivant :

Station d'épuration	Exploitant	Capacité nominale (EH)	Exutoire	Fonctionnement général des ouvrages	Modifications à envisager
Station d'épuration du SIARCE (Corbeil-Essonne)	SEE (affermage)	75 000	Seine	La station d'épuration est en mesure de délivrer un effluent dont les caractéristiques sont conformes à l'arrêté de rejet tant que les flux en entrée ne dépassent pas la charge nominale des ouvrages.	Une convention entre le SIARCE et la CA EVRY a été signée pour une autorisation de by-pass de la STEP du SIARCE vers la STEP d'EVRY en cas de dysfonctionnement de la station du SIARCE. Le marché conception/réalisation concernant l'augmentation de la capacité des ouvrages et leur mise à niveau pour le traitement de l'azote et du phosphore (respect des rejets en zone sensible) a été attribué à SOBEA Environnement. La mise en service de la nouvelle station est prévue courant second semestre 2009.
Station d'épuration de Champcueil	Générale des Eaux (affermage)	6 700	Ru des Vidanges	Le fonctionnement général de l'installation reste très satisfaisant. Les rendements épuratoires sont très élevés et le rejet respecte pleinement les normes imposées.	Il reste pour l'exploitant à fiabiliser et pérenniser les performances actuelles grâce à un suivi aussi rigoureux que possible des installations.
Station d'épuration de Baulne	Générale des Eaux (affermage)	15 000	Essonne	Malgré un suivi régulier et un bon fonctionnement général des ouvrages, la station d'épuration n'atteint pas sur l'année les performances épuratoires prévues et connaît notamment des dépassements (2) de normes en azote et en phosphore. La station d'épuration commence à vieillir et les pannes et réparations se succèdent. Le dégrilleur a été installé et fonctionne correctement.	Le projet de plateforme de stockage des boues déshydratées et chaulées est toujours à l'étude. Sa réalisation permettrait de se mettre en conformité avec la loi puisque aujourd'hui, les boues sont stockées en bout de champs avant épandage.
Station d'épuration de Saint-Vrain	GDE (affermage)	15 000	Fausse Juine	Les eaux rejetées au milieu naturel sont de qualité passable. L'azote ammoniacal n'est que partiellement traité.	Les travaux de la nouvelle unité de dépollution des eaux usées domestiques du S.I.A Marolles/Saint-Vrain ont commencé. Leur achèvement est programmé en 2008.
Station d'épuration d'Itteville	Commune (régie directe)	3 500	Ru de la Marette	Les prélèvements réalisés cette année révèlent des concentrations acceptables en pollution résiduelle.	La recherche et la résorption des eaux météoriques véhiculées par le réseau de collecte vers la station seraient fortement souhaitables et nécessaires avant le raccordement des effluents sur la future installation intercommunale de Marolles/Saint-Vrain.
Station d'épuration de Vert-le-Grand	Générale des Eaux (affermage)	2 500	Ru de Misery	La station d'épuration obtient la plupart du temps des résultats conformes à la norme de rejet. Cependant hydrauliquement, le dispositif ne peut accepter l'ensemble des effluents qu'il reçoit. Ainsi, des by pass ont lieu pratiquement à chaque pluie.	Le remplacement de la turbine d'aération ou l'ajout d'un second équipement permettrait un traitement plus poussé de l'azote. Une convention est en cours de rédaction et signature avec la base ITM qui déstocke ses effluents trop brutalement et provoque des à-coups hydrauliques. Le projet de la nouvelle station d'épuration, bien qu'étant la solution idéale, reste aujourd'hui au point mort.
Station d'épuration de Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine-et-Marne)	*	*	*	*	*
Station d'épuration de l'Auberge du Saussay (Itteville)	EAV (prestation de service)	200	Juine	Compte tenu de la sous-charge chronique du dispositif, il apparaît difficile de traiter les effluents dans de bonnes conditions. En effet, seul l'hôtel est raccordé à la station d'épuration, bien que celle-ci ait été conçue pour recevoir également les effluents du restaurant appartenant à un propriétaire différent.	Le raccordement au réseau de collecte public constitue une alternative intéressante à étudier.
Station d'épuration de la ferme de l'INRA (Leudeville)	*	250	Ru de Misery (fossé de la Chatre)	*	*

* donnée non obtenue

Tableau 3 : Caractéristiques des stations d'épuration des communes de la CCVE

Le SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau) regroupe 29 communes du département de l'Essonne, dont 12 communes de la CCVE (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, La Ferté-Alais, Mennecy, Ormoy, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit).

Outre ses compétences à caractère obligatoire relative à l'aménagement, à la gestion des eaux de la rivière Essonne et de ses affluents (hors Juine) sur son territoire, il a également des compétences optionnelles pour lesquelles peuvent opter les collectivités adhérentes.

Le SIARCE gère ainsi :

- le transport intercommunal et le traitement des eaux usées à l'usine de dépollution de Corbeil-Essonne. Les communes de Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit ont pris la compétence à caractère optionnelle eaux pluviales ;
- l'assainissement non collectif sur une partie de son territoire.

La capacité et le niveau de traitement de l'usine de dépollution du SIARCE ont été augmentés en 1991 pour répondre aux besoins et aux nouvelles normes de rejet dans le milieu naturel. Elle a aujourd'hui une capacité de traitement de 75 000 équivalents habitants et traite chaque jour environ 15 000 m³ d'eaux usées acheminées depuis les 12 collectivités de son bassin.

Pour les autres communes de la CCVE, la gestion de l'assainissement est assurée par les syndicats d'assainissement suivants :

- SIA du Plateau de Champcueil, Chevannes et Nainville-les-Roches pour les communes de Champcueil, Chevannes et Nainville-les-Roches ;
- SIA de Marolles-en-Hurepoix et Saint-Vrain pour les communes de Saint-Vrain et de Leudeville, ainsi que le Domaine d'Itteville ;
- SIA de la Région de la Ferté-Alais pour les communes de Baulne, Cerny et La Ferté-Alais.

A noter que le bourg d'Itteville ainsi que la commune de Vert-le-Grand ne sont raccordés à aucun syndicat d'assainissement et que la commune d'Auvernaux est raccordée à un syndicat du département de la Seine-et-Marne.

3.2.6. Plans de gestion de la ressource en eau

Les dispositions de l'article L.212-1 du code de l'environnement précisent que les SCoT doivent prendre en compte les SDAGE et les SAGE.

De même, la Directive Cadre européenne sur l'Eau, traduite en droit français par la loi du 21 avril 2004, doit être prise en compte dans l'élaboration des objectifs d'aménagement du SCoT.

3.2.6.1. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Les SDAGE définissent les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau dans les grands bassins hydrographiques (dans le cas présent, le bassin Seine-Normandie). Ils ont pour objectif de concilier l'exercice des différents usages de l'eau avec la protection des milieux aquatiques. Ces outils de planification ont été définis par la loi n° 92-3 sur l'eau du 3 janvier 1992 (articles L214-1 et suivants du code de l'environnement). Ils ont été élaborés par le comité de bassin et ont été approuvés par l'État par arrêté du préfet. Ils doivent être pris en compte par les collectivités et s'imposent à leurs décisions dans le domaine de l'eau.

Le SDAGE Seine Normandie a été validé le 20 septembre 1996 ; il sera révisé en 2009 conformément à la Directive Cadre sur l'Eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000).

Les mesures préconisées par le SDAGE Seine-Normandie sont les suivantes :

- développer la solidarité de bassin pour une gestion globale des vallées et des milieux aquatiques,
- assurer la cohérence hydraulique de l'occupation du sol et limiter l'érosion et le ruissellement,
- maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin,
- améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines,
- maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides.

En terme de qualité de l'eau, le SDAGE de 1996 fixe un objectif de qualité bonne (1B) sur l'Essonne et sur la Juine.

Les quatre orientations relatives à la gestion quantitative de la ressource en eau validées par le SDAGE Seine-Normandie sont les suivantes :

- protéger les personnes et les biens,
- ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves,
- assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues,
- assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

En outre, la directive cadre sur l'eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000) impose aux États membres de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes (cf. chapitre 3.2.6.3 page 85). Une grille d'évaluation du bon état écologique qui remplacera la précédente est en cours de validation (Circulaire DCE 2005-12). L'ensemble des objectifs de qualité sera revu lors de la réalisation du Plan de Gestion imposé par la directive cadre sur l'eau au plus tard en 2009, ce plan de gestion constituera le nouveau SDAGE.

La Loi du 21 avril 2004 transposant en droit français la Directive Cadre sur l'Eau impose la révision du SDAGE pour intégrer ces nouvelles exigences et notamment les objectifs de bon état pour toutes les eaux à l'horizon 2015.

Ce chantier, confié au Comité de bassin, a débuté en 2005 et doit se clore au plus tard à la fin de l'année 2009. Le SDAGE devra ensuite être révisé tous les 6 ans.

Le comité de bassin a examiné le 30 novembre 2006 un avant projet de schéma directeur. Il donnera son avis sur un projet le 10 juillet prochain de manière à valider, fin 2007, les documents servant de support à la consultation du public, des assemblées territoriales, des commissions locales de l'eau, des chambres consulaires courant 2008.

3.2.6.2. *Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)*

Les communes de la CCVE sont situées sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce. Son périmètre a été fixé par arrêté du 13 janvier 1999 (cf. Figure 39). Il couvre deux régions (Ile-de-France et Centre), six départements (Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Loiret, Seine-et-Marne, Essonne et Yvelines) et 681 communes, soit 1,4 million d'habitants concernés.



Figure 39 : Périmètre du SAGE de la nappe de Beauce

Le réseau hydrographique de ce SAGE comprend 30 cours d'eau principaux présentés sur la Figure suivante :

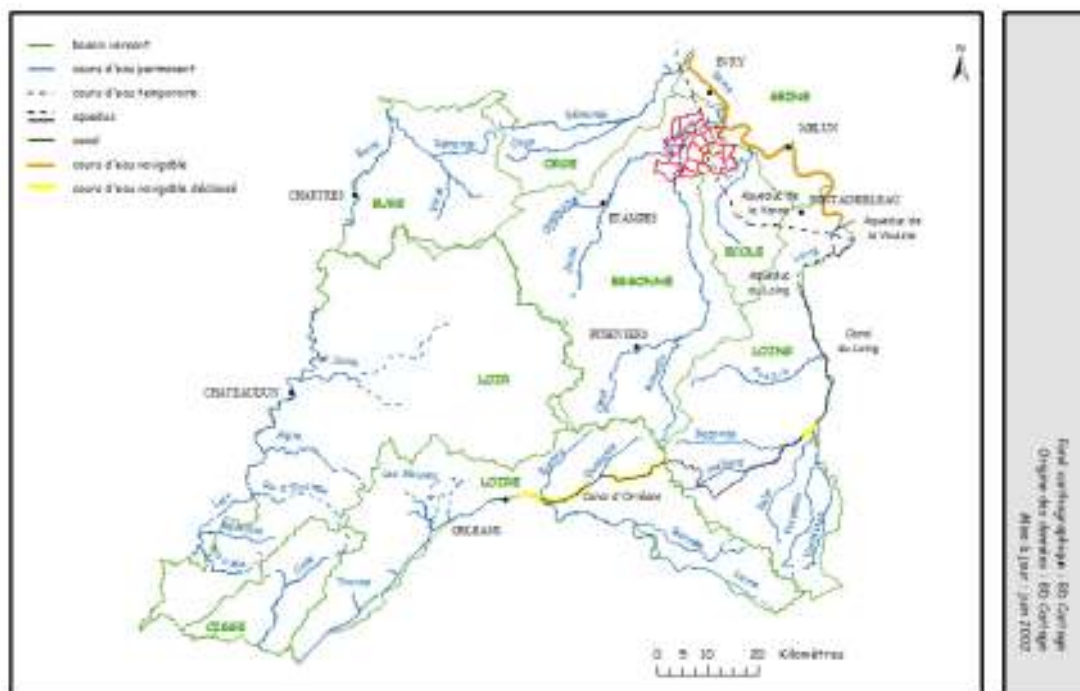


Figure 40 : Réseau hydrographique du SAGE de la nappe de Beauce

Les quatre enjeux majeurs du SAGE de la nappe de Beauce ont été identifiés à partir des attentes exprimées par les acteurs rencontrés et des conclusions de l'état des lieux :

1- Une gestion équilibrée de la ressource en eau : un défi à relever

Le niveau de la nappe de Beauce et le débit des cours d'eau fluctuent au cours du temps en fonction des changements climatiques. Ces variations sont accentuées en période sèche par les prélèvements d'eau.

Lors de la sécheresse de 1990 à 1996, certains forages ont vu leur productivité baisser, le débit de leurs cours d'eau diminuer, parfois jusqu'au tarissement, menaçant ainsi la salubrité, l'équilibre des milieux naturels et les usages de loisirs.

Il s'agit à travers le SAGE, de mettre en place une gestion équilibrée de la ressource entre les usages (alimentation en eau potable, industriels, agriculteurs, activités de loisirs) et de définir ceux qui sont prioritaires en cas de crise. Le système de gestion volumétrique pour l'irrigation est un premier pas dans ce sens. Son fonctionnement reste encore à affiner au travers d'une meilleure connaissance du fonctionnement de la nappe et de son lien avec les cours d'eau.

2- Une nappe fragile à mieux protéger, la qualité des cours d'eau à reconquérir

Hormis dans sa partie sud couverte par la forêt d'Orléans, la nappe de Beauce se caractérise par une vulnérabilité naturelle en raison de l'absence de couches imperméables empêchant la migration de polluants du sol vers la nappe. Lorsqu'elle est vulnérable, la nappe apparaît fortement polluée par les nitrates dans sa partie supérieure, et localement par les produits phytosanitaires. Cette contamination tend à s'aggraver au fil du temps.

La qualité de l'eau des rivières de Beauce est également de qualité passable. Certes des améliorations sont notables pour l'ammonium et le phosphore, signe d'efforts en matière de traitement des eaux usées notamment. Mais la qualité de l'eau vis-à-vis des nitrates est mauvaise et continue à se dégrader.

La qualité de l'eau apparaît aujourd'hui comme un enjeu majeur pour les acteurs du SAGE. L'objectif est d'aboutir à une diminution de la teneur en polluants dans l'eau et à la préservation de cette ressource contre toute pollution, afin de protéger l'alimentation en eau potable.

3- Prévenir et gérer les risques d'inondation et de ruissellement

Plusieurs secteurs du domaine du SAGE sont soumis à des inondations importantes. Les conséquences de ces phénomènes sont nombreux : dégradation des milieux naturels, urbanisation croissante, ruissellement urbain ou rural, ...

Diminuer l'exposition au risque, gérer les ruissellements et les capacités de rétention sont les buts à poursuivre afin de limiter le risque inondation qui touche un certain nombre de communes du domaine du SAGE. Une concertation à l'échelle des bassins versants "eaux superficielles" est indispensable pour atteindre ces objectifs.

4- Le SAGE pour une gestion concertée des milieux aquatiques

Une mauvaise qualité de l'eau et une dégradation des habitats gênent, voire empêchent, le bon déroulement du cycle biologique de la faune aquatique (poissons, insectes, crustacés, mollusques,...). La diversité des organismes est médiocre et les espèces sensibles à la pollution moyennement représentées.

Au-delà des zones protégées réglementairement, d'autres milieux naturels présentent des potentialités patrimoniales fortes (sources, cours d'eau, étangs, faune, flore...) et doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Des actions de réhabilitation et d'entretien peuvent aider à améliorer la qualité et le fonctionnement des milieux naturels mais elles n'auront de réel impact que si elles sont décidées dans le cadre d'une gestion collective et concertée à l'échelle des bassins versants eaux superficielles.

3.2.6.3. Directive Cadre européenne sur l'eau

La directive du 23 octobre 2000 adoptée par le Conseil et par le Parlement européen définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grand bassin hydrographique au plan européen. Cette directive est appelée à jouer un rôle stratégique et fondateur en matière de politique de l'eau. Elle fixe en effet des objectifs ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles (eaux douces et eaux côtières) et pour les eaux souterraines. Elle entraînera à terme l'abrogation de plusieurs directives. Celles relatives à la potabilité des eaux distribuées, aux eaux de baignade, aux eaux résiduaires urbaines et aux nitrates d'origine agricole restent en vigueur.

Les objectifs

La directive cadre donne la priorité à la protection de l'environnement, en demandant de veiller à la non-dégradation de la qualité des eaux et d'atteindre d'ici 2015 un bon état général tant pour les eaux souterraines que pour les eaux superficielles, y compris les eaux côtières.

Une certaine souplesse est cependant prévue et des reports d'échéance ou des objectifs moins stricts restent possibles, mais ils devront être justifiés et soumis à consultation du public. Un objectif adapté (le bon potentiel écologique) peut par ailleurs être retenu pour des masses d'eau fortement modifiées du point de vue de l'hydromorphologie, notamment en raison d'activités économiques. Il est demandé d'améliorer la qualité chimique des eaux en inversant, là où c'est nécessaire, la tendance à la dégradation de la qualité des eaux souterraines, et, pour les eaux superficielles, en réduisant progressivement les rejets de substances "prioritaires", les rejets devant être supprimés dans 20 ans pour des substances "prioritaires dangereuses". En application de la directive cadre, une première liste de 33 substances a été adoptée comprenant des métaux, des pesticides, des hydrocarbures, (décision n° 2455/2001/CE du 20 novembre 2001).

Les grands principes

Une gestion par bassin versant

La directive demande aux Etats membres d'identifier, d'ici fin 2003, les districts hydrographiques, ensembles de bassins hydrographiques, en assurant la cohérence des délimitations pour les bassins internationaux.

Planifier et programmer

Un état des lieux doit être effectué dans chaque district d'ici fin 2004, afin de rendre compte des divers usages de l'eau et de leurs impacts sur l'état des eaux. Cette caractérisation du district tient compte des actions engagées dans le domaine de l'eau et des politiques d'aménagement du territoire afin d'identifier les masses d'eau où les objectifs environnementaux de la directive risquent de ne pas être réalisés en 2015.

Pour fin 2004, la directive demande également d'établir un registre des zones protégées afin d'identifier l'ensemble des zones faisant l'objet de protections spéciales (captages d'eau potable, secteurs d'eau de baignade, conservation des habitats, ...).

Pour fin 2006, les Etats membres doivent mettre en place des réseaux de surveillance de l'état des eaux. Complété par une typologie des eaux de surface et par un étalonnage des méthodes d'évaluation de l'état des eaux, ce dispositif permettra la comparaison de la qualité des milieux aquatiques entre les Etats membres.

Pour 2009, un "plan de gestion" doit définir les objectifs à atteindre en 2015 et le "programme de mesures" identifier les actions nécessaires à leur réalisation. Ces mesures, essentiellement de nature réglementaire (contrôles des rejets, autorisations, ...), peuvent également comprendre des incitations financières ainsi que des accords volontaires.

Une analyse économique

La directive demande de faire état des modalités de tarification de l'eau et de l'application du principe de récupération des coûts des services d'eau, y compris des coûts environnementaux, compte tenu de l'application du principe pollueur payeur. Les contributions des divers secteurs économiques sont à identifier, en distinguant au moins les ménages, l'industrie et l'agriculture. La directive fait de la tarification de l'eau une mesure à mettre en œuvre pour la réalisation de ses objectifs environnementaux.

La consultation du public

La directive demande d'assurer une participation active des acteurs de l'eau et du public à l'élaboration du plan de gestion, en prévoyant en particulier des consultations du public sur le programme de travail, sur l'identification des questions principales qui se posent pour la gestion de l'eau dans le district et enfin, sur le projet de plan de gestion. Avec la publication des données techniques et économiques sur les usages de l'eau, la directive veut ainsi renforcer la transparence de la politique de l'eau.

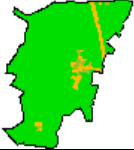


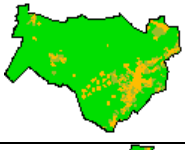
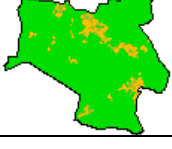
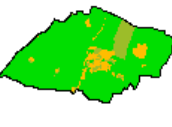

La transposition en droit français

La directive reconduit au plan européen les principes de gestion par grand bassin hydrographique, de gestion équilibrée et de planification définis par les lois de 1964 et de 1992. Les bassins actuels constitueront donc l'échelon de mise en œuvre de la directive. Les comités de bassin de métropole et des départements d'outre-mer seront chargés de la définition des objectifs environnementaux dans le cadre de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), et réaliseront, à cette fin, les consultations nécessaires. Le préfet coordinateur de bassin aura à adopter le programme de mesures nécessaires à la réalisation de ces objectifs environnementaux. La procédure de consultation du public sera organisée à l'échelon des grands bassins hydrographiques en utilisant les facilités offertes par les nouvelles technologies de l'information (internet), tout en prévoyant une consultation des documents dans les lieux publics (préfectures, sous-préfectures, agences de l'eau).

3.3. PATRIMOINE NATUREL

3.3.1. Occupation du sol et milieux naturels

D'après le Mode d'Occupation des Sols établi par l'IAURIF (données 1999), la répartition des espaces urbains et ruraux sur le territoire des communes de la CCVE est présentée dans le Tableau suivant :

Commune	Surface (ha)	Espace urbain construit (%)	Espace urbain non construit ⁴ (%)	Espace rural (%)	Illustration (en jaune : espace urbain / en vert : espace rural)
Auvernaux	646,85	3	1	96	
Ballancourt-sur-Essonne	1146,29	18	4	78	
Baulne	821,27	8	2	90	
Cerny	1721,29	9	4	87	
Champcueil	1649,06	6	2	92	
Chevannes	1032,08	6	7	87	
Echarcon	687,36	3	1	95	

Suite du Tableau page suivante

⁴ Parcs, jardins, terrains de sport...

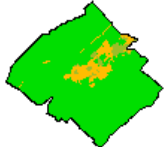
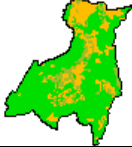
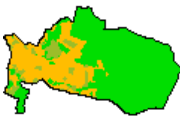

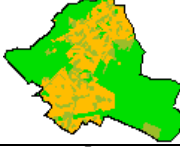

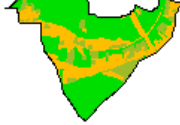
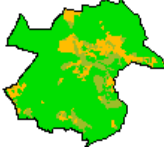
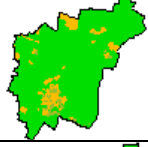
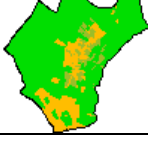
Fontenay-le-Vicomte	686,80	7	3	90	
Itteville	1226,95	20	5	74	
La Ferté-Alais	455,24	27	4	69	
Leudeville	788,45	10	2	87	
Mennecey	1119,21	34	11	55	
Nainville-les-Roches	603,99	5	4	91	
Ormoy	188,82	30	11	59	
Saint-Vrain	1158,22	11	10	79	
Vert-le-Grand	1611,63	8	2	91	
Vert-le-Petit	684,43	18	5	78	
TOTAL	16227,94	13	4	82	

Tableau 4 : Espaces urbains et ruraux sur les communes de la CCVE (Source : IAURIF, MOS 1999)

En 1999, les espaces urbains construits et non construits représentent 17 % sur le territoire de la CCVE alors que les espaces ruraux représentent aux alentours de 82 % (cf. Figure 42).

L'évolution des espaces urbains entre 1990 et 1999 a été relativement soutenue : + 19,3% (+ 8,1% à l'échelle régionale).

En effet, le phénomène de périurbanisation, généralisé dans les années 80, s'est poursuivi sous la forme d'un développement résidentiel dans la vallée et sur les plateaux. Les villages ont ainsi accueilli de nouveaux lotissements sans toujours pouvoir répondre à l'ensemble des besoins en matière d'équipements et de services émanant de populations nouvelles d'origine urbaine.

Toutefois, les surfaces vouées à l'agriculture dominant et les cultures représentent 52 % de la superficie totale de la CCVE (8 353 hectares).

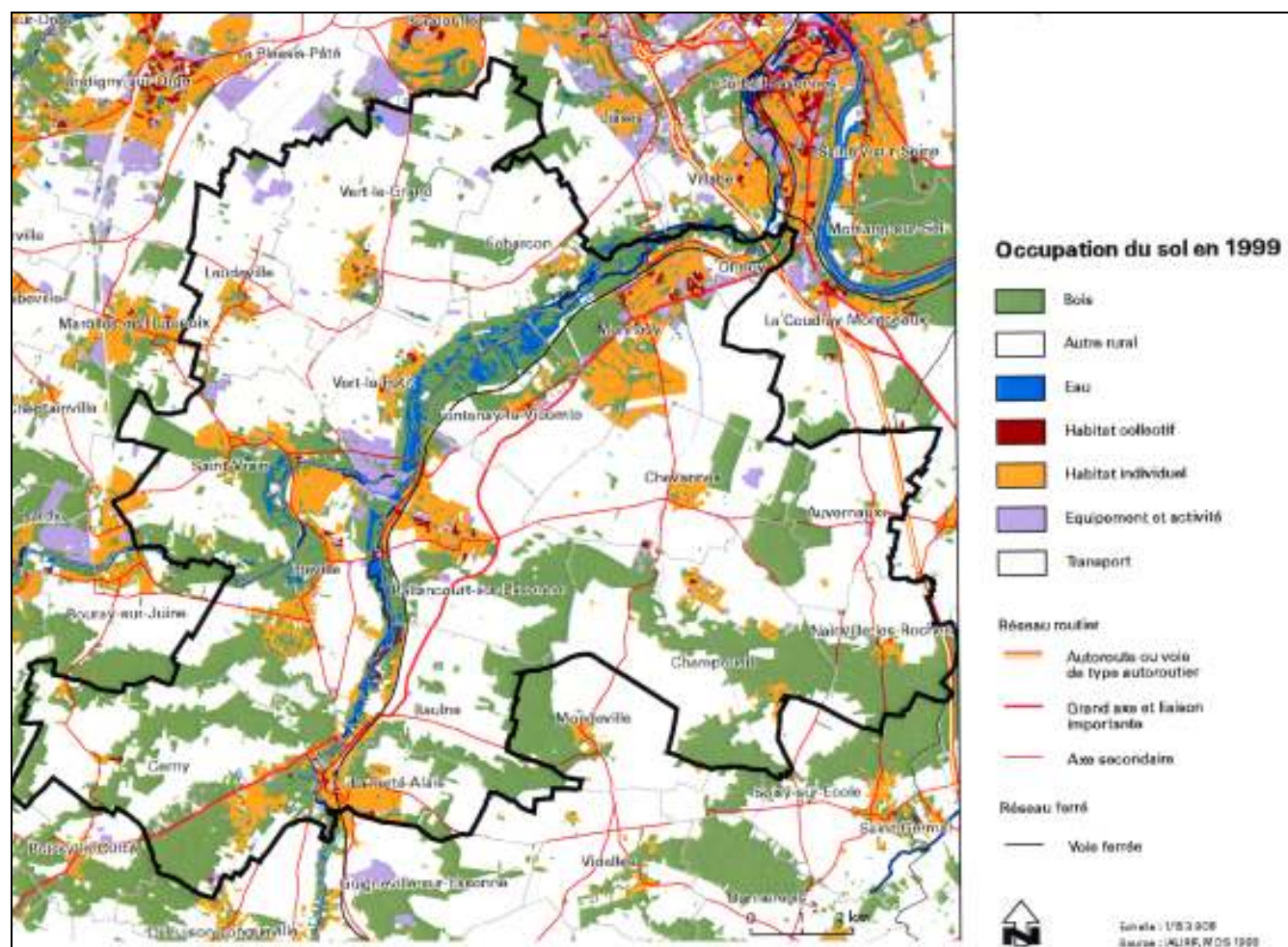


Figure 41 : Occupation du sol de la CCVE (Source : IURIF, MOS 1999)

Remarque :

L'IAURIF met à disposition une déclinaison plus fine du mode d'occupation des sols de 1999 (MOS 1999) par commune (Cf. Annexe 2). Par ailleurs, une version du MOS de 2003 est consultable (Cf. Figure 42). Toutefois, les données par commune ne sont pas disponibles pour 2003. C'est pourquoi les données de 1999 par commune seront prises en considération pour l'état initial du SCoT de la CCVE.

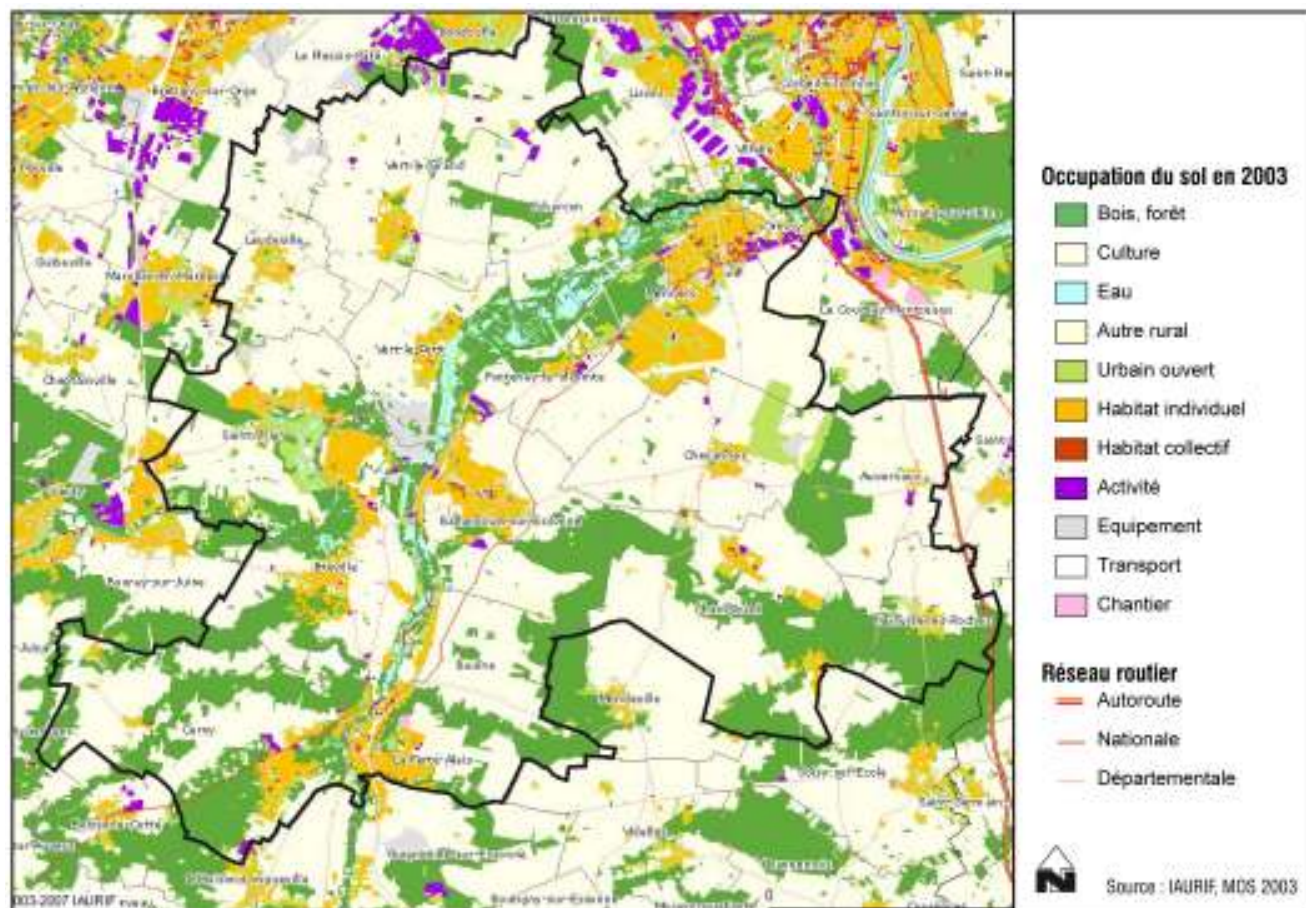


Figure 42 : Occupation du sol de la CCVE (Source : IAURIF, MOS 2003)

3.3.2. Paysages

Concernant ce thème, on se reportera au diagnostic du SCoT qui présente une description précise du paysage au niveau du territoire de la CCVE.

3.3.3. Espaces naturels sensibles et protégés

Le territoire communautaire fait l'objet de nombreuses mesures de protection liées à son patrimoine naturel (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique, sites classés et inscrits, Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux, sites Natura 2000...) qui consacrent notamment l'intérêt et la richesse naturelle des vallées de l'Essonne et de la Juine.

Il est également précisé qu'à ces mesures réglementaires s'ajoute la politique du Conseil Général sur les Espace Naturels Sensible (ENS) qui a pour objet de préserver la qualité des sites : elle concerne la forêt Départementale des Grands Avaux (182 ha), les marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine (800 ha) et la Justice à La Ferté-Alais (10 ha). Cette politique de protection est renforcée dans le cadre du Schéma de réhabilitation et de valorisation des marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine.

Par ailleurs, le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français concerne 4 communes (Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais) du sud du périmètre communautaire marqué par le paysage singulier des coteaux du plateau de la Beauce. Le SCoT devra être compatible avec la Charte du PNR. Il s'agit notamment pour les quatre communes concernées de valoriser leur patrimoine naturel, de préserver leur caractère rural, de favoriser le tourisme...

3.3.3.1. *Les ZNIEFF, inventaires de portée à connaissance*

Le programme ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) initié par le Ministère de l'Environnement en 1982, a pour objectif de se doter d'un outil de connaissance des milieux naturels. La prise en compte d'une zone dans le fichier ZNIEFF ne lui confère cependant aucune protection réglementaire. Bien que l'inventaire ZNIEFF ne constitue pas un document opposable au tiers, sa prise en compte est une nécessité dans toutes les procédures préalables aux projets d'aménagement, et ne pas en tenir compte conduit à des recours contentieux qui font aujourd'hui jurisprudence.

L'inventaire distingue deux types de zones :

- celles dites de type I, d'une superficie généralement limitée, caractérisées par la présence d'espèces animales ou végétales rares ou caractéristiques,
- celles dites de type II qui définissent de grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Sur le territoire de la CCVE, sont présentes les ZNIEFF listées dans le Tableau suivant (cf. Figure 43) :

Type	N°	Nom du site	Communes concernées
ZNIEFF I	91047001	Carrière de la Butte pelée	Baulne
ZNIEFF I	91047003	Le Puy sauvage	Baulne
ZNIEFF I	91412001	Les Roches aux Dames	Baulne
ZNIEFF I	91232001	Platières et carrières de la Justice	Baulne
			La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91045001	Carrière à Ballancourt	Ballancourt-sur-Essonne
ZNIEFF I	91045002	Marais de Saint Blaise	Ballancourt-sur-Essonne
ZNIEFF I	91244001	Zone humide d'Echarcon du Bouchet à Mennecy	Ballancourt-sur-Essonne
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Mennecy
ZNIEFF I	91095001	Coteau boisé de Boinveau	Vert-le-Petit
			Cerny
ZNIEFF I	91129001	Platières du Bois d'Ardenay	Cerny
ZNIEFF I	91135001	Carrière de Noisement	Champcueil
ZNIEFF I	91135002	Boisement sur grès à Beauvais	Champcueil
ZNIEFF I	91315001	Grand marais d'Itteville	Itteville
ZNIEFF I	91232002	Pelouses des Vieilles Vignes	La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91468001	Zone humide du petit Mennecy à Moulin Galant	Ormoy
ZNIEFF II	1514	Vallée de l'Essonne de Malesherbes à la Seine	Baulne
			Ballancourt-sur-Essonne
			Cerny
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Itteville
			La Ferté-Alais
			Mennecy
			Ormoy
			Saint-Vrain
ZNIEFF II	1540	Vallée de la Juine d'Etampes à Itteville	Vert-le-Petit
			Itteville
			Saint-Vrain

Tableau 5 : ZNIEFF présentes sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

On notera que seules les communes d'Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches et Vert-le-Grand ne sont concernées par aucun inventaire de portée à connaissance.

Figure 43 : Localisation des ZNIEFF

3.3.3.2. Les ZICO

Les ZICO (Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux) sont des zones sans protection réglementaire définies sur des secteurs riches d'un point de vue avifaunistique⁵.

Une seule ZICO (Tableau 6) est présente sur le territoire de la CCVE (cf. Figure 44) :

Type	Intitulé	Commune	Superficie dans la commune (ha)
ZICO Numéro : IF04	Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville	Echarcon	70,46
		Fontenay-le-Vicomte	172,40
		Itteville	78,40
		Menecy	94,29
		Saint-Vrain	1,93
		Vert-le-Petit	71,68

Tableau 6 : ZICO présente sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

Ces marais, d'une surface de 521 hectares, abritent une avifaune et une flore exceptionnelles. La zone est composée d'une mosaïque de milieux naturels qui permet l'accueil de nombreuses espèces d'oiseaux dont plusieurs Figurent à l'annexe I de la Directive Oiseaux⁶ (Balbuzard pêcheur, Bihoreau gris, Blongios nain, Bondrée apivore, Busard des roseaux, Butor étoilé, Faucon émerillon, Grande aigrette, Héron pourpre, Martin-pêcheur d'Europe, Milan noir, Pic noir, Sterne pierregarin).

Les plans d'eau permettent l'accueil de plusieurs espèces d'anatidés et servent de territoire de chasse au Balbuzard pêcheur, au Martin-pêcheur et à la Sterne pierregarin.

Les roselières peu diversifiées sur le plan botanique abritent une avifaune remarquable constituée de fauvettes paludicoles, d'anatidés et de hérons.

Les prairies humides, autrefois largement représentées en fond de vallée, ont fortement régressé suite à la disparition de l'élevage et de la production de foin. Ce phénomène s'est accompagné d'une régression forte de la flore associée à ces bas marais alcalins. Les prairies présentes sur le site restent cependant d'un intérêt écologique certain.

Les boisements humides sont constitués essentiellement de taillis tourbeux d'aulnaie à fougère des marais et accueillent ponctuellement plusieurs espèces d'oiseaux cavernicoles dont le Pic noir.

Cette vaste zone humide abrite au total une moyenne de 80 espèces nicheuses. De plus, les plans d'eau et les roselières attirent une trentaine espèces lors de leur migration pré ou post-nuptiale. Parmi celles-ci Figurent : Le Héron pourpre, le Butor étoilé, le Bihoreau gris, la Cigogne noire, la Cigogne blanche, la Guifette noire, la Guifette leucoptère ou le Chevalier aboyeur.

⁵ Relatif aux oiseaux.

⁶ Directive n° 79/409/CEE, publiée en 1979, elle vise à assurer une protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. Les États doivent à ce titre classer en ZPS les sites les plus appropriés à la conservation des espèces les plus menacées.

Figure 44 : Localisation des ZICO

3.3.3.3. *Les zones protégées*

3.3.3.3.1. *Arrêté de protection de biotope*

L'arrêté de protection de biotope est un outil réglementaire, en application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, qui poursuit deux objectifs :

- préserver les biotopes ou les autres formations naturelles nécessaires à la survie (reproduction, alimentation et repos) d'espèces protégées,
- protéger les milieux contre des activités pouvant porter atteinte à leur équilibre biologique.

Des mesures spécifiques, s'appliquant au biotope lui-même et non aux espèces, sont prescrites dans l'arrêté de biotope afin de préserver les habitats. Une interdiction de certaines activités ou pratiques peut également être requise pour maintenir l'équilibre biologique du milieu.

Deux arrêtés de protection de biotope sont présents sur le territoire de la CCVE (cf. Figure 45) :

Nom	Date de l'arrêté	Commune concernée	Superficie dans la commune (ha)	Milieux concernés	Objet de la protection
Marais de Fontenay-le-Vicomte	19/09/1994	Echarcon	50,28	Etangs, boisements tourbeux	Avifaune (Butor blongios) et flore (Fougère des marais, Peucedan des marais)
		Fontenay-le-Vicomte	150,47		
		Menecy	43,30		
		Vert-le-Petit	51,32		
Le Grand Marais d'Itteville	05/09/1989	Itteville	80	Etangs, marais, boisements humides	Avifaune (Butor blongios) et flore (Grande douve)
		Saint-Vrain	0,92		

Tableau 7 : Arrêtés de protection de biotope présents sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

Figure 45 : Localisation des arrêtés de protection de biotope

3.3.3.3.2. Parc Naturel Régional du Gâtinais Français

Le PNR du Gâtinais français concerne quatre communes du sud du territoire de la CCVE : Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais (cf. Figure 46).

Au niveau de ces communes, le SCoT de la CCVE doit être compatible avec les orientations et les mesures de la Charte du PNR adoptée en mai 1999.

La charte du PNR se décline en plusieurs points :

- protéger et valoriser le remarquable patrimoine naturel et culturel,
- contribuer au développement économique, notamment des activités agricoles et sylvicoles, en respectant l'environnement,
- améliorer la qualité de vie des habitants et revitaliser les villages,
- s'unir pour maîtriser les pressions urbaines et veiller à la cohérence des stratégies d'aménagement du territoire,
- défendre et promouvoir l'identité rurale du Gâtinais français,
- favoriser un tourisme raisonné et sensibiliser au respect de la nature, des activités rurales et de la propriété privée.

Il est à noter que la charte constitutive du PNR est actuellement en cours de révision.

Le volet urbain de la Charte

Les communes adhérentes se sont engagées dans un développement démographique modéré et peu consommateur d'espace. Le projet de SCoT devra intégrer cette orientation.

Il devra également favoriser l'intercommunalité sur le plan du développement économique, et veiller à un développement urbain respectueux du territoire (éviter le mitage, privilégier dans la mesure du possible le potentiel de développement en tissu urbain existant, gérer les entrées de ville, notamment sur les communes de la CCVE qui constituent des portes d'entrée du Parc).

Le volet non urbain de la Charte

Il s'agit de l'ensemble des orientations relatives au maintien des espaces agricoles et forestiers, à la préservation des espaces naturels (milieux humides, secteurs d'intérêt paysager et/ou écologique, corridors biologiques), à la prise en compte des secteurs (ENS, ZNIEFF, NATURA 2000) et espèces protégées.

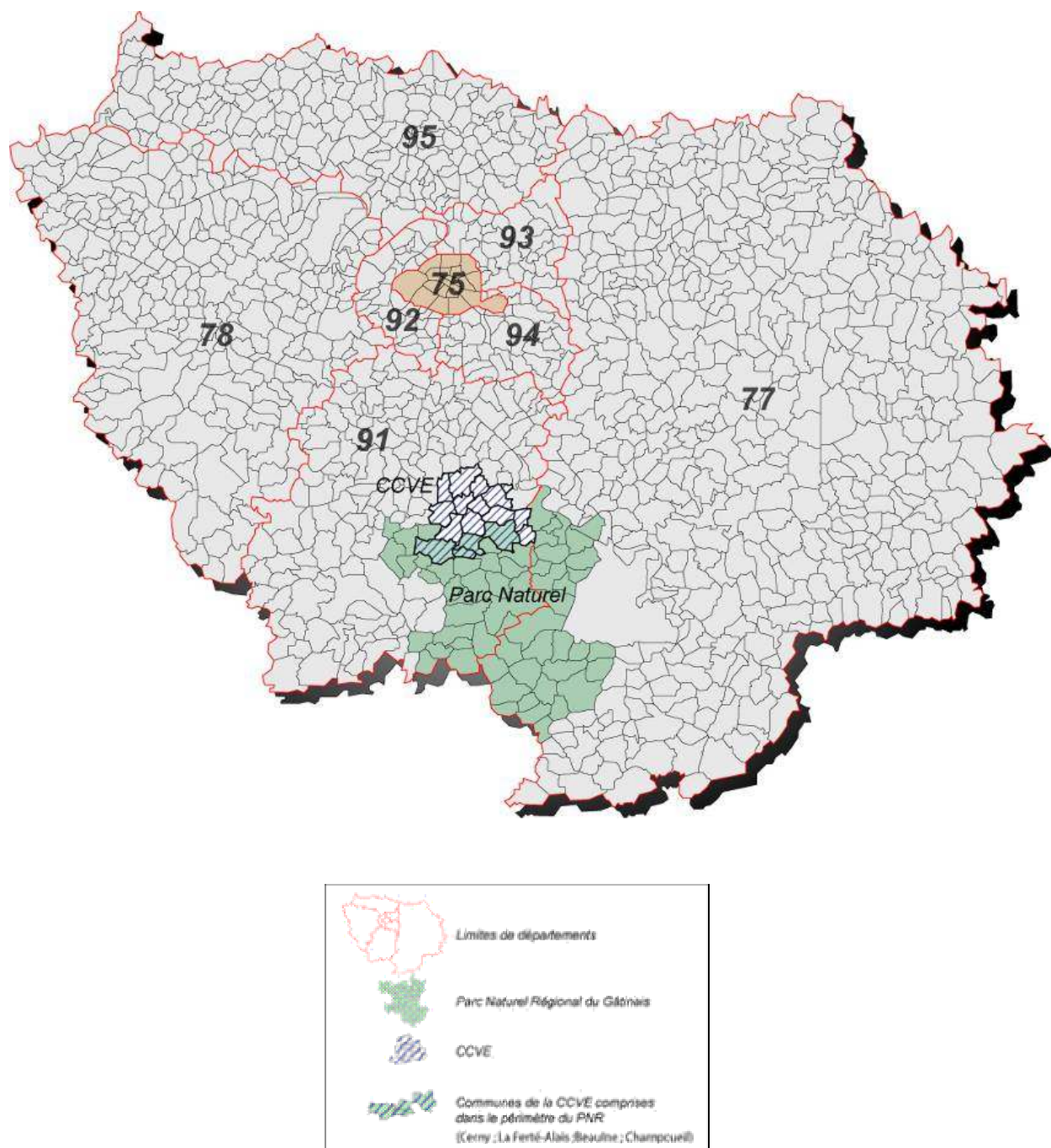


Figure 46 : Communes de la CCVE appartenant au PNR du Gâtinais Français

3.3.3.3.3. Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels d'intérêt écologique élaboré à partir des directives « Habitats »⁷ et « Oiseaux »⁸. La constitution en cours de ce réseau a abouti à la définition de Zone de Protection Spéciale⁹ (ZPS) dans le cadre de la Directive Oiseaux et aboutira à terme à la définition de Zone Spéciale de Conservation¹⁰ (ZSC) dans le cadre de la Directive Habitats. Les sites de la zone d'étude liés à la Directive Habitats n'ont pas encore fait l'objet d'un arrêté en droit français de ZSC. Les sites pressentis ont toutefois tous fait l'objet d'une délimitation et d'inventaires et ont été proposés par la France à la commission européenne (pSIC – proposition de Site d'Intérêt Communautaire ou SIC – Site d'Intérêt Communautaire si validés par la commission européenne).

Les sites Natura 2000 présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants (cf. Figure 47) :

Type	Numéro	Intitulé	Date de l'arrêté	Commune	Superficie dans la commune (ha)	Superficie totale (ha)
ZPS	FR1110102	Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville	23/12/2003	Ballancourt-sur-Essonne	0,15	522 ha
				Echarcon	70,44	
				Fontenay-le-Vicomte	172,39	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	94,30	
				Saint-Vrain	1,94	
				Vert-le-Petit	71,68	
pSIC	FR1100806	Buttes gréseuses de l'Essonne	/	Champcueil	24,58	25 ha
pSIC	FR1100805	Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine	/	Echarcon	49,18	397 ha
				Fontenay-le-Vicomte	154,18	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	55,36	
				Saint-Vrain	1,93	
				Vert-le-Petit	56,42	

Tableau 8 : Sites Natura 2000 sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

On se reportera à l'Annexe 3 page 214 pour prendre connaissance de la carte de localisation officielle de la ZPS FR1110102.

⁷ Directive n° 92/43/CEE, adoptée en 1992, elle concerne la conservation des habitats naturels, ainsi que la faune et la flore sauvages. Chaque état désigne des sites comme Zones Spéciales de Conservation ou ZSC.

⁸ Directive n° 79/409/CEE, publiée en 1979, elle vise à assurer une protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. Les États doivent à ce titre classer en ZPS les sites les plus appropriés à la conservation des espèces les plus menacées.

⁹ Zones constitutives du réseau Natura 2000, délimitées pour la protection des espèces d'oiseaux figurant dans l'arrêté du 16 novembre 2001 et des espèces d'oiseaux migrateurs.

¹⁰ Zones constitutives du réseau Natura 2000, délimitées pour la protection des habitats naturels et des espèces (hors oiseaux) figurant dans l'arrêté du 16 novembre 2001.

Figure 47 : Localisation des sites Natura 2000 et réserves naturelles

3.3.3.3.4. Réserve naturelle

La classification de sites en réserve naturelle a pour objectif de protéger, sur des propriétés privées, les espèces faunistiques et floristiques présentant un intérêt scientifique. La procédure de classification est lancée à l'initiative d'un propriétaire privé (personne physique ou morale) puis l'arrêté d'agrément est pris par le Préfet de département qui fixe les obligations du propriétaire en matière de surveillance et de protection de la réserve. C'est donc au propriétaire qu'il appartient de gérer l'espace protégé ; il le fait généralement avec l'aide d'une association qui rédige un véritable plan de gestion. L'agrément est donné pour six ans, renouvelable par tacite reconduction.

Le territoire de la CCVE n'englobe qu'une seule réserve naturelle : il s'agit d'une réserve naturelle régionale (anciennement réserve naturelle volontaire) localisée sur la commune d'Itteville (cf. Figure 47) :

Intitulé	Date de l'arrêté	Commune	Superficie dans la commune (ha)	Motifs de protection
Réserve naturelle régionale d'Itteville (site géologique)	25/10/1996	Itteville	0,71	Ancienne carrière et site fossilifère stampien

Tableau 9 : Réserve naturelle sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

Cette ancienne carrière recèle une faune fossilifère de vertébrés terrestres de l'étage Stampien tout à fait remarquable qui se situe dans la partie supérieure des sables. Ce site d'Itteville est actuellement le plus fidèle témoin du niveau géologique de la Ferté-Alais. La faune fossile est constituée de grands mammifères (carnivores, cervidés...) et de micro-mammifères (rongeurs, insectivores) ce qui permet un excellent repérage dans l'échelle biostratigraphique continentale.

Remarque : Le site géologique d'Itteville n'est pas encore classé en réserve géologique nationale, il est seulement inscrit dans la liste des sites soumis à enquête avant l'arrêté.

3.3.3.3.5. Les Espaces Naturels Sensibles

Les départements ont compétence en matière de milieux naturels. Ainsi, les Conseils Généraux se doivent « d'élaborer et de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles (E.N.S.), afin de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels » (article L. 131 du code de l'urbanisme).

C'est de la seule volonté politique de l'assemblée départementale qu'émane la création d'un espace naturel sensible. La gestion est assurée par la maîtrise foncière de ces territoires, qui permet de les soustraire à une pression touristique trop forte ou à une urbanisation excessive. Ces acquisitions sont financées par une taxe sur les permis de construire, appelée « taxe départementale des espaces naturels sensibles ».

Trois sites d'intervention du Conseil Général au titre des E.N.S. sont recensés au sein du territoire de la CCVE (cf. Figure 48).

Intitulé	Superficie totale	Commune
Forêt départementale des Grands Avaux	182 ha	Champcueil
Marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine	800 ha	Ballancourt-sur-Essonne Echarcon Fontenay-le-Vicomte Itteville Mennecy Ormoy Saint-Vrain Vert-le-Petit Vert-le-Grand
« La Justice »	10 ha	La Ferté-Alais

Tableau 10 : Espaces naturels sensibles sur le territoire de la CCVE (Source : Conseil Général de l'Essonne)

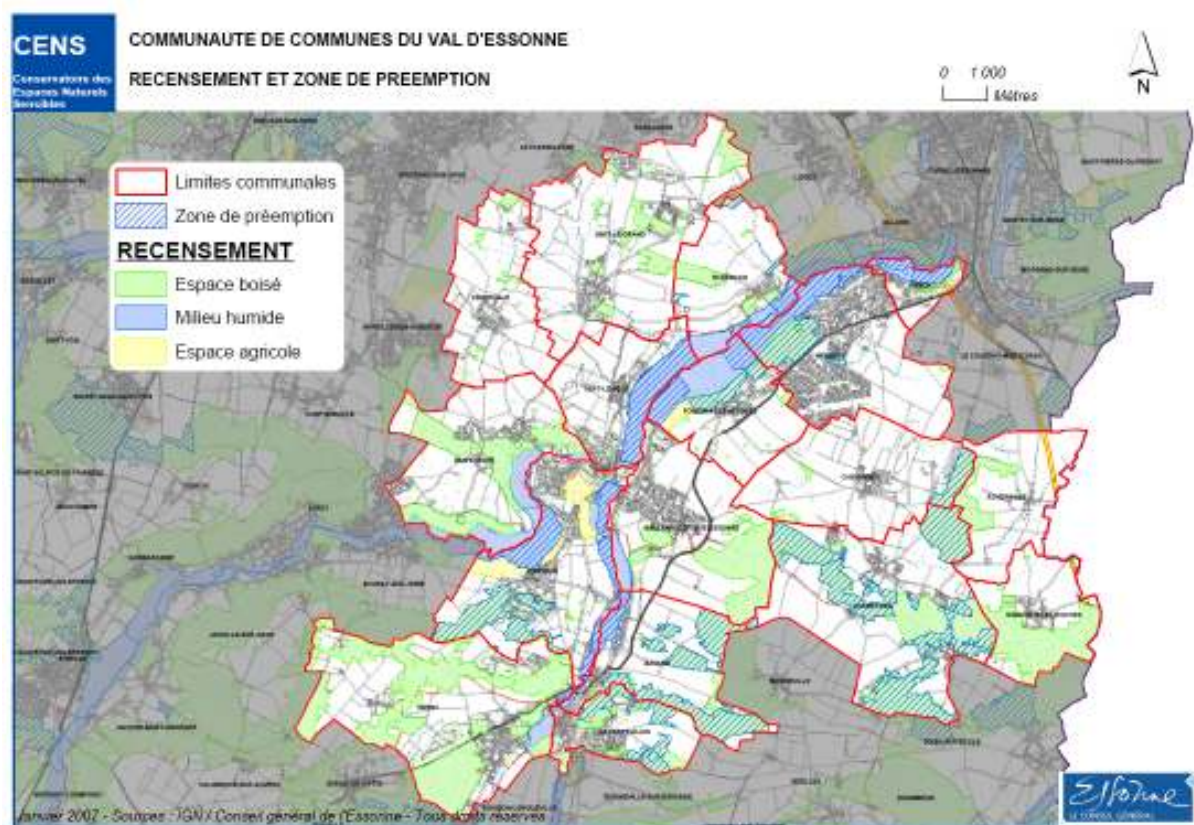


Figure 48 : Recensement et zone de préemption du Conseil Général sur le territoire de la CCVE (Source : CG 91)

Les marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine font l'objet d'un schéma de réhabilitation et de mise en valeur sur la période 2000-2010. Ce document, adopté par les communes concernées et l'assemblée départementale, constitue un projet de territoire ayant vocation à concilier préservation et valorisation des espaces naturels.

Dans ce cadre, le département a acquis 350 hectares de terrains. Une convention de gestion a par ailleurs été passée entre le département et la commune d'Itteville pour l'aménagement de la gestion de son marais. Les marais de Misery (88 ha), Fontenay (86 ha) et la Grande Ile (12 ha), sont quant à eux aménagés et ouverts au public. Une boucle de randonnée (« Boucle des Marais » de 45 km) a été balisée dans le fond de la vallée et permet aux randonneurs de découvrir les espaces naturels et paysages du secteur.

La politique départementale concernant notamment les marais vise à préserver et à mettre en valeur ces espaces en permettant aux essonnais d'y accéder et de se les réapproprier (de manière encadrée puisque le Conseil Général de l'Essonne ouvre ces espaces certains jours et à certaines heures).

On notera qu'hormis l'acquisition des terrains évoquée ci-avant (zone de préemption) dont il assure la gestion, le Conseil Général de l'Essonne a recensé d'autres espaces (recensement : espace boisé, milieu humide, espace agricole) sur le territoire de la CCVE. Ces territoires ainsi que ceux d'ores et déjà acquis doivent être pris en compte.

3.3.3.3.6. Réserve de biosphère

Le label Réserve de biosphère est une désignation internationale de conservation des réserves créée par l'UNESCO. Il permet de distinguer quelques sites privilégiés afin d'y favoriser la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. Ces réserves ont trois grands rôles à jouer :

- **conserver** les écosystèmes, les paysages, les espèces et leurs patrimoines génétiques, aussi bien dans les zones naturelles que dans celles qui sont exploitées par l'agro-sylviculture, la pêche, la chasse, le tourisme ou toute autre activité par l'emploi privilégié de pratiques respectueuses de l'environnement,
- **développer** une économie respectueuse de la nature et la culture locale en impliquant et donnant une part active à la population dans les prises de décision,
- **favoriser** la recherche et les études pour l'observation continue de l'environnement, la formation et l'éducation du public et des jeunes en particulier.

Le territoire la CCVE est concerné par la réserve de biosphère du Pays de Fontainebleau et du Gâtinais français (cf. Figure 49) :

Intitulé	Date de création	Commune concernée
Réserve de Biosphère du Pays de Fontainebleau et du Gâtinais français	10/12/1998	La Ferté-Alais

Tableau 11 : Réserve de biosphère sur le territoire de la CCVE



Figure 49 : Localisation de la réserve de biosphère

Par ailleurs, il est à noter qu'en plus de La Ferté-Alais, plusieurs communes de la CCVE devraient être incluses à terme dans le périmètre de la réserve de biosphère (Baulne, Champcueil et Cerny).

3.3.3.3.7. Corridors biologiques

Un certain nombre de corridors biologiques existent sur le territoire de la CCVE. Ces corridors naturels sont essentiels au maintien d'une diversité faunistique et floristique et plus largement à l'échelle du département de l'Essonne et de la région Ile-de-France.

Les corridors naturels à préserver ou à conforter sont représentés sur la Figure 50. Ils correspondent principalement aux déplacements au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine mais aussi aux liaisons entre les différents massifs boisés localisés principalement au sud du territoire.

Il est également à noter que les territoires agricoles ouverts constituent, lorsqu'ils sont connectés à d'autres entités écologiques telles les boisements, des continuités naturelles de transit pour la faune.

Par ailleurs, on note que le territoire de la CCVE est marqué par la présence de barrières fortes qui empêchent certains échanges écologiques et/ou biologiques. On citera notamment la RN 191 ainsi que la voie ferrée, orientée selon un axe nord-sud, qui constituent les barrières les plus importantes à l'échelle du territoire.

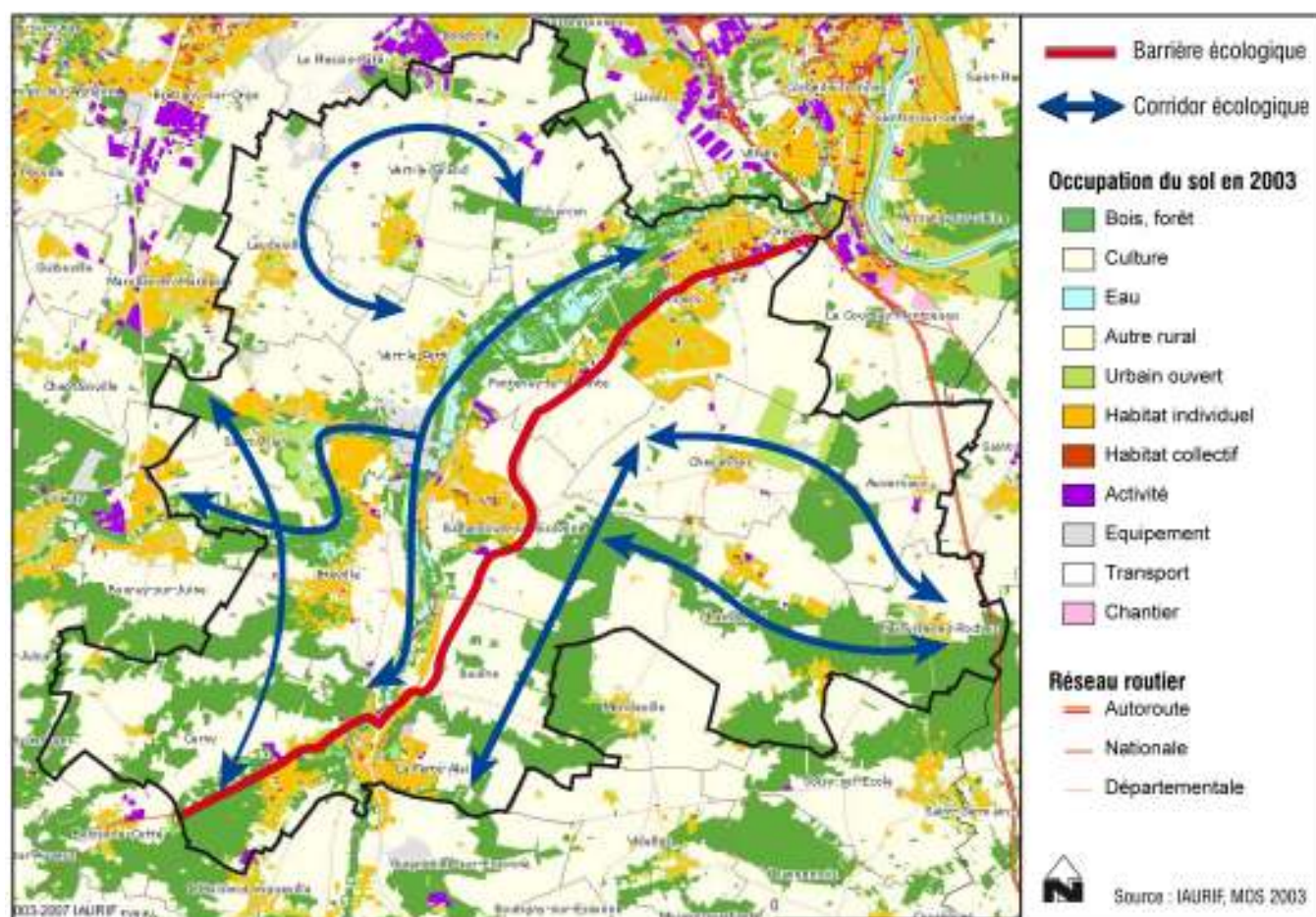


Figure 50 : Corridors écologiques sur le territoire de la CCVE

3.3.3.3.8. Sites inscrits et sites classés

Rappel de définition

Site classé (articles L 341-1 à 22 du code de l'environnement, reprenant la loi du 2 mai 1930) :

- Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave.
- Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.
- La procédure peut être à l'initiative des services de l'État (DIREN, SDAP), de collectivités, d'associations, de particuliers..., le dossier étant ensuite instruit par la DIREN. Le classement intervient par arrêté du Ministre en charge des sites ou par décret en Conseil d'Etat (selon le nombre et l'avis des propriétaires concernés).
- En site classé, tous les travaux susceptibles de modifier l'état des lieux ou l'aspect des sites (par exemple, les travaux relevant du permis de construire) sont soumis à autorisation spéciale préalable du Ministère chargé des sites, après avis de la DIREN, du SDAP et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS). L'autorisation est déconcentrée au niveau du Préfet de département pour les travaux moins importants.

Site inscrit (articles L 341-1 à 22 du code de l'environnement, reprenant la loi du 2 mai 1930) :

- Un site inscrit est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
- Les objectifs sont la conservation d'espaces naturels ou bâtis.
- La procédure peut être à l'initiative des services de l'État (DIREN, SDAP), de collectivités, d'associations, de particuliers ... L'inscription est prononcée par arrêté du Ministre en charge des sites.
- En site inscrit, l'administration doit être informée au moins 4 mois à l'avance des projets de travaux. L'Architecte des Bâtiments de France émet un avis simple, sauf pour les permis de démolir qui supposent un avis conforme.

Sur le territoire d'étude

Les sites classés et inscrits présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants (cf. Figure 51) :

Intitulé	Statut	Date d'application	Communes concernées
Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain	Site classé	Décret du 18/07/2003	Cerny
			Itteville
			Saint-Vrain
Parc du château à Echarcon	Site classé	Arrêté du 18/05/1976	Echarcon
Vallée de la Juine	Site inscrit	Arrêté du 25/10/1974	Cerny
			Itteville
			Saint-Vrain

Tableau 12 : Sites inscrits et sites classés sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Ile-de-France)

Site classé :

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par le site classé de la Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain (décret du 18 juillet 2003).

La commune d'Echarcon est concernée par le site du parc du Château d'Echarcon, classé par arrêté du 18 mai 1976. Cette protection concerne 32,62 ha sur la commune.

Zoom sur la vallée de la Juine et ses abords

Superficie : 4 917 ha.

Il s'agit d'une vallée cernée par des versants boisés et des plaines agricoles, formant une unité géographique englobant une vallée sèche et ses paysages. Elle se développe aux confins de la Beauce et du Hurepoix. Elle est assez profonde, bordée par des coteaux très boisés et accueille de nombreux bourgs, hameaux, châteaux et fermes isolées qui structurent le site...

Le site est remarquable par la grande variété de ses paysages : plateaux agricoles, coteaux boisés, fond de vallée humide, vallée sèche, patrimoine architectural et urbain noble (églises, châteaux, parcs...) et vernaculaire (moulins, lavoirs, ponts, fermes...). Il présente une unité fortement ressentie localement et revendiquée. Quatre des communes du site sont intégrées au parc naturel régional du Gâtinais français.

Le site a globalement gardé une image agreste à proximité de l'agglomération dense. Les ensembles boisés, en grande partie privés, sont néanmoins peu gérés. Les fonds de la vallée ont vu peu à peu disparaître les activités liées aux cultures de milieux humides, tandis que les milieux naturels les plus intéressants ont été protégés au titre de la loi de juillet 1976. Les ensembles architecturaux et urbains historiques sont relativement bien conservés. On peut cependant regretter la tendance au développement d'opérations ponctuelles qui aboutissent petit à petit au mitage du paysage. Les zones agricoles évoluent peu et semblent constituer les ensembles paysagers les plus stables de la vallée.

Zoom sur le parc du château d'Echarcon

Superficie : 32 ha.

Dans la vallée de l'Essonne, entre le Moulin Galant et le Bouchet, l'Essonne et ses étangs créent un étonnant paysage lacustre. Le village d'Echarcon se situe au milieu de ce parcours, autrefois animé par les roues des moulins jalonnant le fleuve. Le château d'Echarcon et son parc se trouvent au centre de ce petit village agricole et font face, de l'autre côté de la rivière, à l'ancien parc du château de Villeroy. La limite sud du château effleure, sans l'atteindre, la rive gauche de l'Essonne.

Site inscrit :

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par l'inscription du site de la vallée de la Juine (arrêté du 25/10/1974).

Zoom sur la vallée de la Juine

Superficie : 4 664 ha.

Le site de la vallée de la Juine est remarquable par la grande variété de ses paysages : plateaux agricoles, coteaux boisés, fonds de vallée humide, vallée sèche alliée à la présence d'un patrimoine architectural noble : nombreux édifices, civils et religieux, classés ou vernaculaires : moulins, lavoirs, fermes... On y trouve aussi un patrimoine urbain de bourgs et villages caractéristique des franges du Hurepoix, de la Beauce et du Gâtinais.

Il présente une unité fortement ressentie localement et revendiquée. Il mérite bien le nom d'entité paysagère de la Juine.

Figure 51 : Localisation des sites inscrits et des sites classés

3.3.3.3.9. Agence des espaces verts de la région Ile-de-France

L'Agence des Espaces Verts de la région Ile-de-France a été créée en 1976 sous forme d'un établissement public régional à caractère administratif, par la loi qui instituait la région, afin de mettre en œuvre la politique régionale en matière de protection, de mise en valeur ou de restauration de milieux naturels, forêts, promenades, espaces agricoles périurbains...

Ses missions consiste à :

- protéger et acquérir, avec l'aide de la SAFER ou de l'AFTRP, de grands espaces naturels que la région veut préserver de l'urbanisation. L'Agence, à ce titre, agit comme conservatoire des espaces naturels d'intérêt régional (acquisition de grands massifs forestiers et de sites d'intérêt écologique majeur, surveillance foncière des espaces agricoles périurbains, acquisitions de friches ou de milieux dégradés à restaurer) ;
- aménager et gérer des forêts pour les ouvrir au public, en harmonie avec la Charte Régionale de la biodiversité et des milieux naturels ;
- contribuer à la réhabilitation de parcs et sites historiques ouverts au public ;
- préserver et mettre en valeur les milieux naturels ;
- aménager des coulées vertes et des promenades pour piétons, cavaliers ou cyclistes reliant les grands espaces naturels entre eux ou aux zones urbanisées ;
- promouvoir des études d'aménagement et de valorisation des milieux naturels : études diagnostiques paysagères, écologiques, suivis floristiques et faunistiques, inventaires géologiques et archéologiques, etc... ;
- participer à l'éducation, à l'environnement et à l'éco-citoyenneté : programme pédagogique « Forestiers juniors » à destination des enfants des écoles primaires, animations nature grand public ;
- aider, par des subventions, les collectivités territoriales à mener localement une politique d'acquisition et d'aménagement d'espaces ouverts : parcs périurbains, bois, terres agricoles, espaces verts de proximité, etc... ;
- financer la réalisation de chemins de randonnée par le Comité Régional de la Randonnée Pédestre. Elle participe, avec l'Etat et l'Europe, au boisement et reboisement de propriétés sylvicoles privées (Fond forestier d'Ile-de-France), contribue à l'aménagement des forêts domaniales, et soutient la création de jardins familiaux. Elle finance également l'acquisition de petits sites d'intérêt écologique par le conservatoire régional des espaces naturels (Pro Natura Ile-de-France).

Cette politique de gestion est calée sur le plan vert d'octobre 1995 et sur le schéma directeur de 1994 dont les objectifs sont le maintien des vallées ainsi que le maintien des continuités forestières et agricoles.

Les acquisitions foncières sont réalisées au sein de 68 Périmètres Régionaux d'Intervention Foncière (PRIF) créés par le Conseil régional d'Ile-de-France. En Essonne, la surface d'intervention de l'Agence des Espaces Verts (PRIF et conventions de gestion) représente 1 341 hectares au sein de 13 périmètres (données 2004).

Sur le territoire du SCoT, les PRIF créés sont :

Intitulé du PRIF	Date d'acquisition	Superficie totale	Commune du SCoT concernée
Forêt régionale de Saint-Vrain	1981	118 ha acquis	Saint-Vrain

Tableau 13 : PRIF du territoire de la CCVE

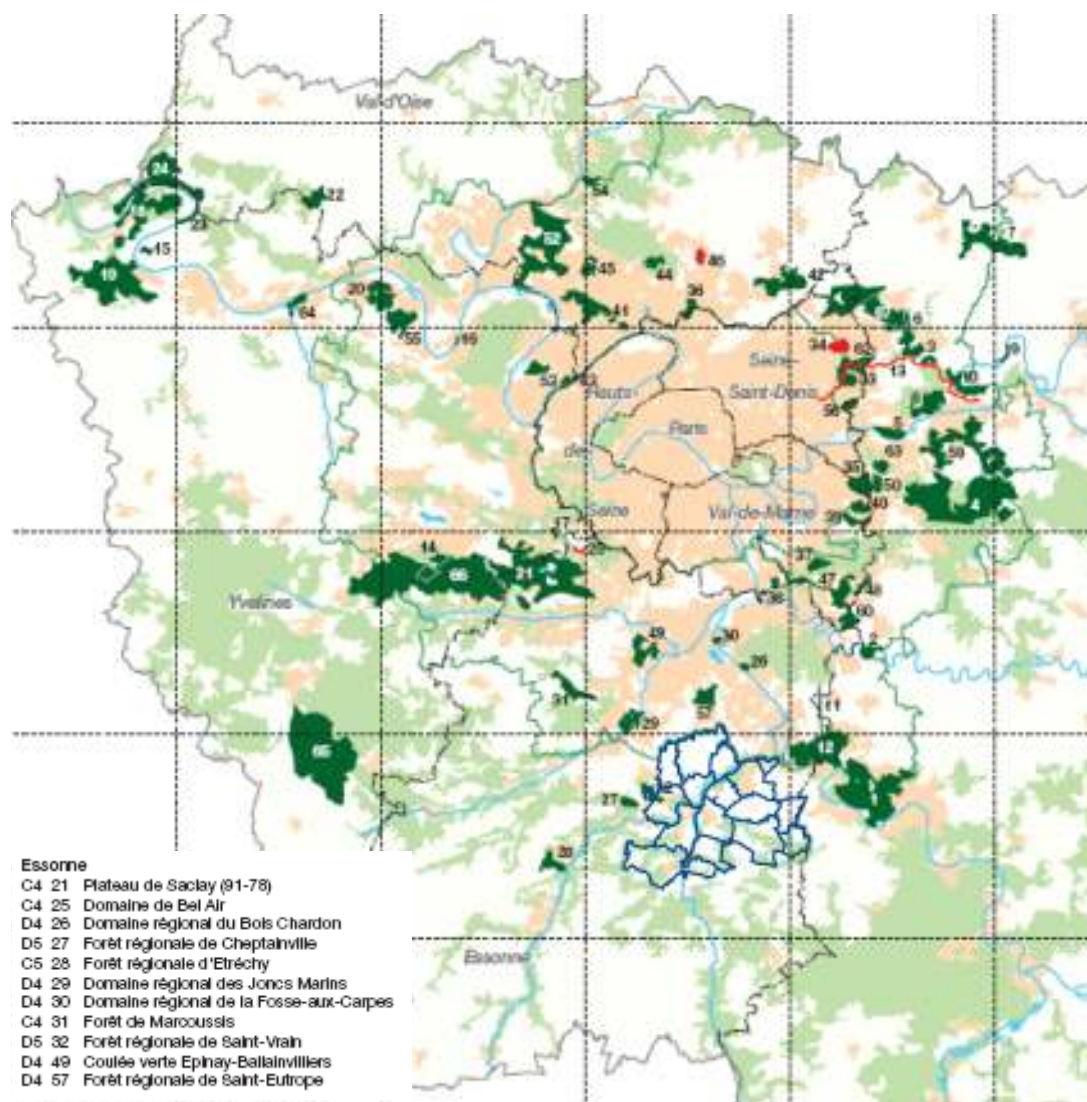


Figure 52 : Localisation des PRIF

3.3.3.3.10. Promouvoir le patrimoine environnemental

Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)

La carte suivante présente les itinéraires de randonnée actuellement empruntables sur le département de l'Essonne.

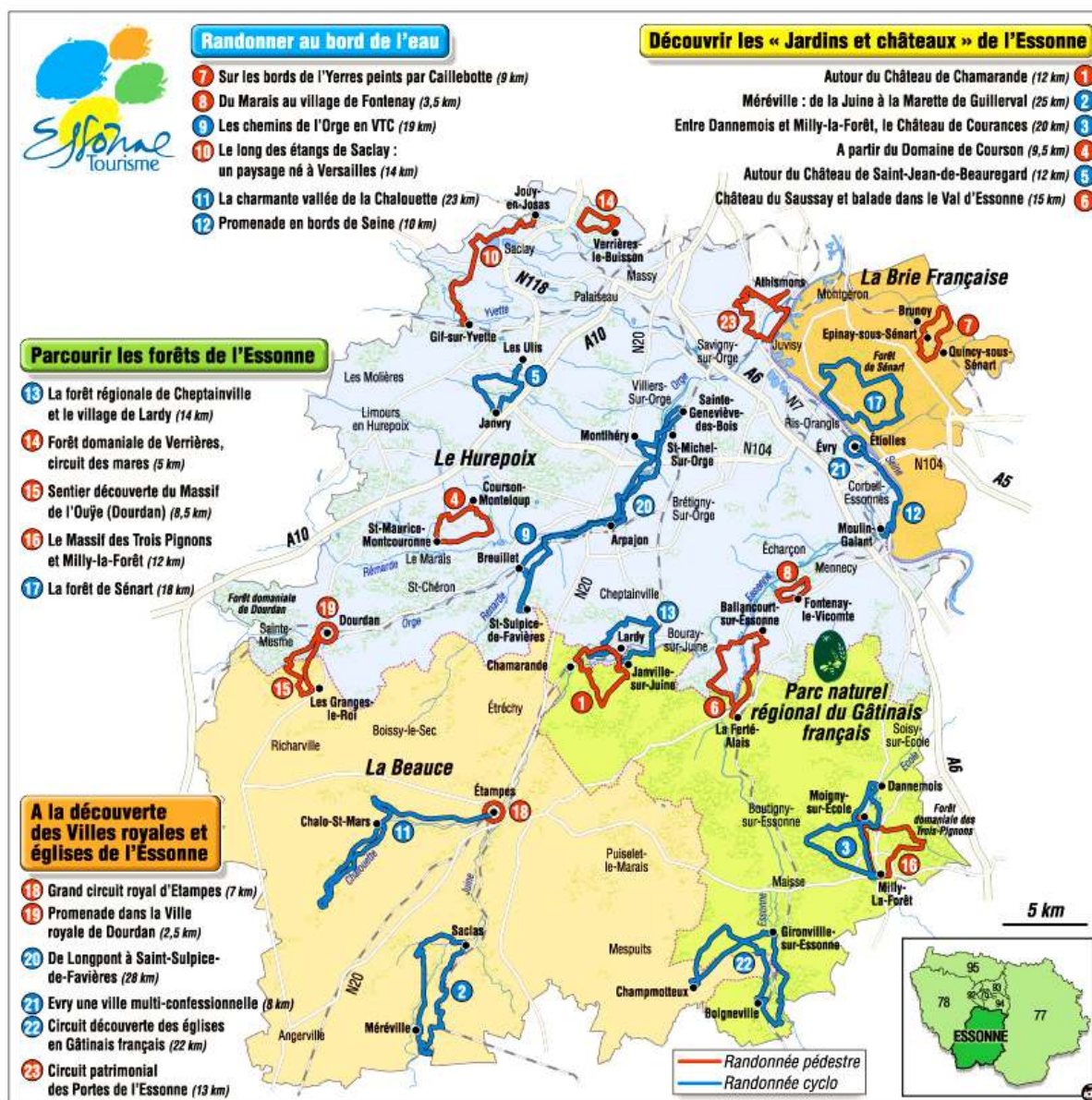


Figure 53 : Carte des randonnées de l'Essonne (Source : www.tourisme-essonne.com)

Seules les boucles n°6 « Château du Saussay et balade dans le Val d'Essonne » et n°8 « Du Marais au village de Fontenay » sont localisées au moins en partie sur le territoire de la CCVE.

Par ailleurs, pour encourager la pratique de la randonnée en Essonne, le département s'est doté d'un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Il s'agit d'un document regroupant l'ensemble des circuits de randonnée pédestre et équestre traversant le département, dont l'ouverture au public est garantie dans le temps, et formant un maillage continu. Les chemins se trouvent ainsi juridiquement protégés assurant la continuité des itinéraires : les communes souhaitant la suppression ou la modification de chemins ruraux existants doivent en proposer d'autres en substitution.

Dans le cadre de ce plan, il est à noter que le Conseil Général a prévu un projet sur l'emprise des aqueducs de la Vanne et du Loing ; cette promenade de type voie verte (piétons/cycles) empruntera l'emprise des aqueducs ou des chemins ruraux longeant les aqueducs entre l'hippodrome de Bondoufle et le domaine de Montauger à Mennecy ; elle permettra ainsi de compléter le maillage du réseau de circulations douces.

Le Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces

Dans l'objectif d'un meilleur partage de la voirie, un Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces a été élaboré par les Service études et grands travaux (Direction des déplacements du Conseil Général de l'Essonne). Il définit 35 itinéraires structurants «continus, confortables et lisibles» à aménager à l'horizon 2015 pour faciliter les déplacements des cyclistes et des piétons (cf. Figure 54). En cela, il rejoint les objectifs définis dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de l'Ile de France qui vise à rééquilibrer les modes de déplacement : réduction de 2 % des déplacements automobiles, augmentation des transports en commun, des déplacements piétons (+10 %) et cyclistes (x 2).

Sur ces itinéraires, la priorité sera donnée, dans la mesure du possible, aux aménagements en site propre réservés aux cyclistes (bandes cyclables au niveau de la chaussée ou pistes cyclables séparées de la chaussée) et aux sites propres réservés aux piétons en zone urbaine (trottoirs et voies piétonnes).

Ce Schéma est complété par un réseau de voies vertes, routes réservées à l'usage exclusif des piétons et des cyclistes, toutes encore à l'état de projets dans l'Essonne, au moins pour celles de plus de 10 km, à l'exception de celle du Val d'Orge.

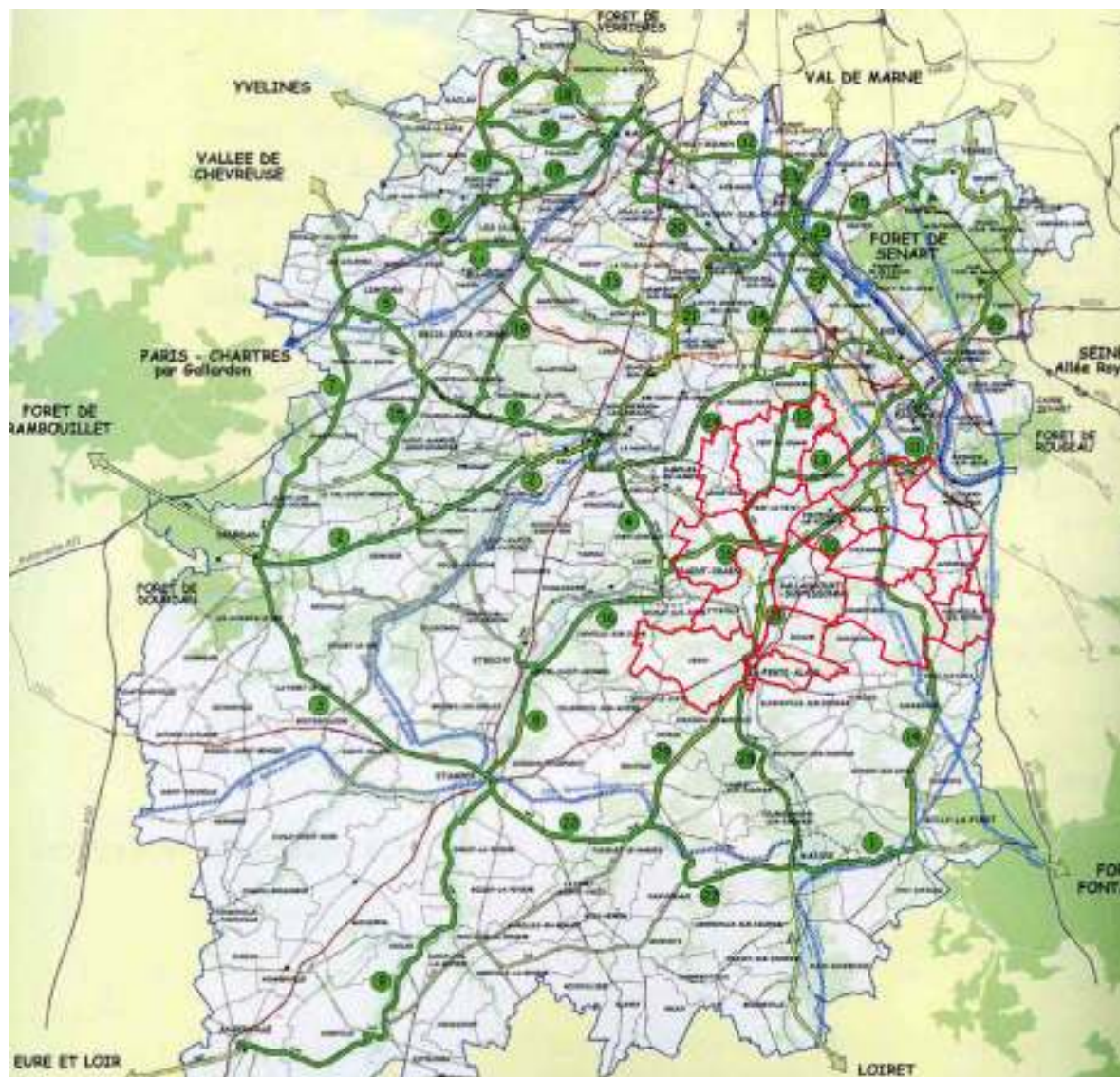


Figure 54 : Itinéraires sécurisés proposés dans le cadre du Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces (Source : Fédération pour les Circulations Douces en Essonne)

Le Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces préconise 6 itinéraires différents concernant directement le territoire de la CCVE, à savoir :

- l'itinéraire n°10 de Corbeil-Essonnes à Ballancourt-sur-Essonne via Mennecy,
- l'itinéraire n°11 de La Ferté-Alais à Ballancourt-sur-Essonne,
- l'itinéraire n°12 d'Evry à Ballancourt-sur-Essonne,
- l'itinéraire n°13 de Corbeil-Essonnes à Ballancourt-sur-Essonne via Echarcon,
- l'itinéraire n°14 de Mennecy à Milly-la-Forêt,
- l'itinéraire n°16 d'Etréchy à Ballancourt-sur-Essonne.

D'autre part, deux itinéraires ayant pour origine La Ferté-Alais en direction du sud du département, concernent partiellement le territoire : l'itinéraire n°28 vers Maisse et l'itinéraire n°29 vers Etampes.

3.4. LE PATRIMOINE CULTUREL

3.4.1. Monuments historiques

Douze des 17 communes de la CCVE sont concernées par la présence d'un ou plusieurs monument(s) historique(s) :

Commune	Monument historique	Protection
Ballancourt-sur-Essonne	Château du Grand Saussay	Inscription par arrêté du 19 janvier 1951
Baulne	Abri orné et polissoir (cadastre AH.173)	Inscription par arrêté du 26 décembre 1984
Cerny	Eglise	Inscription par arrêté du 10 février 1948
Champcueil	Eglise	Classement par arrêté du 20 juin 1986
Echarcon	Nymphée dans le parc du château	Classement par arrêté du 29 juillet 1976
La Ferté-Alais	Eglise Notre-Dame	Classement par arrêté du 1 ^{er} janvier 1862
Fontenay-le-Vicomte	Eglise	Inscription par arrêté du 17 février 1950
Itteville	Eglise Saint-Germain de Paris	Classement par arrêté du 17 janvier 1924
Leudeville	La Croix Boissée	Inscription par arrêté du 05 janvier 1950
Mennecy	Eglise	Classement par arrêté du 06 mars 1926
	Porte de Paris (ancienne)	Classement par arrêté du 10 février 1948
Ormoy	Eglise	Inscription par arrêté du 06 mars 1926
Saint-Vrain	Eglise	Inscription par arrêté du 27 mars 1926
	Obélisque	Inscription par arrêté du 18 février 1948

Tableau 14 : Monuments historiques sur le territoire de la CCVE (Source : IAURIF)

Il s'agit en premier lieu d'éléments du patrimoine religieux (8 églises inscrites ou classées), dans une moindre mesure de châteaux aristocratiques et de leurs parcs (Echarcon et Ballancourt-sur-Essonne), et de façon marginale, de sites préhistoriques (Baulne).

Chacun de ces monuments inscrit ou classé au titre des monuments historiques est doté d'un périmètre de protection de 500 m.

Par ailleurs, il est à noter la présence de monuments historiques sur les communes jouxtant le territoire de la CCVE et dont le périmètre de protection concerne le SCoT :

Commune	Monument historique	Protection	Commune de la CCVE concernée
Bouray-sur-Juine	Grotte ornée au lieu-dit la Vallée Gommier	Inscription par arrêté du 6 novembre 1979	Cerny
	Eglise	Inscription par arrêté du 17 février 1950	Saint-Vrain

Tableau 15 : Monuments historiques dont le périmètre de protection concerne le territoire de la CCVE (Source : IAURIF)

D'autre part, aucune Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) n'est présente sur le territoire de la CCVE.

Remarque :

On notera que certains monuments de la CCVE peuvent être classés au niveau du patrimoine départemental. Toutefois, leur recensement n'a pas pu être établi dans le cadre de l'état initial de l'environnement.

3.4.2. Richesses archéologiques

La réunion des données collectées par les Directions des Antiquités Préhistoriques et Historiques d'Ile-de-France a permis la réalisation d'une carte des potentialités archéologiques de l'Essonne dès 1984. Ce document provisoire puisque susceptible d'être modifié par adjonction de nouveaux sites reconnus ultérieurement fait d'ores et déjà état de la présence de nombreux sites archéologiques historiques et préhistoriques sur le territoire de la CCVE.

Les sites répertoriés à ce jour ne reflètent que très partiellement la réalité archéologique du territoire puisque la plupart l'ont été fortuitement, souvent au cours de travaux.

Remarque :

La carte jointe (Cf. Figure 55) ne couvre que partiellement le territoire de la CCVE et n'est donc fournie qu'à titre informatif.

Figure 55 : Extrait de la carte archéologique du département de l'Essonne (Source : Porter à connaissance)

3.5. UNE GESTION DES RISQUES ET DES NUISANCES NECESSAIRE

3.5.1. Risques naturels

3.5.1.1. *Crues et inondations*

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne a été prescrit par arrêté préfectoral le 22 juin 2001 ; il concerne le territoire de la CCVE à l'exception des communes d'Auvernaux, Champcueil, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches, Saint-Vrain et Vert-le-Grand (cf. Figure 56).

Cette procédure, en cours, permettra de recenser les zones à risques, les zones à préserver de l'urbanisation afin de conserver les possibilités d'expansion de la rivière en période de crue (les crues de mars 2001 ayant rappelé l'importance de ces problèmes d'inondation).

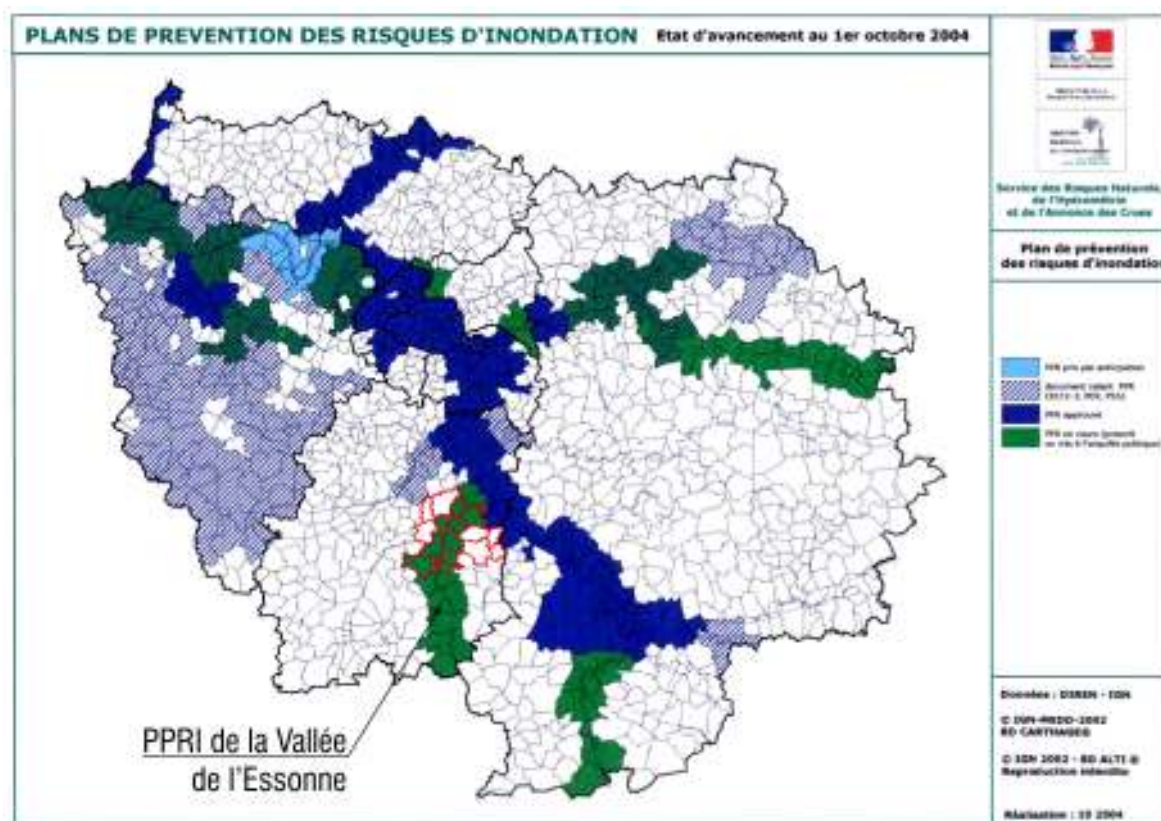


Figure 56 : PPRI d'Ile-de-France (Source : DIREN Ile-de-France)

Par ailleurs, la candidature du bassin versant de l'Essonne à un Plan d'Action pour la Prévention des Inondations (PAPI) a été retenue début 2004 (dans le cadre d'un appel à projet initié par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable).

Etabli sur trois ans, ce plan opérationnel permet d'engager principalement des travaux de ralentissement dynamique des crues notamment sur l'amont du bassin versant. Cette démarche, qui n'a pas de valeur réglementaire, est complémentaire au PPRI de la Vallée de l'Essonne.

PPRI de l'Essonne

Contexte

Le PPRI de l'Essonne s'inscrit dans le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) de l'Essonne. Une convention a été signée le 27/02/2005 entre l'Etat (préfet de région Ile-de-France), l'AESN¹¹, 3 syndicats de rivière dont le SIARCE (Syndicat de l'Essonne) et les conseils généraux (Essonne, Loiret, et Seine-et-Marne). Le PAPI portera, dans sa fiche actions n°10 sur l'élaboration d'un PPRI de l'Essonne à une échelle interdépartementale et interrégionale (45, 77, 91). La DDE 91 a été désignée en tant que pilote de la procédure. Le Comité de Pilotage et le Comité Technique du PAPI Essonne se sont réunis en 2005 et en 2006 (septembre 2006, dernier comité).

Le PPRI concerne le cours principal de l'Essonne (hors affluents) de la confluence de l'œuf et de la Rimarde dans le Loiret, jusqu'à son rejet dans la Seine dans l'Essonne après un parcours de 98 km. L'Essonne traverse 8 communes dans le Loiret, 3 communes en Seine-et-Marne et 25 communes dans l'Essonne.

La zone amont de l'Essonne est essentiellement rurale. Les zones menacées par les débordements de la rivière Essonne sont relativement bien localisées et concernent essentiellement Corbeil-Essonne, Ballancourt-sur-Essonne, Maisse et La Ferté-Alais.

Avancement actuel

Les 3 DDE collaborent avec le SIARCE sur la phase Etudes de l'aléa.

La DDE 91, pilote de cette phase, est secondée par une Assistance à Maîtrise d'ouvrage constituée des laboratoires du réseau Scientifique et Technique du Ministère de l'Equipeement.

Actuellement, le dossier de consultation des entreprises (règlement de consultation, cahier des charges, avis d'appel public à la concurrence) est lancé (choix du bureau d'études spécialisé).

¹¹ AESN : Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Difficultés

- Détermination des modalités de la prescription à l'échelle interdépartementale et interrégionale (45, 77, 91), et des modalités de concertation. Actuellement, le PPRI de l'Essonne est prescrit depuis le 22 juin 2001 sur le territoire de l'Essonne et le service instructeur est la DDAF.
- Articulation des études de l'Etat avec celle du SIARCE. Les conditions d'échanges des données entre les bureaux d'études ETAT et SIARCE sont en cours de négociation.
- Demande de crédits pour 2007 pour le financement des études.

Calendrier prévisionnel

PPRI Essonne : Constitution du DCE¹² début 2007, Etude des aléas 2007/2008 (sous réserve de disponibilité des crédits), Concertation fin 2008 et Approbation fin 2009.

On identifie trois types de risques inondation :

- inondation par débordement de rivières,
- inondation par remontées de nappe phréatique,
- inondation par ruissellement ou mise en charge de réseau pluvial.

L'ampleur de ces inondations est fonction de l'intensité et de la durée des précipitations, de la surface et la pente du bassin versant, de la couverture végétale et de la capacité d'absorption du sol, de la présence d'obstacles à la circulation des eaux.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, les communes de la CCVE concernées par le risque inondation sont les suivantes : Ballancourt-sur-Essonne, Cerny, Champcueil, Mennecy et Ormoy.

Par ailleurs, toutes les communes de la CCVE ont déjà fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle en raison d'inondations par une crue (débordement de cours d'eau) ou par ruissellement et coulée de boue. Les principaux événements recensés ces dernières années et ayant fait l'objet de ces arrêtés ont eu lieu en décembre 1982, avril 1983, août 1983, septembre 1991, juin 1993, juillet 1994, août 1996, juin 1999, décembre 1999 et juin 2005.

¹² DCE : Dossier de Consultation des Entreprises.

Atlas des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC)

Il s'agit d'un atlas des zones inondées (dernière édition novembre 2004) de la région Ile-de-France édité par la DIREN, dont l'objectif est d'apporter une information complémentaire aux populations dans le cadre de la démarche nationale d'information sur les risques naturels « ... les citoyens ont droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis [...]. Ce droit s'applique aux risques technologiques et aux risques naturels prévisibles » - loi du 22 juillet 1987.

Ce document n'a pas de valeur réglementaire, contrairement à la cartographie réalisée dans le cadre de la mise en place d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) qui, une fois approuvé, doit être annexé au document d'urbanisme (POS/PLU) des communes concernées.

Les limites de crues répertoriées ne correspondent pas forcément à des limites de zones inondables, mais à des limites de zones inondées par ces crues historiques. De plus, les plus hautes eaux connues (PHEC) ne sont pas nécessairement les crues maximales envisageables. Cet atlas correspond donc à un scénario déjà observé et toujours susceptible de se reproduire à l'identique, voire en plus grave.

L'atlas des PHEC est appelé à évoluer, soit par suite de nouveaux événements qui devront être pris en compte, soit parce que les recherches sur des événements passés auront fait apparaître de nouveaux éléments.

En ce qui concerne le territoire de la CCVE, les informations relatives aux PHEC recueillies auprès des services de la DIREN font apparaître que les communes de la CCVE inondées sont les suivantes : Baulne, Cerny, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, La Ferté-Alais, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Grand. Il s'agit précisément des plus hautes eaux connues sur l'Essonne et sur la Juine reportées sur la Figure page 123.

Figure 57 : Extrait de l'Atlas des Plus Hautes Eaux Connues d'Ile-de-France

3.5.1.2. *Mouvements de terrain*

Bien qu'aucune commune de la CCVE ne soit concernée par le risque de mouvement de terrain, le principal risque de mouvement de terrain dans le département de l'Essonne est lié à l'existence de carrières souterraines ou à la constitution du sol, aggravés par les intempéries (cf. Figure 58).

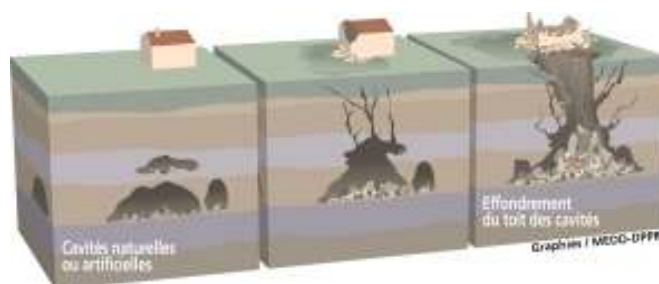


Figure 58 : Illustration des risques d'effondrement (Source : DDE Seine-et-Marne)

Il est ainsi à noter que la commune de Ballancourt-sur-Essonne, qui possède sur son territoire plusieurs carrières souterraines abandonnées, fait l'objet d'un périmètre délimitant des zones affectées ou susceptibles de l'être par des travaux souterrains (cf. Figure ci-après). Toutefois, ce périmètre n'a pas encore été érigé comme Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels relatifs aux zones de risques d'effondrement ou d'affaissement du sol liés à la présence d'anciennes carrières abandonnées. Cependant, dans l'attente de l'approbation de ce PPR, les projets de construction déposés sur cette commune dans ces secteurs pourront être soumis à l'observation de règles techniques spéciales ou être refusés (en application de l'article R.111.2 du Code de l'Urbanisme).

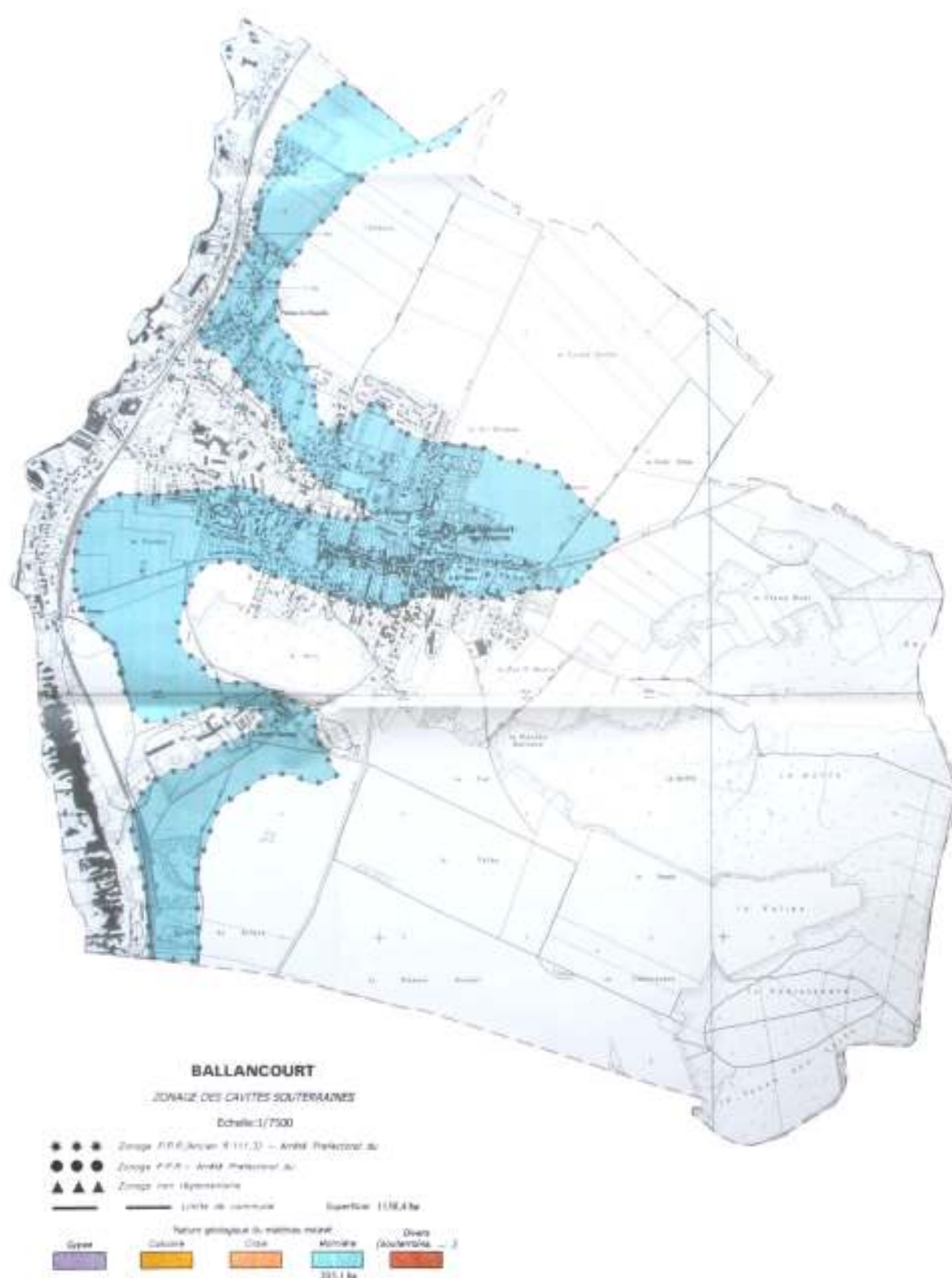


Figure 59 : Zones affectées ou susceptibles de l'être par des travaux souterrains sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne

3.5.1.3. *Retrait et gonflement des argiles (sécheresse)*

Le risque retrait et gonflement des argiles est généralement consécutif aux périodes de sécheresse qui provoque des dégâts importants sur les constructions.

En fonction des conditions météorologiques, les sols argileux superficiels peuvent varier de volume suite à une modification de leur teneur en eau : retrait en période de sécheresse, puis gonflement au retour des pluies (cf. Figure 60).

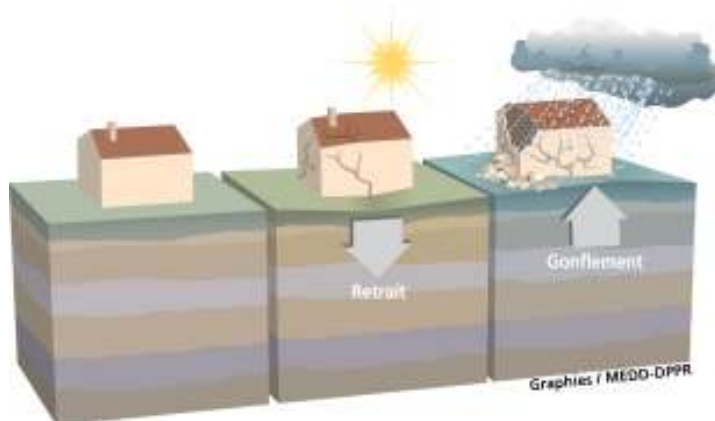


Figure 60 : Illustration du retrait-gonflement des argiles
(Source : DDE Seine-et-Marne)

L'importance de ces variations de volume dépend essentiellement :

- de l'intensité des agents climatiques (amplitude et durée) ;
- des conditions du sol (nature du sol, géométrie des couches, ...) ;
- des facteurs environnementaux (topographie, végétation, nappes d'eaux souterraines...).

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce risque concerne les communes de la CCVE suivantes : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecey, Ormoy et Vert-le-Petit.

Seule une étude géotechnique permet de déterminer avec certitude la présence d'argile sujette au phénomène de retrait-gonflement. Néanmoins, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable publie une carte des aléas des retraits et gonflements des sols argileux. L'extrait de cette carte (cf. Figure 61) permet de constater l'importance de ce risque naturel sur le territoire de la CCVE (forte part d'aléa moyen et présence d'aléa fort au niveau de la vallée de l'Essonne).

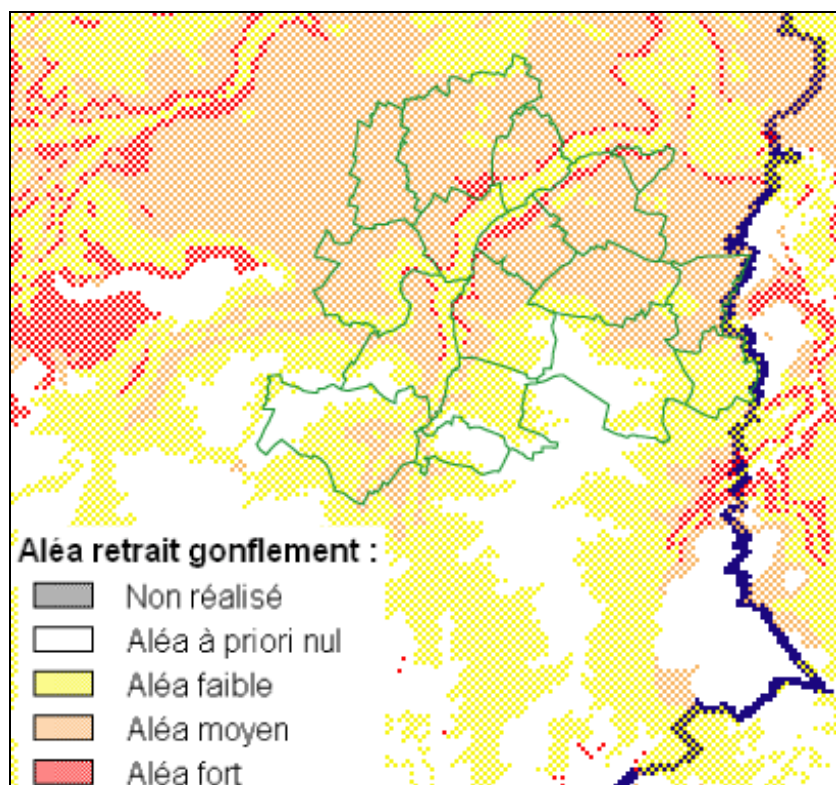


Figure 61 : Aléa retrait-gonflement des sols argileux (Source : BRGM)

Des règles constructives simples permettent de limiter considérablement les désordres comme indique le schéma suivant :

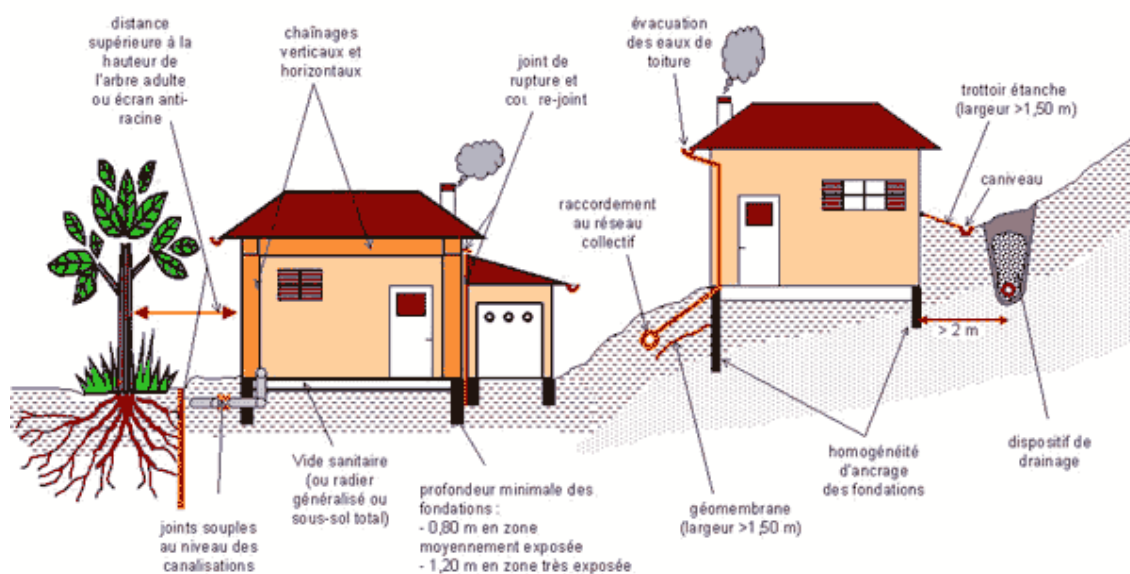


Figure 62 : Règles constructives limitant le risque de retrait gonflement des sols

3.5.1.4. Incendies de forêt

Aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque d'incendies de forêt. Néanmoins, une vigilance particulière peut être émise pour les communes du territoire où les espaces boisés sont de grande ampleur et représentent une part non négligeable du territoire communal. Le risque d'incendie n'est donc pas exclu même s'il n'est pas identifié comme tel au niveau du Dossier Départemental des Risques Majeurs.

3.5.1.5. Séisme

L'Etat a mis en place en France des règles de construction parasismique, dites règles PS 92, rendues obligatoires pour tout type de bâtiment neuf depuis 1998. Les règles sont applicables dans des zones définies par le zonage sismique de la France du décret n° 91-461 du 14 mai 1991. La réglementation parasismique actuelle concerne un peu plus de cinq mille communes françaises (c'est à dire 15% de l'ensemble). Le zonage sismique actuellement en vigueur en France est fondé sur des études techniques datant de 1984. Ce zonage est basé essentiellement sur la sismicité historique et utilise une approche de type statistique. Il est apparu nécessaire de le réactualiser car les connaissances scientifiques ont progressé et les normes européennes de construction parasismique « Eurocode 8 » s'appuient sur un zonage sismique de type probabiliste.

Une étude technique nationale¹³ a permis d'établir, à partir d'une approche probabiliste, une carte de 5 zones sismiquement homogènes en regard des mouvements du sol attendus. Cette étude servira de base au futur zonage sismique. Pour un même séisme, les sollicitations des bâtiments peuvent varier significativement selon la nature du sol (rocher, sol meuble...). Lors de l'élaboration des PPR sismiques, ce zonage sera précisé pour tenir compte des effets de site.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque sismique.

¹³ Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 21 novembre 2005. Plan séisme.

Selon la réglementation parasismique en vigueur, le territoire de la CCVE est situé dans une zone 0, de sismicité négligeable mais non nulle, où il n'y a pas de prescriptions parasismiques particulières : aucune secousse d'intensité supérieure à VIII n'y a été observée historiquement (cf. Figure 63).

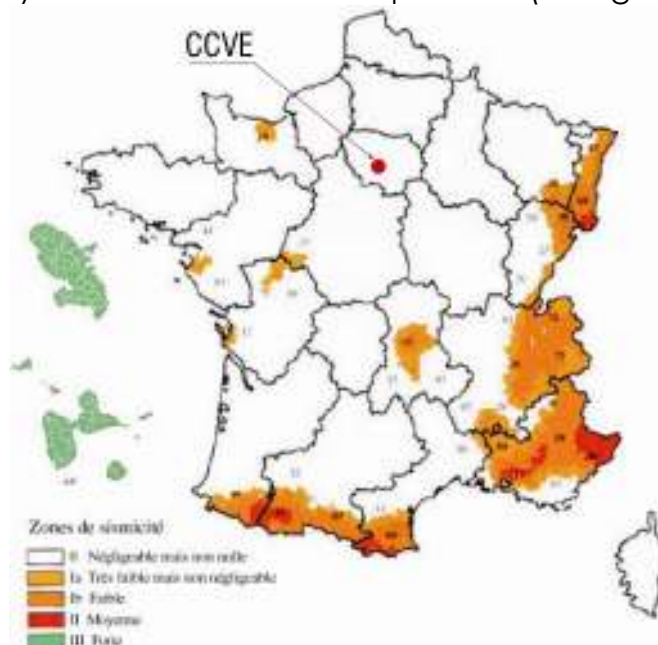


Figure 63 : Zones de sismicité de la France

En outre, considérant le nouveau porter à connaissance de l'Etat basé sur une approche probabiliste exposé au paragraphe précédent, les communes de la CCVE sont situées en zone d'aléa très faible (cf. Figure 64).

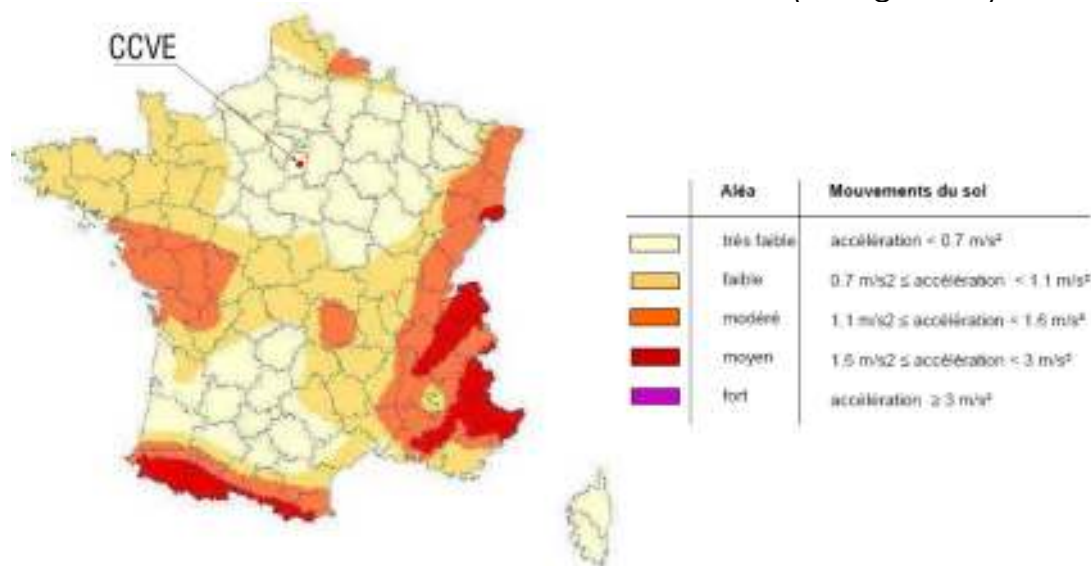


Figure 64 : Zones d'aléas sismiques de la France

3.5.2. Risques technologiques

3.5.2.1. *Transport de matières dangereuses*

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce risque affecte toutes les communes de la CCVE.

On notera que les produits les plus souvent transportés sont les hydrocarbures liquides, le gaz haute pression et d'autres produits chimiques.

3.5.2.2. *Risques industriels*

L'accident de SEVESO, survenu en Italie en 1976, a donné son nom à une Directive européenne relative aux risques d'accidents industriels. Celle-ci impose des exigences en matière de sécurité et met l'accent, entre autres, sur les mesures de prévention, les programmes d'inspection des entreprises et l'urbanisation autour des usines à haut risque.

La directive européenne Seveso 2 de 1996 remplace, depuis le 3 février 1999, la directive européenne Seveso 1 de 1982. Cette directive, reprise en France au travers de l'arrêté du 10 mai 2000, concerne certaines installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) utilisant des substances ou des préparations dangereuses.

Contrairement à la réglementation ICPE, la réglementation européenne ne concerne que les risques industriels majeurs ; elle ne traite pas la question des nuisances.

Cette réglementation européenne introduit deux seuils de classement : « Seveso seuil bas » et « Seveso seuil haut ». Dans le langage courant, lorsque l'on dit d'un site qu'il est classé Seveso, cela signifie qu'il est « Seveso seuil haut ». Pour la détermination du classement Seveso, des seuils, complémentaires de la réglementation ICPE, sont définis. Un établissement ne peut être classé Seveso que si au moins une de ces installations est soumise à autorisation au sens de la loi sur les ICPE.

Deux sites SEVESO seuil haut sont recensés sur le territoire de la commune de Vert-le-Petit. Ces sites sont présentés dans le Tableau suivant :

Etablissement	Activité	Types de risques
ISOCHEM Vert-le-Petit	Pharmacie	Incendie - Toxique
Société des Matériaux Energétiques (SME)	Stockage d'explosifs	Explosion - Incendie - Toxique

Tableau 16 : Etablissements SEVESO sur le territoire de la CCVE (Source : DRIRE)

L'installation de la SME est inscrite dans un polygone d'isolement dont les limites ont été fixées par décret ministériel du 11 septembre 1931 (cf. Figure ci-dessous). Un polygone d'isolement est une servitude imposée par l'État autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices et explosifs (loi du 8 août 1929 reprise dans le code de la défense partie 5, livre 1er, titre 1er). Cette loi s'applique à l'installation de la SME même si celle-ci ne dépend plus du ministère de la Défense mais du groupe société nationale des poudres et explosifs (SNPE). Le polygone d'isolement est une zone extérieure à l'établissement où les constructions sont soumises à autorisation du ministère de la Défense pour des raisons de sécurité pyrotechnique.

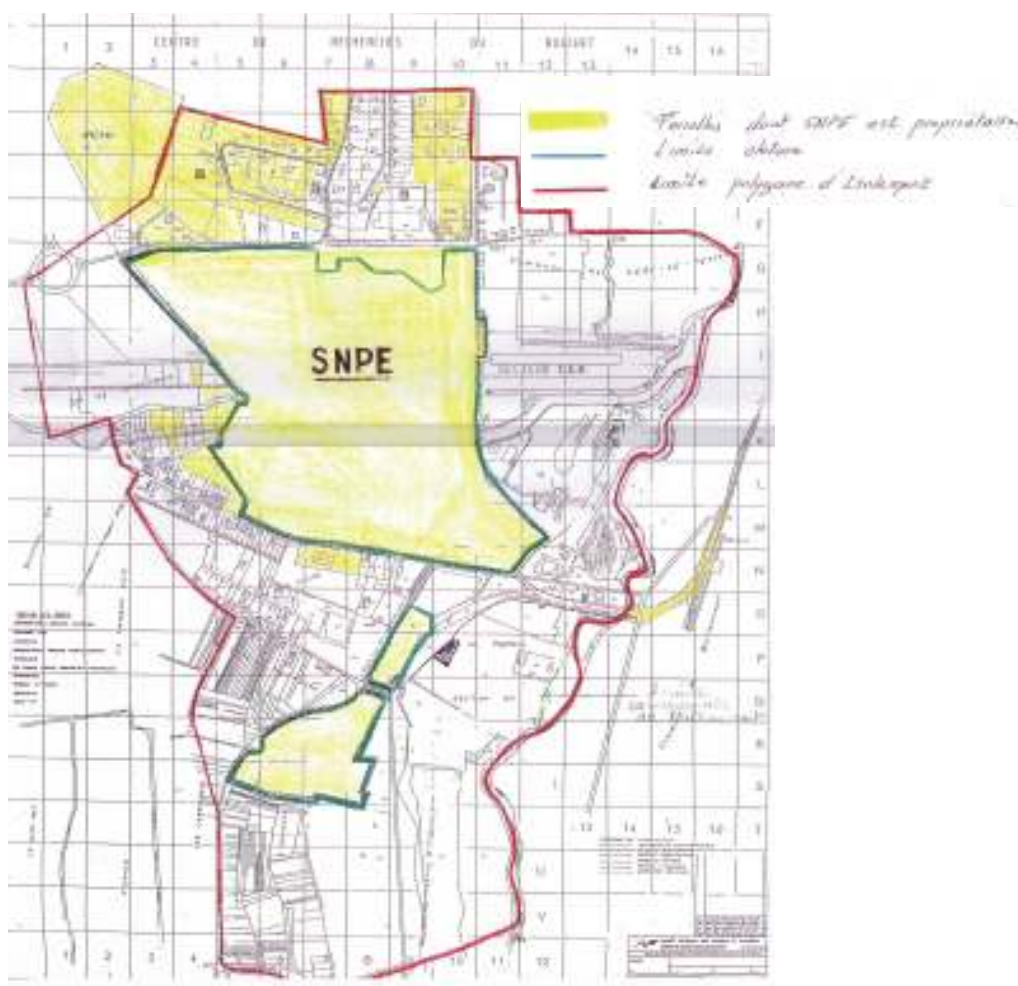


Figure 65 : Polygone d'isolement de la SME à Vert-le-Petit (annexe au décret du 11 septembre 1931)

Quant à ISOCHEM, il serait opportun de veiller à limiter toute urbanisation à usage d'habitation individuelle ou collective à proximité compte tenu de ses activités de recherche et de production qui sont susceptibles de générer des nuisances.

Un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) est en cours d'élaboration au niveau de ces sites SEVESO.

L'objectif de ce plan est de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces sites. Ce plan aura pour effet de limiter l'exposition de la population aux conséquences des accidents.

Il délimitera, autour des installations classées à haut risque, des zones à l'intérieur desquelles des prescriptions peuvent être imposées aux constructions existantes et futures et celles à l'intérieur desquelles les constructions futures peuvent être réglementées.

Si les mesures de réduction du risque à la source et de maîtrise des risques s'avèrent insuffisantes au regard de la vulnérabilité des populations environnantes, le règlement du PPRT pourra définir des secteurs dans lesquels il sera possible de déclarer d'utilité publique l'expropriation des habitations et d'autres secteurs où la commune pourra instaurer un droit de délaissement. Ces mesures d'urbanisme ne seront retenues que s'il n'existe pas de mesures plus simples à mettre en œuvre sur le bâti et pouvant être prescrites pour réduire la vulnérabilité des populations. Un droit de préemption pourra être instauré sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques.

En ce qui concerne les 2 entreprises SEVESO de la commune de Vert-le-Petit, un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) a été créé par arrêté préfectoral (arrêté n°2006/PREF/DCSID_PC/0125 du 13 avril 2006). Le CLIC est associé à toute la procédure d'élaboration du PPRT :

- il est réuni par le Préfet qui l'informe du lancement de la procédure du PPRT ;
- il se réunit régulièrement suivant les modalités fixées par arrêté préfectoral ;
- il s'organise pour nommer un représentant à travers lequel il est une « personne associée » à l'élaboration du PPRT ;
- il organise la façon dont ce représentant assure son rôle pour lui permettre de suivre les étapes du PPRT ;
- enfin, il émet un avis sur le projet de PPRT.

3.5.3. Récapitulatif des risques naturels et technologiques identifiés

	inondation	retrait gonflement d'argile	risques liés au transport routier	risques liés au transport ferroviaire	risques liés au transport d'hydrocarbures liquides par canalisation	risques liés au transport de gaz haute pression par canalisation	SEVESO seuil haut
Auvernaux		X	X				
Ballancourt-sur-Essonne	X	X	X	X	X	X	
Baulne			X	X		X	
Cerny	X				X	X	
Champcueil	X				X		
Chevannes					X		
Echarcon		X	X				
Ferté-Alais (La)			X	X	X		
Fontenay-le-Vicomte			X	X	X		
Itteville			X		X		
Leudeville			X			X	
Mennecey	X	X	X	X	X	X	
Nainville-les-Roches					X		
Ormoy	X	X	X	X		X	
Saint-Vrain			X			X	
Vert-le-Grand			X		X	X	
Vert-le-Petit		X	X		X	X	X

Figure 66 : Récapitulatif des risques naturels et technologiques sur le territoire de la CCVE

3.5.4. Nuisances

3.5.4.1. Nuisances sonores

Les nuisances sonores sur le territoire de la CCVE sont issues du trafic routier et ferroviaire ainsi qu'au trafic aérien.

Conformément à la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, les dispositions suivantes sont applicables sur le territoire du Val d'Essonne :

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2003-108 du 20 mai 2003 relatif au classement sonore du réseau ferroviaire dans différentes communes du département de l'Essonne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant, s'appliquent à l'infrastructure suivante :

Infrastructure	Localisation	Classement
RER D4	Totalité de la traversée du territoire de la Communauté de Communes	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert

Tableau 17 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2003-108

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2003-109 du 20 mai 2003 relatif au classement sonore du réseau routier national dans différentes communes du département de l'Essonne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant, s'appliquent aux voies suivantes :

Infrastructure	Localisation	Classement
Autoroute A6	Totalité	Catégorie 1 (secteur affecté par le bruit = 300 m), tissu ouvert
RN 191	Entre la limite communale Ormoy/Le Coudray-Montceaux et la RD 87 à Baulne (PR 17,6)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RN 191	Entre la RD 87 à Baulne (PR 17,6) et l'agglomération de Cerny (Hameau Tanqueux au PR 21,0)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert

Tableau 18 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2003-109

- Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2005-DDE-SEPT-085 du 28 février 2005 relatif au classement sonore du réseau routier départemental dans différentes communes du département de l'Essonne et aux modalités d'isolement acoustique des constructions en découlant, s'appliquent aux voies suivantes :

Infrastructure	Localisation	Classement
RD 8	Totalité (entre la limite communale Marolles-en-Hurepoix/Saint-Vrain et l'intersection avec la RD 449 à Itteville)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 17	Entre la RD 8 à Saint-Vrain (PR 18+485) et la sortie d'agglomération de Ballancourt-sur-Essonne (PR 21+572)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 17	Entre la sortie d'agglomération de Ballancourt-sur-Essonne (PR 21+572) et la limite communale Ballancourt-sur-Essonne/Fontenay-le-Vicomte (PR 22+550)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 17	Entre la limite communale Ballancourt-sur-Essonne/Fontenay-le-Vicomte (PR 22+550) et la RN 191 à Fontenay-le-Vicomte (PR 22+1350)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 26	Entre la RD 31 (PR 14+110) et la limitation à 70 km/h à Echarcon (PR 18+000)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 26	Entre la limitation à 70 km/h à Echarcon (PR 18+000) et la limite communale Echarcon/Lisses (PR 20+000)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 31	Entre la RD 449 à Itteville (PR 0+000) et la limitation de vitesse à 70 km/h (PR 1+300)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 31	Entre le début de la limitation de vitesse à 70 km/h (PR 1+300) et la fin de la limitation (PR 1+700)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 31	Entre la fin de la limitation (PR 1+700) et la limitation à 50 km/h (PR 2+700)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 31	Entre la limitation à 50 km/h (PR 2+700) et la RD 74 (PR 2+829)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 31	Entre la RD 17 à Saint-Vrain (PR 10+000) et la RD 312 à Bondoufle	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 74	Entre la RN 191 à Ballancourt-sur-Essonne (PR 3+363) et la RD 153 à Chevannes (PR 6+775)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 117	Entre la limite communale Marolles-en-Hurepoix/Leudeville (PR 26+800) et la RD 26 à Leudeville (PR 28+760)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 137	Entre la limite communale Corbeil-Essonnes/Ormoy (PR 4+115) et le PR 4+340 à Ormoy (limite de la domanialité de la RD 137)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 137	Entre l'entrée dans l'agglomération de Mennecy (PR 6+600) et la RD 153 à Mennecy (PR 7+487)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 153	Entre la limite communale Mondeville/Champcueil (PR 16+615) et la sortie d'agglomération de Chevannes (PR 20+770)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert

Suite du Tableau page suivante

RD 153	Entre la sortie d'agglomération de Chevannes (PR 20+770) et l'entrée dans l'agglomération de Mennecy (PR 22+550)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 153	Entre l'entrée dans l'agglomération de Mennecy (PR 22+550) et la limite communale Mennecy/Lisses (PR 26+000)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 153	Entre la RN 191 à Mennecy (PR 0+000) et la RD 153 à Mennecy (PR 1+908)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 174	Entre la RD 174 à Ballancourt-sur-Essonne (PR 0+000) et la RD 17 (PR 1+893)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 449	Entre la limite communale Bouray-sur-Juine/Itteville (PR 10+346) et la sortie d'agglomération d'Itteville (PR 12+860)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 449	Entre la sortie d'agglomération d'Itteville (PR 12+860) et la RD 31 (PR 13+965)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 449	Entre la RD 31 à Itteville (PR 13+965) et la RN 191 à Cerny (PR 15+000)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 449	Entre la RN 191 à Cerny (PR 15+000) et la RD 145 (PR 16+200)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 831	Entre la RN 191 à Baulne (PR 0+000) et la RD 83 à la Ferté-Alais (PR 0+1065)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 948	Entre la limite communale Le Coudray-Montceaux/Auvernaux (PR 2+900) et l'entrée d'agglomération d'Auvernaux (PR 4+700)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 948	Entre l'entrée d'agglomération d'Auvernaux (PR 4+700) et la sortie d'agglomération (PR 4+970)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 948	Entre la sortie d'agglomération (PR 4+970) et la RD 141 à Auvernaux (PR 5+410)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 948	Entre la limite communale Nainville-les-Roches/Champcueil (RD 75 au PR 7+678) et la limite communale Champcueil/Soisy-sur-Ecole (PR 8+528)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
Rocade Centre Essonne	Entre la limite communale Bondoufle/Vert-le-Grand et la RD 26 à Echarcon	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
Déviations d'Itteville	Entre la RD 17 à Saint-Vrain et la RD 74 Itteville	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 19	Entre la limite communale Saint-Yon/Boissy-sous-Yon (PR 4+680) et la limite communale Boissy-sous-Yon/Avrainville (PR 6+475)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 26	Entre la fin de la limitation de vitesse à 70 km/h à Lisses (PR 20+100) et la RD 260 (PR 22+444)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 31	Entre la limite communale Vert-le-Grand/Bondoufle (PR 16+0) et la RN 104 (PR 19+344)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 117	Entre la RD 8 à Marolles-en-Hurepoix (PR 25+809) et la limite communale Marolles-en-Hurepoix/Leudeville (PR 26+800)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 192	Entre la limite communale Egly/Breuillet (PR 4+511) et la limite communale Breuillet/Saint-Yon (PR 4+610)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 449	Entre la limite communale Cheptainville/Lardy (PR 6+769) et l'entrée d'agglomération de Lardy (PR 7+1270)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert

Suite du Tableau page suivante

RD 449	Entre l'entrée d'agglomération de Lardy (PR 7+1270) et la limite communale Lardy/Bouray-sur-Juine (PR 8+417)	Catégorie 4 (secteur affecté par le bruit = 30 m), tissu ouvert
RD 948	Entre la limitation de vitesse à 70 km/h à Le Coudray-Montceaux (PR 1+200) et la limite communale Le Coudray-Montceaux/Auvernaux (PR 2+900)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert
RD 948	Entre la limite communale Champcueil/Soisy-sur-Ecole (PR 8+528) et la RD 83 (PR 10+620)	Catégorie 3 (secteur affecté par le bruit = 100 m), tissu ouvert

Tableau 19 : Infrastructures de transport relevant de l'arrêté préfectoral n°2005-085

L'observatoire départemental du bruit des transports terrestres

L'observatoire départemental du bruit des transports terrestres constitue le fondement du volet curatif de la politique nationale de lutte contre le bruit des transports terrestres.

Il consiste, sur la base des informations du classement, à recenser l'ensemble des bâtiments du département faisant l'objet de niveaux de bruit excessifs à proximité des infrastructures de transport terrestres et à permettre sur la base d'éléments tangibles et à l'échelle du département de définir une politique cohérente de résorption des situations critiques.

Le Préfet de département est responsable de la collecte des données sur l'ensemble des réseaux puis de leur synthèse. A ce jour, seul le réseau routier national (RN et Autoroutes) a été recensé. Le Conseil Général et Réseau ferré de France transmettront dès réalisation leurs données respectivement sur le réseau routier départemental et sur le réseau ferroviaire à la DDE de l'Essonne qui les compilera pour les intégrer à l'observatoire.

Il est à noter que la DDE de l'Essonne a recensé les données également sur le réseau routier qui a été récemment transféré au Conseil Général de l'Essonne (RN20, RN7...).

Suite à ces travaux de recensement, des ZBC et des PNB sont identifiés. Une ZBC est une Zone de Bruit Critique. C'est un continuum bâti contenant des bâtiments sensibles situés à proximité d'une infrastructure de transport terrestre. On entend par « bâtiment sensible » les bâtiments d'habitation, les établissements de soins, de santé, d'enseignement et d'action sociale. Il s'agit concrètement d'une « zone à risque » où l'on doit rechercher des « points noirs bruit ».

Un PNB est Point Noir Bruit. Un point noir bruit est un bâtiment sensible, localisé dans une ZBC, dont les niveaux sonores en façade dépassent ou risquent de dépasser à terme l'une au moins des valeurs limites suivantes : 70 dB(A) en période diurne (6h - 22h) et/ou 65 dB(A) en période nocturne (22h - 6h).

Ce n'est cependant pas le seul critère. Un point noir bruit doit vérifier le critère d'antériorité, c'est-à-dire être dans une des situations suivantes :

- avoir reçu son autorisation de construire avant le 6 octobre 1978,
- avoir subi une modification significative (susceptible d'engendrer une hausse du niveau de bruit de plus de 3 dB(A)) de l'infrastructure située à proximité, entre la date de l'autorisation de construire et aujourd'hui.

La date du 6 octobre 1978 correspond aux premières lois relatives à la prévention contre le bruit des infrastructures de transport terrestres.

Concrètement, l'observatoire est une base de données géoréférencées qui contient :

- les infrastructures de transport,
- les protections,
- les ZBC,
- les bâtiments et toutes les informations les concernant,
- les bâtiments PNB.

Lorsque les ZBC et tous les PNB ont été recensés, il est possible pour chaque ZBC de déterminer des plans d'actions. Un plan d'action est une opération de traitement global du bruit sur toute la zone.

Les mesures qui peuvent être prises en compte sont variées : réduction de vitesse, isolation de façades, murs anti-bruit, changement de revêtement routier...

La prise en compte de ces plans d'actions dans la base de données permet aux collectivités territoriales et à l'Etat de disposer d'une stratégie de résorption des situations de bruit dans le département, de programmer des actions de résorption, de prioriser les secteurs les plus délicats et de hiérarchiser les enjeux.

Dans le département de l'Essonne, tous les points noir bruit ont été recensés. Dans les ZBC contenant des PNB, des plans d'action ont été proposés.

Remarque : les plans d'action sont donnés à titre indicatif. Leur mention dans l'observatoire ne constitue pas un engagement à réaliser et l'étude plus fine de secteurs de bruit peut conduire à privilégier des solutions hybrides.

RFF (Réseau Ferré de France) et le Conseil Général de l'Essonne travaillent à la constitution de leurs bases de données respectives.

Ce travail a permis de recenser les PNB et de les porter à la connaissance du public. Ainsi chaque riverain d'une infrastructure du réseau routier national est en mesure de déterminer si son habitation est potentiellement soumise à des niveaux de bruit excessifs.

La DDE de l'Essonne a préparé des synthèses des plans d'actions proposés. Dans les deux mois à venir, elle rencontrera les gestionnaires de réseaux (DIRIF et CG91) pour affiner les plans d'action au cas par cas. Ce travail sera ensuite remonté à un niveau régional où les actions de résorption seront programmées en fonction de l'urgence, de la quantité de personnes surexposées, de la possibilité de traiter rapidement...

Dès 2008, la politique de résorption devrait commencer au niveau régional.

Cet observatoire recense ainsi sur le territoire de la CCVE 8 ZBC et 2 PNB. Cela concerne les communes d'Auvernaux, Baulne, Fontenay-le-Vicomte, Mennecy et Ormoy (Cf. Figure 67).

On se reportera à l'Annexe 4 pour prendre connaissance plus précisément des ZBC et PNB identifiés sur le territoire de la CCVE.

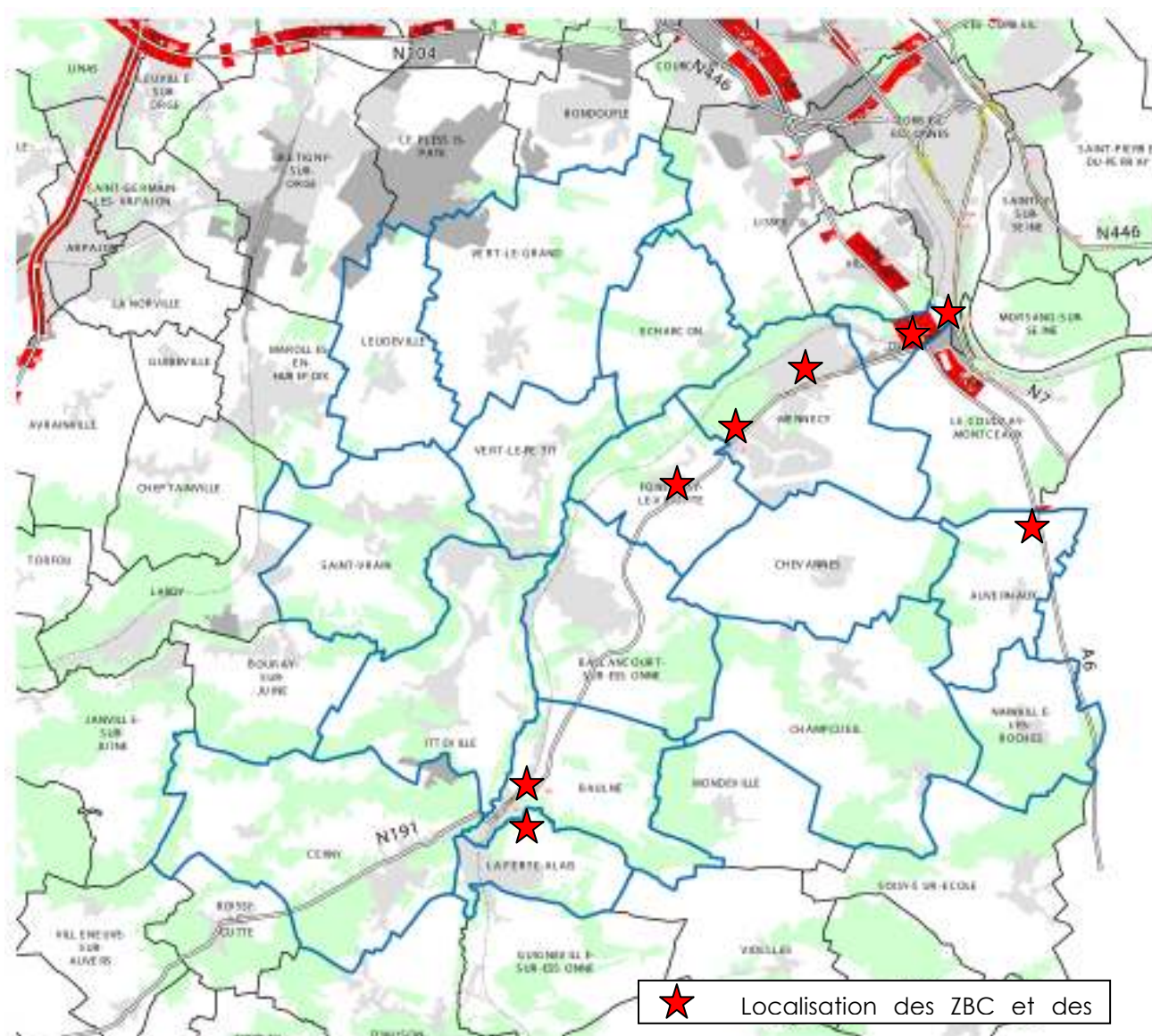
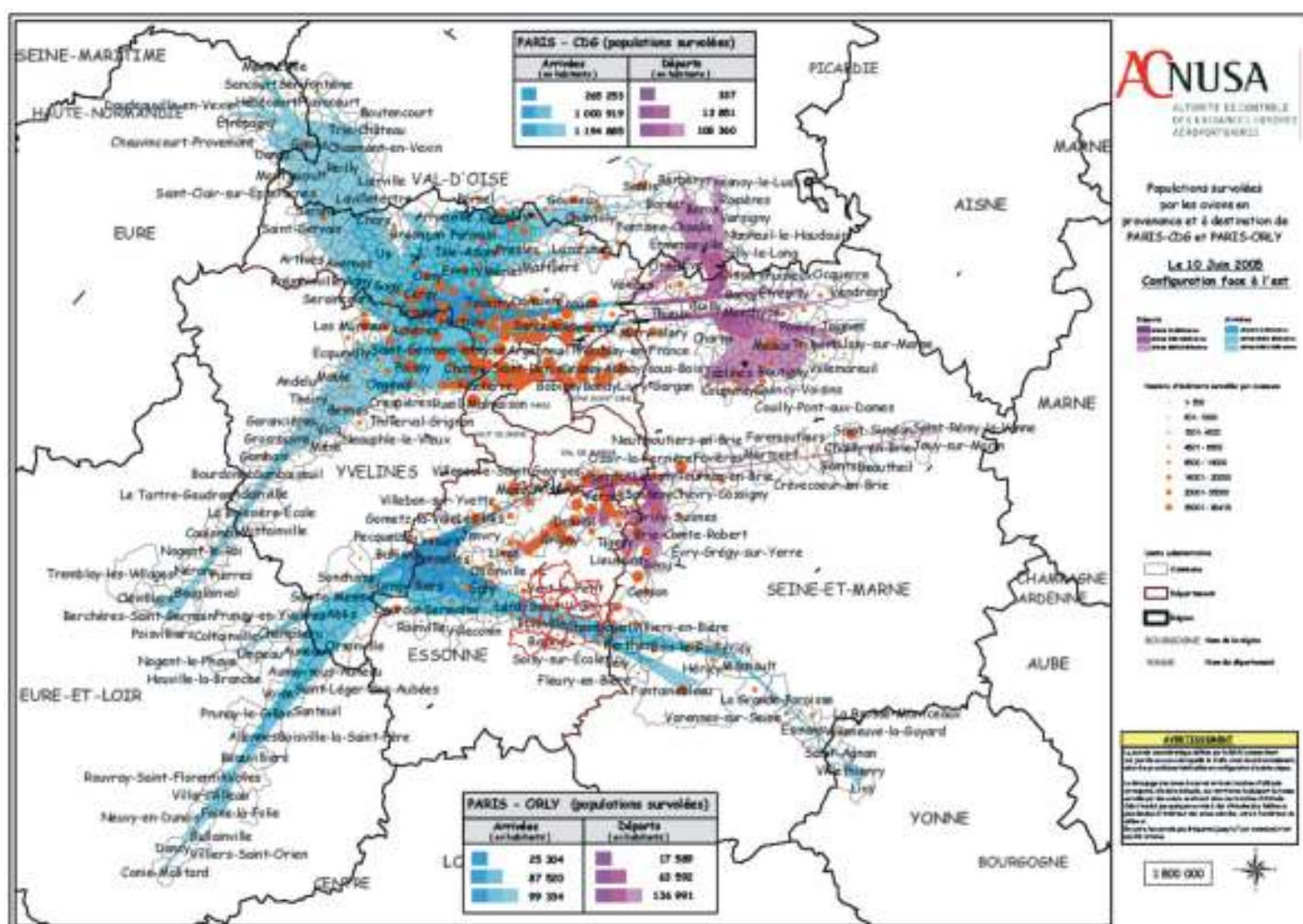


Figure 67 : Localisation des ZBC et des PNB sur le territoire de la CCVE (Source : Observatoire départemental du bruit des transports terrestres)

- Les nuisances sonores aériennes

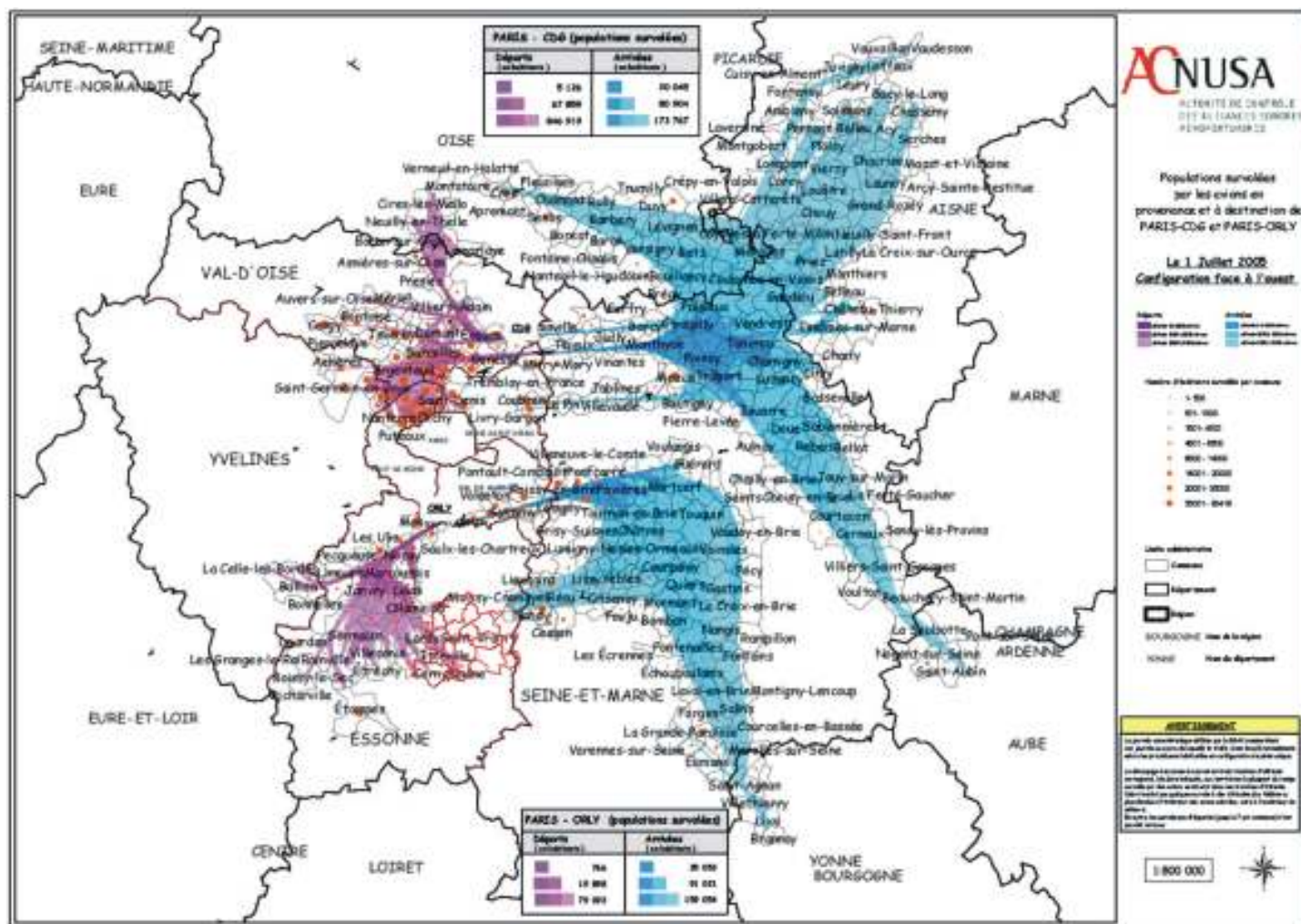
Le territoire de la CCVE est situé dans les couloirs aériens des aéroports de Roissy (Paris Charles-de-Gaulle) et d'Orly (Paris Orly).

De fait, les populations concernées sont soumises à des nuisances sonores induites par le survol des avions en provenance et à destination de ces deux aéroports. On se reportera aux deux Figures suivantes qui montrent les différentes communes et populations concernées par le survol des avions en provenance ou à destination des aéroports de Roissy et Orly selon la configuration « face à l'est » ou « face à l'ouest ».



Source : ACNUSA (Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires).

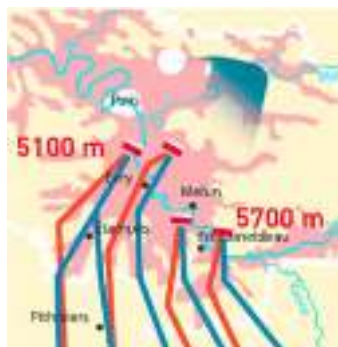
Figure 68 : Populations survolées par les avions en provenance et à destination de Paris Charles-de-Gaulle et Paris Orly – Configuration face à l'est



Source : ACNUSA (Autorité de Contrôle des Nuisances Sonores Aéroportuaires).

Figure 69 : Populations survolées par les avions en provenance et à destination de Paris Charles-de-Gaulle et Paris Orly – Configuration face à l'ouest

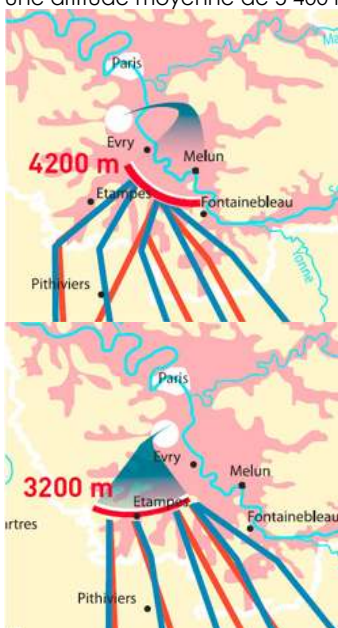
La Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) a étudié une amélioration du dispositif de circulation aérienne sur les plans de la sécurité, de l'environnement et de la régularité des vols. Le projet (Cf. Figure 70) vise à supprimer le dernier point de congestion dans le grand bassin parisien. Il porte sur la connexion des vols de transit avec les vols au départ d'Orly et de Roissy vers le sud.



Les départs de Paris Charles-de-Gaulle face à l'est : la modification des procédures actuelles publiées intervient à une altitude moyenne de 5 400 m.



Les départs de Paris Charles-de-Gaulle face à l'ouest : la modification des procédures actuelles publiées intervient à une altitude moyenne de 4 800 m.



Les départs de Paris-Orly face à l'est : la modification des procédures actuelles publiées intervient à une altitude moyenne de 4 200 m.

Les départs de Paris-Orly face à l'ouest : la modification des procédures actuelles publiées intervient à une altitude moyenne de 3 200 m.



Figure 70 : Couloirs aériens des avions au départ des aéroports de Roissy et d'Orly

Dans les configurations actuelle et projetée, le passage des avions demeure au dessus du territoire de la CCVE, occasionnant les mêmes nuisances sonores (malgré des plafonds, c'est-à-dire des hauteurs, de survol relativement élevés).

3.5.4.2. *Pollutions*

Le registre français des émissions polluantes a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 07 mars 2003).

Pour de nombreuses raisons, un tel registre ne peut être exhaustif. Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux. En cas d'anomalie, les exploitants ont la possibilité d'en informer le service d'inspection des installations classées dont ils dépendent et d'effectuer une demande de modification des données publiées.

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO₂ créé pour la mise en œuvre de la directive du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

D'après ce registre, deux communes du territoire de la CCVE sont concernées par des entreprises réalisant des déclarations d'émissions polluantes. Il s'agit de la commune de Vert-le-Grand avec le Centre d'Incinération et de Traitement des Déchets (déchets et traitements) et l'entreprise Total E&P France (pétrole et gaz) ainsi que la commune de Vert-le-Petit avec l'entreprise ISOCEM établissement du Bouchet (chimie et parachimie).

Pollution atmosphérique

Le territoire de la CCVE n'est pas directement couvert par le réseau de surveillance de la qualité de l'air en Ile-de-France géré par AIRPARIF. Les stations les plus proches sont basées à Evry (station urbaine) et à Melun (station périurbaine).

Les bilans annuels établis par AIRPARIF indiquent que le territoire de la CCVE dispose d'une qualité de l'air satisfaisante. Ainsi, entre 83 et 88 % des jours de l'année 2005, la qualité de l'air était bonne ou très bonne sur les communes de la CCVE (cf. Figure 71).

Une grande partie de l'Essonne est en effet dans une frange d'orientation Sud-Ouest / Nord-Est, qui se prolonge en Seine-et-Marne, où les émissions polluantes sont relativement faibles.

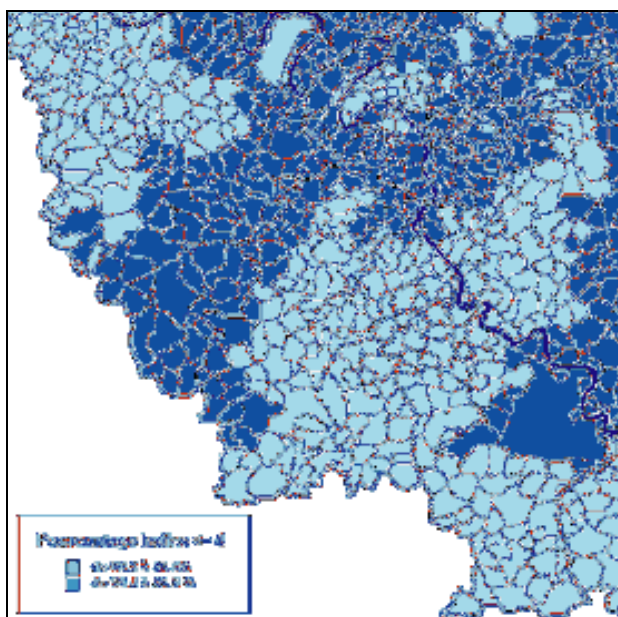


Figure 71 : Qualité de l'air en Ile-de-France (Source : AIRPARIF)

Pollution des sols et des eaux

Six sites font l'objet d'une inscription sur le site BASOL (cf. Tableau page suivante). Cette inscription signifie que les sites suivants sont susceptibles d'être pollués :

- un site sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne : Société RODANET,
- un site sur la commune de Champcueil : Société MIGNON,
- un site sur la commune de Mennecy : Usine SOFRA PCB,
- un site sur la commune d'Ormoy : Société VERALINE,
- un site sur la commune de Vert-le-Grand : ELF AQUITAINE PRODUCTION,
- un site sur la commune de Vert-le-Petit : ISOCHER Vert-le-Petit.

Commune	Site	Caractéristiques	Description qualitative
Ballancourt-sur-Essonne	Société RODANET	<p>Le site est situé sur deux îles de la rivière Essonne. Sa superficie est inférieure à 1 hectare, en partie imperméabilisée.</p> <p>Cette friche industrielle est un ancien site de régénération de solvants dont les activités ont cessé en 1992.</p> <p>Le site a été victime en novembre 1987 d'un incendie important ayant occasionné la destruction de plusieurs cuves et stocks de produits.</p> <p>Par la suite, cet établissement a fait l'objet de nombreux arrêtés préfectoraux, sanctions administratives et pénales dressés à l'encontre de l'exploitant du site, la société Rodanet SA.</p> <p>La société Rodanet SA a ensuite été mise en liquidation judiciaire en mai 1992 en abandonnant sur le site un stock important de produits dangereux sans précaution.</p> <p>La pollution se caractérise notamment par la présence de déchets liquides et pâteux enterrés.</p>	<p>Les déchets liquides et gazeux et les déchets solides présents en surface ont été évacués du site suite à une intervention de l'ADEME sur fonds publics. Ces travaux, réalisés en 1993, représentant un montant de 3,2 millions d'euros, ont consisté en l'enlèvement et le traitement en filières agréées de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 10 000 fûts de déchets industriels,- 1 000 tonnes de déchets en vrac (cuves pleines),- 25 tonnes de déchets de laboratoire,- 200 bouteilles de gaz. <p>La pollution est donc désormais localisée dans le sol, elle est visible localement sur des flaques d'eau. Elle se traduit par la présence de produits flottants à la surface de la nappe alluviale de l'île Ouest et par la présence d'une quantité importante de polluants dans une ancienne fosse à déchets de l'île Est.</p> <p>Les quantités de polluants encore enfouis sont évaluées comme il suit : 491 tonnes d'hydrocarbures, 8 tonnes de PCB, 9 tonnes de composés halogénés, 32 tonnes de composés aromatiques monocycliques et 2 tonnes de composés aromatiques polycycliques.</p> <p>Le site est clôturé sur sa périphérie ou rendu inaccessible par la rivière elle-même.</p> <p>Il est à l'origine d'une pollution des eaux souterraines dépassant les limites du site (1 500 m au moins en aval hydraulique) et touchant la nappe des calcaires de Champigny, qui est la deuxième nappe rencontrée à partir de la surface. La première nappe, la nappe alluviale, fortement polluée au droit du site semble circonscrite aux deux îles.</p> <p>Les analyses effectuées dans les eaux et les sédiments de la rivière n'ont pas mis en évidence de pollution.</p> <p>La pollution de la nappe du calcaire de Champigny a conduit le préfet de l'Essonne à recommander aux propriétaires de puits privés présents dans la zone de ne pas consommer l'eau de leur puits.</p> <p>Par ailleurs, l'ADEME est chargée de réaliser le suivi périodique de la qualité des eaux souterraines.</p> <p>En 2001, suite au constat de la dégradation des berges du site, il a été décidé la mise en oeuvre rapide de travaux visant à améliorer la protection de la rivière par la pose de palplanches périphériques visant à assurer un confinement de la nappe alluviale de l'île Ouest et de la fosse à déchets de l'île Est. En effet, les dégradations des berges étaient susceptibles, en cas de rupture brutale, de mobiliser des quantités importantes de polluants vers la rivière. Ces travaux de mise en sécurité ont été achevés en 2002.</p> <p>Egalement, il a été décidé le renforcement de la surveillance des eaux souterraines qui se traduit par des analyses plus fréquentes (trimestrielles au lieu de semestrielles), par un élargissement du spectre de polluants recherchés et par une pérennisation de cette surveillance. La réalisation d'une étude visant à affiner la connaissance de l'impact du site sur les eaux souterraines a été décidée. En parallèle, un essai de pompage du flottant de l'île ouest a été réalisé.</p> <p>Ces modalités de suivi ont fait l'objet d'une autorisation d'engagement de travaux de la part du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement en date du 21 mars 2001. Ces travaux sont encadrés par un arrêté préfectoral du 11 juin 2001.</p> <p>Par ailleurs, deux dernières bouteilles de gaz restant sur le site (1 litre et 2 litres) ont été évacuées début juillet 2001.</p> <p>L'étude de l'impact à long terme du site et l'étude de faisabilité de pompage du flottant de l'île ouest ont été déposées courant 2003. Elles présentent notamment des simulations numériques de l'évolution possible du panache de pollution.</p> <p>Il est apparu nécessaire, au vu des incertitudes concernant la fiabilité de ces simulations, de solliciter de la part du ministère chargé de l'Ecologie l'autorisation de soumettre cette étude à l'avis d'un tiers expert indépendant. Cette autorisation a été accordée le 13 mai 2004. Par ailleurs Mme la ministre a également autorisé, sur la demande du préfet de l'Essonne, le maintien de la surveillance de la qualité des eaux souterraines et la réalisation d'analyses de la qualité de l'air ambiant.</p> <p>En conséquence l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2004 a prescrit à l'ADEME :</p> <ul style="list-style-type: none">- de soumettre l'étude de l'impact à long terme du site à tierce expertise,- de maintenir la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur une période de 3 ans,- de réaliser une campagne d'analyse de la qualité de l'air au droit et aux alentours du site. <p>La campagne d'analyse d'air a été réalisée en décembre 2004. Elle n'a pas montré d'impact sur la qualité de l'air extérieur. S'agissant de l'air intérieur, les teneurs dépassaient celles traditionnellement mesurées dans 3 habitations. Afin de préciser l'origine de ces teneurs et de pouvoir statuer sur la possibilité d'une surexposition des riverains, un programme très complet d'investigations complémentaires a été décidé, encadré par l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 6 janvier 2006, et réalisé début 2006. Ce programme comprenait de nouvelles analyses d'air intérieur sur un périmètre élargi (>19 maisons), des analyses des gaz du sol et la création de nouveaux puits dans la nappe alluviale. Les résultats n'ont pas mis en évidence d'impact du site RODANET sur les mesures d'air intérieur nécessitant d'engager des actions complémentaires. Les riverains concernés ont été informés du lancement de ce programme et des résultats obtenus lors de réunions tenues respectivement les 9 décembre 2005 et 22 juin 2006. Une information individualisée a accompagné ces réunions.</p> <p>Parallèlement, les investigations se poursuivent, dans le cadre de l'arrêté de travaux d'office du 8 novembre 2006, s'agissant de la maîtrise sur le long terme des risques éventuels liés à la pollution des eaux souterraines afin de définir une stratégie de gestion du site.</p>
Champcueil	Société MIGNON	<p>Ancienne dépositrice de matières de vidanges, de curage, fosses septiques, sur une superficie d'environ de 5000 m². Le site aujourd'hui est clôturé, non exploité et non occupé.</p>	<p>Deux études ont été réalisées par la société MIGNON sur ce site en 1994 et 1997. Elles ont conclu à la conformité des déchets déposés en regard de l'autorisation délivrée. Les déchets sont très peu lixiviables (pollution apparemment fixée) ; en effet les analyses faites au niveau du substratum du site (sous les alvéoles) montrent des teneurs inférieures au seuil de détection.</p> <p>L'impact sur l'aqueduc voisin est écarté.</p> <p>Le captage d'alimentation en eau potable (AEP), qui exploite la nappe profonde des calcaires de Champigny, situé à 1km en aval fait l'objet de contrôles réguliers. Des teneurs anormalement élevées en sélénium y ont été détectées (10 microgrammes/litre pour une norme de potabilité équivalente) sans que son origine soit connue.</p> <p>Aucun élément nouveau n'est intervenu dans ce dossier. Ce site ne présente pas de risques tant qu'aucun changement d'usage n'est prévu.</p> <p>Si un quelconque changement d'usage du site devait intervenir, ce dossier ferait l'objet d'un nouvel examen pour prendre en compte l'usage auquel il serait destiné.</p>

Commune	Site	Caractéristiques	Description qualitative
Mennecey	Usine SOFRA PCB	Site industriel de fabrication de circuits imprimés en cours de cessation d'activité.	<p>Ce site a été retenu pour la réalisation d'un diagnostic initial et d'une étude simplifiée des risques en application d'une démarche systématique sur certains sites industriels (circulaire du 3 avril 1996).</p> <p>La réalisation des études a été prescrite par arrêté préfectoral du 28 octobre 1998. Le diagnostic initial a été déposé.</p> <p>L'ESR a été transmise en janvier 2001 et complétée en juillet 2001. Elle range le site en classe 2, c'est-à-dire celui d'un site nécessitant une surveillance piézométrique.</p> <p>Ces études ont ensuite été validées par l'administration.</p> <p>Un arrêté préfectoral prescrivant la surveillance de la nappe a été signé le 15/01/2003. Il prescrit des analyses semestrielles.</p> <p>Par ailleurs, la société Nicosofra qui vient aux droits de Sofra PCB par suite d'une procédure de fusion-absorption a déclaré la cessation d'activité industrielle de ce site le 3 décembre 2003.</p> <p>Les matériels et les produits ont été évacués du site. L'exploitant a engagé la rédaction du mémoire de cessation d'activité. Celui-ci a été déposé en juin 2004. Par ailleurs, un diagnostic de sols a été déposé. Il fait état d'une pollution ponctuelle par de l'arsenic et des solvants.</p> <p>Par lettre du 17 juin 2004, il a été demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état du site. Pour ce faire, l'exploitant envisage soit de procéder à l'enlèvement des terres polluées soit, si cette première solution n'est pas réalisable, de réaliser une évaluation détaillée des risques. En effet, la requalification de ce site doit prendre en compte la possibilité d'un changement d'usage de type résidentiel, celui-ci étant inclus dans un lotissement composé de maisons individuelles. Un diagnostic détaillé est actuellement en cours de réalisation afin de déterminer la stratégie de traitement de ce site. Des sondages de sols complémentaires ont ainsi été réalisés en novembre 2004.</p> <p>La surveillance piézométrique reste en place. Le spectre de polluants recherchés a été élargi suite aux conclusions du premier diagnostic de sols.</p>
Ormoy	Société VERALINE	Dans une zone industrielle, cette usine de fabrication de produits de protection, entretien et décoration du bois est à l'origine d'une pollution accidentelle du sol et des eaux souterraines, constatée en fin 1993 à l'occasion d'un diagnostic environnemental.	<p>La source de pollution (substances organo-halogénées) a été traitée par pompage.</p> <p>La surveillance des eaux souterraines effectuée a montré une régression nette de la pollution au niveau des sols et des eaux souterraines.</p> <p>Cette surveillance s'est effectuée de 1993 à 1996. Les dernières analyses montraient des teneurs en solvants inférieures aux limites de détection.</p> <p>Le préfet de l'Essonne a levé en 1996 l'obligation de surveillance des eaux souterraines.</p> <p>Dans le cadre de la cessation d'activité de cette usine, et bien que le site inclus dans une zone industrielle ne présente pas de sensibilité particulière, il a été rappelé à l'exploitant (par ailleurs propriétaire du site), en novembre 2001, qu'il lui revenait d'informer un éventuel acheteur, au titre de l'article L 514-20 du Code de l'environnement, de l'existence passée d'une pollution des sols.</p>
Vert-le-Grand	ELF AQUITAINE PRODUCTION	Centre de traitement des hydrocarbures issus du gisement d'Itteville.	<p>Le 27 janvier 1994, 50 m³ de pétrole issu du forage d'Itteville se sont déversés sur et en dehors du centre de stockage de Vert-le-Grand, provoquant une pollution d'un cours d'eau (hors centre) et des sols. Le cours d'eau a été curé et les terres excavées conduisant à la production d'environ 1000 m³ de terres polluées. La teneur moyenne en hydrocarbures de ces terres était de l'ordre de 3 à 4000 mg/kg.</p> <p>Ces terres ont ensuite été traitées sur le site de Vert-le-Grand par voie biologique. L'arrêté préfectoral du 21 mars 1995 encadrait cette opération de dépollution. Il fixait comme objectif de réhabilitation une teneur résiduelle de 1000 mg/kg ainsi qu'une surveillance trimestrielle de la teneur en hydrocarbures de ces terres.</p> <p>Les derniers résultats déposés ont montré une teneur résiduelle de 200 mg/kg en hydrocarbures et un potentiel de lixiviation très faible. De ce fait les terres ont été mises en merlon isolé et repéré sur le site. Ce site ne nécessite donc pas de nouvelles actions.</p>
Vert-le-Petit	ISOICHEM Vert-le-Petit (ex IRCHA)	Ce site ISOICHEM (ex IRCHA) exerce une activité de chimie fine destinée à la pharmacie. Il utilise à ce titre des substances toxiques, des solvants et liquides inflammables. Il est installé sur un site de 9 hectares en bordure de la rivière Juine.	<p>Un diagnostic de sol a été prescrit dans le cadre d'une démarche systématique sur certains sites industriels (circulaire du 3 avril 1996).</p> <p>Ces études ont été déposées le 5 février 2001. Elles proposent un classement du site au niveau 2, c'est-à-dire celui d'un site nécessitant la mise en place d'une surveillance piézométrique. En effet, les sols présentent des pollutions en arsenic, hydrocarbures, solvants halogénés et PCB.</p> <p>La nappe alluviale présente des pollutions en solvants halogénés, toluène et chlorophénols.</p> <p>L'inspection des installations classées estime que ces études devront être complétées par de nouvelles analyses, une meilleure description du contexte hydrogéologique et un historique du site plus précis.</p> <p>Suite à une pollution constatée à la sortie d'un drain situé à l'aval immédiat de l'usine Isochem, la DRIRE a proposé de mettre en demeure l'industriel de compléter l'ESR et de lui imposer par arrêté complémentaire la mise en place de piézomètres supplémentaires sur le site.</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure a été signé le 27/08/2001 et l'arrêté complémentaire le 11/10/2001. Une version complétée de l'ESR a été transmise en février 2002.</p> <p>Les analyses réalisées sur les piézomètres montrent des concentrations en polluant identiques à celles constatées sur les rejets du drain.</p> <p>L'exploitant propose une action en deux temps:</p> <ul style="list-style-type: none">- limiter la pollution extérieure par une récupération et un traitement de l'eau s'écoulant du drain,- rechercher et proposer une solution de traitement globale du site ou d'enlèvement de la source. <p>L'arrêté préfectoral du 19 avril 2002 réglemente les rejets liquides et gazeux issus du traitement des eaux s'écoulant dans le drain.</p> <p>Le traitement des eaux polluées par stripping est effectif depuis juin 2002. Il est efficace. Les teneurs en polluants organohalogénés étant abaissés à moins de 1100 µg/l pour une teneur en entrée de l'ordre de 100 000 µg/l. A fin 2003, 780 kg de solvants ont été récupérés.</p> <p>Ce site fait en outre l'objet d'une surveillance piézométrique mensuelle. Une diminution des teneurs en polluants dans l'eau du drain et dans une moindre mesure dans certains piézomètres a été constatée. L'exploitant poursuit les investigations au niveau du site.</p>

Tableau 20 : Sites pollués sur le territoire de la CCVE (Source : DRIRE Ile-de-France, Base de données BASOL)

Pollutions des eaux : les rejets sont de manière générale, de plus en plus traités par l'intermédiaire des réseaux de Station d'EPuration (STEP). Cependant, il arrive encore que certains effluents rejoignent directement le milieu naturel (rejets non autorisés, dysfonctionnements des ouvrages de traitement, pollutions accidentelles...) et peuvent entraîner une pollution des eaux réceptrices ainsi que des nuisances pour les usages et les riverains.

3.5.4.3. *Carrières*

D'après le Schéma Départemental des Carrières de l'Essonne (1997), il existe 3 carrières en exploitation sur le territoire de la CCVE. Les communes concernées sont Ballancourt-sur-Essonne, Mennecy et Vert-le-Grand (cf. Figure 16).

3.6. UNE GESTION DES DECHETS COHERENTE

Dans le cadre de la politique de développement durable et plus particulièrement du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés, ainsi que du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Essonne, la valorisation et le recyclage des déchets est un objectif premier permettant la réduction de la mise en décharge et un prélèvement moindre sur les réserves de matériaux d'origine naturelle.

3.6.1. Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés

La planification des déchets ménagers et assimilés relevait jusqu'en 2004 du niveau départemental. Ainsi, un Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Essonne, effectué sous l'égide du Conseil Général de l'Essonne, a été approuvé le 19 novembre 2002. Une commission de suivi, organisée autour des groupes de travail, gère l'actualisation des données du plan ainsi que des études et réflexions complémentaires.

Il est cependant à noter que la loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, a prévu qu'à compter du 1er janvier 2005, cette planification des déchets ménagers et assimilés devienne régionale en Ile-de-France et relève de la compétence du Conseil Régional d'Ile-de-France. Celui-ci doit élaborer, d'ici à 2009, un Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA).

Objectifs et préconisations

Un objectif majeur du plan essonnien est d'atteindre un taux de collecte en vue de recyclage matière ou organique de 50 % dès 2005. Cela passe par le développement de la collecte sélective qui est d'ores et déjà expérimentée dans de nombreuses collectivités essonniennes et devra se généraliser, dans la mesure du possible, à l'ensemble du département.

L'optimisation des modalités de traitement est recherchée de façon à disposer d'installations de valorisation et d'élimination des déchets dimensionnées de manière optimum et à répondre aux exigences réglementaires. Ainsi, sont pointés particulièrement le développement de la filière valorisation des déchets encombrants des ménages et des déchets communaux ainsi que le développement de capacités d'enfouissement. Une motion a été adoptée par le Conseil Général au cours de la séance du 28 juin 2004 visant à préciser les besoins en stockage de déchets ultimes à 190 000 tonnes/an à échéance de 5 ans.

Enfin, un programme de réhabilitation des anciennes décharges brutes, en partenariat entre le Conseil Général, l'ADEME, les communes et syndicats intercommunaux, devrait permettre de fermer ou de réhabiliter toutes les anciennes décharges de l'Essonne à échéance 2007.

3.6.2. Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics

La démarche de planification de l'élimination des déchets de chantier, cadrée par la circulaire interministérielle du 15 février 2000, initiée par le Préfet et animée par la Direction Départementale de l'Équipement, repose sur une politique « volontariste » rassemblant tous les acteurs concernés, du maître d'ouvrage public ou privé à l'entreprise réalisant les travaux, au sein d'une commission plénière.

L'élaboration du Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Essonne s'est appuyée sur une commission représentative de toutes les personnes concernées par la commande de chantiers, la production, le traitement ou le stockage des déchets de chantier. Cette commission, dont la composition est fixée par arrêté préfectoral du 3 décembre 2003, s'est réunie pour la première fois en séance plénière le 11 février 2004. La constitution d'un secrétariat permanent et de trois groupes de travail, sur lesquels s'appuie la commission plénière, a alors été approuvée.

Les séances de travail des différents groupes se sont échelonnées sur l'année 2004 et se sont appuyées sur les réflexions conduites au niveau national, régional ainsi que dans d'autres départements d'Ile-de-France. Ces rencontres ont permis des échanges et des débats constructifs entre les participants qui se sont tous fortement impliqués dans la démarche.

La commission plénière s'est réunie pour un point d'avancement de la démarche le 9 décembre 2004 puis le 27 avril 2005 pour approuver le projet de plan. Le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Essonne a été approuvé, par arrêté préfectoral, le 22 novembre 2005.

Les réflexions exposées dans ce document sont de deux types :

- en amont, sur l'utilisation de matériaux recyclés, la limitation de l'utilisation des matériaux non renouvelables et surtout sur une meilleure implication des maîtres d'ouvrages publics et privés dans l'élimination des déchets générés par la réalisation de leur commande ;
- en aval de la production du déchet, sur une analyse des filières de traitement, de stockage et de recyclage des déchets ; leur développement en adéquation avec le gisement à traiter ; les questions liées à la collecte sélective sur chantier, au transport des déchets et au coût de traitement du déchet.

Par ailleurs, on peut signaler la signature d'une charte pour la gestion des déchets du Bâtiment et des Travaux Publics en Essonne. Le contexte et l'objet de la charte sont les suivants :

« Les chantiers du bâtiment et des travaux publics sont très consommateurs de matières premières et produisent des quantités considérables de déchets de l'ordre de 1 800 000 tonnes en 2003 en Essonne. Ils font par ailleurs intervenir une chaîne importante d'acteurs divers, du maître d'ouvrage public ou privé à l'entreprise de traitement des déchets en passant par celle réalisant les travaux.

La responsabilité vis-à-vis de la gestion des déchets produits relève de ceux qui les produisent ou les détiennent (art. L 541-2 du code de l'environnement). Ainsi, dans le cas des déchets de chantier, c'est à l'ensemble de la chaîne économique et technique que revient la responsabilité d'éliminer les déchets conformément à la réglementation.

La circulaire interministérielle du 15 février 2000 relative à la planification des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics répond à cette nécessité d'échanges et de réflexion entre les différents partenaires. Le plan de gestion du BTP de l'Essonne, approuvé par le Préfet le 22 novembre 2005, a rassemblé donneurs d'ordre publics comme l'Etat et les collectivités territoriales, maître d'œuvre, chambres consulaires, représentants des professionnels du BTP et des carriers, professionnels du déchet, et représentant des associations.

Ces acteurs ont alors souhaité s'engager sur la mise en œuvre des préconisations du plan au travers d'une charte. Celle-ci précise les principes et les objectifs sur lesquels les signataires conviennent de s'engager pour une politique de valorisation et d'élimination de ces déchets ».

Cette charte se décline en 4 articles :

- article 1 : engagements communs : améliorer le réseau d'installations, introduire la gestion des déchets dans l'acte de construire, former et informer sur la gestion des déchets de chantier,
- article 2 : engagement spécifique de chaque partenaire : chaque signataire de la charte s'engage à mettre en œuvre les actions prioritaires définies pour chaque acteurs (donneurs, d'ordres, entreprises du BTP, chambres consulaires, collectivités, professionnels des déchets, associations environnementales, Etat et établissements publics),
- article 3 : comité de suivi du plan et de la charte : la commission plénière chargée d'élaborer le plan de gestion des déchets du BTP, rebaptisée comité de suivi du plan garde la même composition et est épaulée par une structure de travail plus restreinte appelée groupe technique de suivi,
- article 4 : durée et évaluation de la charte : la charte est établie pour une durée de 5 ans et fera l'objet d'une évaluation annuelle.

Le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux publics de l'Essonne identifie un site de stockage des déchets du bâtiment et des travaux publics de type carrière avec remblaiement d'inertes sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne.

3.6.3. La gestion des déchets sur le territoire

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la CCVE s'est vu transférer de ses communes adhérentes la compétence « élimination et valorisation des déchets ». En exerçant cette nouvelle compétence, la CCVE entend réaliser des économies sur la gestion des déchets dans l'ensemble des communes.

3.6.3.1. Le traitement des ordures ménagères

Toutes les communes de la CCVE, à l'exception de Leudeville, adhèrent au Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et l'Élimination des Déchets et des Ordures Ménagères (SIREDOM) qui regroupe 109 communes. Il assure le traitement et l'élimination des déchets sur l'écosite de Vert-le-Grand.

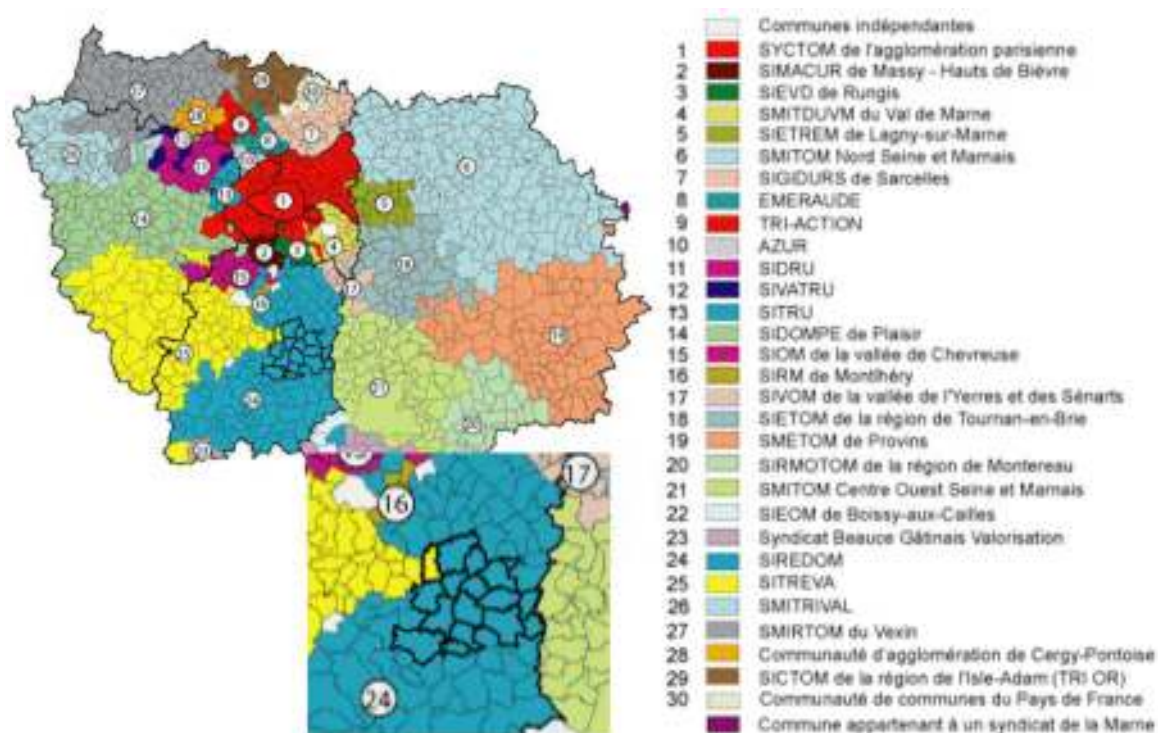


Figure 72 : Répartition des syndicats intercommunaux de traitement des déchets (Source : ORDIF)

L'écosite de Vert-le-Grand comprend :

- le **Centre Intégré de Traitement des Déchets** (CITD) de Vert-le-Grand : il s'agit de l'une des installations les plus performantes d'Europe pour la valorisation multifilière des déchets. Il comporte :
 - un centre de tri des déchets ménagers recyclables,
 - un centre de tri des DIB (Déchets industriels Banals),
 - une unité d'incinération avec valorisation énergétique et traitement de fumées,
 - un centre de traitement des mâchefers d'incinération.Le CITD de Vert-le-Grand, créé en 1999, a une capacité technique en exploitation de 195 000 tonnes de déchets incinérés par an.
- le **Centre de Stockage des Déchets Ultimes** de Braseux (CSDU) dont la capacité technique de stockage des déchets ultimes est de 220 000 tonnes par an. Il permet l'enfouissement des encombrants (déchets de classe 2) et des gravats inertes (déchets de classe 3).
- la **station de valorisation** des biogaz. Elle produit annuellement environ 30 millions de kWh d'électricité correspondant aux besoins d'une population d'environ 20 000 habitants.
- le **centre de traitement** des lixiviats.
- la **plate-forme de compostage** de déchets verts d'une capacité d'accueil de 55 000 tonnes par an.

La capacité globale du CITD est donc suffisante pour supporter une augmentation de la quantité de déchets ménagers liée par exemple aux évolutions des communes adhérentes au SIREDOM



CITD de Vert-le-Grand

Le tri des déchets est organisé autour de 5 groupes :

1^{er} groupe : les emballages

Il s'agit principalement des bouteilles, flacons, briques alimentaires, boîtes métalliques (acier et aluminium), aérosols, cartonnets et cartons.

Sont exclus de ce groupe tous les emballages, produits toxiques et les boîtes en carton souillées.

2^{ème} groupe : le verre

Il s'agit des bouteilles, bocaux, pots en verre. Ce groupe est subdivisé en deux parties :

- le verre de couleur
- le verre incolore

Sont exclus de ce groupe les vitres, les ampoules, la vaisselle et les faïences, ainsi que les bouchons, capsules et couvercles des emballages.

3^{ème} groupe : les papiers et journaux-magazines

Il s'agit des papiers, journaux, magazines, prospectus et catalogues.

Sont exclus les papiers carbonés, calques, papiers plastifiés, enveloppes, annuaires, livres et d'une manière générale tous les papiers souillés.

4^{ème} groupe : les déchets verts

Ce sont les déchets de jardins tels que tontes de pelouses, feuilles, fagots de branches après élagage, fanes ou pelures de légumes, fleurs.

Sont exclus de ce groupe les fermentescibles issus des résidus de cuisine.

5^{ème} groupe : le résiduel

Il s'agit de tous les déchets résiduels des ménages non compris dans les quatre premiers groupes.

Sont exclus les produits toxiques, les encombrants et les gravats.

3.6.3.2. *La collecte des ordures ménagères*

La collecte des déchets est assurée principalement par le SIRCOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Collecte des Ordures Ménagères) de la région de La Ferté-Alais. Les communes membres sont : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, La Ferté-Alais, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, Nainville-les-Roches, Ormoy et Vert-le-Petit.

Leudeville est membre du SICTOM de l'Hurepoix. Les communes restantes (Champcueil, Chevannes, Mennecy, Saint-Vrain, et Vert-le-Grand) font appel à des entreprises privées.



Figure 73 : Répartition des syndicats intercommunaux de collecte des ordures ménagères (Source : ORDIF)

Globalement, la collecte des déchets sur le territoire répond aux besoins. Les quantités de déchets collectés sont certes parmi les plus importantes d'Ile-de-France (cf. Figure 74), mais celles-ci sont à la fois un indicateur d'une production forte de déchets par les riverains et un indicateur de l'efficacité de la collecte.

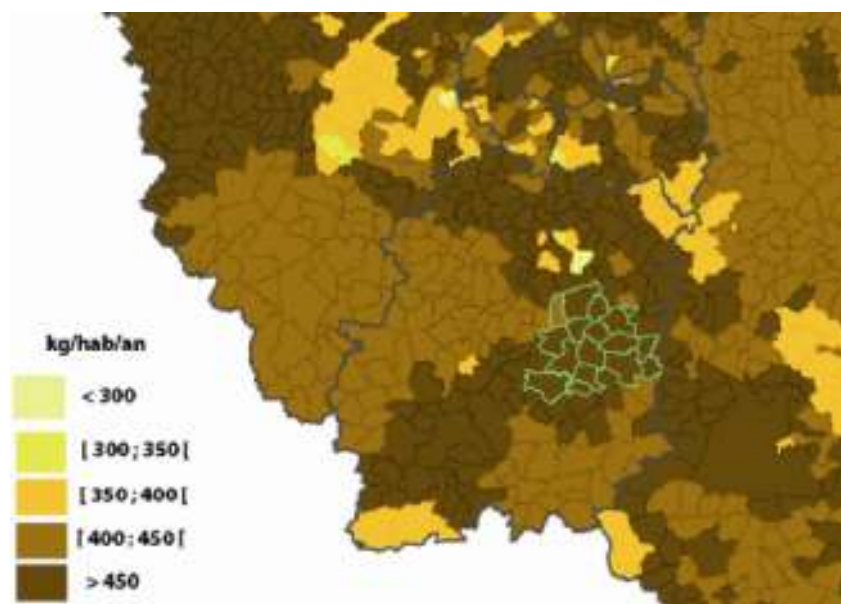


Figure 74 : Quantité de déchets ménagers et assimilés collectés en 2004 sur les communes d'Ile-de-France (Source : ORDIF)

D'autre part, les taux de déchets issus de la collecte sélective par rapport à l'ensemble des déchets collectés sont eux aussi parmi des plus élevés d'Ile-de-France (cf. Figure 75).

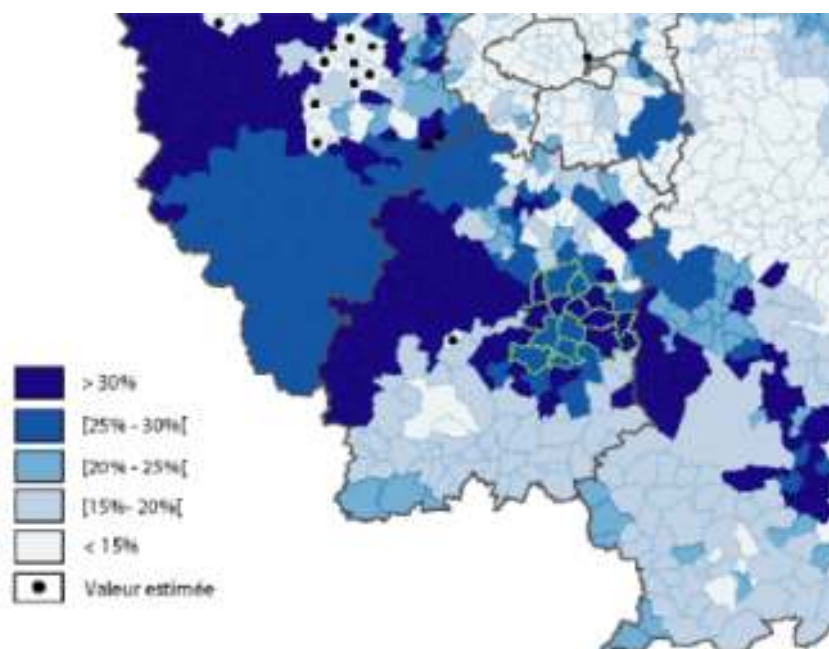


Figure 75 : Part de la collecte sélective dans la collecte des déchets ménagers en 2004 sur les communes d'Ile-de-France (Source : ORDIF)

3.7. DES ENERGIES RENOUVELABLES A DEVELOPPER

3.7.1. Contexte réglementaire

Les activités humaines entraînent un accroissement de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, provoquant un dérèglement du climat.

Plusieurs textes législatifs organisent les moyens d'action contre les émissions de gaz à effet de serre (loi n°92-1236 du 30 décembre 1996 ; loi n°99-553 du 25 juin 1999 ; loi n°99-586 du 12 juillet 1999, loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000).

Par ailleurs, la Loi n°2005-781 du 13 juillet 2005 consolidée au 31 décembre 2006 est une loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

3.7.2. Etat des lieux

Le territoire de la CCVE se caractérise par une utilisation prépondérante des énergies fossiles et de l'électricité, au même titre que la région d'Ile-de-France qui est à 95 % dépendante de l'importation de ce type d'énergie. L'accès à l'énergie étant à l'origine d'enjeux économiques et sociaux importants, et les besoins ne cessant de s'accroître, l'utilisation d'énergies locales renouvelables présente un fort intérêt sur le territoire de la CCVE.

A l'échelle de la CCVE, on relève à plusieurs niveaux des dispositions de développement de l'énergie renouvelable :

- La valorisation du bois

La région Ile-de-France recèle trois principaux gisements de bois énergie :

- le **bois de rebut** (déchets d'emballage en bois (palettes, caisses..), déchets de chantiers, bois d'élagage et sous-produits de l'industrie du bois (scieries, menuiseries),
- le gisement issu de **forêt** mobilisable en Ile-de-France,
- le gisement qui serait issu du développement des **cultures énergétiques** en Ile-de-France de bois énergie.

Au total, c'est un gisement de 100 000 à 300 000 tep¹⁴ de bois qui pourrait être exploité à moyen et long terme en Ile-de-France.

¹⁴ Tonne équivalent pétrole

Le territoire de la CCVE possède des massifs boisés qui sont exploités et dont l'entretien fourni déjà à l'heure actuelle des quantités importantes de grumes et de bois de chauffage. Le développement de cette filière peut être envisagé.

- Le potentiel des terres agricoles

La paille

L'Ile de France, importante région céréalière, est une grosse productrice de paille (1 million de tonnes par an).

L'ARENE (Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies) d'Ile-de-France, en partenariat avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), a étudié en 2001 la faisabilité écologique de la valorisation énergétique de la paille. Le potentiel mobilisable en Ile-de-France, sans impact sur le taux de matière organique des sols, est évalué à 120 000 tonnes par an minimum (de l'ordre de 35 000 tep).

Les cultures énergétiques

En 1997, l'INRA a réalisé pour l'ADEME une étude sur le potentiel énergétique représenté par la mise en culture des surfaces actuellement en jachère en Ile-de-France, soit 79 000 tep en 1994, pour la production de biocarburants. Les estimations sont de 75 000 tep par an pour la production de diester et de 96 500 tep par an pour celle d'éthanol (les potentiels ne sont pas cumulables : toutes les surfaces de jachère sont en effet supposées être utilisées pour la production au choix de l'un ou l'autre de ces biocarburants).

- La valorisation des déchets

Les déchets verts produits sur le territoire de la CCVE sont traités en centre de compostage et en centre de valorisation des biogaz sur l'écosite de Vert-le-Grand. Le SIREDOM valorise ainsi une partie des déchets récoltés respectivement par la production de compost et la production de biogaz.

Le biogaz est composé majoritairement de méthane (CH₄) et résulte de la dégradation de la matière organique en absence d'oxygène.

Au global plus de 100 000 tep de biogaz sont déjà valorisés en Ile-de-France sur un potentiel de production évalué à 300 000 tep en comptant le développement de la méthanisation pour le traitement des biodéchets d'Ile-de-France.

- l'énergie éolienne :

A l'échelle régionale

Dans le cadre de l'évaluation des potentiels franciliens en énergies renouvelables, l'ARENE d'Ile-de-France analyse le potentiel éolien de la région Ile-de-France.

Le partenariat de l'ARENE, de l'ADEME et de l'IAURF (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région Ile-de-France) a permis la réalisation de l'atlas francilien du gisement éolien. Ce document constitue une cartographie des densités d'énergie éolienne, proportionnelles à la vitesse moyenne du vent, exploitables en Ile-de-France à différentes altitudes (10 m, 30 m, 60 m et 90 m) et intègre les zones de protection environnementales où l'implantation d'éoliennes est proscrite ou soumise à des dispositions spécifiques.

Une première approche, prenant en compte les modalités économiques et techniques de développement de la filière éolienne actuelle, a permis d'estimer le potentiel éolien exploitable en Ile-de-France à 100 MW au minimum à l'horizon 2010 soit l'équivalent en production d'électricité de la consommation annuelle de 90 000 foyers (hors chauffage). A plus long terme, le potentiel francilien pourrait se situer autour de 700 à 800 MW (environ 500 000 foyers).

A l'échelle de la CCVE, le territoire présente un gisement éolien intéressant ($>180 \text{ W/m}^2$), en particulier sur le plateau agricole de Leudeville et de Vert-le-Grand ainsi que sur le plateau agricole entre Chevannes et Mennecy (cf. Figure 76).

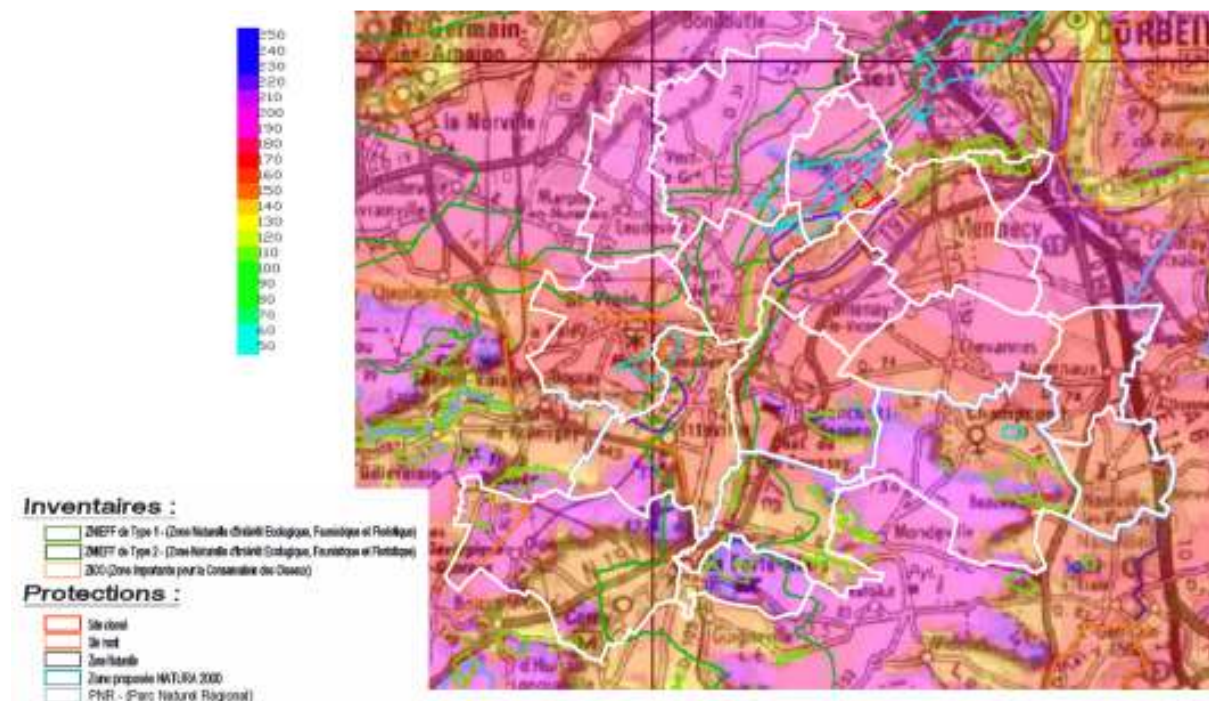


Figure 76 : Evaluation du gisement éolien sur le territoire de la CCVE (Source : Atlas francilien du gisement éolien)

Les possibilités réelles d'implantation d'éoliennes sur la région Ile-de-France devront être vérifiées, pour chaque cas, par des études plus approfondies : mesures in situ du gisement de vent, intérêt des communes pour ces projets, intégration paysagère, raccordement au réseau de distribution. Afin d'éviter un développement non raisonné, il est souhaitable que s'installe une instance de coordination.

Une étude complémentaire pilotée par l'ARENE et l'ADEME est en cours pour évaluer les possibilités d'implantation d'éoliennes dans les zones d'activité économique de la région Ile-de-France qui présentent des contraintes d'intégration paysagère moins importantes.

Il est en effet entendu que la construction d'éoliennes sans études approfondies peut apparaître en contradiction avec la sauvegarde des territoires et des paysages agricoles identifiés sur le territoire de la CCVE.

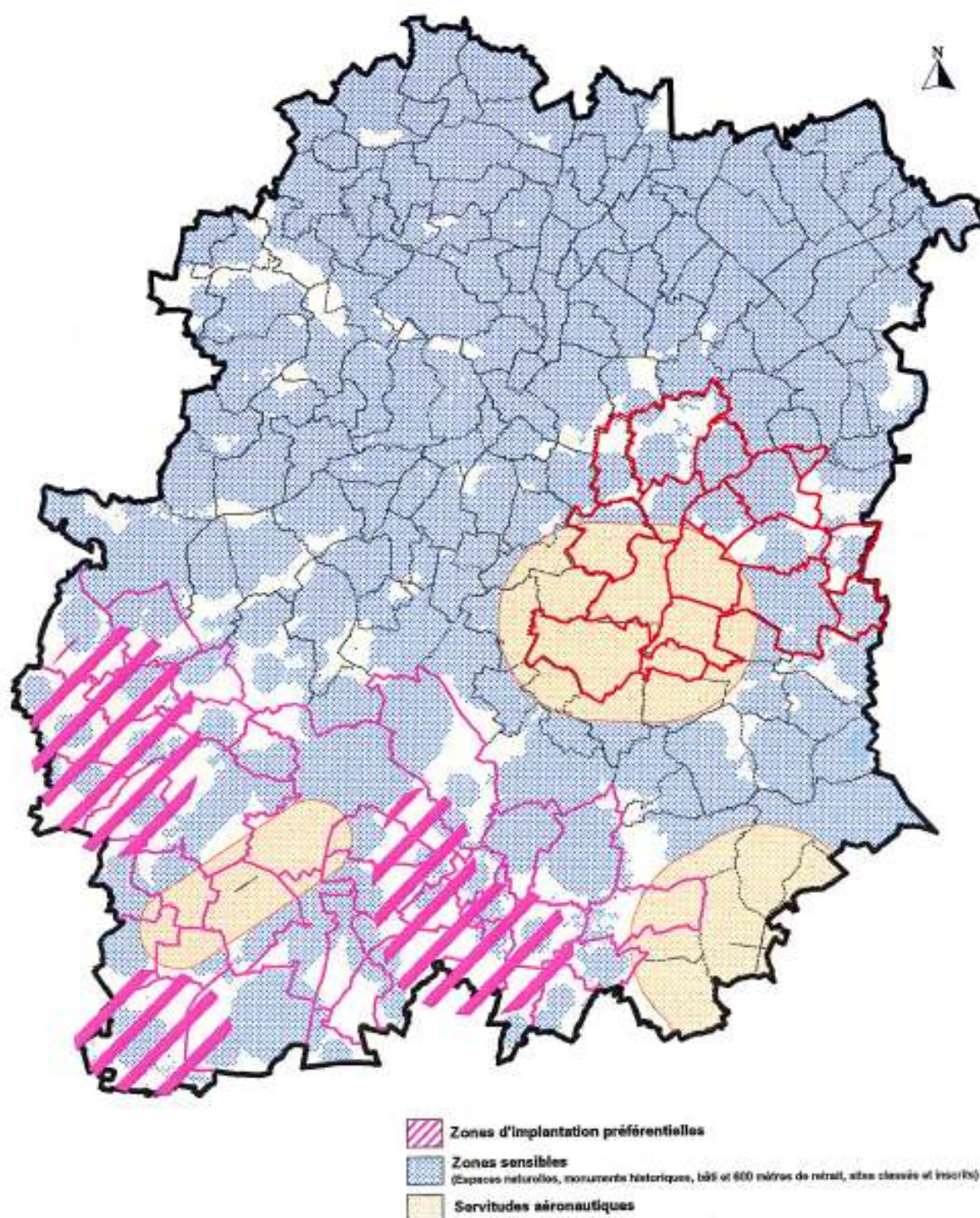
A l'échelle départementale

Suite aux travaux régionaux, le département de l'Essonne a mené une réflexion pour une cohérence territoriale des Zones de Développement de l'Eolien (ZDE¹⁵). Un atelier départemental éolien a donc été constitué en juin 2004 au sein de l'atelier architecture, aménagement et paysage de la DDE. Une charte départementale éolienne a ainsi été signée le 22 novembre 2005 par les opérateurs éoliens prospectant en Essonne et par le Préfet du département dans le respect des préconisations d'implantation départementale.

La Figure 77 montre ainsi « plus finement » le cadre de référence pour une cohérence territoriale et un développement équilibré de l'éolien en Essonne. Cette Figure montre que le territoire de la CCVE n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles et est majoritairement situé en zones sensibles.

Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé.

¹⁵ ZDE : Zone permettant aux installations éoliennes qui y sont implantées de bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite à tarif bonifié.



Sources : BD Topo 2006 - ©IGN
Réalisation : DDE 91/ Pôle environnement

Figure 77 : Zones d'implantation préférentielle des éoliennes en fonction des servitudes, des zones naturelles, des monuments historiques et des préconisations (Source : DDE91/Pôle Environnement)

- Le solaire :

A l'échelle du territoire de la CCVE comme à celle de la région, l'énergie solaire constitue le plus grand potentiel théorique d'Ile-de-France : en effet le soleil fournit annuellement plus d'1 MWh par m².

Cette abondante ressource peut être exploitée (hors production de biomasse par photosynthèse) soit par des systèmes thermiques passifs (construction bioclimatique) ou actifs (panneaux solaires thermiques), soit par des générateurs photovoltaïques. Les expérimentations actuelles sont encore trop peu nombreuses à l'échelle de la CCVE ; on ne peut qu'encourager ces initiatives.

L'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies (ARENE) de la région Ile-de-France a réalisé un état des lieux régional du solaire thermique en 2003 ainsi que des installations photovoltaïques en fonctionnement en 2004.

Ainsi, en 2003, 27 installations de solaire thermique étaient en fonctionnement en Ile-de-France : 13 dans le logement social, 1 centre social, 2 foyers, 7 piscines, 3 opérations dans le tertiaire et 1 serre. Cela représente une surface de capteurs installée de 8350 m² soit une production de 320 tep/an soit 0,76 m² de capteurs par habitant.

En 2004, les installations photovoltaïques permettaient une puissance installée de 175 kW (dont 51 kW reliés au réseau). Environ 20 % de la capacité installée concerne les particuliers (majoritairement non raccordés au réseau).

- La géothermie :

Le principe général de la géothermie consiste en l'exploitation de l'énergie calorifique contenue naturellement dans le sous-sol. L'eau chaude des nappes profondes est captée par forage puis dirigée vers un circuit primaire d'échangeur thermique où les calories sont récupérées par le circuit secondaire de l'échangeur. La chaleur récupérée permet d'assurer les besoins en chauffage et eau chaude sanitaire des utilisateurs répartis sur le réseau de chaleur. Selon la nature des émetteurs de chaleur - haute ou basse température - les calories géothermales couvrent toute la plage de températures extérieures ou une partie seulement, la différence étant apportée par des chaufferies d'appoint classiques, utilisables aussi en secours.

Dans le bassin parisien, le fluide géothermal extrait du sous-sol provient de la nappe aquifère du Dogger (bathonien - Jurassique moyen) formée de calcaire poreux et située entre 1500 et 2000 mètres de profondeur. Les débits artésiens varient de 150 à 500 m³/h et la température de l'eau ainsi remontée se situe entre 55°C et 85°C. Les principales caractéristiques de l'eau du Dogger, sa salinité (15 à 30 g/L) et son importante concentration en sulfures dissous, ne permettent pas le rejet direct du fluide géothermal extrait dans le milieu naturel. Il est donc réinjecté dans sa nappe d'origine par un second forage. Une opération géothermique en Ile de France comprend un puits de production et un puits de réinjection qui constituent un doublet. Le recours aux méthodes de déviation permet d'éloigner d'environ un kilomètre les impacts de chacun des deux forages au Dogger afin de ne pas retrouver dans le puits de production l'eau refroidie qui a été injectée dans le puits d'injection.

La première opération de géothermie d'Ile-de-France a été réalisée en 1969 à Melun : elle a été effectuée dans le cadre des recherches des énergies nouvelles et a été suivie de deux autres opérations, jusqu'en 1976. Puis, la crise du pétrole a conduit à l'utilisation d'autres énergies, et des études générales sur l'évaluation du sous-sol ainsi que sur les potentiels d'utilisateurs en surface ont été effectuées. Les projets, élaborés entre 1978 et 1982, ont été réalisés massivement entre 1981 et 1985.

Dans la plupart des cas, ce sont les municipalités qui ont été les maîtres d'ouvrage des opérations, puis, il y a eu création de syndicats mixtes (ville - O.P.H.L.M.) ou de syndicats intercommunaux, de sociétés d'économie mixte, relayant la seule municipalité. Plus récemment, des maîtres d'ouvrages ont procédé à des délégations de service public à des sociétés de droit privé.

Afin d'établir les montages financiers des opérations, il a été fait appel aux partenaires économiques habituels des collectivités locales, à savoir la Caisse des Dépôts et Consignations, la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales, le département et la région ; de plus, l'ADEME a contribué sous forme de subventions à la réalisation des forages et du réseau de chaleur. Une cinquantaine de doublets a ainsi été réalisée en Ile-de-France.

Pour des raisons économiques (essentiellement la baisse des coûts de l'énergie fossile) et/ou techniques, plusieurs maîtres d'ouvrages ont dû arrêter l'exploitation de leur doublet et reboucher les puits.

En 2004, 34 doublets sont toujours en exploitation en Ile-de-France. Ils fournissent environ 950 000 MWh (plus de 80 000 tep) aux réseaux de chaleur qui alimentent en chauffage et en eau chaude sanitaire plus de 150 000 équivalents logements.

Parmi les récents développements effectués, il convient de noter la réalisation en 1995 d'un puits "nouvelle génération" en matériau composite. L'utilisation de ce matériau permet de s'affranchir des problèmes de corrosion.

Les chiffres clefs (au 1^{er} décembre 2003) sont les suivants :

- 34 exploitations géothermiques au Dogger en fonctionnement : 80 000 tep substituées par an (2/3 de la production géothermique française), ce qui correspond à 20% de la production régionale de pétrole brut,
- 150 000 équivalents logements chauffés et alimentés en eau chaude sanitaire par la géothermie,
- 10% de l'énergie distribuée par les réseaux de chaleur en Ile-de-France,
- des installations de cogénération associées à la production géothermique sur environ 55% des sites,
- émission de 250 000 tonnes CO₂ évitées.

Un développement de l'exploitation de ce type d'énergie peut être envisagé sur le territoire de la CCVE compte tenu du potentiel géothermique non négligeable, nonobstant la teneur en soufre de l'eau récupérée dans le sous-sol la rendant corrosive et pouvant provoquer des dommages sur l'environnement si la technique n'est pas maîtrisée.

3.7.3. Plan régional pour la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies locales et renouvelables, et la réduction de l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire (2006-2010)

Le « Plan régional pour la maîtrise de l'énergie, le développement des énergies locales et renouvelables, et la réduction de l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire sur la période 2006-2010 » a été adopté par le conseil régional en mai 2006. Ce plan se décline en plusieurs points :

- Augmenter la production d'énergie thermique
Le programme « solaire thermique » fixe à 35 000 m² la surface de panneaux solaires à construire chaque année, sur le patrimoine collectif, mais surtout grâce à une aide aux particuliers qui s'équipent d'un chauffe-eau solaire individuel ou d'un système solaire combiné (eau chaude sanitaire+chauffage).
Le programme « géothermie » vise à étendre les réseaux de chaleur, et à y raccorder 30 000 nouveaux logements d'ici 2010. Une aide est prévue pour les particuliers qui installent des pompes à chaleur géothermale.
Autres propositions : utiliser 300 000 tonnes de bois par an dans les chaufferies collectives, favoriser la récupération de la chaleur issue de l'incinération des ordures ménagères pour chauffer 10 000 logements par an, ou encore valoriser le biogaz issu des déchets ménagers. Pour développer la production d'électricité en Île-de-France, la Région aide également les particuliers à installer des capteurs photovoltaïques pour produire leur propre électricité.
- Encourager les économies d'énergie
La mesure des consommations et des dépenses énergétiques est désormais systématique dans le logement social et les bâtiments du tertiaire. Les maîtres d'ouvrage, collectivités locales et territoriales, sont accompagnés par la Région pour mettre en œuvre des Certificats d'Economies d'Energie.
- Appel à projet « autres dispositifs d'accompagnement financier »
La délibération précise que la Région se propose en partenariat avec l'ADEME et l'ARENE d'appréhender dans un premier temps les attentes des collectivités locales et EPCI en matière de financement des travaux et de recenser les dispositifs existants (prêts bonifiés, fond de garantie...).
- Mettre en place un observatoire de l'énergie
Mise en œuvre d'un observatoire de l'énergie par l'ARENE en coordination avec l'ADEME, délégation Ile-de-France.
- Sensibiliser et informer
La Région financera des actions de sensibilisation et d'information, et notamment la création de 20 Agences locales de l'énergie.

La région d'Ile-de-France a ainsi défini des objectifs afin de développer les énergies locales et renouvelables et réduire l'effet de serre dans l'habitat et le tertiaire. Cette mobilisation doit trouver sa place dans tous les documents de planification et notamment dans le SCoT de la CCVE.

4. ANALYSE DES EFFETS DU PADD ET/OU DU DOG SUR L'ENVIRONNEMENT / MESURES ENVISAGEES POUR LIMITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE SUPPRIMER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

La mise en oeuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) aura nécessairement des incidences sur l'environnement.

L'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement a pour objectif de déterminer l'impact :

- des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), coeur du projet,
- des propositions d'orientations générales déclinées dans le Document d'Orientations Générales (DOG).

En évaluant le PADD, l'ensemble des incidences prévisibles liées aux grands objectifs est balayé. Les analyses plus précises sont renvoyées, suivant le principe de subsidiarité essentiel aux SCoT, aux analyses d'incidences dans le cadre des PLU et aux études d'impact des projets soumis à cette procédure.

L'évaluation du DOG (qui décline le PADD en prescriptions) sera réalisée chaque fois que le niveau de précision concernant les projets le permet : pour certain projet routier (mentionné comme tracé de principe), ou de zone d'activités (localisée sur la carte, mais dont la surface exacte et la destination précise reste à affiner dans le cadre des PLU), seuls des effets prévisibles seront déterminés.

Pour chacun des thèmes :

- les pressions environnementales existantes seront rappelées ;
- les objectifs environnementaux du schéma en réponse à ces pressions, en réponse à la prise en compte obligatoire des politiques supra-territoriales ou volontaire des politiques de certains partenaires seront identifiés ;
- les incidences directes ou indirectes des actions prévues par le SCoT (notion d'acceptabilité environnementale) seront appréciées.

Il s'agit aussi bien des incidences prévisibles positives (manière dont le SCoT prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement) que négatives. Elles peuvent découler directement ou indirectement des orientations.

L'évaluation environnementale, démarche itérative permettant de définir des orientations plus favorables à l'environnement, donne également les moyens à la collectivité de justifier ses choix.

Cependant s'il s'avère que le parti d'aménagement retenu a des incidences négatives, la collectivité devra définir des mesures permettant de les limiter voire envisager des mesures compensatoires améliorant la qualité de l'environnement sur une autre partie du territoire.

Évaluation du scénario « zéro »

Si on considère la non mise en œuvre du SCoT tel qu'il est défini au travers des orientations du PADD et du DOG, on peut imaginer un scénario zéro, c'est-à-dire un scénario n'envisageant pas de modifications des pressions et des usages actuels du territoire de la CCVE, dans lequel une analyse de l'évolution des différents compartiments de l'environnement serait menée. Sans reprendre un à un ces différents compartiments (eau, déchets, énergies renouvelables, milieux naturels, ...), les paragraphes suivants s'attachent à décrire deux exemples d'évolution de l'environnement sans la mise en œuvre du SCoT.

Partant de ce postulat, le diagnostic a mis en évidence un certain nombre de dysfonctionnements concernant la problématique de l'eau notamment (qualité de l'eau des rivières perturbée malgré une amélioration progressive depuis quelques années). Comme déjà indiqué, un certain nombre d'organismes sont en charge de la gestion, chacun en ce qui les concerne, de la résolution des dysfonctionnements observés. C'est notamment le cas de la problématique « Eau » dont le SIARCE est l'acteur principal sur le territoire de la CCVE. Ce dernier met en œuvre une politique basée sur l'amélioration constante de l'eau du Val d'Essonne, notamment par la volonté de mettre en œuvre un schéma directeur d'aménagement durable de l'Eau. Néanmoins, le SCoT du Val d'Essonne permet de recadrer cette politique au sein d'une entité cohérente vis-à-vis de l'ensemble des pratiques et des usages ayant une incidence directe sur cette thématique. On peut donc dire qu'en l'absence de la mise en place des orientations du SCoT du Val d'Essonne, le SIARCE perd un « co-équipier » dans la mise en œuvre d'une politique efficace de gestion de la ressource en eau.

S'agissant des espaces naturels, en l'absence de la mise en œuvre du programme du SCoT, un certain nombre d'espaces naturels d'intérêt sont d'ores et déjà identifiés au travers différents porter à connaissance (ZNIEFF, ZICO, ...) ou réglementations spécifiques (sites NATURA 2000, arrêté de protection de Biotope). De fait, les politiques d'aménagement du territoire doivent les prendre en compte (exemple : POS/PLU). Néanmoins, cette prise en compte, dans le cas d'un scénario zéro, se fait au cas par cas sans une réelle vision globale du territoire. Ce scénario zéro peut ainsi conduire à des aberrations occultant l'intérêt écologique même des milieux (urbanisation non contrôlée, non maîtrise des rejets générés par exemple).

Sans être une formule magique pour protéger tous les espaces naturels du territoire (conduisant à une sanctuarisation des territoires contraire au principe de développement durable), l'outil « SCoT » est le moyen intégrateur d'une politique d'aménagement du territoire d'ensemble permettant d'identifier puis de préserver les espaces naturels d'intérêt majeur du territoire en question. Outre la protection de ces espaces, le SCoT permet également d'identifier les connexions biologiques entre ces différents milieux (corridors biologiques) pour un aménagement du territoire réfléchi à une échelle intégratrice des fonctionnalités du territoire concerné.

Sans la mise en œuvre du programme SCoT tel qu'il est proposé, il est fort à parier que les dommages causés à l'environnement depuis des décennies perdurent puisque non pris en charge à un niveau de décision supérieur adéquat.

4.1. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE CADRE PHYSIQUE

4.1.1. Analyse des effets

Le territoire de la CCVE présente des caractéristiques géomorphologiques, topographiques et hydrologiques d'une grande variété : la vallée de l'Essonne et celle de la Juine, les coteaux et les plateaux.

Ce cadre physique (géologie, climat, hydrographie) n'évolue que très lentement d'une manière générale (sauf bouleversements ponctuels liés à l'exploitation de carrières, à de grands travaux d'aménagement tels que la création de nouvelles infrastructures de transports...).

Aujourd'hui, peu de bouleversements sont à attendre compte tenu de la mise en place de politiques de protection.

Sur cette thématique physique, les communes s'engagent à travers le SCoT sur les orientations suivantes :

- préserver les vallées,
- garantir la lisibilité du réseau hydrographique,
- affirmer les vallées comme éléments structurants du paysage,
- insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement. Par exemple, le DOG demande aux PLU de respecter au moment de la définition des périmètres d'extension urbaine des limites physiques et des franges de protection.

Ces orientations vont dans le sens d'une préservation de l'identité territoriale de la CCVE, par la prise en compte dans les aménagements futurs d'un cadre physique hérité qu'il convient de respecter.

Elles permettront de préserver un cadre de vie de qualité pour les habitants actuels et futurs.

Les dispositions réglementaires du SCoT n'ont aucune incidence négative sur le cadre physique.

4.1.2. Mesures envisagées

Elles résident dans la prise en compte des éléments structurants du paysage : le relief, les lignes de crête, les zones humides, les cours d'eau qui nécessitent de s'interroger sur des conditions d'urbanisation adaptées au site.

4.2. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA RESSOURCE EN EAU

4.2.1. Analyse des effets

Préservation de la qualité

En l'absence de mesures préventives, les aménagements prévus peuvent avoir un impact négatif sur les eaux superficielles et souterraines, que ce soit pour la construction de routes, de bâtiments ou d'équipements.

Globalement, le Document d'Orientations Générales prend bien en compte la ressource en eau.

La construction de voies nouvelles est prévue sur le territoire. Ces projets auront un impact négatif sur la ressource en eau superficielle car ils peuvent être à l'origine de plusieurs types de pollution :

- même si la probabilité d'une pollution accidentelle, consécutive par exemple à un accident de la circulation, reste faible, la création d'une voie nouvelle à proximité d'un cours d'eau augmente ce risque,
- ces projets peuvent être à l'origine d'une pollution saisonnière, peu impactante, liée à l'utilisation d'herbicides et d'engrais pour l'entretien des abords végétalisés et de sels de déverglacage pour les jours d'enneigement,
- enfin, ils peuvent avoir une forte incidence sur l'environnement en terme de pollution chronique, résultant du ruissellement des eaux de pluie sur les chaussées : ces eaux se chargent en éléments toxiques issus des gaz d'échappement des véhicules ainsi que de l'usure des matériaux.

Par ailleurs, de nouvelles urbanisations (à vocation d'habitat ou d'activités) sont également envisagées. Ces projets menacent d'augmenter la pollution des cours d'eau présents (Juine et Essonne).

Ces impacts peuvent être d'autant plus importants que ces cours d'eau sont de qualité moyenne. Une aggravation de leur qualité n'est donc pas acceptable.

Ressources en eau

Concernant la ressource en eau et la qualité des eaux de surface, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de la pression exercée sur les ressources actuellement exploitées et une augmentation des volumes d'effluents à traiter.

Si la question de l'approvisionnement en eau potable, c'est-à-dire le dimensionnement actuel du réseau de distribution et les capacités de stockage, est suffisante pour répondre à l'évolution de la demande dans les années futures, les dysfonctionnements de l'assainissement ont été démontrés dans le diagnostic. Toutefois, la collectivité a pris la mesure des actions à entreprendre et les a traduites au travers des orientations inscrites dans le PADD et le DOG.

4.2.2. Mesures envisagées

Préservation de la qualité

Le SCoT préconise plusieurs mesures visant à préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines :

- intégrer les conclusions des études en cours sur ce thème,
- appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection de captages,
- préserver la liaison Essonne-Seine qui a son importance d'un point de vue économique et écologique, notamment sur le débit minimum de l'Essonne en période d'étiage,
- mettre en place un schéma directeur d'aménagement durable de l'eau (SIARCE),
- intégrer les conclusions des études menées par le SIARCE et en particulier l'EPAGRE de 1997 (Etude Préalable à l'Aménagement Global de la Rivière Essonne),
- mettre en place un schéma directeur d'eau potable sur le territoire communautaire, en actualisant le document établi par le SIEP du Val d'Essonne,
- la préservation des zones humides qui, outre leur intérêt écologique connu, ont un rôle essentiel dans l'épuration des eaux,
- la préservation de la qualité des eaux de surface à travers une meilleure prise en compte des rejets de polluants dans les sols,
- le maintien, le respect et la protection des périmètres de protection de captage des eaux.

Ressources en eau

Les incidences négatives prévisibles de l'augmentation de la pression sur la ressource naturelle en eau sont compensées par plusieurs orientations visant à :

- poursuivre les investissements pour la mise aux normes d'installations d'assainissement. La modernisation des systèmes d'assainissement est encore incomplète. Les efforts devront être poursuivis pour améliorer les réseaux actuels, poursuivre la définition des zonages d'assainissement,
- traiter les problèmes de rejets directs dans le milieu naturel (notamment par une mise en conformité des installations d'assainissement non collectif,
- diminuer les rejets de pollution dans la rivière,
- mieux gérer les eaux pluviales (dépollution, réseau à renforcer,...). Il s'agit notamment de gérer les problèmes de ruissellement identifiés sur deux communes de la CCVE, de créer des ouvrages de dépollution des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel, de demander à l'Etat de dépolluer les eaux de ruissellement provenant de l'autoroute traversant le territoire en créant des ouvrages de dépollution,
- déterminer les zonages d'assainissement,
- revoir les Schémas Directeurs d'Assainissement (documents pour la plupart anciens),
- appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection des captages.

Il faut noter qu'un certain nombre de projets d'aménagements peuvent être soumis à la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application (décret n° 93-743 du 29 mars 1993 et décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 le modifiant). La conformité de ces projets à cette réglementation permet de garantir la pérennité de la ressource en eau en mettant en place les dispositifs permettant un contrôle quantitatif et qualitatif des eaux générés par ces aménagements.

4.3. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE NATUREL

4.3.1. Analyse des effets

S'agissant d'un document d'urbanisme fixant le cadre général des urbanisations futures nécessaires à la croissance démographique attendue, le SCoT détermine un espace d'urbanisation potentielle qui, de fait, est soustrait aux espaces naturels et agricoles¹⁶. Cette diminution des espaces naturels constitue une incidence prévisible négative sur l'environnement.

Protections réglementaires

Le SCoT a recensé les protections réglementaires et les inventaires existants. Le SCoT prend bien en compte ces « espaces naturels majeurs » où toute urbanisation nouvelle est interdite. Cela concerne les milieux classés au titre des ZNIEFF, du réseau NATURA 2000, des Espaces Naturels Sensibles, des arrêtés de protection de Biotope...

Faune, flore, habitats sensibles

Dans le cas présent, le développement pressenti respecte globalement les équilibres naturels.

Les espaces à enjeux naturels les plus forts sont :

- les vallées humides de l'Essonne et de la Juine (marais ...),
- les boisements des plateaux pour leur rôle de biodiversité et de corridors biologiques.

Si les premiers bénéficient d'une superposition de protections réglementaires, les seconds sont relativement exposés : il s'agit d'espaces relativement réduits, plus ou moins discontinus et parfois au contact d'espaces urbanisés en croissance.

Pour la petite faune (petits mammifères, amphibiens, reptiles) et les oiseaux, les zones humides sont également des sites de repos et de gagnage très importants (voire essentiels).

¹⁶ Si on excepte les secteurs de renouvellement urbain et de densification.

Il convient de noter que pour la faune terrestre, il faut assurer la protection des zones fréquentées mais surtout des corridors, c'est-à-dire des liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou entre différents habitats d'une espèce, permettant sa dispersion et sa migration. A ce titre, la préservation des principes de liaisons naturelles définies sur la carte des coupures d'urbanisation à respecter du DOG est essentielle. Cela concerne entre autres les connexions des systèmes vallées – coteaux – plateaux mais également les systèmes espaces agricoles – espaces boisés des plateaux. Une interruption de ces échanges causerait probablement l'isolement de certaines espèces impliquant une fragilisation des populations isolées (perte de brassage génétique ...). Ces isollements peuvent être à l'origine de la disparition du territoire considéré de certaines espèces.

Cela implique donc dès en amont du projet d'urbanisme :

- des mesures au niveau de l'aménagement du territoire garantissant leur non urbanisation,
- des mesures de franchissement sur les voies de circulation (passage à faune).

Les secteurs concentrant le plus d'urbanisation prévue, donc ceux qui subiront les effets les plus forts sur les habitats naturels et par voie de conséquence sur la faune et la flore, sont les territoires situés au niveau des pôles urbains structurants ainsi qu'au niveau des pôles relais, avec :

- pour les transports : les différents projets de déviation, doublement et élargissement de voies,
- pour l'habitat : le développement de secteurs d'habitat est prévu dans toutes les communes, mais la priorité est d'urbaniser les pôles urbains structurants de Mennecey, Ballancourt-sur-Essonne et La Ferté-Alais,
- pour les activités économiques : le projet prévoit de développer les activités principalement au nord et au centre du territoire de la CCVE.

Les effets prévisibles de ces projets sur le milieu naturel sont :

- du point de vue de la flore, le projet aura un impact avec la suppression d'une partie du couvert végétal sur les secteurs qui seront aménagés. Des boisements et des espaces agricoles pourraient être concernés,
- du point de vue de la faune, la destruction de secteurs boisés ou agricoles peut engendrer localement des changements dans les habitudes de vie de l'avifaune et des petits mammifères, ces zones constituant des zones privilégiées (refuge, gagnage).

Les impacts liés aux travaux seront temporaires : bruit amplifié et poussières soulevées, vibrations, circulation d'engins... Ces nuisances peuvent éloigner temporairement la faune.

Par ailleurs, les travaux peuvent être à l'origine de destruction ou dégradation d'habitats remarquables ou d'arbres patrimoniaux.

Boisement

Le SCoT entend protéger cette ressource. Sa prise en compte peut être jugée très satisfaisante.

Zones humides

Les vallées de la Juine et de l'Essonne renferment des territoires humides de grands intérêts écologiques. Ces territoires (marais) sont une richesse que la CCVE souhaite mettre en valeur d'un point de vue touristique. Cette ouverture au public peut constituer une menace pour la préservation de ces espaces et des espèces qu'ils renferment. Ces zones humides font l'objet d'inventaires et sont en majorité protégées par des mesures réglementaires (NATURA 2000 notamment). Néanmoins, il appartient à chaque commune de les protéger dans leur document d'urbanisme.

4.3.2. Mesures envisagées

Protections réglementaires

Le SCoT recense les protections réglementaires existantes et identifie également les espaces à enjeux majeurs.

Il permet de mettre en évidence les secteurs que chaque commune devra protéger dans son PLU grâce à des zonages adaptés.

Comme indiqué dans le PADD, le SCoT préserve l'ensemble de ces espaces en pérennisant le statut d'espace naturel protégé des sites repérés.

Faune, flore, habitats sensibles

Les incidences négatives du projet sur les habitats, la faune et la flore sont compensées par plusieurs orientations.

Des coupures vertes sont maintenues pour faciliter la libre circulation de la faune. Elles ont été identifiées sur une carte : au sein de celles-ci, toute extension de l'urbanisation existante et toute implantation de bâtiments, quelle que soit leur nature ou leur vocation, est proscrite. En revanche, la mise en culture ou l'exploitation forestière des terres est autorisée.

Les espaces les plus sensibles sur le plan écologique - bords de cours d'eau, boisements de plateau - ont été identifiés et cartographiés.

Le SCoT engage les communes à protéger ces espaces dans leur document d'urbanisme (mode de protection adapté pouvant être concrétisé par le classement N dans les PLU par exemple).

Le projet de SCoT intègre dans ses orientations les mesures nécessaires au maintien des milieux naturels de qualité puisque la préservation de ces espaces est inscrite à travers les orientations suivantes :

- la préservation de continuités biologiques naturelles, exemple : vallée de l'Essonne, vallée de la Juine, corridors biologiques constitués par les boisements de plateau notamment sur les communes de Cerny, Champcueil et Nainville-les-Roches,
- la détermination de limites aux fronts urbains, exemple : Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Vert-le-Grand,
- le maintien de respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation), exemple : Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Auvernaux, Mennecy, Leudeville, Vert-le-Grand.

Boisements

Le SCoT porte une attention particulière aux boisements du territoire notamment pour leur rôle structurant. Le SCoT intègre la préservation de leur diversité en préservant :

- les boisements qui renforcent les continuités territoriales (coteaux de la Beauce),
- les remises (entités de plateau) qui assurent un rôle écologique important,
- les lisères boisées.

Selon le principe de subsidiarité, le SCoT renvoie au niveau des documents d'urbanisme communaux (PLU) l'intégration de la protection des espaces boisés d'intérêt qu'ils soient situés en secteur agricole ou urbain grâce à la procédure de classement en EBC (Espace Boisé Classé) ou EVIP (Espace Vert Intérieur Protégés).

Zones humides

Le SCoT identifie au travers de l'état initial du rapport de présentation ces espaces à enjeux importants. Les orientations relatives aux zones humides inscrites au PADD et au DOG permettent d'assurer leur préservation. Celle-ci s'appuie notamment sur :

- le respect de la qualité des rivières Essonne, Juine et Ecole en proscrivant toute urbanisation à proximité du lit mineur de ces cours d'eau, le remblaiement de marais et en mettant en œuvre les prescriptions du PPRI (lorsque celui-ci sera validé),
- le programme « A Qualité 2015 » du SIARCE intégrant une politique sur la rivière Essonne et sur l'assainissement ainsi que la co-gestion partenariale des ENS avec le Département de l'Essonne,
- la valorisation des marais, notamment sous un angle économique (valorisation touristique en autorisant certains types d'implantation : activités légères de loisirs et de tourisme, ...).

S'agissant de ce dernier point, l'ouverture au public devra se faire avant tout dans le respect des milieux et des espèces en présence. Ces aménagements, qui devront demeurer légers, veilleront notamment à rester en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier vis-à-vis du PPRI et de la réglementation spécifique applicable au site du réseau NATURA 2000 (pSIC, SIC, ZPS, ZSC).

Des études complémentaires semblent être indispensables pour apporter des réponses précises quant à la coordination de deux des objectifs du SCoT que sont la préservation des milieux naturels et leur valorisation qui passe notamment par l'ouverture d'une partie de ces espaces au public. L'importance d'une réflexion sur la nature et la localisation des aménagements visant à valoriser les milieux naturels humides (cours d'eau) est cruciale compte tenu des sensibilités identifiées (milieux d'intérêts européens, espèces animales et végétales protégées...).

Le SCoT affiche la volonté de veiller à garder le caractère naturel des rivières en dehors des zones urbanisées. Pour ce faire, ces milieux fragiles devront faire l'objet d'une attention particulière dans les documents d'urbanisme locaux afin de préserver leur richesse écologique et paysagère.

En outre, les champs d'expansion des crues devront être préservés.

Par ailleurs, les opérations d'aménagement urbain et les projets d'infrastructure devront mettre en valeur le milieu végétal naturel des vallées et démontrer qu'ils ne portent pas atteinte à ces milieux naturels.

4.4. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES RISQUES ET LES NUISANCES

4.4.1. Analyse des effets

Inondations

Concernant le risque d'inondation, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de l'imperméabilisation des sols au niveau des bassins versants et, par voie de conséquence, une augmentation du volume et de la vitesse des écoulements.

Sur une échéance de 10 ans, les surfaces destinées à l'accueil de nouveaux logements sont estimées à 145 hectares, et celles destinées à l'accueil de nouvelles entreprises à 220 hectares. Ces emprises, représentant 2,7 % de l'espace rural, apparaissent comme très raisonnables en comparaison à la surface totale du territoire.

Par contre, la construction de bâtiments peut avoir un impact négatif s'ils se situent dans la zone d'expansion des crues. En effet, plusieurs communes sont concernées par le risque inondations et l'Atlas des PHEC précise que plusieurs zones du territoire ont historiquement déjà été inondées lors d'épisodes de crues.

Retrait et gonflement des argiles

Le risque de retrait et de gonflement des argiles concerne 6 communes du territoire du SCoT (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit). Les projets de développement des zones urbanisées, bien que parfois situés sur des zones à risque non négligeable, ne contribuent pas à augmenter ce risque sur le territoire, dans la mesure où celui-ci est bien identifié dans le PADD.

Risques industriels

La présence de risques technologiques concerne particulièrement la commune de Vert-le-Petit avec la présence de 2 entreprises SEVESO seuil haut.

Le projet d'aménagement n'entraîne aucune augmentation de ce risque dans la mesure où celui-ci est identifié dans le PADD. En outre, il faut rappeler que le SCoT n'a pas pour vocation de se substituer aux structures compétentes existantes. En la matière, le SCoT s'appuie sur la création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour des installations SME et ISOCHÉM.

De la même manière, le projet d'aménagement de SCoT prend en compte la présence d'anciens sites industriels pollués, de puits de pétrole et de sites de stockage d'hydrocarbures.

Nuisances sonores

Sur le territoire de la CCVE, les principales sources de nuisances sonores sont les infrastructures de transport. L'aérodrome de Brétigny-sur-Orge qui n'est plus en service reste néanmoins régi par un zonage du Plan d'Exposition au Bruit.

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur l'ambiance sonore.

Par ailleurs, les incidences sonores du projet sont liées à la mise en place de nouvelles infrastructures viaires sur le territoire. Sont ainsi prévus dans le SCoT :

- l'élargissement de la RD74 entre Ballancourt-sur-Essonne et Chevannes ;
- la déviation de la RN191 à partir de Ballancourt-sur-Essonne en contournant Chevannes, Mennecy et Ormoy avec connexion A6 ;
- la déviation d'Itteville sur la RD31 ;
- la déviation de la RD449 et itinéraire conseillé par la D87 avant La Ferté-Alais ;
- la déviation d'Auvernaux (RD948) ;
- le contournement du village de Leudeville afin d'éviter la traversée du village ;
- le désenclavement de la zone industrielle de Cerny ;
- le dédoublement de la RN191 à hauteur de Cerny.

Qualité de l'air

La principale source de dégradation de la qualité de l'air est représentée par les transports. La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés.

Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur la qualité de l'air.

Il est bon de rappeler qu'une infrastructure routière génère : des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), du benzène et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des particules. Ces polluants ont des impacts négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement.

Les principaux effets sur la santé des polluants issus du trafic automobile sont les suivants : migraines, irritations, altération des fonctions pulmonaires, toux, anoxie, troubles cardiovasculaires, vertiges, troubles de la vision, diminution des défenses immunitaires, cancers...

Les principaux effets sur l'environnement sont : pluies acides, effet de serre, contamination des sols et des végétaux puis par l'intermédiaire des chaînes alimentaires des animaux, altération des bâtiments (salissures et noircissements).

La seconde source de dégradation de l'air est l'habitat : le chauffage notamment, à partir d'énergies fossiles (charbon, gaz) est extrêmement polluant et contribue fortement à augmenter l'effet de serre.

4.4.2. Mesures envisagées

Inondations

Le PADD préconise un développement urbain respectueux du territoire ainsi qu'une protection et une valorisation des espaces naturels. Une forte volonté de limiter l'urbanisation est ainsi affichée, ce qui est favorable à la limitation des inondations.

Concernant le risque inondation, des orientations visent par ailleurs à :

- prendre en compte le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne, lorsque celui-ci sera validé, qui réglera l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues. On rappelle que la prescription d'un PPRI sur tout le linéaire de l'Essonne et la réalisation d'études hydrauliques et géomorphologiques sont programmées pour le 1^{er} semestre 2007 pour une approbation du PPRI prévue en 2009 ;

- protéger la protection des zones inondables non urbanisées en zones inconstructibles ;
- prendre en compte la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Prévention des Inondations sur 3 ans en collaboration avec le SIARCE.

D'autre part, les orientations relatives à la préservation des zones humides et des rivières ainsi qu'à la gestion des eaux pluviales vont dans le sens de la limitation du risque inondation.

Retrait et gonflement des argiles

Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. Toutefois, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures constructives préventives suivantes :

On sait parfaitement construire sur des sols argileux sujets au phénomène de retrait-gonflement et ceci moyennant le respect de règles relativement simples qui n'entraînent pas de surcoût majeur sur les constructions.

Il est donc fondamental de savoir identifier avant construction la présence éventuelle d'argile gonflante au droit de la parcelle, afin de prendre en compte ce paramètre lors de la mise en œuvre du projet. Les règles à respecter concernent la réalisation des fondations et, dans une moindre mesure, la structure même de la maison. Elles concernent aussi l'environnement immédiat du projet et en particulier la maîtrise de la teneur en eau dans le sol à proximité immédiate des fondations.

Ces règles préventives à respecter sont désormais bien connues des professionnels de la construction. Encore faut-il savoir identifier les zones susceptibles de renfermer à faible profondeur des argiles sujettes au phénomène de retrait-gonflement. Les cartes départementales d'aléa retrait-gonflement élaborée par le BRGM dans les régions les plus touchées par le phénomène peuvent contribuer à attirer l'attention des maîtres d'ouvrage sur la question. Cependant, pour déterminer avec certitude la nature du terrain situé au droit de la parcelle et adapter au mieux les caractéristiques de la construction aux contraintes géologiques locales, une étude géotechnique menée par un bureau d'études techniques spécialisé constitue la mesure *a priori* la plus sûre.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur. Dans les communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) qui prend en compte spécifiquement le phénomène de retrait-gonflement des argiles, les mesures à respecter dans chacune des zones réglementées sont celles qui sont définies par le règlement du PPR.

- Les fondations sur semelle doivent être suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.
- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.
- La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages haut et bas.
- Deux éléments de construction accolés et fondés de manière différente doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.
- Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité.
- Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation.
- En cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie.
- Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.

Risques industriels

Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. On rappelle la création d'un CLIC et le projet de lancement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) probablement à la fin 2007 après remise de l'étude de danger par l'industriel.

Nuisances sonores

Les orientations relatives aux nuisances sonores concernent :

- la maîtrise des nuisances sonores en prônant des principes protégeant l'habitat (insonorisation des bâtiments, respect de marges de recul, ...), en travaillant sur la localisation des équipements et des infrastructures générant ce type de nuisance,
- la lutte contre les nuisances sonores liées à l'A6 (pose d'un nouveau revêtement silencieux ou rénovation du revêtement existant),
- la prise en compte dans le projet d'aménagement du SCoT du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Brétigny-sur-Orge (qui concerne les communes de Leudeville et Vert-le-Grand) avec une obligation de compatibilité du SCoT avec le PEB (en cours de révision).

Qualité de l'air

Les incidences négatives liées à la qualité de l'air sont compensées par les orientations visant à :

- renforcer les transports en commun afin de limiter l'usage des voitures particulières,
- développer les circulations douces de type pistes cyclables et voies piétonnes,
- organiser un développement urbain respectueux du territoire,
- promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables qui dégradent moins la qualité de l'air que les énergies fossiles.

4.5. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA GESTION DES DECHETS

4.5.1. Analyse des effets

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déchets.

4.5.2. Mesures envisagées

Cette incidence négative est compensée par la prise de compétence « élimination et traitement des déchets » à compter du 1^{er} janvier 2006 par la CCVE. Elle souhaite ainsi améliorer son dispositif de gestion des déchets :

- en réalisant des économies dans la gestion des déchets sur l'ensemble du territoire,
- en encourageant la réduction des déchets à la source.

D'autre part, l'orientation visant à limiter l'étalement urbain permet de faciliter la collecte des déchets et de limiter les coûts de la collecte.

4.6. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES ENERGIES RENOUVELABLES

4.6.1. Analyse des effets

La croissance démographique attendue, les extensions urbaines ainsi que la progression des transports devraient entraîner une augmentation, en valeur absolue, de la consommation d'énergie.

4.6.2. Mesures envisagées

Cette incidence négative est compensée par le souhait des élus de la CCVE de favoriser le développement de diverses formes d'énergies renouvelables (géothermie, éoliennes, panneaux solaires,...) adaptés aux capacités d'accueil et d'insertion sur le territoire.

Il est effectivement louable de promouvoir notamment l'implantation de champs d'éolien mais celle-ci devra s'apprécier en fonction des contraintes d'intégration du territoire ; seules des études complémentaires fines peuvent indiquer la faisabilité de tels projets. On rappelle qu'à ce sujet, le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé...) puisque le territoire n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles (territoire majoritairement situé en zones sensibles).

En outre, le recours aux énergies renouvelables sera encouragé dans le domaine de la construction. Il est bon de rappeler que des solutions alternatives existent pour réduire les consommations d'énergies. Elles revêtent diverses appellations et forme selon l'échelle de travail :

- au niveau d'une construction, la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) permet d'obtenir des gains substantiels en terme d'économie d'énergie mais également d'économie financière (solaire passif...),
- au niveau d'un aménagement global, l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) est aussi une alternative efficace (optimisation des déplacements, maintien de la biodiversité, choix d'implantations des bâtiments...).

Ces pistes sont autant de solutions envisageables dans la recherche des économies d'énergie.

4.7. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PAYSAGE

4.7.1. Analyse des effets

Le développement de l'habitat et de zones d'activités économiques est susceptible d'avoir une incidence négative sur le paysage : développement anarchique, mauvaise intégration...

A l'inverse, il peut avoir des impacts positifs sur le paysage en organisant les espaces : requalification des entrées en ville, requalification des bâtiments, aménagement du réseau viaire et des espaces publics... Ces aménagements peuvent ainsi devenir le support d'une nouvelle structuration du territoire et d'une amélioration du paysage.

Sur le plan des transports, les projets auront un impact sur le paysage suivant que les nouvelles voies ou celles qui seront éventuellement requalifiées seront plus ou moins perceptibles et qu'elles structureront ou non le territoire. Elles pourront alors devenir le support de nouvelles urbanisations.

4.7.2. Mesures envisagées

Les incidences négatives du SCoT sur le paysage sont compensées par une orientation du PADD veillant à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser. En effet, les orientations paysagères définies dans le SCoT ont pour objectif de limiter les effets négatifs de la périurbanisation et de rendre le territoire plus attractif pour une valorisation du cadre de vie. L'objectif est également d'affirmer l'identité du Val d'Essonne en préservant et en valorisant les principaux éléments qui forgent cette identité territoriale, en se dotant d'une charte paysagère des bords de l'Essonne et des zones humides.

Cette orientation se décline en plusieurs points :

- gérer les limites urbanisation/agriculture (orientation à décliner dans tous les nouveaux programmes d'aménagement) ;
- traiter les entrées sur le territoire (abandon du caractère routier au profit d'aménagements plus urbains à l'entrée des villes et des bourgs) ;
- préserver les ouvertures du paysage (conservation d'échappées visuelles sur le territoire agricole, intégration paysagère des aménagements dans le respect de l'environnement, préservation de l'identité du territoire pour éviter la banalisation du bâti) ;
- préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti.

Par ailleurs, les incidences sur le paysage sont réduites par la volonté de limiter l'étalement urbain et de préserver l'agriculture et les espaces naturels. Seront ainsi préservées et maintenues des continuités naturelles (notamment dans les vallées), des respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation). De la même manière, des limites aux fronts urbains seront déterminées.

4.8. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE CULTUREL

4.8.1. Analyse des effets

Les projets envisagés dans le cadre du présent projet d'urbanisme sont susceptibles d'intercepter le périmètre de protection défini autour d'un Monument Historique.

De plus, il est à signaler que de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts sur le territoire. Les projets d'urbanisation prévus peuvent donc être à l'origine de la dégradation ou de la destruction d'une partie de ce patrimoine.

4.8.2. Mesures envisagées

Les impacts négatifs identifiés dans le présent chapitre sont compensés par les orientations suivantes :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti

La valorisation du bâti ancien s'exerce par de multiples outils : la réhabilitation en logement locatif d'habitat ancien de centre bourg, la valorisation des espaces publics en cœur de village favorisant les initiatives privées de restauration, l'investissement des anciens domaines par des équipements publics, le maintien de l'individualité des bourgs dans le paysage par la préservation de vastes coupures dans l'urbanisation et l'évitement de l'urbanisation en manchons le long des voiries.

Ainsi, les documents d'urbanisme locaux devront inscrire le principe d'une préservation et d'une mise en valeur de ce patrimoine bâti ancien.

- Identifier finement le patrimoine à préserver

Il est ainsi prévu qu'à l'occasion de modifications, de révisions simplifiées ou révisions de POS, de PLU, chaque commune établira un recensement des édifices remarquables. Ce recensement devra être accompagné d'une réflexion sur les modes de réinvestissement et de préservation du patrimoine bâti.

4.9. EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES DEPLACEMENTS

4.9.1. Analyse des effets

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Par voie de conséquence, cela entraînera une augmentation du risque d'accidents, une augmentation de la pollution des bâtiments proches des voies de circulation et une diminution de la qualité du cadre de vie.

D'autre part, le projet établi dans le SCoT prévoit le renforcement du maillage du réseau de transport, entraînant à la fois des incidences négatives (accidents, pollutions...) et des incidences positives du fait de l'amélioration globale du réseau routier et du renforcement de l'accessibilité de certains secteurs du territoire.

4.9.2. Mesures envisagées

Le SCoT a prévu plusieurs mesures visant à prévenir ces impacts sur les déplacements :

- l'amélioration du maillage routier du territoire comprend notamment la réalisation de déviations pour certains bourgs, entraînant une amélioration du cadre de vie et de la sécurité des riverains ; de plus, dans la même optique, des aménagements pour la sécurisation des déplacements seront mis en place (jalonnements, aménagements des entrées de villes et de villages, réduction des vitesses...) ;
- le renforcement des transports en commun permettra de favoriser l'usage d'autres modes de transport que celui de la voiture particulière, transport ayant tendance à augmenter du fait de l'étalement urbain et qui sont sources de nombreuses nuisances ; une meilleure couverture du territoire est ainsi prévue ainsi que la mise en place d'un transport à la demande ;
- le développement des circulations douces (piétons, deux roues) est prévu afin d'assurer une continuité dans les circuits ; ce développement ne pourra être engagé qu'à condition de respecter les impératifs de sécurité et sur des voies où ce type d'implantation s'avère réalisable sans faire obstacle au stationnement notamment. Cette orientation s'appuiera sur les actions suivantes :
 - relier par des circuits cyclables les pôles de centralité (habitat, emploi, équipements publics, scolaires, sportifs et de loisirs) en s'appuyant sur le Schéma Directeur Cyclable du département ;
 - créer des franchissements supplémentaires de l'Essonne et des voies ferrées ;
 - favoriser la circulation des piétons par des aménagements adaptés (sécurité...).
- la mise en place d'un Schéma Directeur des Circulations Douces.

4.10. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-TERRITORIAUX

4.10.1. Compatibilité du projet avec le SDAGE

La CCVE est incluse dans le territoire du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.

Les orientations du SCoT intègrent un certain nombre de mesures visant à la gestion de la ressource en eau ; celles-ci concernent des objectifs de préservation de la qualité de l'eau, de gestion de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et de protection et mise en valeur des zones humides.

Compte tenu de ces objectifs, le SCoT tel qu'il est défini, est compatible avec les objectifs suivants du SDAGE :

- améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines,
- maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides.

D'autre part, le SCoT devra être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE de la nappe de Beauce en cours d'élaboration.

4.10.2. Compatibilité du projet avec le zonage NATURA 2000

Protéger la diversité biologique est un objectif majeur des politiques environnementales mondiale, européenne ou française. Afin de répondre à ce défi, l'Union européenne a mis en place le réseau NATURA 2000.

Rompant avec la tradition de protection stricte et figée des espaces et des espèces, l'approche proposée par la démarche NATURA 2000 privilégie la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable qui tient compte des préoccupations économiques et sociales.

Aucune procédure d'autorisation nouvelle n'est créée. Mais les projets susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents dans un site NATURA 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences (que le projet soit situé à l'intérieur ou à proximité d'un site NATURA 2000).

Aucun projet d'aménagement ne s'inscrit sur les zones NATURA 2000 recensées sur le territoire de la CCVE (pSIC, ZPS). Le projet d'urbanisme n'aura donc aucune incidence sur ces sites. En tout état de cause, une vigilance particulière vis-à-vis des aménagements périphériques aux sites NATURA 2000 du territoire de la CCVE s'impose.

Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la démarche NATURA 2000.

4.10.3. Compatibilité du projet avec le SDRIF de 1994

Le SCoT, à travers le PADD et le DOG, expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes forts que sont entre autres :

- organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante,
- conforter le développement des activités économiques,
- organiser les grands équipements de service à la population, améliorer la desserte du territoire et les déplacements,
- inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable,
- encourager le renouvellement urbain et recentrer les extensions de chaque commune,
- rechercher une optimisation de l'occupation foncière, respecter les coupures d'urbanisation,
- développer modérément les bourgs, villages et hameaux...

Toutes ces orientations générales sont autant d'éléments de compatibilité avec le Schéma Directeur d'Ile-de-France de 1994, qui prône le développement de l'urbanisation, dans et en périphérie des secteurs déjà urbanisés, respecter les milieux naturels dont les vallées des cours d'eau, les boisements et les espaces agricoles.

Le SDRIF de 1994 fixe des zones urbanisées ou à urbaniser, des zones partiellement à urbaniser selon la règle des 40-60 (40% espaces naturels ou agricoles ; 60% espaces urbanisés à l'horizon 2015). Ainsi, le SDRIF de 1994 indique environ 500 hectares restant actuellement à urbaniser à l'horizon 2015. Cependant, dans cette enveloppe foncière, des secteurs ne pourront être urbanisés à terme car fortement contraints (secteurs classés SEVESO, présence de lignes haute tension ...) ou présentant un intérêt paysager ou environnemental fort. Ces espaces représentent un ensemble foncier de l'ordre de 60 à 80 hectares. L'objectif du SCoT de la CCVE d'ouvrir à l'urbanisation près de 420 hectares (220 hectares pour le développement économique et près de 200 hectares pour le développement de l'habitat) est par conséquent compatible avec le SDRIF de 1994.

4.10.4. Compatibilité du projet avec la charte du PNR

Le SCoT, à travers le PADD et le DOG, expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes repris pour partie au paragraphe précédent. Pour les communes de la CCVE adhérentes au PNR du Gâtinais français (Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais), ces orientations renforcent leur engagement vis-à-vis des objectifs de la Charte du Parc : protection du patrimoine naturel et culturel, maîtrise de l'urbanisation, développement économique, amélioration du cadre de vie... (Cf. paragraphe 3.3.3.3.2 page 98).

Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais français.

5. BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS

L'objectif de cette phase est de déterminer les indicateurs les plus pertinents pour l'évaluation des incidences de la mise en œuvre du SCoT.

Ces indicateurs doivent garantir une gestion optimale et un suivi permanent de l'évolution du territoire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne.

5.1. METHODE D'ELABORATION / DE SELECTION

Ces indicateurs ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence, de leur fréquence, de leur degré de faisabilité, de leur niveau géographique et de la réalité des sources d'information.

Les indicateurs sont quantitatifs, lorsque les données sont présentes ou qualitatifs dans le cas inverse.

Tout en se référant aux documents proposant des méthodes d'évaluation des incidences, la méthode mise en place sur le territoire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne a été adaptée au contexte et aux enjeux du territoire.

Les indicateurs retenus doivent être :

- faciles à mettre en œuvre,
- adaptés aux destinataires.

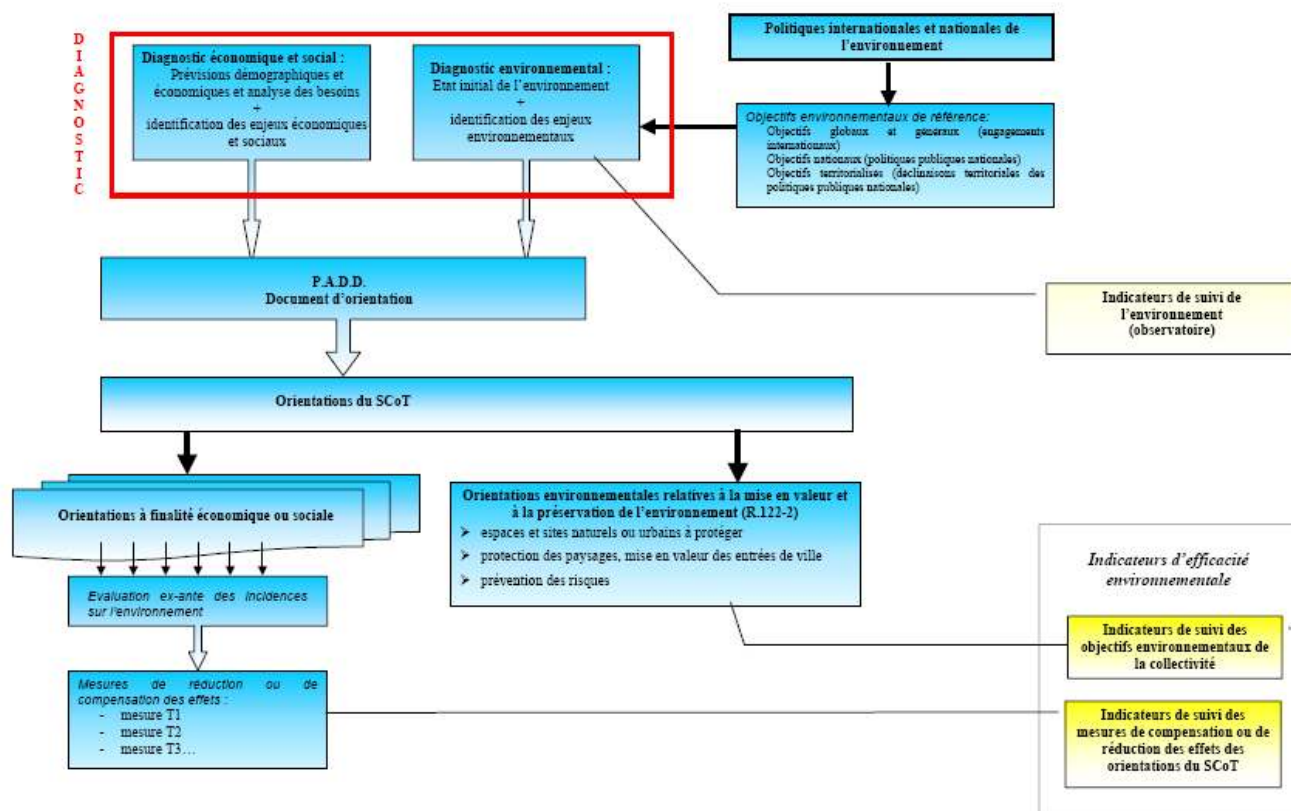
Ces indicateurs doivent être établis :

- à l'état zéro,
- au moment du bilan : dans 10 ans.

Un indicateur numérique pourra être comparé sur une évolution en pourcentage.

5.2. INSERTION DANS LA DEMARCHE

La place des indicateurs dans la démarche SCoT est la suivante¹⁷ :



5.3. LA MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE DE SUIVI

La mise en place d'une démarche de concertation à l'échelle de la CCVE s'appuiera sur :

- une commission technique analysant les indicateurs retenus et donnant un avis sur l'application du SCoT ; elle émet également un avis sur les révisions/élaborations des PLU,
- une commission d'élus validant le bilan et les éventuels recadrages d'objectifs.

Pour l'ensemble des indicateurs retenus, il est proposé :

- une périodicité d'actualisation biennale,
- une réflexion à l'échelle intercommunale (échelle du SCoT).

¹⁷ Source : Méthodologie pour l'évaluation des SCoT au regard des principes de développement durable, application au cas de Montpellier, Synthèse, DIREN Languedoc-Roussillon, 2005.

5.4. PRESENTATION DES INDICATEURS RETENUS

Le Tableau suivant dresse, par thème, les indicateurs de suivi retenus :

Thème 1 : l'occupation du sol				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
1.1	<i>Occupation du sol</i>			
	% de territoires artificialisés, de territoires agricoles à vocation affirmée, de territoires agricoles existants, de forêt (boisements), d'espaces naturels majeurs, d'espaces naturels, de zones humides et de surface en eau.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.2	<i>Evolution de l'occupation du sol</i>			
	% de zones stables (n'ayant pas connu de modification de leur occupation du sol pour la période concernée, même si elles ont connu des modifications importantes : par exemple : densification urbaine, coupes forestières, en fait zones n'ayant pas subi de changement de destination de sol), % de zones en évolution.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.3	<i>Evolution de l'urbanisation</i>			
	Consommation de l'espace : <ul style="list-style-type: none"> à destination du logement, à destination des activités économiques, à destination des équipements publics. 	Nombre et % par rapport à la superficie communale	Suivis des PLU et des permis de construire, suivis des ZAC communautaires, des ZAC communales, analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
	Densité de population	Nombre d'habitants / hectare	Fiche communale de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

Thème 2 : paysage et patrimoine				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
2.1	<i>Evolution du paysage</i>			
	Suivi photographique de quelques points paysagers sensibles	Photos	CCVE	Données 2006
	Compilation des études paysagères couvrant le territoire du SCoT (étude sur les entrées de ville,...)	Nombre	Communes	Données 2006

Thème 3 : la ressource en eau				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
3.1	<i>Eaux superficielles</i>			
	Amélioration générale de la qualité de l'eau	Qualité globale des eaux de surface : suivi des teneurs en nitrates, en phosphates...	Stations de suivi de la DIREN (RNB), du SATESE et du SIARCE	Cf. état initial SCoT
		Rendement des stations d'épuration (flux de pollution rejeté dans le milieu naturel)	Bilans SATESE	
3.2	<i>Eaux souterraines</i>			
	Amélioration générale de la qualité des eaux souterraines	Qualité globale des eaux souterraines	SAGE de Beauce (en cours d'élaboration)	Cf. Données du SAGE
3.3	<i>Eau potable</i>			
	Pourcentage d'analyse d'eaux brutes (eaux superficielles et souterraines) dépassant les normes pour les nitrates, les pesticides, la bactériologie et le sélénium.	% par rapport au nombre total d'analyse	DDASS Essonne	Cf. état initial SCoT

Thème 4 : la qualité de la vie				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
4.1	<i>Les déchets</i>			
	Quantité de déchets produits par habitant et répartition de ces déchets (ordures ménagères, tri sélectif...)	kg/j/hab	CCVE, rapport d'activité des syndicats de traitement des déchets (SIREDOM, SITREVA) et des collecteurs de déchets	Rapport d'activité de 2006
	Quantité totale de déchets collectés en déchetteries et répartition de ces déchets	tonne et %		
	Quantité de déchets industriels	tonne		
	Efforts internes de la collectivité pour la sensibilisation à la réduction et au recyclage des déchets	Analyse des supports de communication		
4.2	<i>L'énergie</i>			
	Surface de panneaux solaires installés avec une distinction entre le solaire thermique et le solaire photovoltaïque	m²	ADEME, ARENE	Données 2006
	Nombre de démarches HQE et AEU, de démarches énergie éolienne recensées sur le territoire	Nombre	ADEME, CCVE	Données 2006
4.3	<i>Déplacements alternatifs à la voiture</i>			
	Mise en place de ligne de transports en commun (hors SNCF)	Nombre	CCVE, exploitants	Données 2006
	Fréquentation des transports en commun (hors SNCF)	Nombre de voyageur par lignes		
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
4.4	<i>La qualité de l'air</i>			
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
	Nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes routiers	Nombre	DDE pour l'A6, département pour le reste du réseau routier	Données 2006
	Evolution de la qualité globale de l'air	Suivi des données historiques et statistiques	Données AIRPARIF	Données 2006
4.5	<i>Les nuisances sonores</i>			
	Linéaire des voies bruyantes	Nombre	DDE	Données 2006
	Compatibilité avec le PEB	Surface urbanisée sur les sites exposés	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

6. ANALYSE DES METHODES UTILISEES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES POUR EVALUER LES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

6.1. GENERALITES – NOTIONS D'EFFET OU D'IMPACT DU PORJET

En matière d'aménagement, les projets, de quelque nature qu'ils soient, interfèrent avec l'environnement dans lequel ils sont réalisés.

La procédure d'évaluation environnementale a pour objectif de fournir des éléments d'aide à la décision quant aux incidences environnementales du projet et d'indiquer les mesures correctives à mettre en œuvre par le porteur du projet, afin d'en assurer une intégration optimale.

On comprend donc que l'estimation des effets du projet (« impacts ») occupe une importance certaine dans la procédure d'évaluation environnementale.

La démarche adoptée est la suivante :

⇒ une analyse de l'état « actuel » de l'environnement : elle s'effectue de façon thématique, pour chacun des domaines de l'environnement (portant sur le cadre physique, le cadre biologique, le cadre humain et les énergies renouvelables) ;

⇒ une description du projet de SCoT et de ses modalités de réalisation, afin d'en apprécier les conséquences sur l'environnement, domaine par domaine, et de justifier, vis-à-vis de critères environnementaux, les raisons de son choix, apparaissant comme le meilleur compromis entre les impératifs socio-économiques et l'intégration environnementale ;

⇒ une indication des impacts du projet sur l'environnement, qui apparaît comme une analyse thématique des incidences prévisionnelles liées au projet. Il s'agit là, autant que faire se peut, d'apprécier la différence d'évolution afférant à :

- la dynamique « naturelle » du domaine environnemental concerné en l'absence de réalisation du projet d'une part,
- la dynamique nouvelle créée par la mise en œuvre du projet, vis-à-vis de ce thème de l'environnement.

Les conséquences de cette différence d'évolution sont à considérer comme les impacts du projet sur le thème environnemental concerné.

⇒ dans le cas des impacts négatifs, une série de propositions ou « mesures correctives ou compensatoires » visent à optimiser ou améliorer l'insertion du projet dans son contexte environnemental, et limiter de ce fait les impacts bruts (c'est-à-dire avant application des mesures compensatoires du projet sur l'environnement).

6.2. ESTIMATION DES IMPACTS ET DIFFICULTES RENCONTREES - GENERALITES

L'estimation des impacts sous-entend :

- ⇒ de disposer de moyens permettant de qualifier, voire de quantifier, l'environnement (thème par thème *a priori*),
- ⇒ de savoir gérer, de façon prédictive, des évolutions thématiques environnementales.

Le premier point, pour sa partie qualitative est du domaine de la réalité : l'environnement est aujourd'hui appréciable vis-à-vis de ses diverses composantes, avec des niveaux de finesse satisfaisants, et de façon objective (existence de méthodes descriptives).

La partie quantitative n'est de façon générale appréciée que dans les domaines s'y prêtant, plutôt orientés dans les thèmes de cadre physique ou bien de l'environnement humain et socio-économique (hydraulique, bruit...) ; d'autres (tels l'environnement paysager par exemple) font appel à certaines appréciations subjectives, dont la quantification ne peut être aisément envisagée.

Le second point soulève parfois également des difficultés liées au fait que certaines sciences, complexes, telles les sciences biologiques et écologiques, ne sont que modérément (voire pas) prédictives.

Ces considérations montrent la difficulté d'apprécier, de façon générale et unique l'impact d'un projet sur l'environnement ; l'agrégation des impacts (addition des effets sur des thèmes distincts de l'environnement) reste donc du domaine de la vue de l'esprit, à ce jour, dans la mesure où elle supposerait de façon objective :

- ⇒ de pouvoir quantifier chaque impact thématique (dans tous les domaines de l'environnement), ce qui n'est pas le cas,
- ⇒ de savoir pondérer l'importance relative des différents thèmes environnementaux les uns par rapport aux autres, ce qui n'est pas le cas non plus.

6.3. CAS Du SCOT DU VAL D'ESSONNE

La présente évaluation environnementale est intégrée au dossier de SCoT soumis à l'enquête publique.

Dans le cadre du présent dossier, la méthode utilisée a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences des orientations d'aménagements.

La collecte des données a été menée auprès des détenteurs de l'information :

- étude de documents existants, porter à connaissance de l'Etat, études préalables (inventaires du patrimoine naturel, historique, recensement des usages de la ressource aquatique, ...),
- consultation des services de l'administration, des collectivités,

complétés par des reconnaissances de terrain. On notera cependant que, compte tenu de l'ampleur du territoire étudié, les investigations mettent en évidence la sensibilité des milieux naturels sans toutefois prétendre à leur exhaustivité. Selon le principe de subsidiarité, le SCoT renvoie aux dossiers réglementaires (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau, ...) qui seront engagés au cas par cas lors de la phase de conception et de réalisation des orientations d'aménagements projetées.

Ces diverses informations ont été gérées par des spécialistes qui mènent régulièrement, de façon professionnelle, les évaluations environnementales de cette nature, dans des contextes voisins (même si à chaque étude des spécificités apparaissent : géographie, environnement périphérique...).

Les différents impacts ont été établis par thèmes, à partir de l'expérience des chargés d'études.

**Annexe 1 : Liste des études techniques et scientifiques consultées relatives à
la rivière Essonne et aux milieux afférents**

Conservatoire départemental des Espaces Naturels Sensibles, Office de Génie Ecologique - Espaces Naturels Sensibles – Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine : Schéma de réhabilitation et de valorisation 2001-2010 – 91 pages + annexes.

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), mars 1997 – Schéma directeur d'urbanisme du SIEP du Val d'Essonne – Schéma directeur des eaux : Rapport de présentation – 115 pages + annexes.

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), mai 1997 – Etude préalable à l'aménagement global de la rivière Essonne : Propositions – 52 pages.

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), septembre 1999 – Etude préliminaire à l'aménagement global du Ru de Misery : Document de synthèse – 25 pages.

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), septembre 2000 – Opération rivière propre : Contrat de bassin confluence Seine-Essonne – 17 pages.

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), novembre 2000 – Contrat de Bassin « Confluence Seine-Essonne » : Enquête publique globale relative à la réalisation du programme de travaux 2001-2004 issu de l'étude préalable à l'aménagement global de la rivière Essonne – Pièce n° 1 : Dossier réglementaire Loi sur l'Eau (15 pages) – Pièce n°2 : Intérêt général de l'opération (9 pages) – Pièce n°3a : Etude d'impact (153 pages) – Pièce 3b : Etude d'impact (illustrations) – Pièce n°3c : Analyse paysagère, Analyse des travaux : impact sur le paysage, Orientations pour des propositions de mise en valeur paysagère (76 pages) – Pièce n°4 : Mémoire explicatif : Estimation des investissements, modalités d'entretien et d'exploitation, calendrier prévisionnel (8 pages).

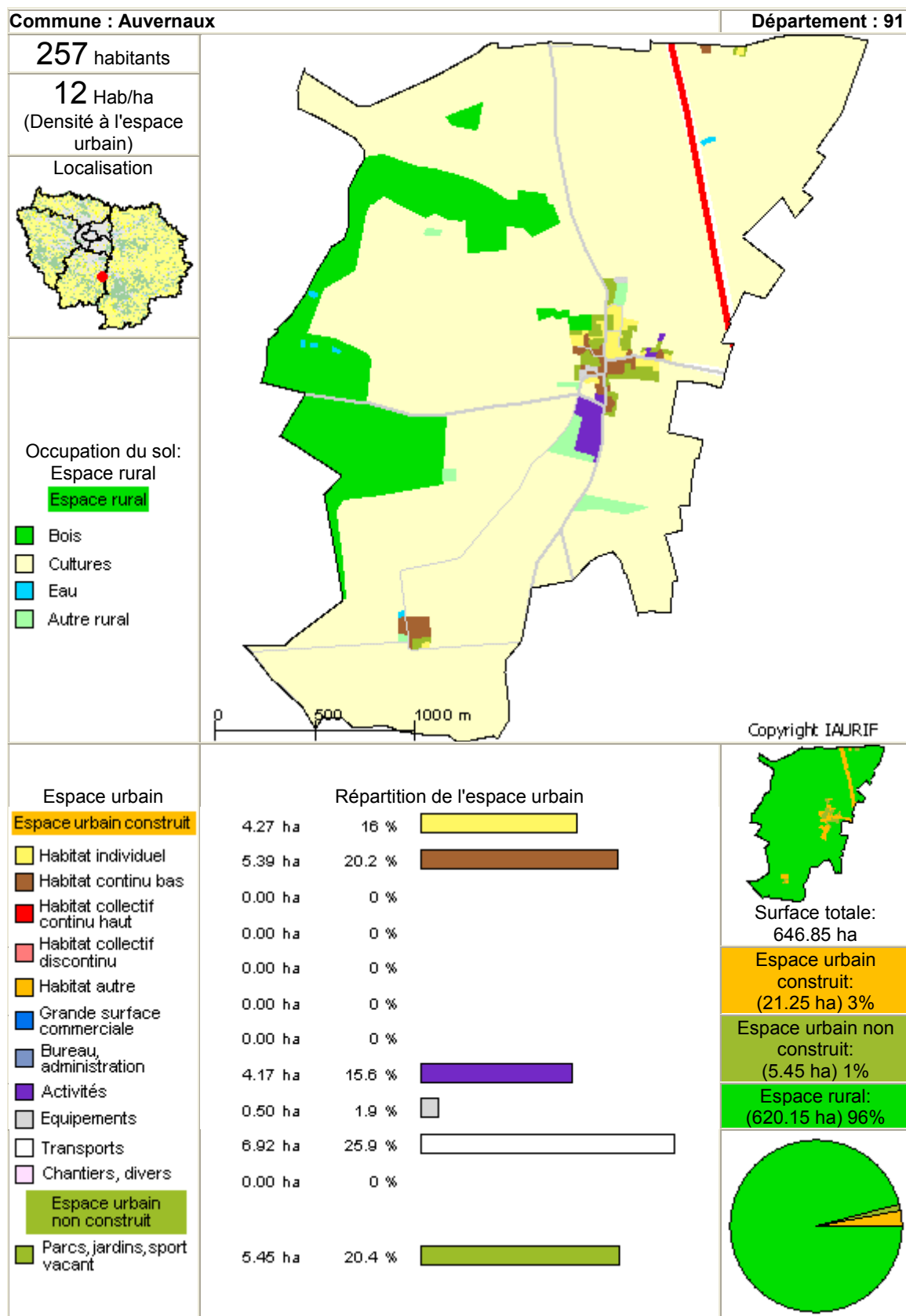
Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), novembre 2002 – Etude préliminaire à la restauration de la Petite Essonne en aval des papeteries Lecoursonnois – Rapport définitif de phase 1 : Diagnostic (60 pages) – Rapport définitif de phase 2 : Solutions techniques et chiffrages (70 pages).

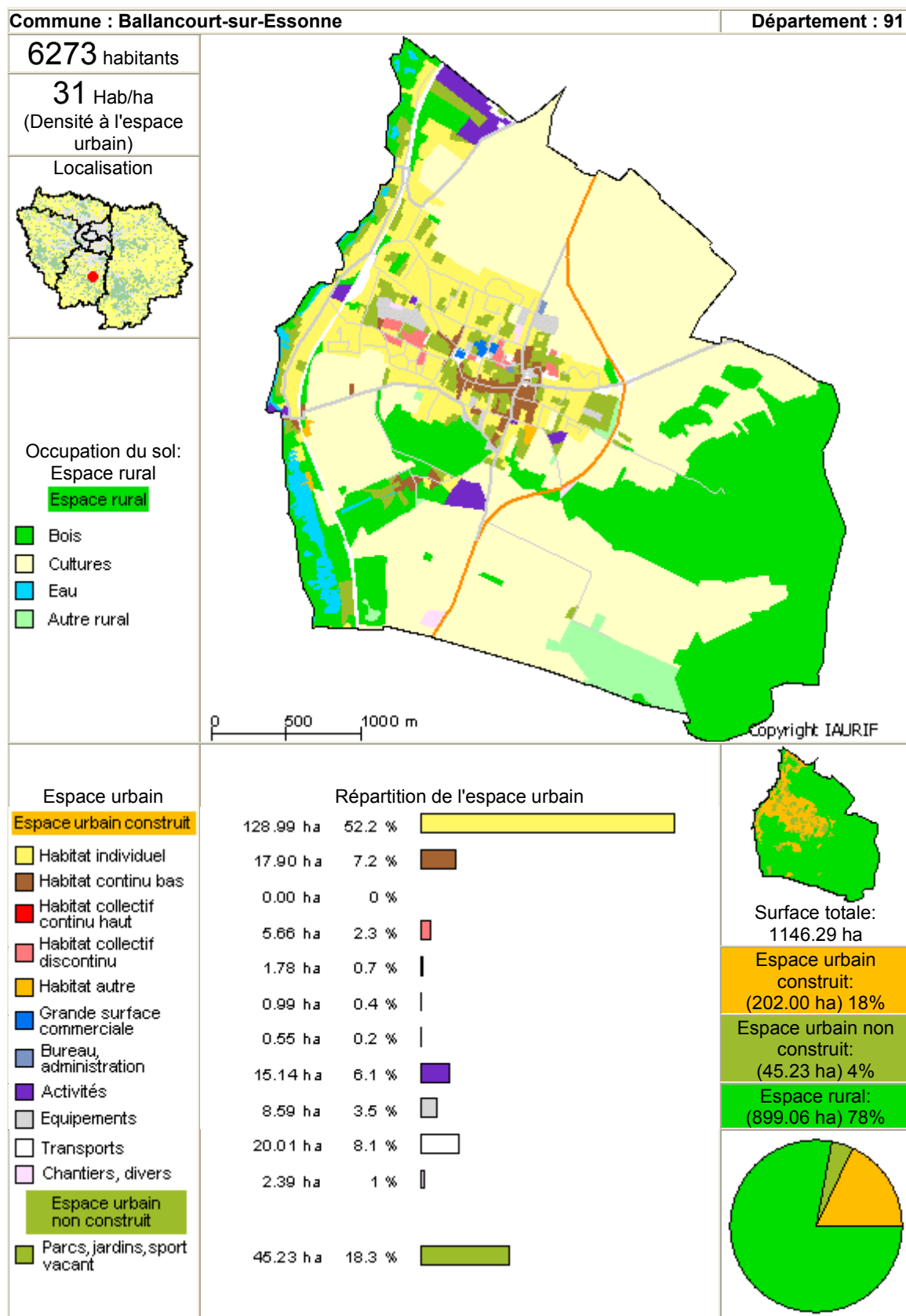
Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), novembre 2002 – Etude de l'impact quantitatif et qualitatif des zones de résurgences et des sources sur la rivière Essonne dans le département de l'Essonne – 69 pages.

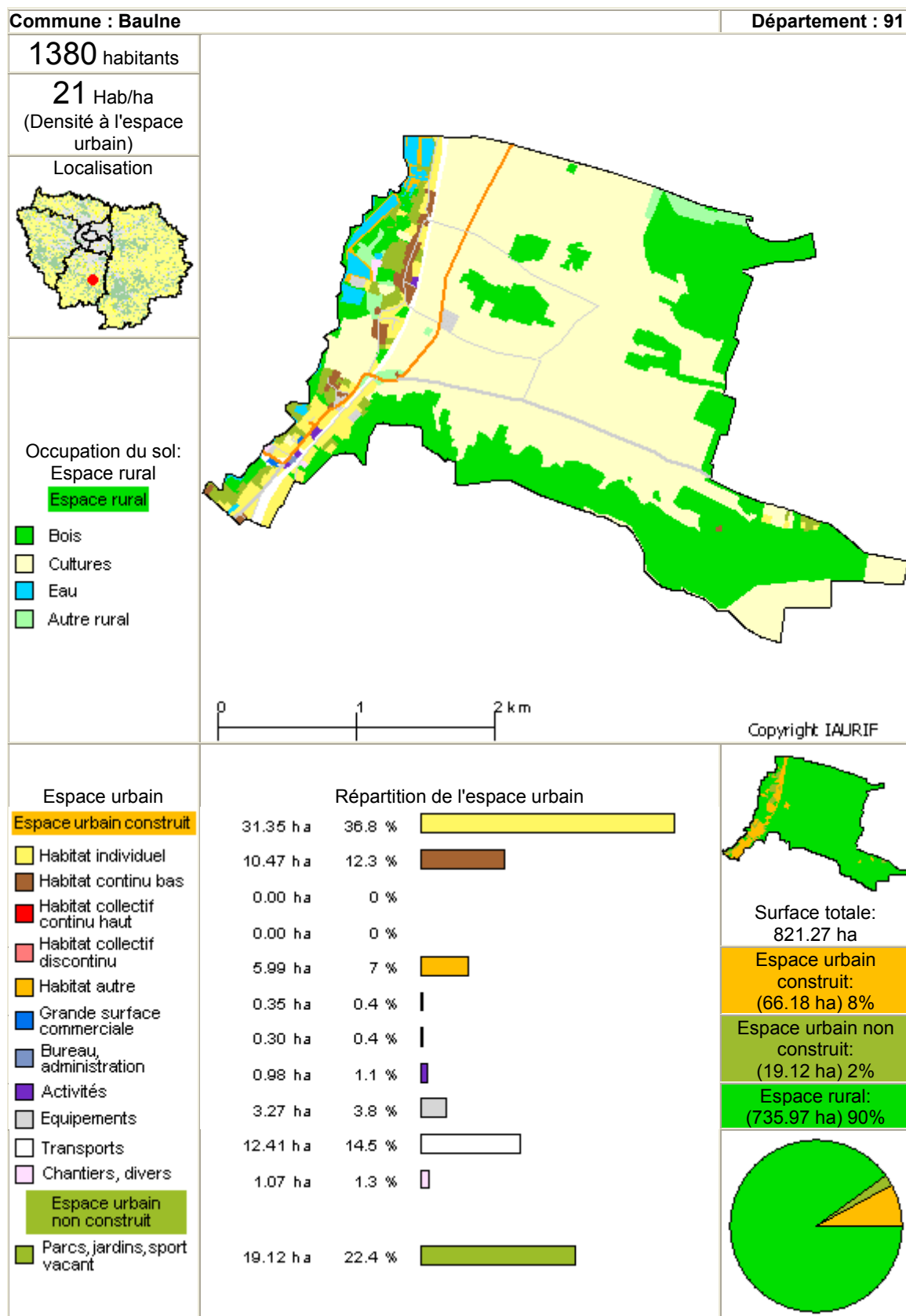
Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration des Cours d'Eau (SIARCE), Janvier 2004 – aQualité Horizon 2015 – 80 pages.

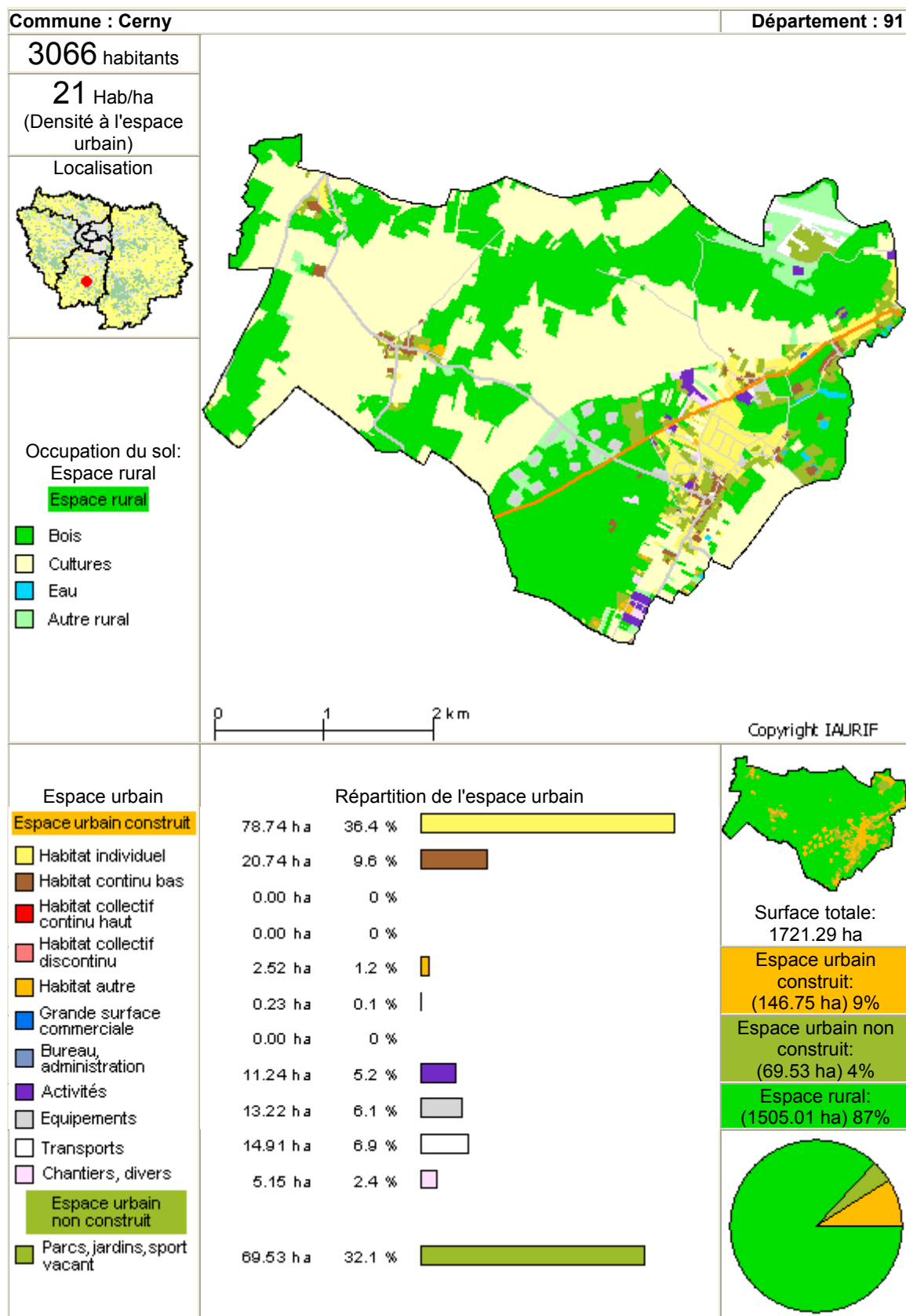
Annexe 1 : Liste des études techniques et scientifiques consultées relatives à la rivière Essonne et aux milieux afférents

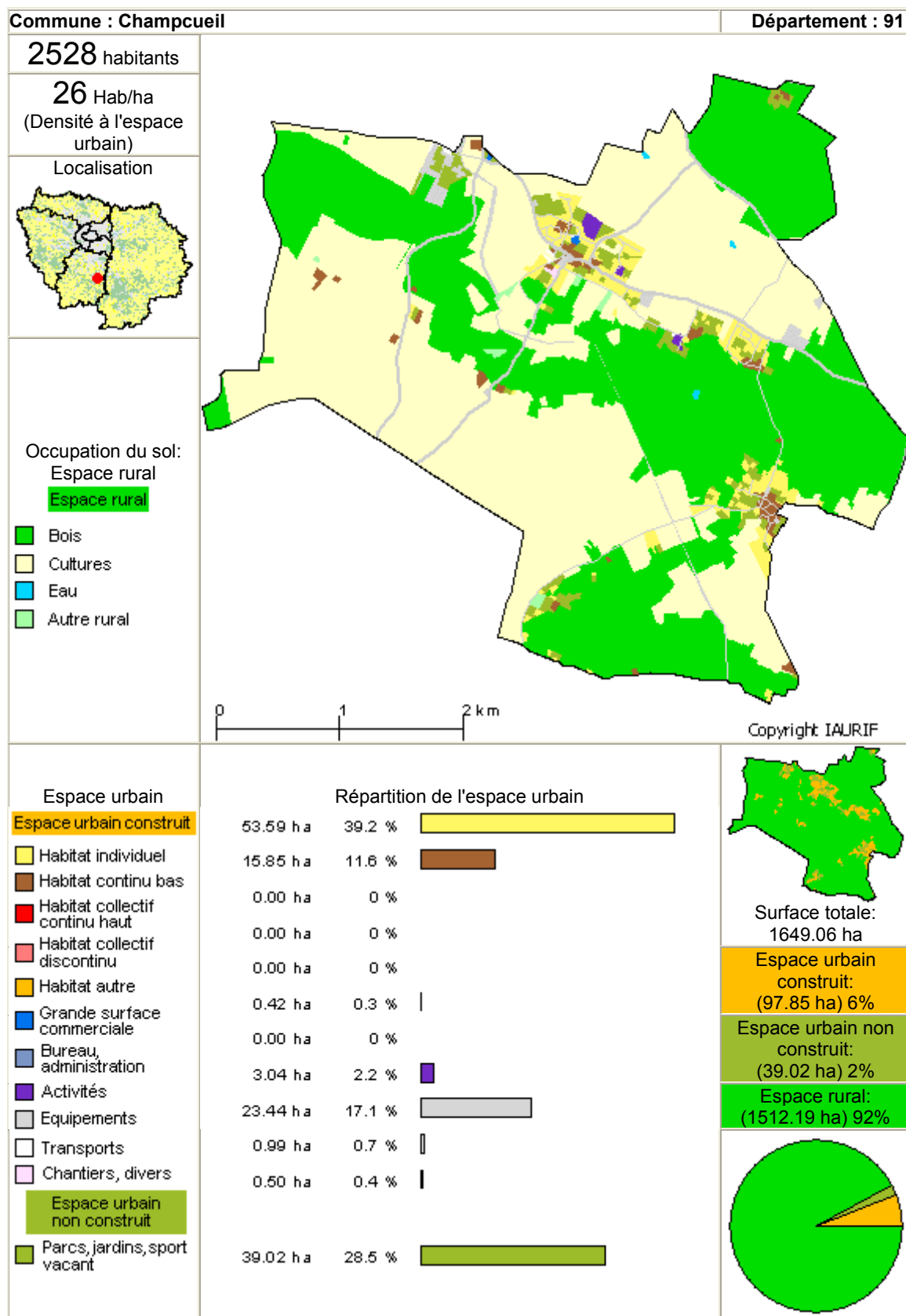
Annexe 2 : MOS 1999 par commune (Source : IAURIF)

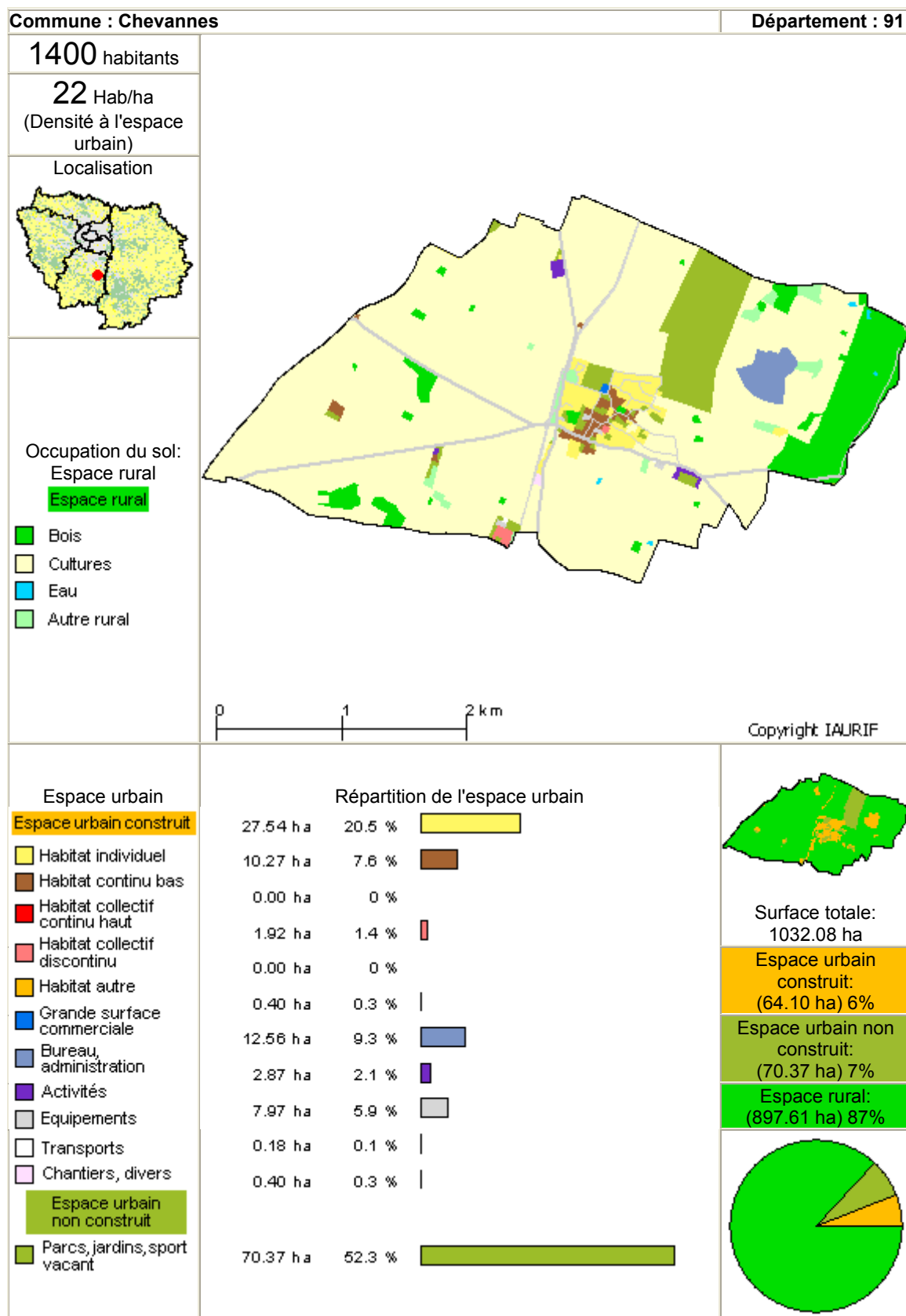


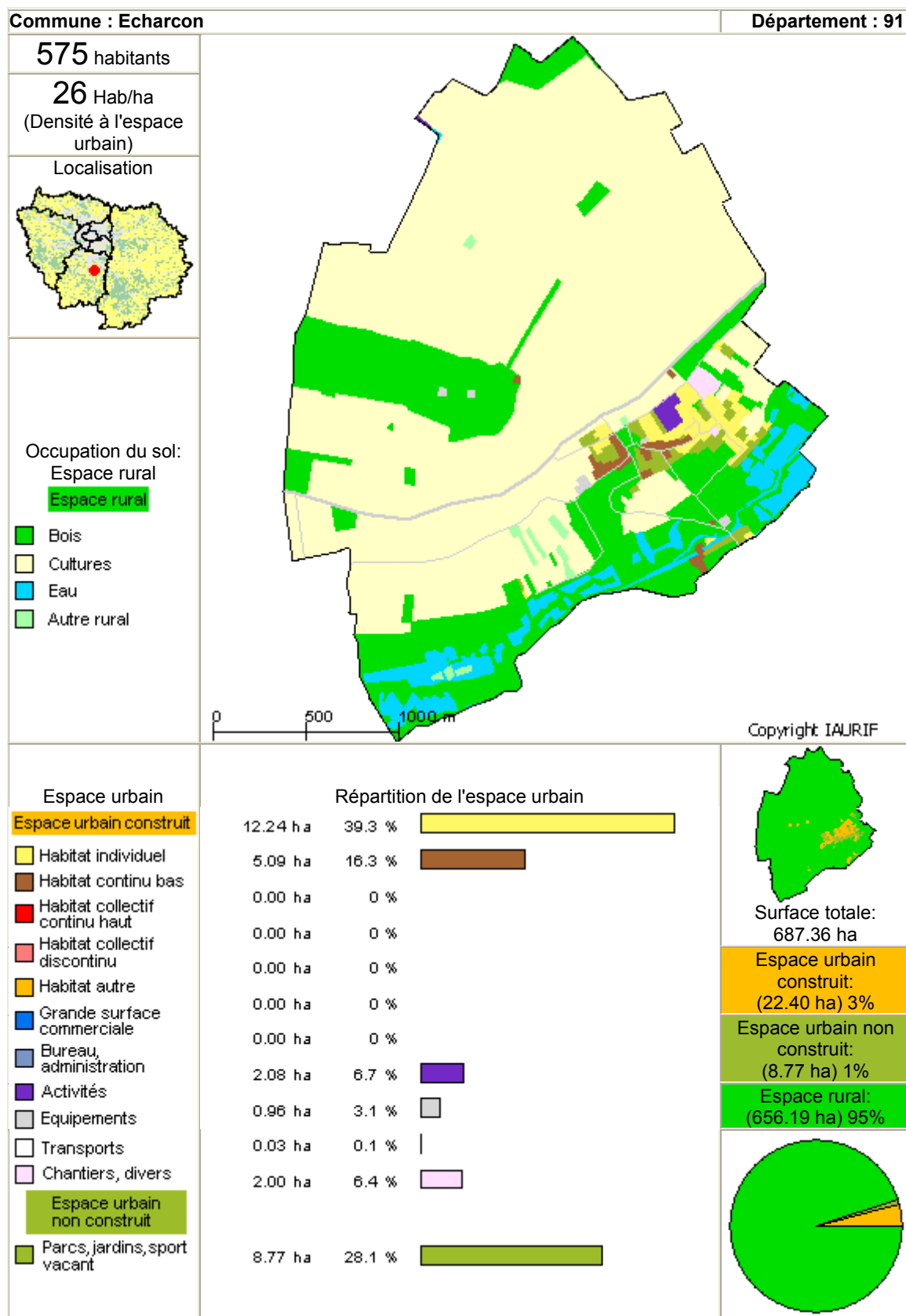


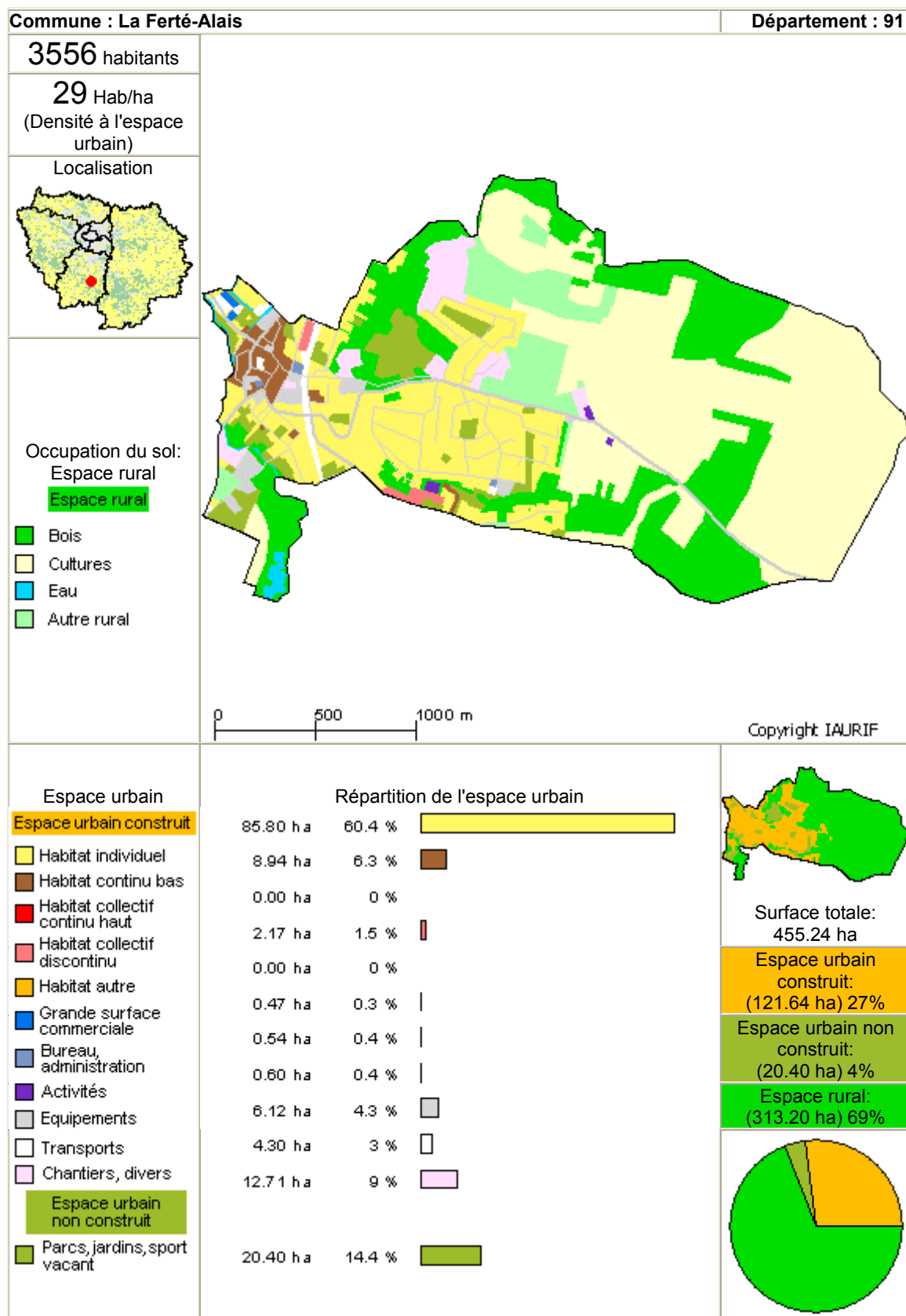


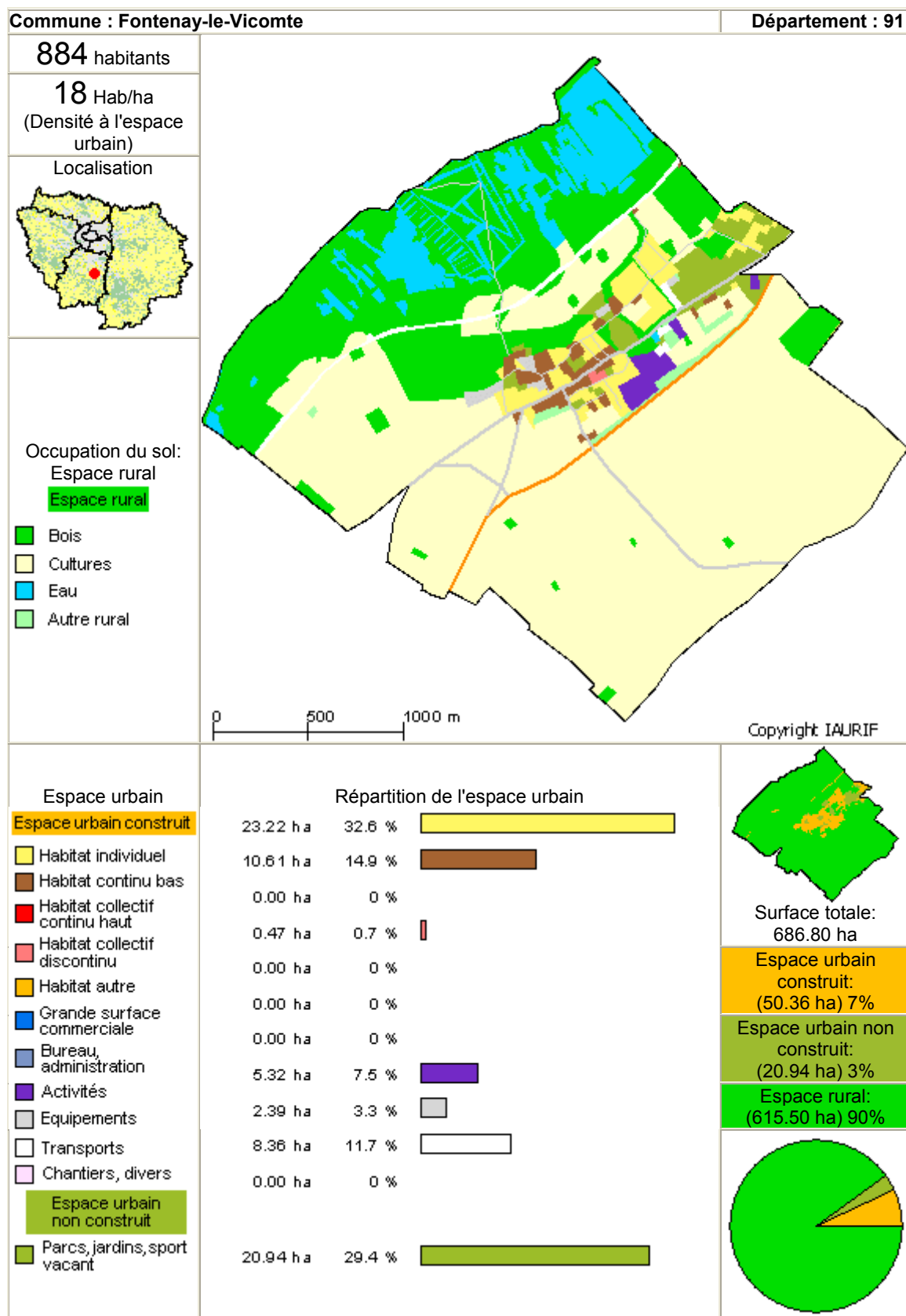


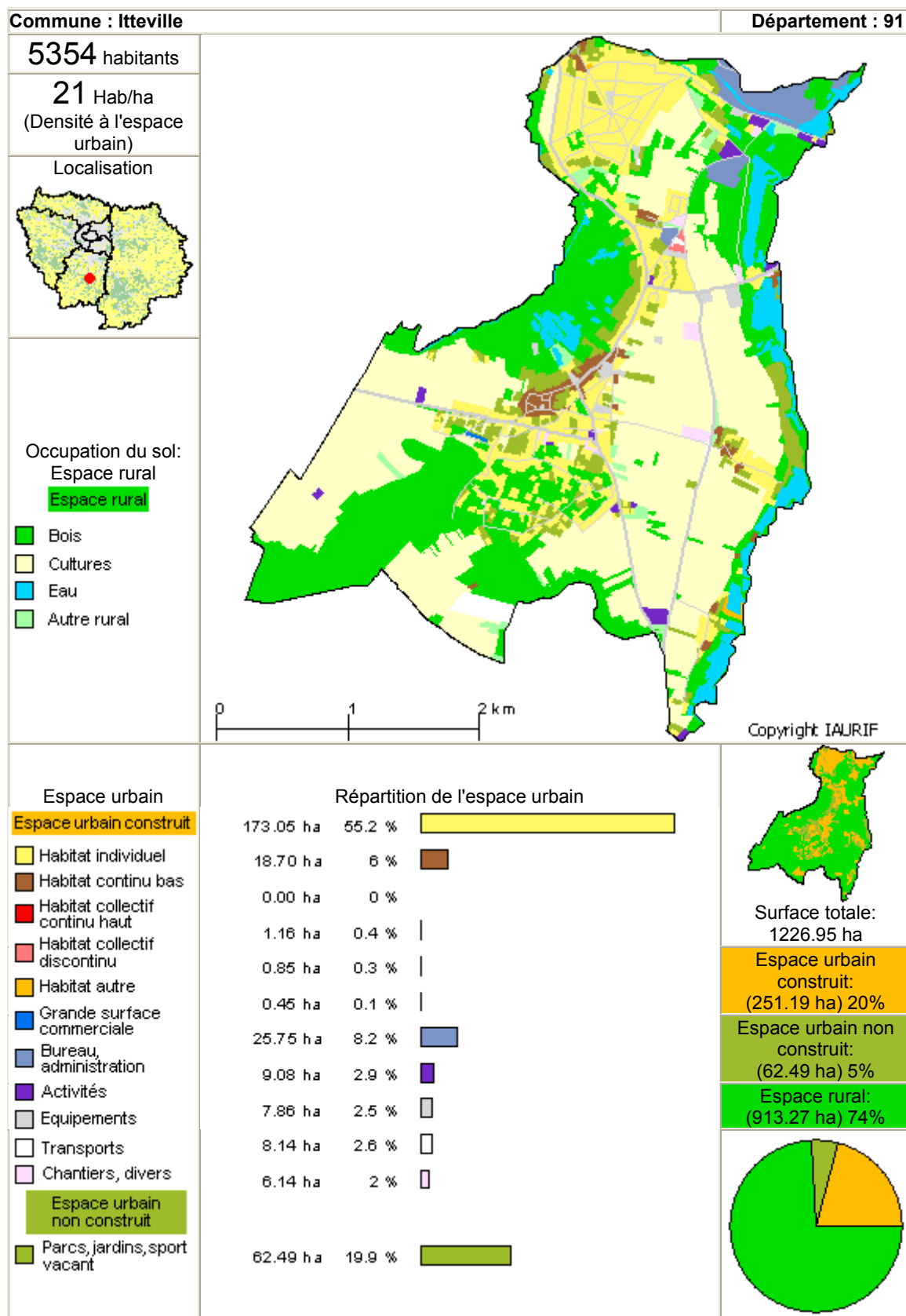


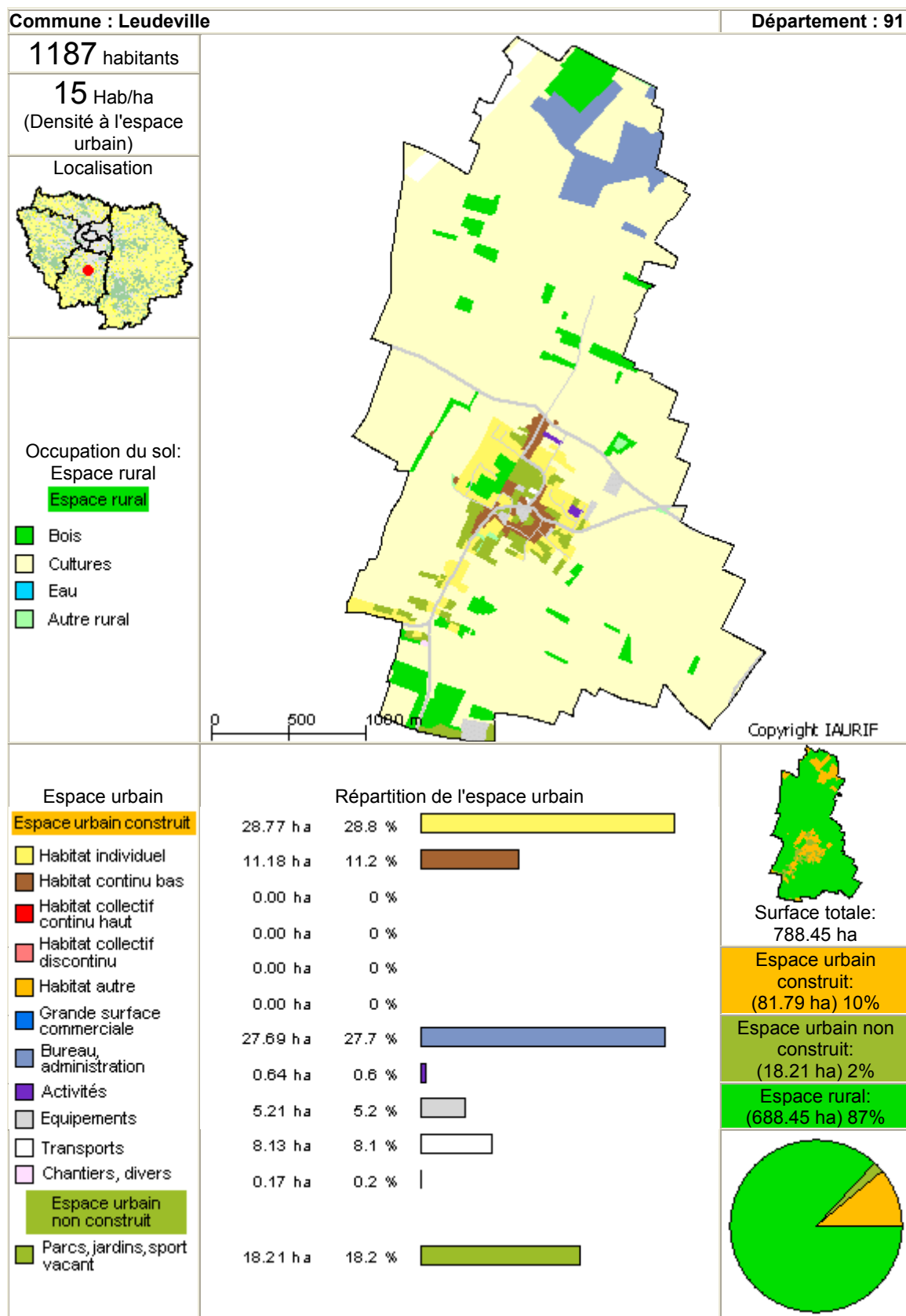


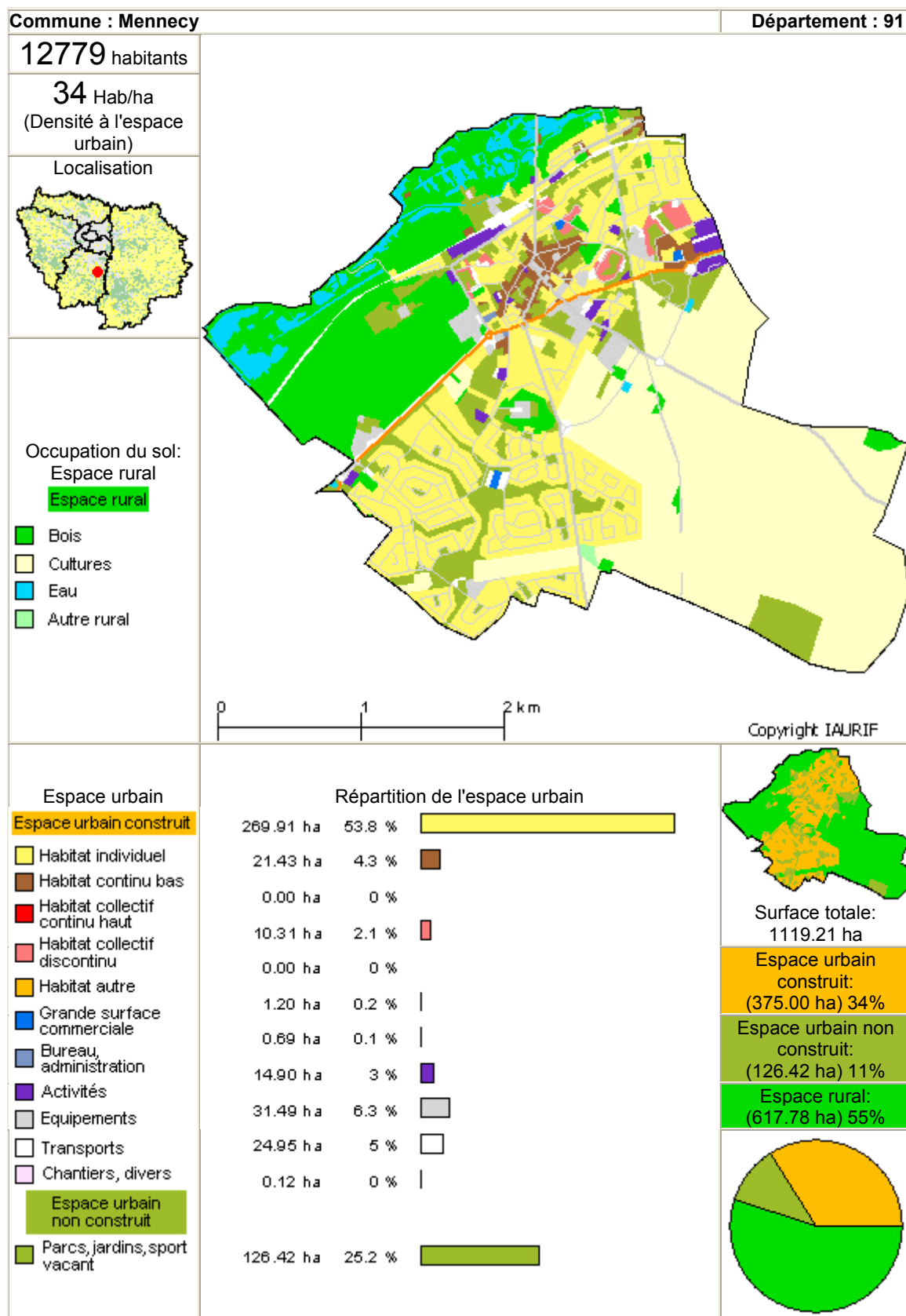


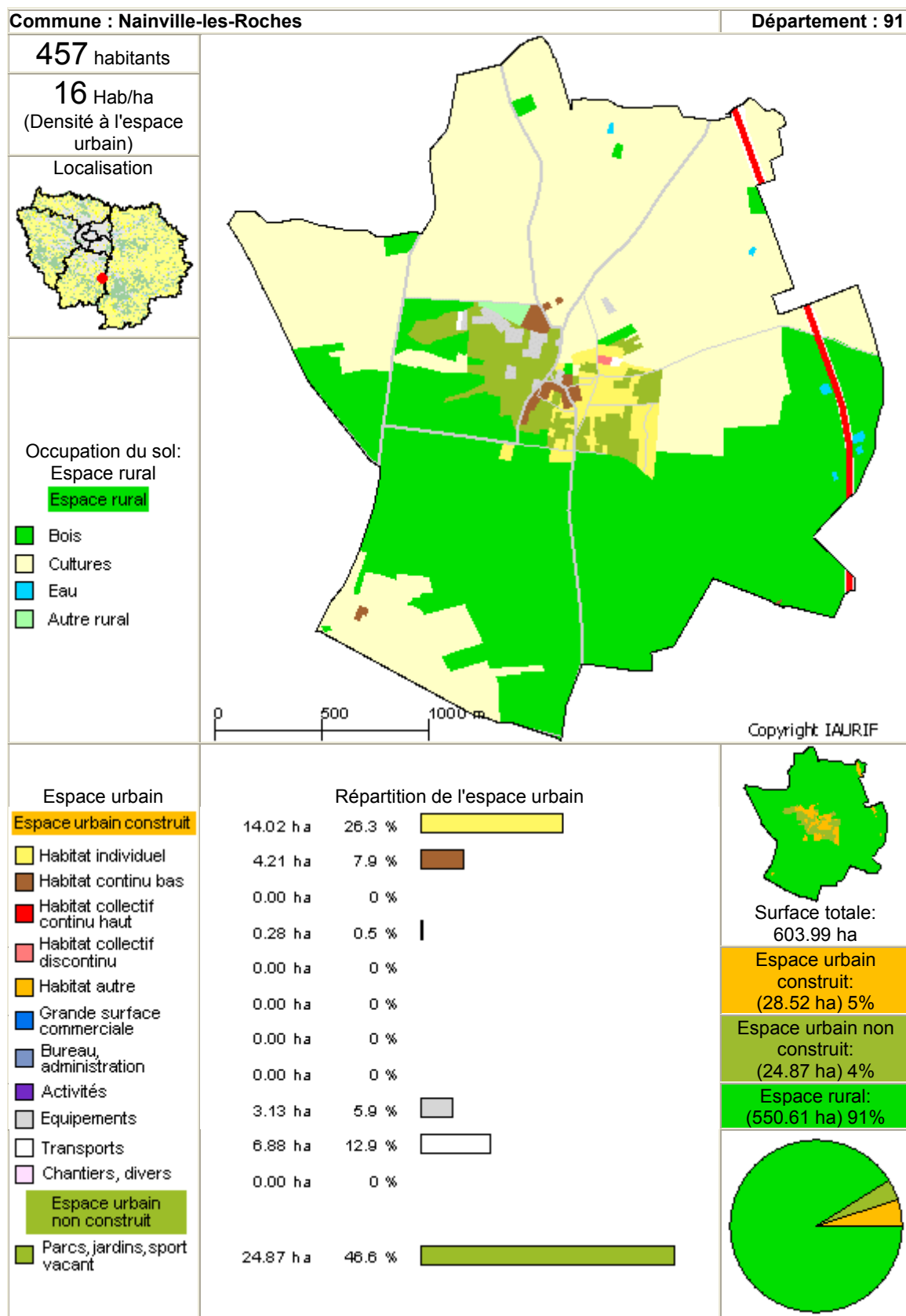


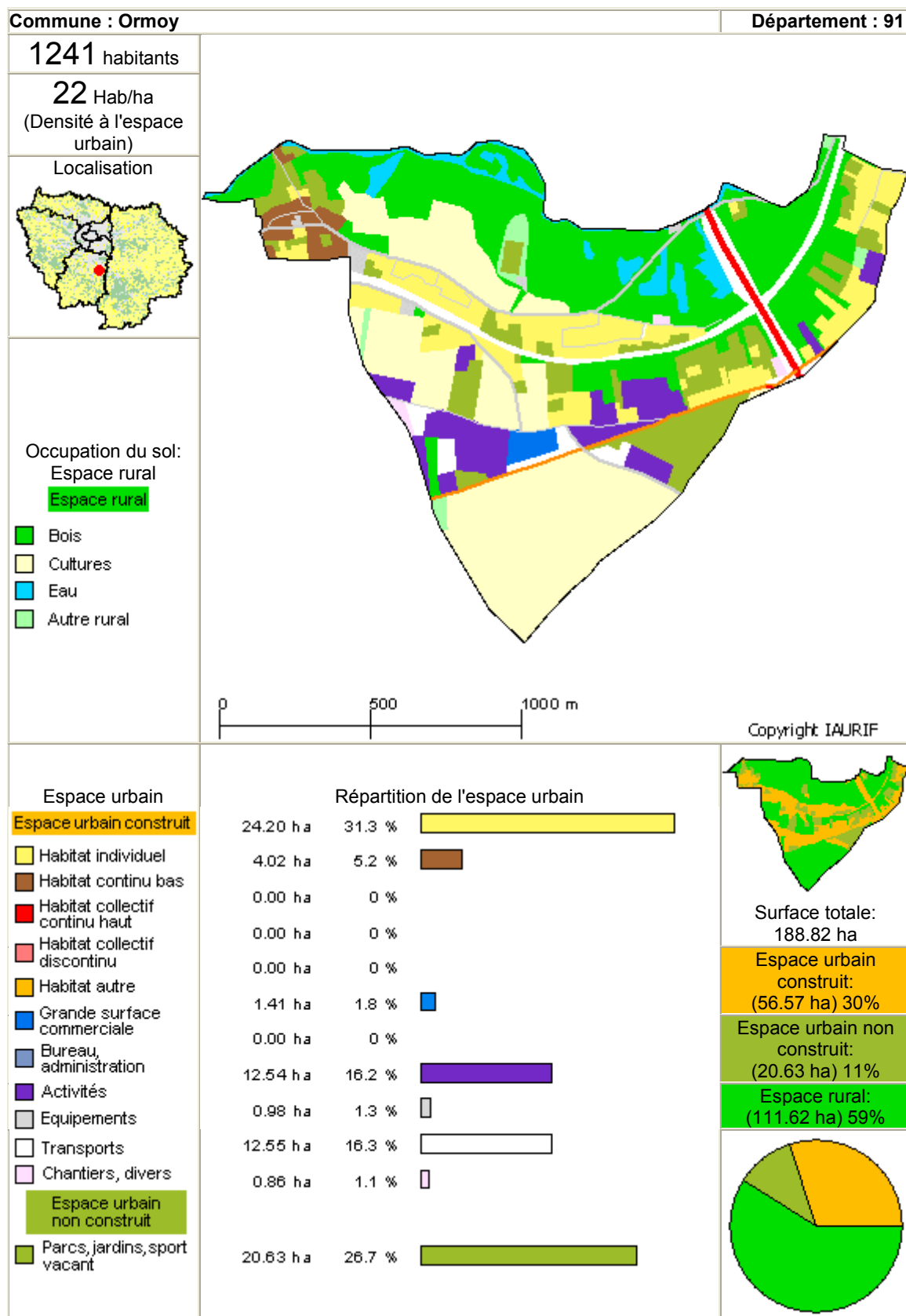


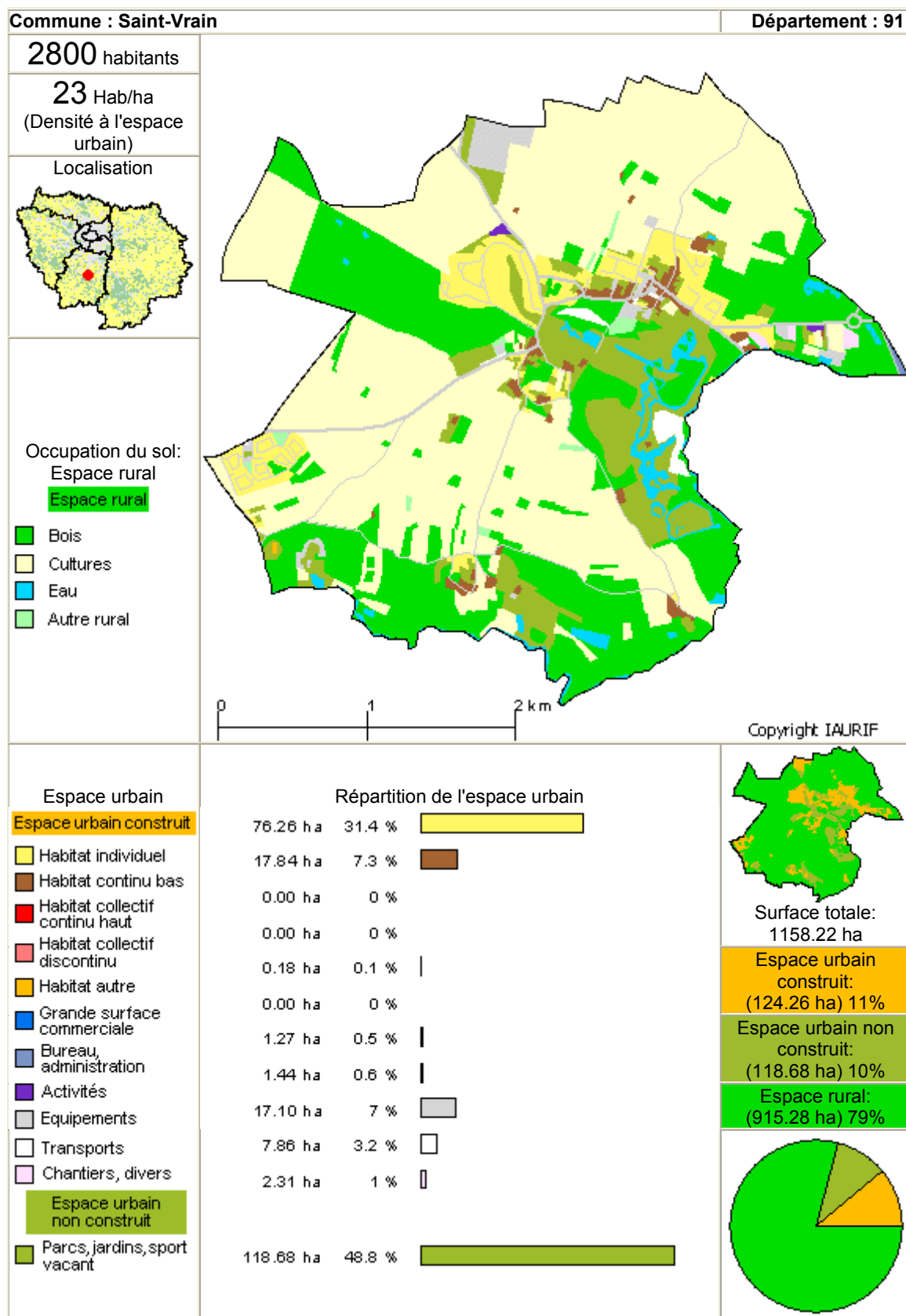


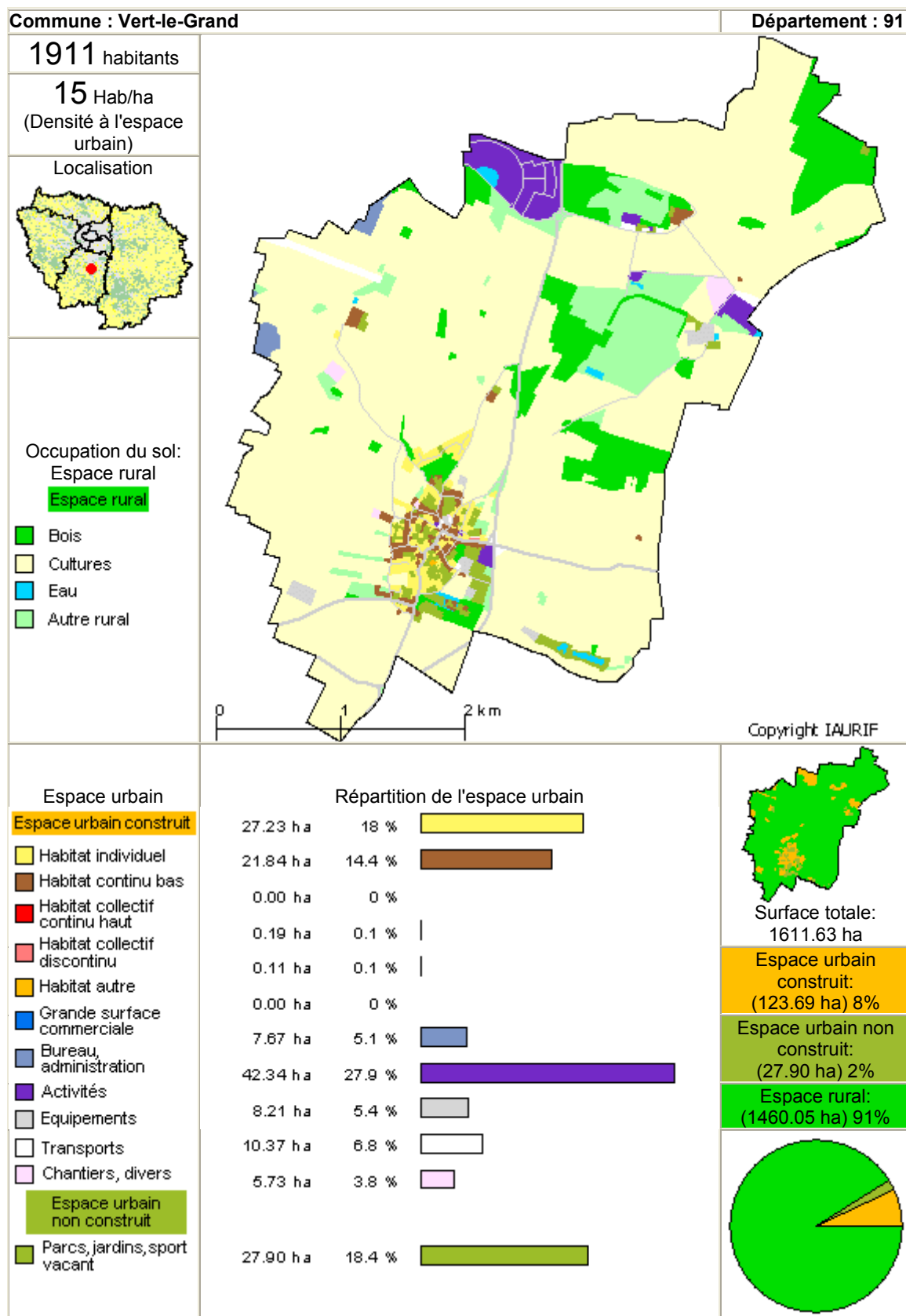


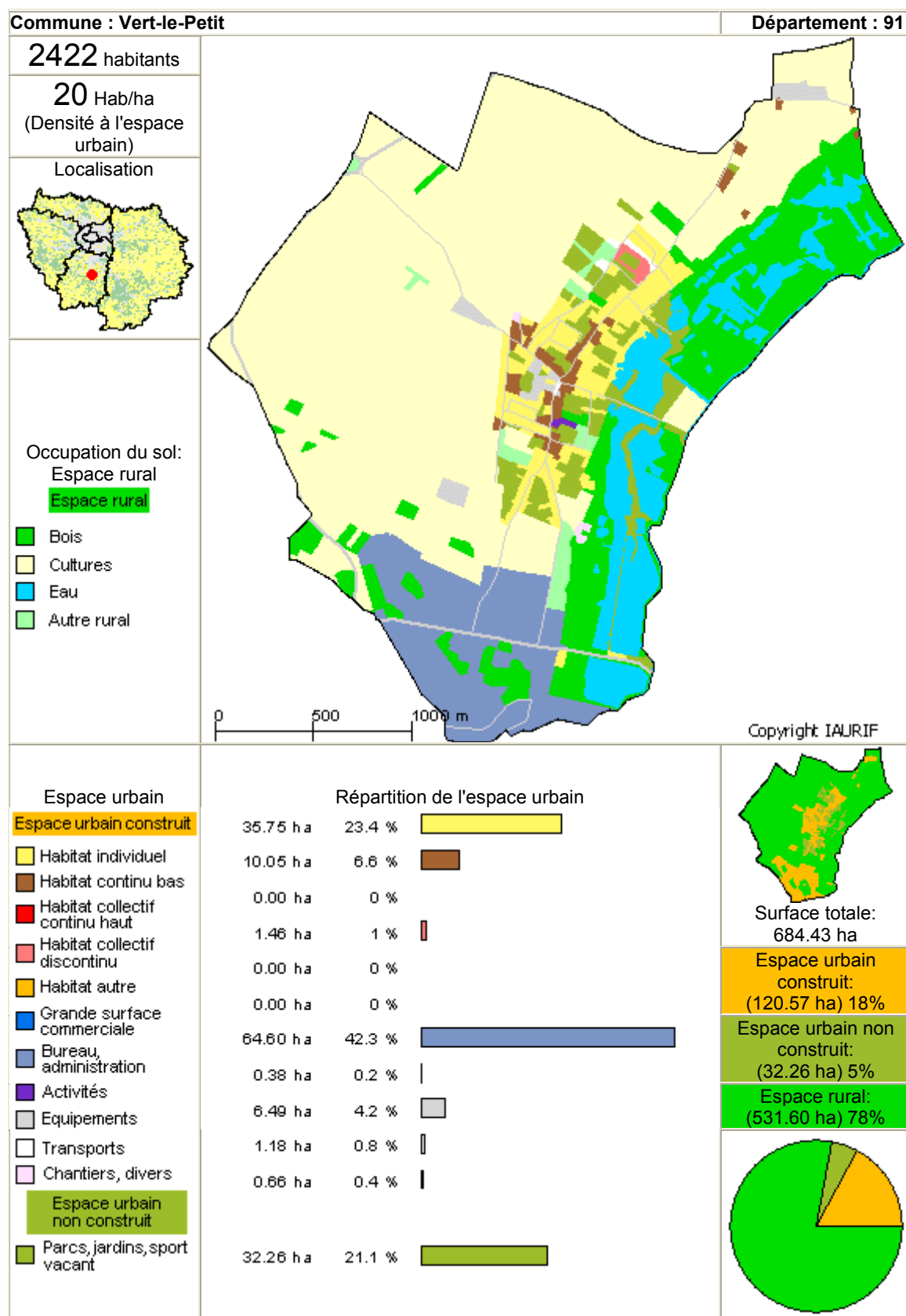






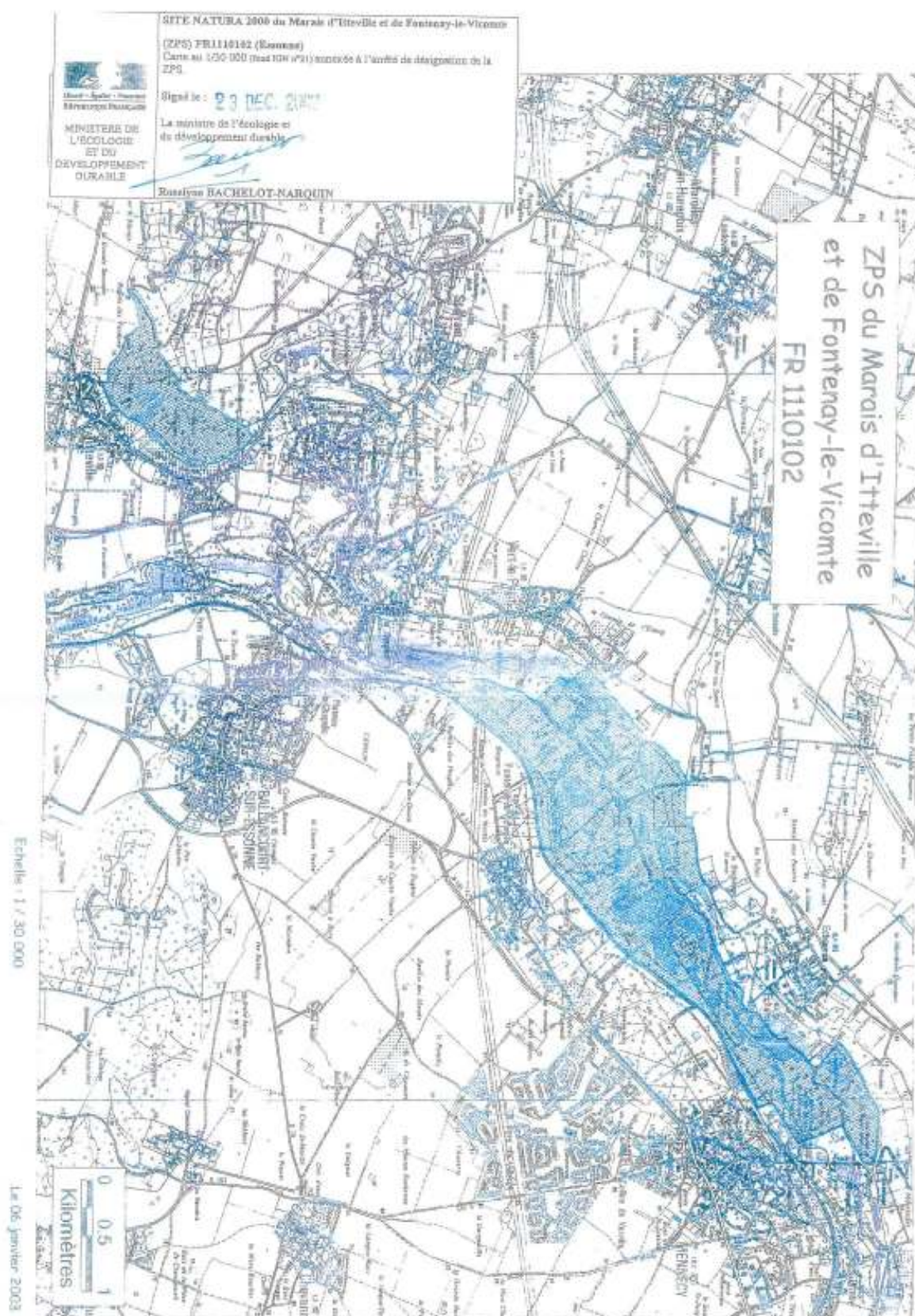






Annexe 2 : MOS 1999 par commune (Source : IAURIF)

**Annexe 3 : Cartographie de la ZPS FR1110102 signée par le MEDD le
23/12/2003**



Annexe 3 : Cartographie de la ZPS FR110102 signée par le MEDD le 23/12/2003

**Annexe 4 : ZBC et PNB sur le territoire de la CCVE (Source : Observatoire
départemental du bruit des transports terrestres)**

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	1156	Date recensement :	04/03/2004 14:34:00
Nom ZBC :	PNB POTENTIEL	ZBC multi-source	Non
Type ZBC :	Route		
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	BAULNE	Département :	(91) ESSONNE
		Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Concédé(Non)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitations	Non	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	0
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	0
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source :

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés								Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} 62- 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0	0	0	

ZBC comportant des PNB : Non

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	1157	Date recensement :	09/06/2004 15:32:00
Nom ZBC :	ZBC vérifiée pas PNB		
Type ZBC :	Route	ZBC multi-source	Non
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	FONTENAY-LE-VICOMTE	Département :	(91) ESSONNE
		Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Concéd4(Nom)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitations	Oui	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	0
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	0
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source : Non

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés									Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale			
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	personnes	
$L_{réf} \geq 73$ et $L_{max} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
$L_{réf} \geq 73$ et $L_{max} 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
$L_{réf} \geq 73$ et $L_{max} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
$L_{réf} 68 - 72$ et $L_{max} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
$L_{réf} 68 - 72$ et $L_{max} 62- 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
$L_{réf} 68 - 72$ et $L_{max} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux	0	0	0	0	0	0	0	0		

ZBC comportant des PNB : Non

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	1158	Date recensement :	26/07/2004 09:45:00
Nom ZBC :	Point Noir Bruit		
Type ZBC :	Route	ZBC multi-source :	Non
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	MENNECY	Département :	(91) ESSONNE
		Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Nationale 191, Concède(Non)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :		
Habitations	Non	≥ 73 dBA	0	
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	0	
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0	
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	0	
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :		

ZBC protégée à la source : Non

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés								Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	personnes
$L_{1000} \geq 73$ et $L_{1000} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{1000} \geq 73$ et $L_{1000} 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{1000} \geq 73$ et $L_{1000} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{1000} 68 - 72$ et $L_{1000} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{1000} 68 - 72$ et $L_{1000} 62- 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{1000} 68 - 72$ et $L_{1000} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0	0	0	

ZBC comportant des PNB : Non

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	1159	Date recensement :	09/10/2006 11:38:00
Nom ZBC :	PNB POTENTIEL		
Type ZBC :	Route	ZBC multi-source :	Non
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	MENNECY	Département :	(91) ESSONNE
		Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Concède(Non)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitat	Oui	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	89
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	89
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source : Non

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés								Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} \geq 73$ et $L_{route} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} 62 - 66$	27	226	0	0	0	0	1	0	226
$L_{route} 68 - 72$ et $L_{route} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	27	226	0	0	0	0	1	0	

ZBC comportant des PNB : Oui

Quantification des PNB de la zone à la date de son recensement :

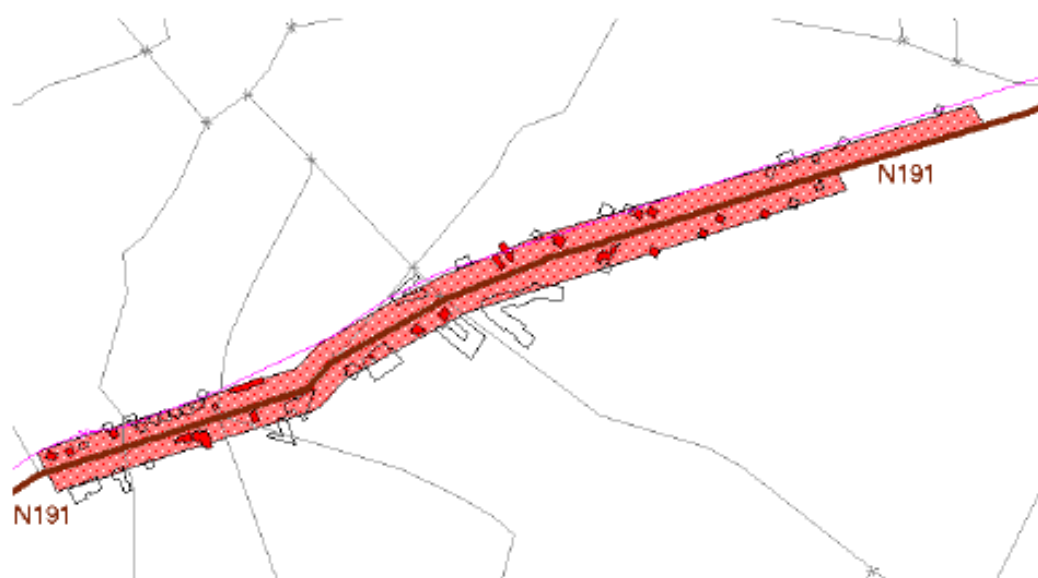
Données globales :

Population exposée dans les PNB :		
≥ 73 dBA	0	
≥ 68 et ≤ 72 dBA	89	
≥ 67 dBA	0	
≥ 62 et ≤ 66 dBA	89	
Source données population :		

Non

Données PNB par bâtiments:

classes de niveaux sonores en façade	Points noirs du bruit recensés								Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	
$L_{\text{route}} \geq 73$ et $L_{\text{route}} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{route}} \geq 73$ et $L_{\text{route}} 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{route}} \geq 73$ et $L_{\text{route}} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{route}} 68 - 72$ et $L_{\text{route}} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{route}} 68 - 72$ et $L_{\text{route}} 62 - 66$	19	178	0	0	0	0	0	0	178
$L_{\text{route}} 68 - 72$ et $L_{\text{route}} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	19	178	0	0	0	0	0	0	



Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	1162	Date recensement :	
Nom ZBC :		ZBC multi-source	Non
Type ZBC :	Route		
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	ORMOY	Département :	(91) ESSONNE
		Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Concédés(Non)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitat	Non	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	0
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	0
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source :

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés								Totaux
	Habitat		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	
$L_{\text{pnj}} \geq 73$ et $L_{\text{max}} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{pnj}} \geq 73$ et $L_{\text{max}} = 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{pnj}} \geq 73$ et $L_{\text{max}} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{pnj}} = 68 - 72$ et $L_{\text{max}} \geq 67$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{pnj}} = 68 - 72$ et $L_{\text{max}} = 62 - 66$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
$L_{\text{pnj}} = 68 - 72$ et $L_{\text{max}} < 62$	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	0	0	0	0	0	0	0	0	

ZBC comportant des PNB : Non

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	590	Date recensement :	03/05/2004 14:15:00
Nom ZBC :	ZBC vérifiée par PNB		
Type ZBC :	Route	ZBC multi-source	Non
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	LE COUDRAY-MONTCEAUX	Département :	(91) ESSONNE
	AUVERNAUX	Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Concédés(Non)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitations	Oui	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	0
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	0
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source :

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés									Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale			
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes		
L _{route} ≥ 73 et L _{route} ≥ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
L _{route} ≥ 73 et L _{route} 62 – 66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
L _{route} ≥ 73 et L _{route} < 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
L _{route} 68 - 72 et L _{route} ≥ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
L _{route} 68 - 72 et L _{route} 62- 66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
L _{route} 68 - 72 et L _{route} < 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Totaux	0	0	0	0	0	0	0	0		

ZBC comportant des PNB : Non

Fiche ZBC – Données Générales

Date d'édition de la fiche : dd/01/yyyy

Informations générales :

N° ZBC :	537	Date recensement :	09/10/2006 11:43:00
Nom ZBC :	PNB POTENTIEL		
Type ZBC :	Route	ZBC multi-source	Non
Période d'exposition :	JourSoirNuitEtNuit		
Communes :	LE COUDRAY-MONTCEAUX	Département :	(91) ESSONNE
	ORMOY VILLABE	Région :	ILE-DE-FRANCE
Sources de bruit :	Autoroute A6, Concède(Nom)		
Plaintes :	Non	Commentaires :	

Quantification de l'exposition de la ZBC à la date de son recensement :

Données globales :

Présence de bâtiments sensibles exposés :		Population exposée :	
Habitations	Oui	≥ 73 dBA	0
Logements locatifs sociaux	Non	≥ 68 et ≤ 72 dBA	26
Bâtiments d'enseignement	Non	≥ 67 dBA	0
Bâtiments soins/santé	Non	≥ 62 et ≤ 66 dBA	26
Bâtiments action sociale	Non	Source données population :	

ZBC protégée à la source :

Données bâtiments sensibles exposés :

classes de niveaux sonores en façade	Bâtiments sensibles exposés									Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		personnes	
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes		
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} ≥ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} 62 – 66	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} < 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} ≥ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} 62- 66	11	52	0	0	0	0	0	0	0	52
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} < 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	11	52	0	0	0	0	0	0		

ZBC comportant des PNB : Oui

Quantification des PNB de la zone à la date de son recensement :

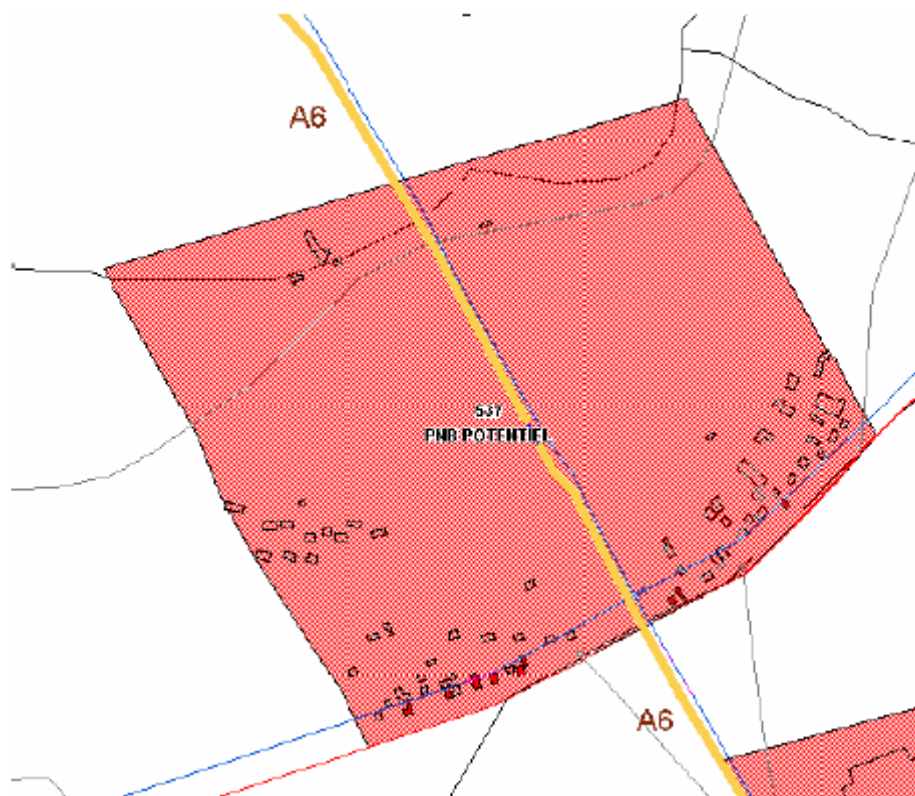
Données globales :

Population exposée dans les PNB :	
≥ 73 dBA	0
≥ 68 et ≤ 72 dBA	26
≥ 67 dBA	0
≥ 62 et ≤ 66 dBA	26
Source données population :	

Oui

Données PNB par bâtiments:

classes de niveaux sonores en façade	Points noirs du bruit recensés								Totaux
	Habitation		Enseignement		soin santé		action sociale		
	Nombre	personnes	Nombre	Personnes	Nombre	personnes	Nombre	personnes	
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} ≤ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} ≤ 62 - 66	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} ≥ 73 et L _{pn} ≤ 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} ≥ 67	0	0	0	0	0	0	0	0	0
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} 62- 66	8	52	0	0	0	0	0	0	52
L _{pn} 68 - 72 et L _{pn} < 62	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux	8	52	0	0	0	0	0	0	



Annexe 4 : ZBC et PNB sur le territoire de la CCVE (Source : Observatoire départemental du bruit des transports terrestres)